

150 ans
(et 1/2)
après...

CM
CAHIERS
MARXISTES

Manifeste

der

Kommunistischen Partei.

Veröffentlicht im Februar 1848.

Proletarier aller Länder vereinigt euch.

London.

Bedruckt in der Office der „Bildungs-Gesellschaft für Arbeiter“
von D. G. Burghard.

46, LIVERPOOL STREET, BISHOPSGATE.

- Francis Bismans
- Giovanni Carpinelli
- Jean-Marie Chauvier
- Gérard Duménil
- Didar Fawzy
- Michel Godard
- Pierre Lebrun
- Dominique Lévy
- Jean-Renaud Seba

le Manifeste

sept.-oct. 1998

210

Les *Cahiers Marxistes*

Référant aux courants marxistes, la revue tend à considérer la société comme totalité; à privilégier donc une approche multidisciplinaire critique et l'articulation entre théories et pratiques sociales. Les engagements y seront assumés comme clé de scientificité ou comme valeur philosophique et morale. La revue se conçoit comme lien entre chercheurs, citoyens actifs et responsables d'organisations sociales et politiques. Elle procède actuellement plutôt par thème.

abonnement

(6 numéros)

pour la Belgique 1 200 F

pour l'Union Eur. 1 400 F

hors Union Eur. 1 600 F

au compte 001-1047600-76

des CM (21, av. de Stalingrad,
1000 Bruxelles)

Tél + fax : 32-2-511.93.89

comité de rédaction

Mateo Alaluf, Jacques Aron,
Francis Bismans, Albert Carton,
Barbara Delcourt, Pascal Delwit,
Ouardia Derriche,
Jean-Michel De Waele,
Pierre Gillis, Michel Godard,
Serge Govaert, Jean-Jacques
Heirwegh, Claude Herne,
Rosine Lewin, Bérange
Marquês-Pereira, Jacques
Moins, Jacques Nagels, Nadine
Plateau, Marc Rayet, Claude
Renard, Jean-Maurice Rosier,
Christian Vandermortten,
Benoît Verhaegen.

secrétariat de rédaction et mise en page

Elsa Rayet & Héléne De Noose

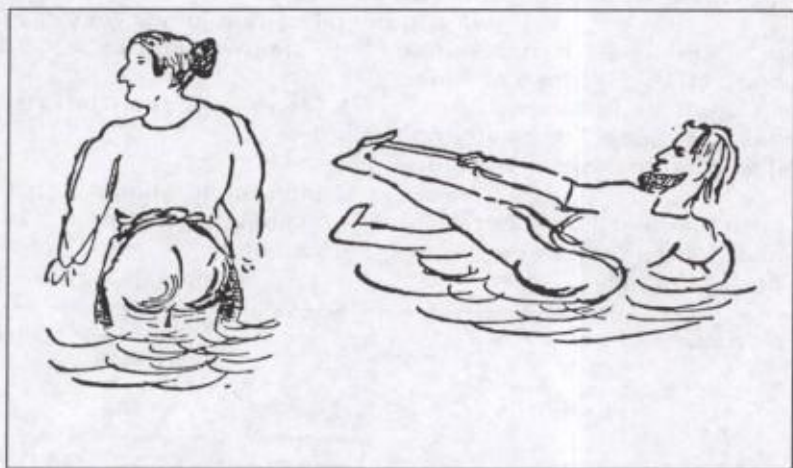
rédacteurs en chef

Pierre Gillis & Michel Godard

C	M
CAHIERS	
MARXISTES	

sommaire

- <i>éditorial</i>		3
- marx à bruxelles (1845-1848)	 michel godard	11
- <i>le catéchisme du prolétaire</i>		
	<i>document</i> victor tedesco	17
- <i>le manifeste</i> et les révolutions de 1848		
	 francis bismans	31
- la croissance endogène, <i>le capital</i> et l'historien		
	 pierre lebrun	75
- rapports de production et structure de classe du capitalisme 150 ans après		
	 gérard duménil et dominique lévy	131
- le matérialisme transcendantal	 jean-renaud seba	163
- don, 1918-19 : les cosaques au cœur de la tourmente		
	 jean-marie chauvier	197
- des cosaques à brejnev : comprendre l'histoire soviétique malgré le <i>livre noir</i>		
	<i>interview de</i> jean-marie chauvier	205
- l'étonnement inassouvi	 giovanni carpinelli	221
- henri curiel : itinéraire d'un révolutionnaire professionnel		
	 didar fawzy	239
<hr/>		
- <i>lectures</i>		255



La situation à Ostende, décrite par Engels à l'intention de Marx, en juillet 1846.

150 ans
(et ½)
après le *manifeste*

Le *Manifeste du Parti communiste* a cent cinquante ans, depuis six mois. Ce décalage a sans doute quelque chose à voir avec une prise en compte des rythmes lents de l'Histoire (qu'est-ce que six mois face à un siècle et demi ?), ou avec un réflexe aristocratique, du type de celui qui pousserait à célébrer les demi-anniversaires de préférence aux entiers — c'est tellement moins commun, et ça évite de se mêler au *vulgum pecus*. Mais l'avantage le plus appréciable de notre retard, c'est qu'il permet, sachant ce que les autres ont déjà dit ou écrit, de ne pas les répéter, ou de leur répondre. D'autant que les commémorations ont charrié de tout, du pire au meilleur.

Nous commencerons par croquer, avec Michel Godard, l'environnement bruxellois qui fut le cadre de la genèse du *Manifeste*, et pas seulement pour donner une couleur locale à notre publication. Karl Marx a en effet passé à Bruxelles les années qui ont immédiatement précédé l'écriture du *Manifeste*, années qui l'ont vu s'engager définitivement, avec son ami Engels, dans le mouvement ouvrier qu'ils ont largement contribué à fonder par la même occasion. Michel Godard insiste sur le décalage entre l'élaboration politico-théorique de nos compères et leur isolement relatif à Bruxelles : ce n'est pas dans l'examen attentif des effets sociaux de la révolution

industrielle, pourtant remarquables dans la Belgique de 1848, que Marx et Engels vont chercher leur inspiration (il n'y a pas de prolongement belge au travail anglais de Friedrich Engels sur la classe ouvrière), mais bien dans la poursuite d'un travail scientifique qui combine rigueur et imagination.

Notre étape bruxelloise se complètera par la découverte émue du *Catéchisme du prolétaire*, petit fascicule d'agitation écrit en prison par Victor Tedesco, compagnon de Marx et d'Engels, condamné à mort pour sa participation à l'aventure de Risquons-tout, sa peine ayant ensuite été commuée en incarcération. En lisant ce catéchisme, contemporain du *Manifeste*, et par comparaison, on mesure surtout la nouveauté du second.

Quittant Bruxelles et la Belgique, l'un de nous (Francis Bismans) s'est attaché à montrer à quel point la rédaction du *Manifeste* était une nécessité de l'heure, en 1848, au moment où une vague révolutionnaire submergeait l'Europe entière. Ce rappel historique s'imposait : une lecture intemporelle du *Manifeste*, suggérée par certaines de ses proclamations prophétiques, a parfois débouché sur une sacralisation de son contenu, le transformant en Evangile selon Saint Karl. «Le *Manifeste* et les révolutions de 1848» ré-historicise la lecture du *Manifeste*; en retour, cette remise en contexte autorise une conclusion critique, confrontant les prévisions de Marx et Engels à l'évolution du capitalisme pendant le siècle et demi qui nous sépare de 1848 — la constatation d'erreurs aujourd'hui patentes contribuant elle aussi à désacraliser un texte (sous-estimation de la capacité du capitalisme à se transformer, surestimation du déterminisme de l'enchaînement crise/révolution, mésestimation de la question nationale, simplification des «voies et moyens» de la transformation révolutionnaire de la société).

L'importante contribution de Gérard Duménil et de Dominique Lévy («Rapports de production et structure de classe du capitalisme, 150 ans après») relève de la même philosophie, dessinant les contours d'une pratique du marxisme que nous aimerions voir plus souvent mise en œuvre : partant des concepts forgés par Marx au cours de sa vie, il s'agit de

remettre en cause une de ses prévisions — qui a pourtant joué un rôle crucial dans l'histoire du mouvement ouvrier. Le point de départ de la critique de Duménil et Lévy est d'ailleurs un des points relevés par Francis Bismans, lorsqu'il questionne les «sorties de crise» du capitalisme : faut-il admettre l'idée qu'aucun autre dépassement du capitalisme n'est possible que vers une société sans classe ? La réponse de Duménil et Lévy, appuyée sur l'analyse de trois crises successives du capitalisme (fin XIX^e, 1929, et aujourd'hui), est clairement négative. Nous vivons aujourd'hui, à les suivre, l'émergence d'un nouveau mode de production qu'ils qualifient de capitocadrisme, ainsi dénommé pour souligner la combinaison hybride de rapports capitalistes et cadristes (c'est-à-dire sous la direction des cadres d'entreprise) qui gouverne les sociétés capitalistes avancées. Hypothèse stimulante, ouvrant des allées nouvelles à la compréhension des rapports sociaux, il faudra sans doute encore quelques études empiriques pour mieux en établir la validité...

Dans le même esprit (remise en cause des vérités de toujours qui ont eu cours dans la vulgate marxiste), le texte philosophique de Jean-Renaud Seba représente un extraordinaire contre-pied par rapport à nos traditions les mieux établies. A l'encontre de Lénine, d'Althusser et de quelques autres, il plaide pour une confrontation rationnelle avec l'idéalisme (autrement dit, il refuse de s'en tenir à l'affirmation de la supériorité pratique du matérialisme), mais le plus étonnant, c'est le philosophe qu'il convoque pour nourrir son argumentation : rien moins que Kant, dont toutes les histoires de la philosophie font un idéaliste exemplaire. L'originalité de l'article de Jean-Renaud Seba vaut bien qu'on passe outre à la difficulté et la technicité de certaines de ses pages. Seba met décidément le dogmatisme à mal !

Pierre Lebrun, en se plaçant du point de vue de l'historien, tente une approche du progrès technique et de la croissance. Après avoir passé en revue les textes fondateurs — ceux de Walras, Schumpeter et Keynes — et les théories récentes dites de la «croissance endogène», il en vient alors à Karl Marx, chez qui «tout se trouve», et au modèle du Livre I du *Capital* fondé sur la valeur-travail de la force de travail, fonction du degré de civilisation, et sur l'extraction d'une plus-

value. L'essentiel est que Marx, contrairement aux autres économistes, a prêté la plus grande attention aux phénomènes technologiques. Et Pierre Lebrun de distinguer deux grands modèles — notés B et C, qui connaissent chacun un progrès technique important — chez l'auteur du *Capital*. En bref, et en schématisant quelque peu, dans le premier modèle, la condition ouvrière est protégée du progrès technique par l'accumulation de la plus-value en capital, tandis que dans le second, ce sont les salaires réels (le capital variable) qui font les frais du processus d'accumulation. Pour terminer, l'auteur illustre ses propositions théoriques par une passionnante analyse de la manière dont les machines à filer la laine ont été adoptées à Verviers, au début de la révolution industrielle en Belgique — la première du continent européen immédiatement après l'Angleterre, comme on le sait.

Les célébrations du cent cinquantième anniversaire de la publication du *Manifeste* ont coïncidé avec le battage médiatique record qui a salué la sortie du *Livre noir du communisme*, qui prétend clore la période historique que le *Manifeste* a ouverte. Ce ne sont pas seulement les hasards du calendrier qui nous ont amené à faire figurer dans ce numéro essentiellement centré sur l'anniversaire du *Manifeste* un examen critique du *Livre noir*: le «communisme réel», et les crimes dont son histoire nous révèle l'existence, seraient-ils la réalisation concrète des projets dessinés dans le *Manifeste*?

Nous avons donc invité deux amis des *Cahiers* à se coller avec ce sujet explosif, et le moins qu'on puisse dire, c'est que leurs conclusions divergent, au départ de constats analytiques pourtant assez voisins. Sur quoi portent ces constats ? Sur le manque de sérieux, au point de vue factuel (au sens où le positivisme envisage les faits), des affirmations de Stéphane Courtois, le metteur en scène de l'opération «Livre noir» : la publicité du livre focalise l'attention du public sur les données chiffrées, qui s'avèrent fantaisistes dès qu'on essaie de les recouper. Ce manque de sérieux méthodologique ne concerne d'ailleurs pas que les chiffres : ainsi, les critiques ont en général descendu la partie portant sur l'Amérique latine, qui nous fait plus penser aux aventures d'Indiana Jones qu'à un ouvrage d'histoire. L'étude de Nicolas Werth a été épargnée par ces critiques, et il a d'ailleurs lui-même pris ses distances

avec la mise en perspective de son travail par Courtois. Mais Jean-Marie Chauvier, l'un de nos invités, s'est attaché à décortiquer un épisode qui est au centre de la période analysée par Werth (la révolution russe et la guerre civile), à savoir les persécutions infligées par les bolchéviks aux Cosaques, et il démontre la légèreté de ce qu'en dit Werth. Giovanni Carpinelli, notre autre invité, a certainement raison lorsqu'il avance l'exigence d'en finir avec une «histoire sans sujet» — cette histoire pour laquelle la violence des bolchéviks n'est jamais que la réponse obligée à une autre violence, préalable. Il a aussi raison de souligner que Courtois n'est pas plus près de la vérité en renversant complètement ce point de vue, au point de faire des bolchéviks, et de Lénine en particulier, d'authentiques démiurges, doués du pouvoir exorbitant de faire l'histoire à eux tout seuls. Nous ajouterons, contrairement à Carpinelli, que Werth, même s'il faut lui reconnaître le mérite d'une approche plus nuancée, n'échappe pas au même reproche, à partir du moment où il néglige délibérément de décrire la terreur blanche, sous prétexte qu'elle ne serait pas l'objet de son étude : ce n'est pas en tranchant une Société-Epoque (pour reprendre un concept de Pierre Lebrun) en rondelles qu'on aide à la comprendre.

Au-delà des critiques méthodologiques, qu'ils partagent au moins partiellement, c'est sur le jugement d'ensemble que nos deux contributeurs divergent. Ainsi, dans l'entretien qu'il a eu avec nous, Jean-Marie Chauvier nous dit, par exemple, tout l'intérêt qu'il trouve au débat sur l'existence d'une alternative au stalinisme dans les années 20, débat mené en URSS à la fin des années 80, «*débat très fécond, et puis brutalement refermé après 1991 quand les protagonistes les plus médiatisés du débat se sont laissés aller aux 'idées noires'*» — celles du *Livre noir*, s'entend; les idées du *Livre noir* bloquent le débat, nous dit-il donc.

Au contraire, Giovanni Carpinelli rend hommage, pour des raisons que la tradition italienne nous ferait qualifier d'éthico-politiques, «à la Gramsci», à la publication du *Livre noir*, «*œuvre utile d'un point de vue culturel et politique, [...] aussi méritoire d'un point de vue moral*».

Plaçons-nous y, au plan moral, pour dire notre désaccord, non pas que nous prétendions nier l'indéniable et défendre l'indéfendable — les crimes -, mais très précisément parce que nous avons la conviction que l'opération Livre noir est avant tout destinée à rendre impossible, une fois pour toutes si c'était possible, ce que Carpinelli appelle de ses vœux, à savoir «*la remise en honneur de la mémoire de tous ceux qui ont cru dans un socialisme à visage humain : les hérétiques, les vaincus, les justes.*» Il y a longtemps qu'à quelques révisionnistes près (au sens où l'on parle des révisionnistes de l'histoire du génocide du peuple juif), chacun sait que Staline et son régime furent criminels, et qu'ils n'ont pas inauguré les violations des droits de l'homme. La nouveauté selon Courtois et le *Livre noir*, c'est qu'il n'y a pas de justes du côté des Rouges : peu importe que Boukharine ait été finalement fusillé par Staline — le premier est aussi coupable que le second face à l'histoire.

Henri Curiel fut sans conteste l'un de ces justes, communiste inorthodoxe et initiateur d'une certaine solidarité tiers-mondiste. L'article de Didar Fawzi qui retrace sa vie et son œuvre politique est en ce sens à sa place dans ce numéro, en guise de réponse à l'appel de Giovanni Carpinelli.

Pour notre part, nous pensons que le *Livre noir*, bien loin de fournir une analyse en profondeur de la révolution d'octobre et du communisme, constitue en fait un obstacle à une telle analyse. Il en revient en effet à la position idéologique des «nouveaux philosophes» — presque un souvenir tant les modes passent vite — pour qui toute tentative de mettre en cause le capitalisme aboutit inéluctablement au Goulag. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que notre compréhension du communisme et finalement de toute la période postérieure à 1917, période pleine de bruit, de fureur et de crimes — car il y en eut, répétons-le, et beaucoup — n'ait pas progressé d'un saut de puce à la lecture du *Livre noir*. Certes, l'indignation morale — justifiée sans aucun doute — est nécessaire, mais jamais elle n'a tenu lieu d'explication. Expliquer et comprendre, voilà bien une exigence qui nous paraît essentielle et qui résume la manière dont nous voudrions voir aborder le phénomène communiste.

C'est cette même exigence de rigueur scientifique (c'est exactement le mot qui convient) qui court comme un fil rouge à travers tout ce numéro et qui doit s'appliquer à l'œuvre de Marx elle-même.

A cette condition, et à cette condition seulement, on s'apercevra que cette œuvre, loin d'être le produit d'une époque irrémédiablement révolue, est une eau vive qui n'a pas encore coulé...

Francis Bismans
Pierre Gillis

Les illustrations de ce numéro sont, pour la plupart, tirées de *l'Histoire de la démocratie et du socialisme* de Louis Bertrand (1907).

Ce titre est lui-même révélateur d'une conjoncture historique qui est examinée dans ce numéro par Michel Godard, pour la Belgique de 1845-1848, et par Francis Bismans pour l'Europe de 1848 et après.



Friedrich Engels - 1839, sans barbe.

marx à bruxelles (1845-1848)

michel godard

Le fait que Marx ait rédigé à Bruxelles la version finale du *Manifeste* est généralement signalé et connu, de même que le séjour de trois ans qui s'est ainsi conclu. Par delà prévalent en général des ignorances croisées : les éditeurs lointains d'œuvres complètes cafouillent dans l'histoire de la Belgique et dans des biographies succinctes de protagonistes locaux mal connus; les marxologues pointus isolent les textes et passent à côté de cette histoire; et les historiens belges de la Belgique du temps ont du marxisme comme courant théorique une connaissance qui va rarement au delà du *Manifeste* et d'une espèce de contre-vulgate stalinienne de la suite.

L'ambition du présent texte n'est pas, *a contrario*, de donner au terroir local un rôle éminent qu'il n'a pas eu dans une hypothétique inflexion spécifiquement bruxelloise du parcours de Marx et Engels. Mais comme ça c'est passé près de chez nous, le projet d'une conférence-promenade méritait bien un support¹, le travail des historiens locaux un encouragement², et les ignorances croisées un essai de réconciliation.

1. L'association éditrice des *CM* vous y invite pour cet hiver, au plus tard pour le 151^e anniversaire. Quant à rendre le Cygne au prolétariat, il faudra peut-être attendre encore un peu.
2. Ainsi le Cercle d'histoire locale d'Ixelles a-t-il pu établir avec précision que le lieu où Marx a résidé et travaillé d'octobre 1846 à février 1848, le n°42 de la rue d'Orléans, est devenu le n°50 de la rue Jean d'Ardenne. Le cercle a également retrouvé l'acte de naissance du fils de Marx, Edgar, le 3 février 1847 à 13 H, à la même adresse.

le tournant bruxellois

Sans rouvrir ici le débat sur l'existence, l'objet et le moment d'une coupure épistémologique dans l'œuvre de Marx, entre un «jeune Marx» plus ou moins hégélien et un Marx de la maturité plus ou moins marxiste, aucun analyste ne peut ignorer, contre Marx et Engels eux-mêmes au demeurant, que *L'idéologie allemande* et les *Thèses sur Feuerbach* aient constitué en 1845-46 un tournant dans le parcours marxien. Les fameuses formules de Marx et Engels sur «l'abandon à la critique rongeuse des souris» d'un travail de «liquidation de leur conscience philosophique d'autrefois» visent précisément ces ouvrages et cette période.

Plus sensible sans doute à la conjoncture politique belge, un Jean Stengers met, lui, en exergue *Misère de la philosophie*, la critique de Proudhon en 1847³, qui signale le passage de Marx sur le terrain de l'économie politique, et le développement de l'action où un appui local contribue au développement d'une proto-internationale.

Si tournant, inflexion ou coupure il y a donc bien eu, la détermination des éléments significatifs de la période n'est évidemment pas étrangère à une interrogation rétrospective sur la suite de l'histoire.

Il me paraît en l'espèce que la conjoncture bruxelloise, ou des années 1845-48, montre assez clairement la constitution d'une démarche scientifique particulière qui articule un engagement politique assumé, contre l'illusion-prétention positiviste, et une approche de la société comme «phénomène social total»⁴, englobant économie, sociologie et politique, précisément comme mouvement historique.

Cette démarche scientifique a certes des protagonistes chez des philosophes-économistes-sociologues qui précèdent et

3. Stengers Jean, «Ixelles dans la vie et l'œuvre de Karl Marx», *Bulletin* du Cercle d'histoire locale d'Ixelles, n°22, juin 1986.

Soutenu par une très utile bibliographie de travaux d'historiens belges, cet article résume également les recherches évoquées en note 2 *supra*.

4. J'utilise à dessein la formule anachronique dont le succès en sociologie viendra un siècle plus tard. A rediscuter dans un prochain numéro des *CM* sur les sciences molles.

accompagnent Marx et Engels, mais la montée en puissance académique de l'idéologie bourgeoise se construira sur la séparation des disciplines et le renvoi des deux compères au statut de précurseurs toujours à côté des facultés, si on ose dire : philosophes pour les historiens, politiques pour les économistes, etc.

Si de plus le travail d'Engels sur *La situation de la classe laborieuse*⁵ — publié en 1845, après son séjour en Angleterre de 1842-44 — est plutôt revendiqué par les sociologues, on s'étonnera toutefois de n'y trouver point de suite belge, alors que la révolution industrielle a trouvé ici sa tête de pont sur le continent. Cette sorte de carence explique sans doute pour une part l'optimisme excessif sur l'imminence d'une révolution prolétarienne, et la difficulté des réévaluations et modifications de ligne politique qui suivront.

Il n'empêche que l'essentiel est désormais acquis, qu'ignorent la plupart des sociologues pendant un siècle, à savoir une approche non classificatoire des classes, le concept central étant celui de leur opposition, de leur antagonisme dynamique fixé par un mode de production et son histoire.

Il faut ajouter que la lutte des classes, celle que le *Manifeste* désigne comme essence de « l'histoire de toutes les sociétés jusqu'à nos jours », n'est pas réduite à ses manifestations de surface : elle ne se mesure pas à la quantité de gnons échangés, ni même à l'engagement effectif de prolétaires certifiés pour les donner (*a fortiori* de prolétaires organisés comme tels). C'est une dynamique historique qui est élucidée, contre tout positivisme ouvriériste, ce que l'examen du milieu belge qui accueille Marx permet de souligner.

la révolution démocratique

Au premier abord, il faut certes relever que Marx et Engels poursuivent à Bruxelles une vie d'exilés allemands. Ils écrivent principalement en allemand, sont accueillis par des émigrés (notamment des enseignants de l'ULB et des médecins comme Maynz et Breyer, ou des Luxembourgeois comme Alt-

5. L'apport d'Engels est analysé par Francis Bismans dans ce numéro des *CM*.

meyer), participent à la fondation d'une association ouvrière allemande et de son journal, correspondent avec d'autres émigrés ou exilés à Paris et Londres,... Ce facteur d'isolement relatif — qui jouera moins pour un Proudhon ultérieurement — est toutefois manifestement balancé par un bon accueil et des relais dans le milieu «démocratique» bruxellois — avec des contacts à Gand et à Liège. Un milieu assez particulier qui mérite d'être examiné de plus près⁶.

La démocratie du temps s'inscrit en effet dans une perspective qui peut surprendre le lecteur ouest-européen de la fin du XX^e siècle. Ainsi, au détour d'une lettre ou d'un article découvrirait-il un appel à la «révolution démocratique violente» ou un pronostic de son avènement prochain. Il faut donc imaginer que le cycle des révolutions bourgeoises — 1789 et 1830 — n'est alors ni lointain ni clos, pas plus que celui des restaurations aristocratiques. La constitution belge, la plus libérale du monde comme diront les manuels scolaires, est au temps de Marx à peine en phase d'installation, tout comme la royauté qui va avec : Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha — fort plaint par son beau-père Louis-Philippe — se demande encore s'il a été bien inspiré d'y souscrire et s'il doit vraiment s'y tenir.

La nation, concept doctrinal républicain du tiers-état vainqueur, n'est pas davantage stabilisée, ni pour son contenu socio-politique ni pour les territoires où elle peut s'exprimer. Le régime censitaire belge, par exemple, reconnaît la citoyenneté à environ 1% de la population (40 000 électeurs pour 4 millions d'habitants). Et le territoire belge vient à peine d'être fixé — en 1839, traité avec les Pays-Bas, «perte» du Limbourg et du Luxembourg, libération d'Anvers — sans que per-

6. Deux textes de synthèse doivent être signalés :

- Somerhausen Luc, *L'humanisme agissant de Karl Marx*, Paris, 1946;
 - De Maesschalck Edward, *Karl Marx in Brussel*, Brussel, 1983.
- Le second fait largement usage du premier, est plus court et descriptif, mais intègre notamment les apports de :
- Witte Els, «De belgische radikalen : brugfiguren in de democratische beweging (1830-47)» dans *Tijdschrift voor geschiedenis*, Brussel, 1977;
 - Kuypers Julien, «Les liens d'amitié de Karl Marx en Belgique (1845-48)», *Socialisme*, juillet 1963;
 - Sartorius Francis, «L'association démocratique (1847-48)», *Socialisme*, juin et août 1976;
- de même que les travaux (en allemand) de Bert Andreas.

sonne ne soit rassuré sur les intentions françaises (royales et impériales bientôt).

la poussée libérale

Dans ce mouvement historique, un événement majeur pour le pays est la création du Parti libéral en 1846, à Bruxelles : premier parti au sens moderne du terme, c'est l'outil politique de la bourgeoisie révolutionnaire, marchante («*conquérante*» dira Morazé), et il comprend une aile gauche, le regroupement des «radicaux» bientôt organisés en concurrence ouverte (à Bruxelles : l'Alliance / l'Association libérales). Et c'est à la gauche des radicaux que se trouvent les «démocrates», comprendre l'extrême-gauche, si on accepte une formulation anachronique. Ainsi Marx et Engels participent-ils à la création de l'Association démocratique en 1847, où se retrouvent les membres de la Ligue communiste.

On notera en passant que, pour libérale que soit la Constitution de la Belgique en matière de liberté d'expression et d'association — et par comparaison aux pays voisins, motif pour lequel Marx, chassé d'Allemagne puis de France vient y habiter — certaines opinions conduisent encore en prison, et les associations ouvrières restent interdites. Le secret et la clandestinité font donc partie des mœurs : ce sont les loges maçonniques qui organisent le parti libéral, et la Ligue communiste, pour une part, utilise l'Association démocratique comme protection. De même les congrès de Londres de la Ligue — en juin et décembre 1847 — sont couverts par des réunions publiques des *Fraternal Democrats*.

Au plan politique, les démocrates rallient une partie des républicains, tel le général Mellinet, exilé de France par la Restauration et héros de 1830, et qui sera le président d'honneur de l'Association. Le président, Lucien Jottrand, est un ancien membre du Congrès national constituant, très proche des radicaux. Parallèlement, ils touchent les cercles qui ont entendu Buonarotti dans les années 1820, les prédications de la mission saint-simonienne de 1831, les fouriéristes ensuite : Jacob Kats, Victor Faider et Félix Delhasse sont assez représentatifs de ces recherches successives.

Au plan social, le milieu démocratique a son centre de gravité dans la petite bourgeoisie intellectuelle — avocats, médecins,

publicistes — et dans l'aristocratie ouvrière, où artisans et ouvriers qualifiés se confondent — ébénistes, tailleurs, carrossiers, typographes.

Contre tout matérialisme vulgaire, ce n'est donc pas le milieu que Marx et Engels ont immédiatement sous les yeux (et dont ils sont d'ailleurs personnellement issus) qui est au cœur de leur élaboration. Et c'est écart souligne la force et la pertinence de leur invention : le prolétariat est en cours de construction théorique et pratique.

Mais c'est bien ce milieu qui donne les indications sur le rapport des forces réel : le parti libéral — dominé par sa droite « doctrinaire » — a gagné les élections de 1847, et sera capable de gérer à son profit la crise de 1848. Alors que Léopold I^{er} est près de démissionner et que les républicains de toute l'Europe se mobilisent, en Belgique le cens est modifié : aux élections anticipées de juin 1848, de 46 436 les électeurs deviennent 79 360, et les démocrates républicains sont battus.

Il reste à dire un mot de la question nationale belge. Comme indiqué en général, et comme un peu partout en Europe à cette époque, revendications nationale, bourgeoise et démocratique se superposent largement. Pour le cas belge, il faut relever que l'Association démocratique réunit bon nombre de défenseurs francophones de la cause flamande, tel Jottrand, et des militants populaires flamands comme Jacob Kats et Jan Pelling. En l'espèce l'élément-clé est la revendication démocratique : elle vaut pour l'émancipation culturelle et politique, tout comme elle prévaut pour la définition d'un territoire belge plus libéral que les alentours (ce qui permet la confusion avec le territoire-marché).

Sur ce terrain aussi, Marx et Engels sont à la fois dans le mouvement — qui soutient Polonais, Italiens, Irlandais, ... — et sur une autre piste, celle de l'internationalisme, avec un optimisme excessif : l'histoire sera plus longue que prévu.

Démocratie, insurrection permanente, c'était d'ailleurs un titre des *Cahiers marxistes* en 1992, à l'occasion d'aucun anniversaire. forcément.

document

le catéchisme du prolétaire

victor tedesco (1849)

Victor Tedesco accompagna Marx et Engels (ainsi que Georg Weerth) au deuxième congrès de la Ligue des communistes qui se tint à Londres du 29 novembre au 10 décembre 1847.

Depuis le premier congrès (du 2 au 9 juin 1847), le projet d'une déclaration de principes était en gestation : le *Manifeste* fut précédé de divers essais de « professions de foi », de « catéchismes ».

Tedesco a participé de près à tous ses préparatifs, notamment avec Marx et Engels en Belgique, puis il s'attela à la traduction en français du *Manifeste*, édité en Angleterre en fin février 1848.

Incarcééré du 28 février au 11 mars, alors que Marx était expulsé le 3 mars 1848, il est ré-arrêté le 19 mars et inculpé dans le procès de Risquons-tout, pour être condamné à mort le 30 août 1848.

La peine fut commuée en trente ans de prison (et Tedesco ne sera libéré qu'en 1854) : c'est là qu'il écrivit le *Catéchisme du prolétaire*, sans aucune documentation, comme outil d'agitation. La rédaction du journal *Le Peuple* de Liège en assura la publication comme « Almanach républicain », dans la forme d'une petite brochure in 18° de seize pages.

Si le texte est en retrait théorique par rapport au *Manifeste*, sa proximité historique souligne d'autant mieux l'écart, l'effort fourni et à fournir dans le mouvement ouvrier.

A relire donc comme un petit cousin belge ou frère jumeau hétérozigote du *Manifeste**.

* Pour le cadre général voir, dans ce numéro des *CM*, l'article de Michel Godard.

Pour une analyse plus détaillée du contexte belge :

Alphonse Gaspar, « Le Manifeste du Parti communiste et le catéchisme des prolétaires de Victor Tedesco », *Socialisme* n°41, septembre 1960 ; Julien Kuypers, « La contribution de Victor Tedesco à l'élaboration du Manifeste communiste de 1848 », *Socialisme* n°61, janv. 1964.



Victor Tedesco (1821-1897)

Avocat d'origine luxembourgeoise, étudiant et stagiaire à Liège. Membre de l'Association démocratique et de la Ligue des communistes. Accompagne Marx, Engels et Weerth au deuxième congrès de celle-ci en décembre 1847. Condamné à mort au procès de Risquons-Tout en 1848. Emprisonné jusqu'en 1854. Ensuite conseiller provincial libéral à Arlon. Auteur du *Catéchisme du prolétaire* (1849 - ré-édité dans ce numéro des CM.

CATECHISME DU PROLETAIRE

1. Qu'êtes-vous ?

R. Je suis prolétaire, ou si vous l'aimez mieux, ouvrier.

2. Qu'est-ce qu'un prolétaire ?

R. Vivant au jour le jour, le prolétaire est l'homme qui n'a pas assez aujourd'hui et n'est pas sûr d'avoir quelque chose demain. — Déshérité dans cette société qui s'enrichit par son travail, il n'a point de pain s'il n'a point de maître.

3. Vous êtes donc esclave, ayant un maître ?

R. D'après l'acception ordinaire du mot, non.

Le prolétaire, et le nègre, pour vivre, dépendent l'un et l'autre d'un maître.

Le prolétaire, à la différence du nègre, peut quitter librement le maître qui l'emploie, sauf à mendier ou à voler s'il n'en trouve pas un autre qui puisse ou veuille l'occuper.

Le prolétaire et le nègre, en changeant de maître ne changent point de sort, l'un reste toujours esclave, l'autre toujours prolétaire, quelque puissent être la bienveillance et la philanthropie de ceux qu'ils servent.

Le nègre est esclave de l'homme.

Le prolétaire est esclave du capital.

4. Comment expliquez-vous cet esclavage du prolétaire ?

R. Pour le prolétaire, point de pain sans travail; point de travail sans instruments de travail. Or, dans l'organisation actuelle de la Société, les instruments de travail représentent, par eux-mêmes, une valeur tout aussi inaccessible à l'ouvrier que le capital nécessaire pour les exploiter.

S'il existe encore aujourd'hui des instruments de travail dont l'acquisition est possible à l'ouvrier, les progrès de l'industrie, en substituant le travail des machines à la main-d'oeuvre de l'homme en feront bientôt justice.

Le capital domine la production et donne la puissance à ceux qui le possèdent, c.à.d. aux riches, à la minorité.

La majorité, les prolétaires, sont donc réduits à solliciter du travail.

Les conditions auxquelles le riche achète le travail sont précisément les conditions de l'existence des ouvriers.

La vie de ceux-ci dépend donc du capitaliste, du maître.

Entre le maître qui achète et le prolétaire qui vend le travail, il se fait une transaction forcée qui est le salaire, lequel représente, par conséquent les conditions de la vie du prolétaire.

5. Pourquoi cette transaction est-elle forcée ?

R. Parce qu'en refusant les conditions que lui pose le maître, l'ouvrier refuserait le pain dont il a faim.

6. Quelle est la loi d'après laquelle se règlent les conditions du salaire ?

R. La concurrence.

1° Des nations entre elles.

2° Des producteurs d'un même pays entre eux.

3° Des ouvriers entre eux.

Que devient le salaire par cette concurrence ?

R. Le travail, en tant qu'il se vend et s'achète, est une marchandise dont le prix s'appelle salaire.

Le prix de toute marchandise dépend des frais qu'il faut faire pour la produire.

Le salaire ou le prix du travail-marchandise, dépend des frais qu'il faut faire pour produire le travail, c.à.d. des frais que nécessite l'entretien d'une race d'ouvriers.

De même que le prix d'une marchandise baisse lorsqu'il en coûte moins pour la produire; de même baisse le prix du travail-marchandise, lorsqu'il en coûte moins pour entretenir l'ouvrier.

Que l'on découvre un aliment moins coûteux que le pain et les pommes de terre, et aussitôt le salaire baissera en proportion.

7. Au résumé quelles sont les conditions de la vie de l'ouvrier ?

R. Comme je l'ai dit, elles sont résumées dans le salaire, lequel est toujours le moindre possible.

Les conditions de la vie sont : le vêtement, le logement, la nourriture.

Le moindre salaire signifie donc :

Pour vêtement tout juste ce qu'il faut pour couvrir honteusement la nudité;

Pour logement tout juste ce qu'il faut pour ne pas coucher en plein air;

Pour nourriture tout juste ce qu'il faut pour ne pas mourir de faim.

8. Le travail vous est-il au moins garanti ?

R. Non. La concurrence ne peut s'arrêter en si beau chemin. Les désordres incessants ou périodiques qu'elle enfante nous arrachent souvent jusqu'au misérables ressources de notre salaire.

Notre existence dépend d'une commande qui cesse, d'un atelier qui se ferme, d'une faillite lointaine, d'une machine qu'on découvre, d'une panique industrielle, d'une crise commerciale.

9. Votre sort est donc bien misérable ?

R. Les souffrances abrègent mon existence et flétrissent ma vie.

Enfant de huit ans à peine, je travaillais pour ajouter quelque chose au peu de pain que pour moi gagnait mon père. Les journées étaient bien longues pour si peu de joies; les nuits trop courtes pour tant de fatigues.

Père de famille je vois s'épuiser ma compagne et s'étioler mes enfants.

Contre tant de maux mon travail est impuissant.

Sacrifiant mes enfants aux exigences impérieuses de la faim, je les fais esclaves d'une machine, maudissant leur sort et le mien, mon amour pour eux devient mon supplice.

Vieillard avant l'âge, comme mon père, je n'aurai d'abri que dans la charité publique qui emprisonne, dans l'aumône qui avilit.

A ceux que fuit le travail, les dépôts de mendicité, les bagnes.

A la jeune fille que presse la faim, la prostitution.

Parcourez ces quartiers dans lesquels nous relègue l'opulence; ces rues étroites, tortueuses, sans air, sans soleil. — Une atmosphère lourde, épaisse, viciée par l'accumulation d'un trop grand nombre d'êtres vivants, par les eaux stagnantes et les immondices, en éloigne les heureux qu'épargne la misère. — Pénétrez dans ces habitations, véritables campements de barbares. — De la cave humide, spongieuse, jusqu'au grenier ouvert à toutes les intempéries, tout y est asile à nos misères. N'y cherchez point quelque trace de cette révélation splendide de la puissance et de l'intelligence humaines qu'on appelle civilisation. — A ces murs nus et dégoûtants, à ce foyer ébréché, à la paille de nos grabats, reconnaissez, ô riches, la demeure des artisans de votre opulence. Notre misère atteste votre grandeur.

Les miracles de notre industrie ne doivent-ils pas être consacrés par nos souffrances.

Oui, nous escomptons notre avenir en escomptant nos forces; et si parfois les préoccupations du lendemain assombrissent notre regard, l'impuissance de notre prévoyance, nous arrache jusqu'au sentiment de notre conservation.

Alors, n'ayant rien à perdre et rien à regretter, comment pourrions-nous ne pas jeter notre vie dans la balance sociale, pour en rétablir l'équilibre.

10. Vous ne me dites rien de votre instruction ?

R. Pour nous il n'est pas d'autre enseignement que la misère.

La faim en réduisant l'enfant à dépérir, pour quelques centimes, dans la fabrique, le chasse de l'école.

L'excès du travail et l'insuffisance de la nourriture en épuisant le jeune homme, le rendent inapte à tout travail intellectuel.

Que ferait-il à l'école du soir ? Qu'importe d'ailleurs cet enseignement bâtard qui fait de nous une machine à écrire et à lire, sans souci de notre intelligence, sans conviction, sans énergie, sans pensée vivifiante.

Qui donc, dans ces écoles, songe à développer l'entendement de mon enfant, qui donc lui ouvre le coeur à tous les sentiments élevés, qui donc fera passer en son âme docile, cette noble fierté du plébéien, qui doit le préserver de la charité sociale.

Ah! il en est de l'enseignement comme du salaire, moins possible est encore trop.

11. Ne tenez-vous aucun compte du prêtre ?

Non. — Le prêtre est l'homme du passé, l'avenir m'appartient. — Que peut-il y avoir entre lui et moi ?

Apôtre d'institutions surannées, il promène ses oripeaux au milieu d'hommes que n'aveugle plus la foi.

Héritier des préjugés antiques, il a prospéré à l'ombre des privilèges.

Complice des rois, des nobles, des riches, après avoir perdu le pouvoir, il en est devenu le flatteur.

Gendarme moral, de sa religion il nous fait des menottes.

Arrière donc, prêtre qui sanctifiez la souffrance pour légitimer la misère.

Que nous parles-tu d'un monde meilleur ?

Nos enfants nous demandent du pain et tu nous ajournes au jugement dernier.

12. D'après ce que vous m'avez dit jusqu'à présent, vous regardez les prolétaires comme constituant une véritable classe dans la société ?

R. Oui. — Deux classes sont en présence l'une de l'autre, les riches et les prolétaires.

Entre elles, il y a antagonisme, parce qu'il y a opposition d'intérêts, de moeurs et d'idées.

13. Quelle est la classe prédominante ?

R. Celle des riches.

14. Quelle est la cause de cette puissance ?

R. C'est la possession des instruments de travail et des capitaux.— Dispensatrice du travail, elle dispose par cela seul de tous les biens, de toutes les forces de la société.

15. Cette domination des riches se borne-t-elle à l'oppression du travail ?

R. Non, elle s'étend sur tout ce qui tient à l'homme considéré soit comme travailleur, soit comme citoyen.

16. Pourquoi ?

R. Opprimés par les riches, si nous étions associés à la puissance politique, nous nous servirions de cette influence légitime pour notre commune délivrance.

Le citoyen affranchirait le travailleur.

Pour obvier à ce danger, on nous a exclus de toute participation aux affaires publiques.

17. Comment y est on parvenu ?

R. En s'emparant du gouvernement de la société, du pouvoir politique.

18. Qu'appellez-vous pouvoir politique ?

R. C'est le pouvoir de donner des lois au peuple et d'en assurer l'exécution.

Ces lois règlent tout ce qui est d'intérêt général ou d'intérêt privé en rapport avec l'intérêt général. — Leurs prescriptions touchent à tout ce qui concerne l'homme, au mariage, à la famille, à la propriété, à l'instruction, à l'éducation, à la défense nationale, à l'industrie, au commerce, à l'agriculture, aux travaux publics, aux délits et aux peines, etc.etc.

19. Par qui, ce pouvoir redoutable s'exerce-t-il ?

R. Par les assemblées législatives et par le roi.

Les assemblées font les lois, le roi les sanctionne et les fait exécuter.

20. Quelle est l'origine de ces assemblées ?

R. L'élection.

Tous ceux qui ont une propriété suffisante pour que leurs intérêts se rattachent à ceux des riches, sont électeurs, c.à.d. ont le droit de choisir les personnes dont la réunion constitue l'assemblée législative.

21. Que représente donc cette assemblée ?

R. Elle représente les privilégiés qui l'ont élue.

Privilégiés eux-mêmes, les députés qui la composent, imprégnés des besoins, des intérêts, des principes de ceux qui les ont élus, arrivent forcément à considérer l'intérêt des électeurs comme étant celui de l'état et les confendent ainsi, par une touchante harmonie, dans les lois qu'ils fabriquent.

Ils sont, en un mot, les agents d'affaires de ceux qui nous oppriment.

Ce qui ne les empêche pas de prétendre qu'ils représentent toute la nation, comme si des hommes étrangers ou opposés à nos besoins, à nos intérêts, pouvaient être nos élus en dehors de toute participation de notre part à l'élection.

22. Qu'est ce que la royauté ?

R. Au siècle dernier la royauté était la source de tout pouvoir. Résumant en elle toute souveraineté, elle commandait aux nations. — Lois, impôts, intérêts généraux, tout, dans la société ressortait d'elle.

Sa puissance était telle qu'elle prétendait ne relever que de Dieu. Appuyée sur la noblesse et sur le clergé, elle défiait le temps et les révolutions.

Mais au sein de la société en travail, se développait une force immense, la bourgeoisie se constituait silencieusement par l'industrie et le commerce. Eclairée par la science et la philosophie, elle s'affranchissait de tout préjugé, de tout respect pour le trône et l'autel.

Les privilèges économiques (les corporations p.ex.) qui lui avaient été concédés par les rois avaient longtemps protégé sa puissance naissante. — Mais devenue forte et hardie dans ses entreprises, les langes de son enfance devaient l'étouffer, si elle ne les rompait. Les impôts de tout genre, qui entravaient les échanges auraient fini par ruiner l'agriculture et l'industrie. Etablis et perçus au nom et au profit de la Royauté, comment les abolir ou les réformer sans entamer la royauté divine. La bourgeoisie le comprit et attaqua les abus en minant le plus puissant comme le plus enraciné de tous, le despotisme de la royauté.— Elle opposa la souveraineté du peuple à celle du droit divin.— Le peuple seul devait avoir le droit de s'imposer des lois, lui seul

devait être le juge suprême de ses propres intérêts. Le principe monarchique succomba dans la lutte et avec lui s'écroula toute l'ancienne société. La révolution, entreprise et conduite par la bourgeoisie, triompha de la résistance désespérée des privilégiés, grâce au dévouement, à l'énergie et à l'audace révolutionnaire du peuple.

Après la victoire, la bourgeoisie, forte de ses richesses et de ses lumières, s'empara du pouvoir et, méconnaissant cette souveraineté du peuple qu'elle avait si souvent invoquée et qui l'avait sauvée, elle établit la souveraineté des bons propriétaires, des industriels, des commerçants, de la propriété en un mot. Elle avait acquis la liberté industrielle et commerciale, elle avait usurpé le pouvoir politique.— Que lui aurait-il fallu de plus ? Le peuple ignorant les conséquences que l'avenir devait donner à la libre concurrence, le peuple laissa faire.

Dans cette rénovation de la société quel fut le sort de la royauté ? Renversée par le peuple, la bourgeoisie, la restaura sous le nom de royauté constitutionnelle.— Associée à la confection des lois, elle reçut pour apanage toute la puissance exécutive; comme autrefois, l'armée, l'administration, l'enseignement relevèrent immédiatement d'elle. On lui assura, pour prix des services qu'elle était appelée à rendre, des revenus immenses, la gorgeant ainsi d'honneurs, de richesses et de pouvoir.

23. Pourquoi donc la royauté fut elle restaurée ?

R. Après avoir établi sa domination, la bourgeoisie dut penser à en garantir la stabilité. Il fallut clore la révolution, fixer irrévocablement les institutions et les mettre à l'abri de revirements dangereux. La bourgeoisie d'ailleurs n'était pas compacte, unie, et ne l'est pas encore. Elle renfermait dans son sein un grand nombre de membres qui, s'ils participaient aux bienfaits de la révolution, avaient cependant intérêt à empêcher la domination exclusive de la haute bourgeoisie capitaliste. — Ils pouvaient et devaient, par cette différence d'intérêts, sentir le besoin de réformes lentes, mais progressives et les assemblées législatives, soumises, jusqu'à un certain degré, à leur influence pouvaient reconnaître ces besoins de réforme et se laisser aller à des entraînements périlleux, une réforme en appelant une autre. A toute chose il faut une fin, au progrès il fallut une borne. La royauté, en tant que borne, avait un passé qui répondait d'elle.— On s'en souvint et la borne royauté fut rétablie. On donna au roi le droit d'annuler par son veto les actes progressifs des assemblées.

Il fallait d'ailleurs un chef du pouvoir exécutif au dessus de toute influence populaire et indépendant dans son existence et dans son action, de toute

agitation électorale. Cette tête fut encore la royauté.— A sa louange il faut ajouter qu'elle fut à la hauteur de sa mission et qu'elle la remplit encore à la satisfaction des capitalistes. Il est encore vrai de dire qu'elle sut compléter son rôle en s'identifiant aux passions de ses restaurateurs. Comme eux, elle sut spéculer sur les fonds publics, comme eux, elle acquit le talent de multiplier ses espèces par le jeu de bourse et l'agiotage.— Ce dernier trait manquait encore au type de la royauté.— Aujourd'hui il est indélébile.

Les juifs sont les rois de l'époque.— Les rois sont les juifs de l'époque.

24. Vous avez établi les fonctions et la nature des assemblées représentatives et de la royauté, mais prouvez-moi par des faits qu'elles ne règnent et ne gouvernent que dans un intérêt exclusif de celui des Prolétaires.

R. En voici des preuves ?

a. On rehausse, par des droits de douane sur le blé, le prix du pain que nous consommons.

Les prolétaires ne le feraient pas.

b. On taxe la viande à la douane et à l'octroi, comme si elle n'était pas déjà trop rare pour nous.

Les prolétaires ne le feraient pas.

c. On impose le beurre, le fromage, le café, ces aliments du pauvre.

Les prolétaires ne le feraient pas.

d. On taxe le tabac, notre seul luxe, et le sel qui assaisonne notre triste nourriture.

Les prolétaires ne le feraient pas.

e. On impose à l'envi les boissons du pauvre.

Les prolétaires ne le feraient pas.

f. On frappe de droits de patente le travail du petit bourgeois besoigneux.

Les prolétaires ne le feraient pas.

g. On protège quelques grandes industries au détriment des consommateurs.

Les prolétaires ne le feraient pas.

h. On extorque par les impôts de consommation les deniers du pauvre.

Les prolétaires ne le feraient pas.

i. On rétribue largement les fonctions qui sont l'apanage du riche.

Les prolétaires ne le feraient pas.

j. On rogne honteusement les traitements des emplois que le dédain du riche abandonne aux petites gens.

Les prolétaires ne le feraient pas.

k. On pare avec amour les quartiers où séjourne l'opulence; qu'importe l'insalubrité et la vétusté des nôtres.

Les prolétaires ne le permettraient pas.

l. On permet de ruiner la santé de l'ouvrier par l'excès de travail.

Les prolétaires ne le permettraient pas.

m. On exige l'impôt du sang du malheureux qui n'a ni patrie à défendre, ni propriété à protéger.

Et on exempte à prix d'argent le fils du riche qui a tout à perdre.

Les prolétaires ne le permettraient pas.

n. On livre toutes les ressources de l'Etat aux spéculations des capitalistes.

Les prolétaires ne le feraient pas.

o. On permet aux financiers de compromettre l'épargne des petites gens dans les tripots de la bourse.

Les prolétaires ne le permettraient pas.

25. Comment espérez-vous porter remède à des maux qui ne sont que trop réels ?

R. Les constitutions politiques ne sont que l'ensemble des institutions et des garanties par lesquelles une classe assure et protège sa domination économique sur les autres classes.

Si donc nous voulons changer les conditions sociales de notre existence, nous devons avant tout renverser ces constitutions, instruments de notre oppression. Nous devons, en d'autres termes, nous emparer de la puissance politique, afin que l'on ne puisse plus s'en servir contre nous.

26. Que voulez-vous mettre à la place de la souveraineté de la propriété ?

R. La souveraineté du peuple.

27. Comment le réaliserez-vous ?

R. Par le suffrage universel, c.à.d. par le droit reconnu à tout homme de concourir par ses votes directement ou indirectement, à l'organisation politique et sociale de l'Etat. Pour que ce concours soit sérieux il faut que tout citoyen comprenne l'action profonde que la politique exerce sur le bien-être des hommes, qu'il ait conscience des vices radicaux de la société actuelle ainsi que des moyens propres à les extirper.— Il faut que dans l'exercice de ses droits, il soit dominé par la préoccupation constante des intérêts du prolé-

tariat.— Que les vicissitudes de la lutte ne le découragent pas. L'aristocratie de l'argent est trop puissante pour être vaincue par une seule défaite. Comme sa soeur aînée, la noblesse, elle résistera longtemps; longtemps encore elle combattra avec toutes les forces du désespoir. Comme sa soeur aînée elle sera vaincue, si la volonté irrévocable du prolétariat est qu'elle le soit.

28. Le suffrage universel vous soumettra les assemblées législatives, mais que ferez-vous de la royauté, expression vivante de tous les abus ?

R. Nous la renverserons à jamais.

A sa place nous établirons un pouvoir exécutif responsable, toujours révo- cable par l'Assemblée des Représentants du Peuple.

29. Vous avez déjà signalé assez d'abus, pour qu'il me soit inutile de vous demander quelle sera la tâche de vos élus. Mais quel est après le droit de suffrage, le droit le plus essentiel que vous ayez à réclamer ?

R. Le droit au travail.

Il nous faut la certitude de pouvoir vivre en travaillant.

30. Qui vous garantira ce droit ?

R. L'Etat à qui nous donnerons mission de l'organiser.

31. Pourquoi l'Etat ?

R. Nous ne possédons pas les instruments de travail; nous ne pouvons emprunter pour les acquérir, car l'on ne prête qu'au riche.

L'Etat seul peut et doit devenir le banquier des prolétaires. Pour sauver la Société de l'abîme que lui creuse la concurrence, ce n'est pas trop de toutes les ressources, du concours de toutes les forces de l'Etat.

32. Quel nom donnez-vous à cette organisation sociale qui récite toutes vos espérances et qui un jour doit les réaliser ?

R. La République Démocratique et Sociale.

33. A quoi reconnaissez-vous que son temps est venu ?

R. Aux convulsions violentes dans lesquelles se tord la Société.

34. Quelle est la devise de la République Démocratique et Sociale.

R. Liberté, Egalité, Fraternité.

La liberté, c'est la possibilité, garantie à tout homme, de développer complètement ses facultés physiques et intellectuelles et de les exercer conformément à leur développement.

L'Egalité est la condition de l'homme dans une société qui, réalisant la liberté et proscrivant tout privilège, ne renferme plus de classes.

La Fraternité est le sentiment de solidarité qui ralliera tous les hommes au jour de la réalisation complète de la Liberté et de l'Egalité.

La journée est close et tes membres fatigués; tes enfants crient famine et ta femme pleure,

à quoi pense-tu, ô prolétaire ?

Ton maître ruiné par la concurrence ferme ses ateliers et pour toi l'état n'a pas de travail,

à quoi pense-tu, ô prolétaire ?

Tes frères souffrent comme toi et gémissent dans l'esclavage;

à quoi pense-tu, ô prolétaire ?

Je pense à mes enfants qui crient famine, à ma femme qui pleure, à mes frères qui souffrent;

Je pense à la richesse, à l'égoïsme dédaigneux du puissant;

Je pense à nos faiblesses, à nos erreurs, à nos préjugés;

Désabusé des rois, des prêtres et des riches, aujourd'hui je les juge;

Si ma misère les condamne, mon coeur ne peut les absoudre.

Artisans de notre infortune, laissez passer la justice des prolétaires.

Liberté, Egalité, Fraternité.

Drapeau de nos pères marchant à la destruction de la Société féodale, reçois le serment du prolétaire.

Dans sa lutte ardente contre l'aristocratie nouvelle, protège son coeur de toute défaillance. Prophétie de l'avenir, éclaire son intelligence et préserve-la des promesses décevantes de ses ennemis.

Et toi prolétaire, mon frère, enfant de toutes les douleurs, que ta propagande, incessante comme ton travail, réponde enfin à tes souffrances. Que cette force que tu épouises au service d'un maître vienne en aide à celle de tes frères les prolétaires.

De cette sainte alliance surgira, une et indivisible,

La République Démocratique et Sociale.



Débuts de la barbe de Karl Marx - années
1840-50.

le manifeste et les révolutions de 1848

francis bismans

L'année 1848 marque certainement une césure politique dans l'histoire de l'Europe puisqu'en moins de trois mois, les gouvernements d'une bonne partie du vieux continent furent renversés les uns après les autres. Cette vague révolutionnaire, qui retomba d'ailleurs presque aussi vite qu'elle se gonfla, n'était pas une surprise pour les auteurs du *Manifeste du parti communiste*. N'y trouve-t-on pas en effet écrit en toutes lettres que «*la bourgeoisie est incapable de demeurer plus longtemps la classe dominante de la société*» ou encore que «*l'Allemagne [...] est à la veille d'une révolution bourgeoise [qui] ne peut être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne*»¹?

Mais le *Manifeste* faisait bien davantage que proclamer l'imminence d'une révolution. Il se voulait surtout le programme et l'explication du grand bouleversement à venir. Aussi l'objet de cet article sera-t-il de dire en quoi consistait cette explication et d'analyser comment elle a passé le test de la pratique, c'est-à-dire des années de feu 1848 à 1850. Il comporte quatre parties. La première tâche de cerner la théorie de

1. Marx K. et Engels F., *Manifeste du parti communiste*, Paris, G.F. Flammarion, 1998, pp.88 et 118.

Toutes les citations suivantes du *Manifeste* seront faites d'après cette édition qui reproduit la traduction de Botigelli publiée chez Aubier en 1972.

la révolution sociale qui est présente dans le *Manifeste*, mais dont l'essentiel a déjà été acquis quelques années plus tôt. La deuxième montre comment la perspective d'une révolution toute proche commande l'organisation interne de l'ouvrage de 1848. Quant à la suivante, elle étudie plus spécialement la tactique développée par Marx et Engels lors de leur participation directe à la révolution allemande. Enfin, la dernière partie présente le bilan que les deux hommes ont eux-mêmes tiré du cycle révolutionnaire ouvert en 1848.

une théorie de la révolution

Marx a incontestablement contribué à doter les classes ouvrières et les partis socialistes d'une claire vision du mouvement historique, vision centrée sur la division des sociétés en classes sociales et sur les luttes qui s'ensuivent. Toutefois, quant au fond, il ne pouvait théoriser que les tendances déjà à l'œuvre dans les sociétés en question. Or, durant les années 1840, le seul mouvement ouvrier existant organisé était celui des chartistes anglais². Marx n'en avait pas une connaissance directe, même s'il avait lu quelques ouvrages sur le chartisme, en particulier le livre de Buret, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*³ (1840). Par contre, Engels, qui avait séjourné à Manchester entre 1842 et 1844, avait pu observer de près le mouvement chartiste et plus généralement la situation de la classe ouvrière anglaise. Il en tirera d'ailleurs un ouvrage qui porte ce titre⁴ et qui paraîtra en 1845. C'est pourquoi Engels a joué un rôle décisif dans l'élaboration de la théorie marxienne de la révolution. C'est lui et personne d'autre qui constitue véritablement le chaînon manquant entre le Marx des *Manuscrits économique-philosophiques* de 1844 et celui du *Manifeste*.

2. Ainsi nommés parce qu'ils se réclamaient de la *Charte du Peuple* (1838) comportant notamment la revendication du suffrage universel.
3. Voir Löwy, M. *La théorie de la révolution chez le jeune Marx*, Paris, Ed. Sociales, 1970 (2^e éd., 1997, p.127).
4. Engels F., *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, Ed. Sociales, ré-édition 1975.

le moment engels

L'ouvrage du jeune Engels — il n'avait en effet que vingt quatre ans lorsqu'il l'a commencé — comporte un tableau de la «révolution industrielle» (expression qu'il a été parmi les premiers à utiliser) et de son corollaire, le développement d'une classe d'ouvriers industriels modernes, les *working men*, dont il décrit l'exploitation abominable et les conditions de vie tout aussi abominables. Face à une telle situation se forme un mouvement ouvrier qui passe par plusieurs étapes. D'abord, la révolte individuelle qui se manifeste par exemple par le crime ou le vol. Ensuite, les bris de machines (les ludites) qui ont déjà un caractère plus collectif, les ouvriers rendant ces machines responsables de leurs malheurs et de leur triste sort. Viennent alors les premières formes de riposte véritablement collectives par le biais d'organisations de grèves et de syndicats. Enfin, à partir de 1836 se développe le chartisme, mouvement authentiquement ouvrier, même si au départ il était également lié à l'aile radicale et démocrate de la bourgeoisie. Toujours est-il qu'en 1843, la rupture était complète entre éléments purement ouvriers et radicaux bourgeois, de sorte que *«dans le chartisme c'est toute la classe ouvrière qui se dresse contre la bourgeoisie [...] et qui donne l'assaut au rempart légal dont elle s'est entourée»*⁵. Parallèlement, des théoriciens socialistes — Engels pense essentiellement à Robert Owen — se sont efforcés de dégager les raisons de l'opposition ouvriers/bourgeois tout en attirant à eux quelques travailleurs avancés. Et Engels de fixer comme prochain objectif *«la fusion du socialisme avec le chartisme»* et d'ajouter que *«c'est seulement lorsqu'elle sera réalisée que la classe ouvrière sera la véritable maîtresse de l'Angleterre»*⁶.

L'ouvrage d'Engels se termine par l'évaluation des «chances» de la bourgeoisie anglaise⁷. Notre auteur prévoit, à échéance d'une vingtaine d'années, la fin du monopole industriel de l'Angleterre, détrônée par l'Amérique — prévision absolument remarquable pour l'époque, même si, évidemment, il faudra plus de temps pour qu'elle se réalise (après la première guerre mondiale). Cependant, dans l'hypothèse où la Grande-Bre-

5 à 7. Engels F., *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, Ed. Sociales, ré-édition 1975, pp.284.,295 et 3 57. Engels précisait d'ailleurs que le processus de fusion était bien entamé puisque presque tous les dirigeants chartistes étaient d'ores et déjà socialistes.

tagne conserverait son *leadership* industriel, la classe ouvrière, par suite de l'accumulation et de la concentration du capital ainsi que de l'élimination de la petite bourgeoisie, verra son nombre s'accroître exponentiellement. Il lui sera alors «*facile de renverser le pouvoir social existant, et ce sera alors la révolution*»⁸.

Mais, précise Engels, aucune des deux éventualités précédentes n'aura le temps de se réaliser. La raison ? «*Les crises économiques, le plus puissant levier de toute évolution autonome du prolétariat, abrègeront ce processus [...]. Je ne crois pas que le peuple accepte de supporter encore plus d'une crise. Vraisemblablement la prochaine crise qui surviendra en 1846 ou 1847, [...] imposera la Charte [...]. Si d'ici là, la bourgeoisie anglaise ne veut pas entendre raison, il s'ensuivra une révolution, à laquelle aucune des précédentes ne saurait être comparée, [...] la plus sanglante qui ait jamais eu lieu*»⁹.

De ce texte, on retiendra essentiellement deux points : d'une part, le rôle moteur des crises économiques d'une périodicité de cinq à six années, véritables leviers des luttes de classes; d'autre part, l'annonce d'une révolution imminente, qui ne pourra prendre qu'un cours violent.

Voilà ce que Marx devait à Engels et qui n'est pas peu. Ajoutons également que le second emmena le premier¹⁰ en Angleterre, durant l'été 1845, et lui fit rencontrer les dirigeants de l'aile gauche du chartisme, tels Harney et Jones.

le processus de révolution sociale

Une fois de retour à Bruxelles, après le voyage à Londres, Marx et Engels décidèrent de «liquider» leur conscience philosophique antérieure¹¹. Il en sortit *l'Idéologie allemande*, écri-

8 et 9. *Ibid.*, p.358.

10. À noter que Marx était arrivé à Bruxelles en février 1845, après qu'un arrêté d'expulsion ait été pris par les autorités françaises à l'encontre des collaborateurs, dont il était, du journal allemand de Paris, le *Vorwärts*. Voir dans ce numéro des *CM* l'article de Michel Godard.

11. C'est l'expression utilisée par Marx lui-même : Marx K., *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Ed. Sociales, ré-éd. 1957, p.5.

te en commun par les deux amis entre septembre 1845 et juin 1846. Parallèlement à cette activité théorique, ils se préoccupent également de hâter la « fusion », pour reprendre le terme d'Engels, entre socialisme et mouvement ouvrier. C'est ainsi que déjà à Londres, en août 1845, ils avaient décidé avec des membres de la Ligue des Justes et le chartiste Harney d'échanger des informations sur la situation des groupes socialistes et communistes dans les différents pays. Sans erreur possible, on peut affirmer que l'influence de Marx et d'Engels dans les milieux socialistes commence à se faire sentir, à partir de Bruxelles, dès l'été 1845¹².

Cependant, avant d'examiner le pourquoi et les résultats de ce travail pratique, voyons d'abord quelle est la théorie de la révolution impliquée par l'*Idéologie allemande*. En très bref¹³, Marx et Engels voient le développement et l'affirmation de la classe ouvrière comme homologues à ceux de la bourgeoisie. Cette dernière est née au Moyen âge de la séparation de la ville et de la campagne sous la forme d'une bourgeoisie commerciale, séparation qui entraîna aussi le développement des premières manufactures. La découverte de l'Amérique provoqua un essor considérable du commerce et des échanges¹⁴, phénomène qui s'amplifia encore avec la multiplication des colonies. Enfin, dès le milieu du XVII^e siècle — ici, je cite Marx et Engels — « *la concentration du commerce et de la manufacture dans un seul pays, l'Angleterre, [...] créa progressivement pour ce pays un marché mondial relatif et suscita de ce fait une demande des produits anglais manufacturés que les forces productives antérieures ne pouvaient plus satisfaire. Cette demande qui débordait les forces productives fut la force motrice qui [créa...] la grande industrie* »¹⁵

On voit ici apparaître clairement l'idée que la manufacture disparaît (au profit de la grande industrie, de la machinofacture) parce qu'elle ne peut plus développer les forces productives.

12. Voir *Documents constitutifs de la Ligue des communistes*. Présentés par Bert Andreas, Paris, Aubier Montaigne, 1972, p.23.

13 et 14. J'ai traité de la question dans un article publié dans la revue *Contradictions*. Aussi puis-je me permettre d'être bref. Voir Bismans F., « Stratégie socialiste, Etat, démocratie (1800-1940). 1^{ère} partie », *Contradictions*, n°78-79, 1996, pp.163-206..

15. Marx K. et Engels F., *L'Idéologie allemande*, Paris, Ed. Sociales, éd. 1968, p.89; souligné par moi.

C'est alors et alors seulement qu'intervient la **révolution sociale** qui aboutit à la constitution des rapports de production spécifiquement capitalistes, concomitants au développement de la grande industrie.

Pour autant, la contradiction entre forces productives et rapports de production pré-capitalistes ne s'est pas résolue spontanément. Encore a-t-il fallu que la bourgeoisie se constituât en classe sociale, consciente de ses intérêts. Pour retracer ce processus de **constitution en classe**, nos deux auteurs s'appuient sur le principe que *«les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe»*¹⁶. Compte tenu de ce principe, la lutte de la bourgeoisie est passée par trois grandes phases :

1. les bourgeois (commerçants et manufacturiers) se sont d'abord unis contre la noblesse des villes et campagnes, tandis que leurs conditions de vie et leurs intérêts s'homogénéisaient; à ce stade, ils ne constituaient encore qu'une *«classe en soi»*;
2. au fur et à mesure que leurs conflits avec la noblesse s'aiguissent, ils se transforment progressivement en *«classe pour soi»*, porteuse de nouveaux rapports de production et opposée aux anciennes classes sociales;
3. dès le dernier quart du XVIII^e siècle, la propriété féodale devient un obstacle au développement des forces productives; l'ère des révolutions politiques bourgeoises (Marx et Engels pensent évidemment à la Révolution française de 1789) commence.

Si l'on met bout à bout cette théorisation des révolutions bourgeoises et l'analyse de la classe ouvrière anglaise réalisée par Engels, il est alors facile de synthétiser la manière dont Marx et Engels voyaient le déroulement de la lutte des classes ouvrières, spécialement en Grande-Bretagne, pays le plus industrialisé — et ce, dès 1846.

Tout comme la bourgeoisie, la classe ouvrière a connu plusieurs phases successives dans son développement qui se résument dans la séquence : masse dispersée et atomisée/classe en soi/classe pour soi. La classe ouvrière

16. Marx K. et Engels F., *L'Idéologie allemande*, Paris, Ed. Sociales, 1968, p.93.

anglaise, organisée dans le chartisme et en voie de fusion avec la théorie socialiste, est déjà une classe pour soi puisque les conflits individuels prennent un caractère centralisé et constituent ainsi une véritable lutte de classes, *i.e.* une **lutte politique**. Tout comme le développement des forces productives bourgeoises est entré en contradiction avec les rapports de production féodaux, aujourd'hui (c'est-à-dire entre 1845 et 1848) la propriété bourgeoise des moyens de production est un obstacle à la croissance des forces productives modernes, ce dont témoignent les **crises de surproduction récurrentes**¹⁷. Il s'ensuit que l'heure des révolutions prolétariennes — du moins en Angleterre — a sonné et qu'il appartient à la classe ouvrière de renverser par la violence la bourgeoisie et détruire la propriété privée, bourgeoise, des moyens de production¹⁸.

C'est armés de cette analyse d'ensemble du processus historique — acquise, répétons-le, dès le début de 1846 — que Marx et Engels vont alors tenter de réaliser la «fusion» entre théorie socialiste et mouvement ouvrier dans le maximum de pays d'Europe, tâche éminemment pratique s'il en est.

la ligue des communistes et le *manifeste*

Forts de leur influence naissante, à laquelle on a fait allusion un peu plus haut, les deux théoriciens commencent par créer,

17. Marx et Engels ne diront pas autre chose dans *Le Manifeste*: «[...] les moyens de production et d'échange sur la base desquels la bourgeoisie a commencé à s'édifier ont été produits au sein de la société féodale. A un certain stade de développement [...], les rapports de propriété féodaux ne correspondaient plus aux forces productives [...]. Ils paralysaient la production au lieu de la faire progresser [...]. Il fallait les faire sauter, on les fit sauter. Nous voyons s'opérer sous nos yeux un mouvement analogue [...]. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est plus que l'histoire de la révolte des forces productives modernes [...] contre les rapports de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et de sa suprématie. Il suffit de citer les crises commerciales qui, revenant périodiquement, remettent en question et menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise toute entière», Marx K. et Engels F., *Manifeste ... op.cit.*, p.80.
18. A nouveau, *Le Manifeste* ne dira rien d'autre : «Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces de production qu'en abolissant le mode d'appropriation qui a été le leur jusqu'à présent [...], ils ont à détruire tout ce qui, jusqu'ici, était garantie et assurances de la propriété privée», *Ibid.*, p.87.

en février 1846, à Bruxelles, un Comité de correspondance communiste et invitent ensuite à la constitution de comités semblables, en Allemagne, à Paris et à Londres. En mars 1846, les *Fraternal Democrats*, emmenés par les chartistes Harney et Jones, se déclarent prêts à organiser un comité londonien¹⁹. En mai, Marx approche Proudhon pour qu'il s'associe au Comité à titre de correspondant parisien, mais finalement, ce dernier refusera, à mots à peine couverts²⁰. Par contre, en juin, la commune londonienne de la Ligue des Justes se constitue en comité de correspondance²¹, point d'aboutissement d'un long processus de clarification interne qui avait amené les Justes avec Schapper, Bauer et Moll à reconnaître la nécessité de fonder scientifiquement leur action et donc à se tourner vers les théorisations de Marx et Engels²².

A l'opposé, les communes parisiennes de la Ligue des Justes restent, elles, très réticentes à l'égard de l'activité du Comité bruxellois, si bien qu'en août 1846, Engels est envoyé à Paris avec pour but de les amener à adhérer au Comité de correspondance. Fin octobre, les premiers succès se font sentir puisqu'Engels convainc la commune des ébénistes de se joindre au mouvement²³. Parallèlement, au même moment, la direction de la Ligue des Justes passe de Paris à Londres, ce qui ne fait qu'accélérer l'évolution de l'organisation. En novembre 1846, la nouvelle direction londonienne se prononce en faveur d'un «*parti puissant qui pousse [...] à la transformation de la société actuelle*» et de la convocation d'un congrès de la Ligue des Justes pour le 1^{er} mai 1847, congrès «*préparatoire à un congrès général des communistes pour l'année 1848*»²⁴.

Fin janvier 1847, Joseph Moll, membre de l'Autorité centrale de la Ligue, est envoyé à Bruxelles et à Paris pour y rencontrer les membres du Comité de correspondance communiste. Marx et Engels font alors le pas de rejoindre les Justes et transforment le Comité en commune de l'organisation, ce

19. *Documents constitutifs...*, p.28.

20. Voir la lettre de Marx à Proudhon, 5 mai 1846, où le premier affirme : «*quant à la France, nous croyons tous que nous ne pouvons y trouver un meilleur correspondant que vous*», Marx K. et Engels F., *Correspondance*, Paris, Ed. Sociales, 1971, tome 1, p.382.

21 à 23. *Documents constitutifs...*, p.28, 20-21, p.29 et p.31.

qu'ils n'avaient jamais voulu faire jusqu'alors. Finalement, la Ligue des Justes deviendra Ligue des Communistes lors de son congrès constitutif tenu à Londres du 2 au 9 juin 1847. Les débats seront donc assez longs et assez durs comme l'atteste le compte rendu du congrès²⁵. Outre un projet de statut, dont l'intitulé — projet! — indique bien le caractère provisoire, le congrès décide de rédiger un projet de profession de foi «*et de le présenter aux communes (les structures de base de la Ligue) pour qu'elles en discutent et envoient des propositions de modification et des additifs à l'Autorité centrale*»²⁶. Ce projet à la rédaction duquel Engels prit part — mais pas Marx, absent du congrès — se présente comme un compromis entre le communisme «utopique et artisanal» des Justes et le communisme «scientifique» de Marx et Engels. Cependant, son mérite essentiel fut de lancer un débat dans l'organisation. C'est dans ce cadre qu'Engels rédigea en octobre et novembre 1847, à la demande du comité de Paris, une proposition de programme intitulée *Les Principes du Communisme*²⁷. De surcroît, dans une lettre adressée à Marx, il propose d'abandonner la forme «catéchisme» de la profession de foi et de lui préférer celle d'un Manifeste communiste²⁸.

En fait, cette suggestion fut retenue par le deuxième congrès de la Ligue des Communistes, qui se tint du 29 novembre au 8 décembre 1847, à nouveau à Londres. On peut y voir tout le chemin parcouru puisque l'article 1 des statuts stipule que «*le but de la Ligue est la chute de la bourgeoisie, la domina-*

25 et 26. *Ibid.*, pp.65-107 et 97. Il est intéressant de mentionner dans quel esprit le projet de profession de foi avait été conçu : «*Nous avons essayé d'éviter d'une part tout esprit de système et tout communisme qui sent la caserne, d'autre part, les fades et stupides réveilleries sur l'amour des communistes sentimentaux et pleurnichards; nous avons tenté au contraire, en tenant toujours compte des rapports sociaux (qui seuls ont engendré le communisme), de ne jamais quitter ce terrain assuré pour ne pas perdre pied*», *Documents constitutifs ...*, pp.97-99.

27. On peut le trouver en français, par exemple, dans Marx K. et Engels F., *Œuvres choisies*, Moscou, Ed. du progrès, 1970, tome 1, pp.82-99.

28. «*Réfléchis donc un peu à la profession de foi. Je crois qu'il est préférable d'abandonner la forme du catéchisme et d'intituler cette brochure : Manifeste communiste*», Engels à Marx, Paris, 23 et 24 novembre 1847, in Marx K. et Engels F., *Correspondance...*, tome 1, pp.507-508. Voir pour comparaison le texte de Tedesco, réédité dans ce numéro des *CM*.

tion du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise reposant sur les antagonismes de classe et la fondation d'une société nouvelle sans classes et sans propriété privée»²⁹.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le congrès ait chargé Marx — cette fois présent — et Engels de rédiger le manifeste en question. Ils s'y attelèrent ensemble en décembre 1847 et le premier continua seul en janvier 1848. Mais il est clair que la version finale du *Manifeste* tenait largement compte du projet d'Engels de même que des réactions émanant des communes à l'égard de la profession de foi de l'Autorité centrale de la Ligue³⁰.

L'impression de l'ouvrage se fit rapidement et vers le 20 février 1848, il sortait des presses d'une imprimerie londonienne. Une première étape dans la fusion de la théorie socialiste avec le mouvement ouvrier organisé était ainsi franchie.

la révolution qui vient

Pendant les années comprises entre 1845 et 1848, la croyance en l'imminence de la révolution est comme un fil rouge qui court chez à peu près tous les révolutionnaires. Ainsi, par exemple, la Ligue des Communistes dans une adresse de février 1847 affirmait que «[...] nous nous dirigeons de toute évidence vers une gigantesque révolution qui décidera du destin de l'humanité pour des siècles sans doute»³¹. Semblablement, comme on y a déjà insisté, Engels, pour sa part, pronostiquait une révolution en Angleterre pour 1847-1848 à l'occasion d'une nouvelle crise commerciale. Et le *Manifeste* lui-même ne se tenait pas en reste, puisqu'il affirmait tout de go que «l'Allemagne [...] est à la veille d'une révolution bour-

29. Cité par Botigelli, in *Manifeste* ..., p.42.

30. *Le Manifeste* peut donc être considéré comme une œuvre conjointe de Marx et Engels et plus largement de tous les membres de la Ligue qui avaient participé aux discussions de la Profession de foi. C'est donc le produit d'un effort collectif, même si en définitive, c'est Marx qui a tenu la plume. Dans le même sens, voir Botigelli, in *Manifeste* ..., p.53. Voir aussi dans ce numéro des *CM* l'article de Michel Godard, notamment à propos de Victor Tedesco.

31. Cité par B. Andreas, in *Documents constitutifs*..., p.34.

geoise» et que «*la révolution bourgeoise en Allemagne ne peut être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne*»³².

C'est cette perspective de révolution proche, immédiate qui commande en fait l'organisation du *Manifeste*. C'est elle aussi qui oblige à dépasser la théorie de la révolution rationalisée et acquise par Marx et Engels dès 1846 pour entrer dans le détail d'une tactique précise, et à envisager explicitement le rôle que peut et que doit jouer la Ligue dans une situation révolutionnaire.

stratégie et tactique

Marx et Engels se sont toujours refusés, à la différence des socialistes utopistes, à décrire la société communiste future. Cela dit, l'objectif final, ce que l'on pourrait encore appeler le contenu de la révolution sociale communiste, a été très nettement précisé dès le *Manifeste*: abolir la propriété privée des moyens de production et les oppositions de classes qui en découlent, en l'occurrence celles entre bourgeois et ouvriers³³. Mais la réalisation de ce but final ou encore la concrétisation de cette révolution sociale suppose de franchir plusieurs étapes : une révolution politique d'abord qui donnerait le pouvoir politique à la classe ouvrière; une période de «transition» ensuite, où il s'agit de mener à bien la révolution sociale proprement dite, i.e. de réaliser l'appropriation sociale des moyens de production et de développer les forces productives socialistes.

Le but de la révolution politique se résume en quelques mots : le renversement de la domination bourgeoise, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et ses alliés, qui est assimilée à la conquête de la démocratie³⁴.

32. *Manifeste ... op.cit.*, p.118.

33. «*Ce qui distingue le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise[...] En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie en cette seule expression : abolition de la propriété privée*», *Ibid.*, p.92.

34. «*Le premier pas des ouvriers dans la révolution, c'est le prolétariat s'élevant en classe dominante, la conquête de la démocratie*», *Ibid.*, p.100.

Une fois le pouvoir politique conquis commence le travail, plus difficile encore, de destruction de l'ancien mode de production capitaliste et de construction d'un mode de production et d'une société nouveaux³⁵. Le *Manifeste* propose alors un ensemble de dix mesures, applicables «aux pays les plus développés»³⁶, mais variables en fonction des conditions historiques³⁷. Au-delà de ces variations normales et même souhaitables, retenons cependant les mesures suivantes, qui jouent un rôle fondamental et en quelque sorte permanent dans la construction :

- centralisation du crédit entre les mains de l'Etat;
- multiplication des usines et des instruments de production «selon un plan commun»³⁸;
- résorption de l'opposition entre villes et campagnes;
- éducation publique et gratuite combinant formation et production matérielle.

Au terme de la transition, «à la vieille société bourgeoise avec ses classes et ses oppositions de classes se substitue une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous»³⁹.

Une précision supplémentaire : dans le *Manifeste*, Marx et Engels affirment que «comme le prolétariat doit d'abord [...] s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en nation, il est encore par là national, bien que nullement au sens où l'entend la bourgeoisie»⁴⁰. Néanmoins, il ressort implicitement de tout le texte que la lutte des travailleurs a un caractère international, ce qui n'est que la conséquence de la «mondia-

35 et 36. «Le prolétariat utilisera sa domination politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tout capital, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante et pour accroître le plus vite possible la masse des forces de production», *Ibid.*, p.100.

37. Dans la préface à l'édition allemande du *Manifeste* de 1872, les deux auteurs écrivent : «les principes généraux développés [...] conservent dans l'ensemble aujourd'hui encore toute leur justesse [...]. L'application pratique de ces principes [...] dépendra partout et toujours des circonstances historiques données et c'est pourquoi on n'insiste pas spécialement sur les mesures révolutionnaires proposées à la fin de la section II. A bien des égards, ce passage serait rédigé aujourd'hui autrement», *Ibid.*, pp.125-126.

38 à 40. *Ibid.*, pp.101, 102 et 98.

lisation» des rapports capitalistes et de l'unification des marchés. Il s'ensuit que le problème de l'articulation des luttes nationales, de leur synchronisation restait pendant dans le *Manifeste*. Friedrich Engels était à cet égard infiniment plus clair dans les *Principes*, lorsqu'il notait que la révolution se déroulerait **en même temps** dans les pays avancés, en l'occurrence, pour l'Europe, l'Angleterre, la France et l'Allemagne⁴¹.

D'un point de vue plus spécifiquement tactique, quel devait être le rôle de la Ligue des Communistes, organisation très petite (quelques centaines de membres au maximum) et secrète de surcroît parce qu'obligée de travailler clandestinement, dans la révolution ? La réponse est sans équivoque : les communistes ne peuvent constituer une secte, mais au contraire doivent être parties prenantes du mouvement politique de la classe ouvrière, dont ils représentent l'aile marchante et la plus consciente⁴².

A noter également un souci de différencier la tactique en fonction des conditions nationales de lutte, plus spécialement du degré de développement du mode de production capitaliste et donc de la classe ouvrière. Ainsi, par exemple, pour l'Allemagne «à la veille d'une révolution bourgeoise» comme on l'a déjà noté, apparaît clairement l'idée que le prolétariat doit d'abord lutter en commun avec la bourgeoisie contre la

41. Voici le passage pertinent complet : «[La grande industrie] a unifié dans tous les pays civilisés le développement social à tel point que, dans tous ces pays, la bourgeoisie et le prolétariat sont devenus les deux classes les plus importantes de la société et que l'antagonisme entre ces deux classes est devenu aujourd'hui l'antagonisme fondamental de la société. La révolution communiste, par conséquent, ne sera pas une révolution purement nationale. Elle se produira en même temps dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire tout au moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne», Engels F., *Principes ...*, op.cit., p.93.

42. «Les communistes sont donc dans la pratique la partie la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, celle qui ne cesse d'entraîner les autres; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste de la masse du prolétariat l'avantage de comprendre clairement les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien», *Manifeste ...*, op.cit., p.91.

noblesse féodale⁴³, mais une fois cette dernière défaite, il faut alors immédiatement engager le combat contre la bourgeoisie elle-même. C'est ce qu'affirme explicitement le passage suivant que l'on citera, compte tenu de son importance, intégralement : *«Mais il [le parti communiste] n'omet pas un instant de constituer chez les ouvriers une conscience aussi claire que possible de l'opposition hostile de la bourgeoisie et du prolétariat afin que les ouvriers allemands puissent aussitôt retourner comme autant d'armes contre la bourgeoisie les conditions sociales et politiques que cette dernière ne peut manquer d'amener avec sa domination et afin qu'après la chute des classes réactionnaires en Allemagne commence aussitôt la lutte contre la bourgeoisie elle-même»*⁴⁴. En d'autres termes, Marx et Engels avaient tendance à penser la révolution ouvrière comme un processus ininterrompu, couvrant une longue période de temps, au cours duquel la classe ouvrière conquiert successivement une série de positions de force jusqu'à l'assaut final contre la citadelle bourgeoise — bref, ils la pensaient sur le modèle de la Révolution française⁴⁵. Si l'on veut, il s'agissait en quelque sorte de reproduire la séquence monarchistes constitutionnels/girondins/jacobins, où chacun de ces «partis» est supplanté par le parti qui l'avait précédemment appuyé, mais cette fois, bien sûr, au bénéfice de la classe ouvrière.

du printemps des peuples à l'été des rois

A peine l'encre du *Manifeste* était-elle sèche, que le 22 février 1848, des manifestations de rue éclataient à Paris⁴⁶. Pourtant,

43. *«En Allemagne, dès que la bourgeoisie prend une attitude révolutionnaire, le parti communiste lutte en commun avec elle contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et l'étroitesse petite-bourgeoise»*, *Ibid.*, p.118.

44. *Ibid.*, p.118 (c'est moi qui souligne).

45. Dans un texte daté du 13 mars 1884 et intitulé «Marx und die 'Neue Rheinische Zeitung' 1848-49», Engels dit on ne peut plus clairement, en faisant référence à l'Ami du peuple, Marat *«[...] comme nous, il ne tenait pas la révolution pour achevée, mais voulait qu'on la déclarât permanente (in Permanenz)»*, Marx K. et Engels F., *Werke*, Berlin, Dietz Verlag, 1984, t.21, p.21.

46. Pour ce qui concerne le tableau général des révolutions de 1848 en Europe, j'utiliserai essentiellement les contributions suivantes : Hobsbawm E.J., *The Age of Capital. 1848-1875*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1975 (trad.franç.: *L'ère du capital*, Paris,

contrairement à une opinion encore fort répandue, Paris n'a pas été le détonateur des révolutions européennes, même s'il a joué le rôle de caisse de résonance ainsi qu'on va le voir. Préalablement, rappelons que la carte politique de l'Europe en 1848 n'est guère différente de celle que le Traité de Vienne lui avait donnée en 1815. Certes, deux petits Etats monarchiques sont apparus (la Grèce et la Belgique), mais pour le reste, l'Europe continua à être dominée par quatre grandes puissances : l'Angleterre (seul pays, avec la Belgique, à être réellement industrialisé en 1848), la Russie, l'Autriche-Hongrie et la Prusse, la France étant tenue en quarantaine. L'Italie est profondément divisée entre l'Autriche, le Piémont-Sardaigne, les Etats pontificaux et le royaume des Deux-Siciles. Quant à l'Allemagne, elle est réduite à une Confédération germanique de trente neuf Etats, parmi lesquels la Prusse et l'Autriche, cette dernière exerçant la présidence de la Confédération. De plus, la Pologne est toujours rayée de la carte et partagée entre Prusse, Autriche-Hongrie et Russie. Enfin, c'est la Russie tsariste qui constitue le grand gendarme de l'Europe, quoique, depuis la révolution française de juillet 1830, à l'Ouest du Rhin les menaces d'intervention de la Sainte Alliance soient devenues inexistantes.

En fait, c'est d'Italie que surgit l'étincelle révolutionnaire⁴⁷. Depuis 1846, date de l'élection du pape «libéral» Pie IX, des réformes telles que l'amnistie politique, la libéralisation de la presse, une chambre consultative sont mises en avant dans presque tous les (petits) Etats italiens. L'Autriche qui contrôle directement la Lombardie et la Vénétie occupe militairement Ferrare en août 1846. Cependant, l'agitation continue et des émeutes éclatent à Milan le 3 janvier 1848, à Palerme le 12 janvier puis à Naples, un peu plus tard. Le roi des Deux-Siciles, Ferdinand II, concède alors une constitution libérale et il est imité par Charles-Albert de Piémont, Léopold II de Toscane et Pie IX. Le 11 février, l'Autriche-Hongrie décrète l'état de siège en Lombardie.

(suite de la note 46) Fayard, 1978); Sperber J., *The European Revolutions 1848-1851*, Cambridge University Press, 1984; Aprile S., «L'Europe en révolution» in Aprile, S. et al. *La révolution de 1848 en France et en Europe*, Paris, Ed. Sociales, 1998. Pour l'exemple français, j'aurai recours à: Agulhon M., *1848 ou l'apprentissage de la République (1848-1852)*, Paris, Seuil 1973; Murat I., *La Deuxième République*, Paris, Fayard, 1987.

47. Voir Aprile S., *op.cit.*, pp.198-199.

Ajoutons que la fin de l'année 1847 voit se manifester une crise commerciale. En Grande-Bretagne bien sûr, où dès l'automne 1847, les baisses de prix agricoles sont notables et où la Banque d'Angleterre est autorisée à déroger à la règle de couverture en or des billets émis et à porter son taux d'escompte à 8%. Mais en France aussi, qui voit se déclencher une crise monétaire en octobre, tandis que le chômage progresse dans le textile et la métallurgie avant de gagner les chemins de fer.

C'est dans ce contexte économique et politique troublé que surviennent les journées révolutionnaires de février 1848 en France. Le 22 février, des manifestations de rue se déclenchent à Paris. Deux jours plus tard, après que la garde nationale l'ait abandonné, Louis-Philippe — porté lui-même au pouvoir par la révolution de juillet 1830 — abdique tandis que se forme, le même jour, un gouvernement provisoire d'orientation républicaine. Le 25 février, la République est proclamée, en fait une « République démocratique et sociale » comme en témoignent les nombreuses mesures qui vont être prises en faveur de la classe ouvrière : proclamation du droit au travail, création des ateliers nationaux, limitation de la durée de la journée de travail, réglementation du travail, etc. Innovation majeure et qui serait incompréhensible si l'on négligeait le fait que c'est le prolétariat parisien qui a fait la révolution de février : parmi les onze membres du Gouvernement provisoire figure même un ouvrier mécanicien, Albert, auparavant dirigeant de société secrète⁴⁸.

Les journées françaises de février 1848 vont à la fois radicaliser le mouvement démocratique préexistant en Italie et contribuer, par contagion, à embraser une bonne partie de l'Europe. Le 13 mars, Vienne se soulève et impose le départ de Metternich, symbole de la Sainte-Alliance des monarchies; le 17 mars, la République est proclamée à Venise à l'issue d'un véritable soulèvement populaire; le 18, l'insurrection atteint Berlin et contraint le roi de Prusse à former un gouvernement de libéraux bourgeois — c'est le ministère Camphausen. Pratiquement, tous les Etats allemands sont en ébullition. Le 7 avril, un gouvernement parlementaire est formé en Hongrie. A ce stade, le mouvement n'épargne pas non plus

48. Agulhon M., *Les Quarante-huitards*, Paris, Gallimard, Folio, 1992, p.24.

l'Angleterre. Des émeutes éclatent en mars à Londres, Liverpool, Glasgow et dans d'autres villes. Les chartistes préparent une pétition qui recueillera six millions de signatures, et projettent d'organiser une grande marche vers Westminster, le 1^{er} avril, pour réclamer, auprès des parlementaires, le suffrage universel⁴⁹. Tout semblait se passer comme Marx et Engels l'avaient imaginé: la révolution européenne commençait.

Pourtant, comme le note justement Hobsbawm, si le mouvement révolutionnaire se répandit très rapidement, il reflua presque aussi rapidement⁵⁰. A cet égard et pour faire bref, on peut avancer la périodisation suivante qui vaut pour l'aire géographique correspondant aux structures étatiques de la France, de la Prusse/Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie :

1. jusque fin avril en France, le milieu de l'été 48 dans le reste de l'Europe, le mouvement révolutionnaire suit un cours ascendant⁵¹; le retournement se produit en France dès les élections des 23 et 24 avril, où l'assemblée élue se compose de 500 républicains très modérés (en fait conservateurs), près de 300 royalistes et moins de 100 républicains de gauche, parmi lesquels seulement quelques socialistes⁵², et il se confirme avec l'écrasement de l'insurrection ouvrière parisienne en juin; à la fin du printemps 1848, la situation de l'empereur autrichien semblait désespérée; cependant, en juin, l'insurrection de Prague, très radicale, est écrasée et les armées autrichiennes se tournent alors contre la coalition italienne qui est regroupée autour du roi de Piémont-Sardaigne et est défaite à Custozza le 25 juillet; le redressement de l'empereur d'Autriche rassure le roi de Prusse qui réaffirme son pouvoir vis à vis de l'Assemblée de Francfort et de l'Assemblée constitutionnelle prussienne⁵³, institutions qu'il avait dû concéder pendant la phase ascendante du mouvement révolutionnaire;
2. entre l'été et la fin de l'année 1848, la reprise en mains s'affirme en Autriche — reconquête et écrasement de Vienne insurgée le 1^{er} novembre 1848 — et en Allemagne

49. Voir Marx R., *Histoire de l'Angleterre*, Paris, Fayard, 1993, p.399.

50 et 51. Hobsbawm E.J., *L'ère du capital...*, op.cit., p.31.

52. Murat I., op.cit., p.236.

53. Aprile S., op.cit., p.220.

où Frédéric-Guillaume IV dissout le 5 décembre l'assemblée nationale prussienne et octroie sa propre constitution, tandis que le 10 décembre, Louis-Napoléon est élu, à une très forte majorité⁵⁴, président de la République française; en cette période, il ne reste plus, si l'on met à part l'Allemagne du Sud-ouest, que deux régions encore en ébullition : une partie de l'Italie et une partie de la Hongrie;

3. après un regain, en février 1849 en Italie (proclamation de la République en Toscane et à Rome), et en Hongrie en avril (proclamation de l'indépendance), la capitulation des Hongrois — notons que l'empereur d'Autriche a dû faire appel au tsar pour en venir à bout — et de la Vénétie en août 1849 termine le cycle révolutionnaire.

la révolution allemande

Lorsque la révolution éclate à Paris le 22 février 1848, Marx se trouve, avec Engels, à Bruxelles. Dans un premier temps, c'est l'affolement en Belgique, où l'on imagine que l'expérience française pourrait faire tâche d'huile⁵⁵. Cependant, dès le 28 février, le gouvernement belge dirigé par le libéral Rogier propose d'abaisser le cens électoral au minimum constitutionnel de vingt florins. Au début de mars, il est clair pour tous, y compris le roi, que le mouvement révolutionnaire qui touche l'Europe ne s'étendra pas à la Belgique⁵⁶. Par mesure de prudence, quelques étrangers, dont Marx, sont expulsés. Celui-ci parvient le 5 mars à Paris, où il avait été invité dès le

54. Agulhon M., *1848 ou l'apprentissage...*, p.85.

55. «Le bruit se répandait que le roi songeait à abdiquer, que les Français étaient en marche pour instaurer la république à Bruxelles. Dans toutes les villes, la foule se ruait sur les banques, réclamant la restitution de ses dépôts et le remboursement de ses billets en argent comptant. En quelques jours, le cours des fonds publics baissait de 50%», Pirenne H., *Histoire de Belgique*, Lamertin, Bruxelles, 1948, t.7, p.131.

56. «Manifestement, il apparaît dès les premiers jours de mars que la crise qui ébranle l'Europe n'ébranlera pas la Belgique [...]. Le roi est complètement rassuré. Le 4 mars, avant même la promulgation de la loi électorale, il écrit dans la joie à S. Van de Weyer que le pays vient de prouver qu'il était vraiment une nation», Pirenne H., *Histoire de Belgique*, ... p.135.

1^{er} mars par une lettre officielle du Gouvernement provisoire de la République française⁵⁷.

la ligne à suivre

Au moment où Marx parvient à Paris, la mode était aux légions étrangères destinées à provoquer des soulèvements, sur l'exemple français, dans les différents pays d'Europe. C'est ainsi qu'une légion allemande forte de deux mille hommes s'était constituée à Paris. Dès le 6 mars, au cours d'une réunion publique, Marx s'oppose à cette aventure qui ne pouvait se terminer que par l'échec et le massacre des «légionnaires» face aux troupes prussiennes. Par contre, comme il en a reçu le mandat, il réorganise le Comité central de la Ligue des communistes avec trois anciens membres du Comité de Bruxelles et trois autres du Comité de Londres.

Ainsi qu'on l'a vu, le 13 mars et le 18 mars respectivement, la révolution, tant attendue, éclate à Vienne et à Berlin. L'heure n'est plus aux plans sur la comète, mais à la détermination d'une ligne de conduite précise pour la Ligue. Aussi, entre le 21 et le 29 mars, Marx et Engels écrivent-ils un texte-programme intitulé *Revendications du Parti communiste en Allemagne*⁵⁸. D'une manière générale, les *Revendications* constituent un décalque des «mesures» figurant dans le *Manifeste* et prévues pour la période de transition qui suit la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Cependant, une lecture attentive montre qu'à ces mesures ont été ajoutées des revendications purement démocratiques telles que :

- constitution d'une République une et indivisible;
- octroi du droit de vote à tout allemand âgé de 21 ans;
- séparation de l'Eglise et de l'Etat;
- abolition des charges féodales;
- administration de la justice gratuite, etc.

57. Sur le contexte entourant l'expulsion de Marx hors de Belgique et les circonstances elles-mêmes, le mieux est de se référer à Somehausen L., *L'humanisme agissant de Karl Marx*, Paris, Richard-Masse, 1946, pp.235 et sq. On peut y lire notamment : «c'est lui [Marx] que sa notoriété va faire soupçonner d'être le promoteur du 'mouvement' républicain belge de Paris, le financier de l'insurrection, l'instigateur des troubles bruxellois» (p.235).

58. Marx K. et Engels F., «Forderungen der Kommunistischen Partei in Deutschland», *Werke*, tome 5, pp.3-5 (trad. f., in Marx K., *Œuvres*, Paris, Gallimard, 1994, t.IV, pp.1-5).

En d'autres termes, le programme combine certes revendications démocratiques et mesures spécifiquement prévues dans le *Manifeste*, mais le tout est à dominante « communiste »⁵⁹. La perspective adoptée est bien celle d'une révolution bourgeoise qui se transformerait rapidement en révolution ouvrière. A nouveau, Marx et Engels imaginent cette transcendance, cette « révolution dans la révolution » sur le modèle français de 1789-1793: à la phase constitutionnelle succédera une phase girondine (bourgeoise) qui fera ensuite place à la domination des sans-culottes et des jacobins (au prolétariat dans ce cas).

Toutefois, un tel programme n'était absolument pas adapté aux tâches de l'heure et à la situation spécifique de l'Allemagne. En effet, aussi bien à Berlin qu'à Vienne, il apparut rapidement, c'est-à-dire dès la fin du mois de mars 1848, que les bourgeoisies allemande et autrichienne se contenteraient de gouvernements monarchistes constitutionnels, analogues à celui qui s'était établi en France en juillet 1830 et qui venait précisément d'être renversé par la révolution de Février. Beaucoup de raisons expliquent cette attitude conciliatrice, *ententiste* pour reprendre le terme de l'époque, mais la principale réside sans doute dans le fait que les bourgeoisies en question, toutes libérales qu'elles fussent, avaient une sainte horreur de la révolution « ouvrière » de Paris et qu'elles voyaient déjà dans la classe ouvrière, bien davantage que dans la noblesse, leur adversaire principal. Dans ces conditions, et pour le dire nettement, le programme de la Ligue était tout simplement inapplicable en Allemagne et aurait conduit ses auteurs à un isolement politique complet.

C'est pourquoi en définitive, après que Marx et Engels soient rentrés en Allemagne, ce programme ne fut jamais appliqué⁶⁰.

59. Dans le même sens, voir Cornu A., *Karl Marx et la révolution de 1848*, Paris, Presses Universitaires de France, 1948, p.13.

60. Significativement, dans une lettre à Marx du 25 avril 1848, Engels écrit : « *Au fond, voici ce qu'il en est : même ces bourgeois radicaux de Cologne voient en nous leurs futurs ennemis mortels et ils ne veulent pas nous donner d'armes que nous retournerions très rapidement contre eux [...]. Si un seul exemplaire de notre programme en 17 points était diffusé ici [il s'agit des « Revendications »] (tout serait perdu pour nous. La mentalité des bourgeois est véritablement lamentable)* », Marx K. et Engels F., *Correspondance*, tome 1, pp.542-543.

Mieux, la Ligue elle-même fut mise en veilleuse et le choix fut fait, par ailleurs, de lancer un quotidien démocrate, la *Neue Rheinische Zeitung*, la *Nouvelle Gazette Rhénane*. De la sorte, la classe ouvrière devait se tenir à l'extrême gauche de la «grande armée démocratique» et jouer le rôle de fer de lance du mouvement révolutionnaire dans son ensemble tout en critiquant les tentatives d'entente de la bourgeoisie modérée avec l'Etat prussien.

misère de la bourgeoisie allemande

Dès le 5 avril 1848, Marx quitte Paris pour la Rhénanie et Cologne, choix dicté par deux raisons essentielles : d'une part, il y avait dirigé naguère le journal libéral *La Gazette Rhénane*; d'autre part, c'est cette région qui était, avec la Saxe, la plus industrialisée et où donc la classe ouvrière était également la plus nombreuse⁶¹.

La tactique préconisée par Marx tient de l'ambiguïté du comportement de la bourgeoisie allemande. Il s'agit de favoriser le regroupement de tous les courants démocratiques, de ne pas rompre avec la bourgeoisie tout en condamnant ses illusions ententistes. Fidèle à cette ligne, le 1^{er} juin 1848, sort la *Nouvelle Gazette Rhénane*, dont les rédacteurs sont presque tous des membres de la Ligue, et qui porte comme sous-titre «organe de la démocrate»⁶², tandis que, dès la fin du mois de juin 1848, Marx quitte l'Association ouvrière, groupement à la fois syndical et politique et met en place un comité central des trois organisations démocratiques de Cologne : la Société démocratique, l'Association ouvrière dont il vient d'être question et l'Association des ouvriers et employeurs, qui regroupait surtout des artisans et petits patrons.

En résumé, feu donc sur la bourgeoisie «ententiste» et que la révolution de mars s'approfondisse de manière à liquider la monarchie prussienne et les restes de féodalité, encore très

61. Accessoirement, la Rhénanie vivait encore sous le code Napoléon, ce qui permettait d'y bénéficier d'une liberté de presse beaucoup plus grande qu'à Berlin.

62. Dès ses premiers pas, la *Nouvelle Gazette Rhénane* fustige «l'ententisme» du pré-parlement de Berlin. Voir, par exemple, l'article, signé par F. Engels, du 7 juin 1848: «Débats ententistes à Berlin», in Marx K. et Engels F., *La Nouvelle Gazette Rhénane*, Ed. sociales, Paris, 1972, tome 1, p.70.



Débuts de la barbe d'Engels - années 1840.

présents en Allemagne. Mais force est de constater que l'Assemblée nationale prussienne est de plus en plus attachée à une «entente» avec Frédéric-Guillaume IV. Ainsi par exemple, trois jours après que les ouvriers berlinois eussent attaqué, le 14 juin, l'Arsenal pour s'emparer d'armes, l'Assemblée les désavoue⁶³. Par ailleurs — on y a beaucoup insisté — dès juin 1848, le reflux révolutionnaire a commencé, ce qui ne fait que renforcer les tendances ententistes et l'arrogance des vieilles monarchies. La défaite sanglante du prolétariat parisien, lors des journées du 23 au 26 juin, constitue un signal clair du renversement de l'initiative.

Marx apportera certes immédiatement son appui à l'insurrection ouvrière⁶⁴ et presque à chaud, il en démonte le mécanisme, à savoir le mûrissement des luttes de classe et l'opposition ouverte entre prolétariat et bourgeoisie⁶⁵. Il n'empêche que les bourgeoisies allemandes, devant l'échec socialiste parisien, cherchèrent plus que jamais un compromis avec le roi de Prusse et l'aristocratie terrienne. Comme telles, elles faisaient évidemment le jeu de la contre-révolution.

63. Engels, F. «La séance ententiste du 17 juin», *La Nouvelle Gazette...*, tome 1, p.123 et suivantes.

64. Un seul extrait suffit à le montrer : «*La Fraternité, cette fraternité des classes opposées dont l'une exploite l'autre, cette fraternité proclamée en février, écrite en majuscules sur le front de Paris, sur chaque prison, sur chaque caserne — son expression véritable authentique, prosaïque, c'est la guerre civile, la guerre civile sous sa forme la plus effroyable, la guerre du Travail et du Capital. Cette fraternité a flambé devant toutes les fenêtres de Paris le soir du 25 juin, alors que le Paris de la bourgeoisie illuminait, tandis que le Paris du prolétariat brûlait, saignait, gémissait jusqu'à l'épuisement*», Marx K., «La Révolution de Juin», *La Nouvelle Gazette ...*, t.1, p.181.

65. «*La révolution de février fut la belle révolution [...] parce que les contradictions (entre la bourgeoisie et le peuple) qui éclatèrent en elle contre la royauté, n'étaient pas encore développées [...], parce que la lutte sociale qui formait l'arrière-plan de cette révolution, n'avait atteint qu'une existence inconsistante, une existence purement verbale [...]. Aucune des nombreuses révolutions de la bourgeoisie française depuis 1789 n'était un attentat contre l'Ordre, car toutes laissaient subsister la domination de classe, l'esclavage des ouvriers, l'ordre bourgeois, malgré le changement fréquent de la forme politique de cette domination et de cet esclavage. Juin a touché à cet ordre. Malheur à Juin !*», *Ibid*, tome 1, p.182.

Malgré tout, Marx et la *Nouvelle Gazette Rhénane* maintiennent jusqu'à la fin de l'année 1848 la tactique d'union de la classe ouvrière avec l'ensemble de la bourgeoisie pour concentrer tous les coups sur la seule noblesse, comptant notamment sur une guerre avec la Russie ou le Danemark. Cependant, à la fin de 1848, la contre-révolution s'est affirmée et la bourgeoisie prussienne a définitivement choisi son camp. Il est clair alors que la perspective et la tactique préconisées par Marx n'ont pas porté leurs fruits.

Marx, dans une série d'articles de la *Nouvelle Gazette Rhénane* datés de décembre 1848 — notamment «La bourgeoisie et la contre-révolution»⁶⁶ et «Perspectives révolutionnaires»⁶⁷ — reconnaît les faits et esquisse d'abord une explication du comportement de la bourgeoisie, explication qui tient en deux points. D'une part, dès avant même la révolution de 1848, l'industrialisation de la Prusse avait rapproché noblesse et grande bourgeoisie, la première s'embourgeoisant de plus en plus⁶⁸; il était dès lors logique qu'une fois l'insurrection de mars à Berlin réussie, la bourgeoisie traduise sur le plan politique l'ententisme déjà réalisé sur le terrain économique. D'autre part, le développement de l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est désormais si avancé que la seconde craint bien davantage le premier que la noblesse⁶⁹.

De tout ceci, il résulte que le modèle de la Révolution Française — processus révolutionnaire de longue durée dominé du début jusqu'à la fin par une bourgeoisie énergique et marqué par une radicalisation croissante — est tout à fait inapproprié pour penser les révolutions modernes, à contenu social avancé⁷⁰.

66 et 67. Marx K. et Engels F., *La Nouvelle Gazette...*, *op.cit.*, t.2, pp.222-250 et 280-283.

68 et 69. «*Les grands propriétaires fonciers et les grands capitalistes [...] avaient grandi en argent et en culture. Avec l'évolution de la société bourgeoise en Prusse — c'est-à-dire avec l'évolution de l'industrie, du commerce et de l'agriculture — les anciennes différences de classes [...] avaient perdu leur base matérielle. La noblesse elle-même était essentiellement embourgeoisée*», *Ibid*, pp.225-226 et 230.

70. «*Il ne faut pas confondre la révolution de mars ni avec la révolution anglaise de 1648 ni avec la révolution française de 1789. Dans les deux révolutions, la bourgeoisie était la classe qui se trouvait réellement à la tête du mouvement. Dans les villes, le prolétariat et*

Et Marx de tracer alors les perspectives pour l'année 1849: *«La libération de l'Europe [...] dépend donc du soulèvement victorieux de la classe ouvrière française. Mais chaque bouleversement social français échoue nécessairement contre la bourgeoisie anglaise, la domination industrielle et commerciale mondiale de la Grande-Bretagne [...]. La vieille Angleterre ne sera renversée que par une guerre mondiale qui, seule, peut offrir au parti chartiste, au parti ouvrier anglais organisé, les conditions d'un soulèvement victorieux contre ses oppresseurs gigantesques. Les Chartistes à la tête du gouvernement anglais — c'est alors que la révolution sociale passera du royaume de l'utopie à celui de la réalité [...]. Soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière française, guerre mondiale — voilà le sommaire de l'année 1849»*⁷¹.

De ce texte, remarquable par la synthèse et l'ampleur de l'analyse, on peut tirer au moins deux enseignements :

1. la révolution sociale a nécessairement un caractère mondial ou, à tout le moins, elle doit toucher le cœur du système capitaliste, à savoir l'Angleterre;
2. la révolution politique conserve toute son actualité, elle est imminente et le signal de son déclenchement viendra à nouveau de la France.

Par ailleurs, tout en attendant un sursaut révolutionnaire en France, Marx modifie sa tactique antérieure qui visait à unir toutes les fractions bourgeoises à la classe ouvrière pour conquérir la démocratie et éliminer l'absolutisme. Désormais, la priorité est à l'alliance avec la petite bourgeoisie et les classes moyennes seules ainsi qu'au développement des organisations ouvrières⁷².

(suite de la note 70) *les autres catégories sociales n'appartenant pas à la bourgeoisie ou bien n'avaient pas des intérêts différents de ceux de la bourgeoisie, ou bien ne formaient pas encore de classes ou de fractions de classe ayant une évolution indépendante. Par conséquent, même là où elles s'opposaient à la bourgeoisie, comme par exemple de 1793 à 1794 en France, elles ne luttaient que pour faire triompher les intérêts de la bourgeoisie, quand bien même ce n'était pas à sa manière», Ibid, p.229.*

71. *Ibid*, pp.282-283.

72. Le 14 avril, Marx et quatre dirigeants démissionnent du Comité régional démocratique rhénan. Ils se justifient comme suit : *«Nous estimons que l'organisation actuelle des associations démocratiques renferme en son sein beaucoup trop d'éléments hétérogènes pour que soit possible une activité profitable au but que s'est fixé la cause. Au contraire, nous sommes d'avis qu'une liaison plus étroite des associations ouvrières est préférable parce qu'elles sont composées d'éléments homogènes», La Nouvelle Gazette..., t.3, p.258.*

Mais il est déjà trop tard. Le 11 mai, le gouvernement prussien ordonne l'expulsion de Marx de Rhénanie et le 19, le dernier numéro de la *Nouvelle Gazette Rhénane* paraît, imprimé en rouge, avec un message adressé à tous les travailleurs de Cologne : «*En vous disant adieu, les rédacteurs de la Nouvelle Gazette Rhénane vous remercient de la sympathie que vous leur avez témoignée. Leur dernier mot sera partout et toujours : Emancipation de la classe ouvrière*»⁷³.

Marx — accompagné par Engels — se rend alors en Allemagne du Sud, en particulier dans le Palatinat insurgé avant de gagner la France et surtout Paris, dans l'attente du déclenchement d'événements révolutionnaires décisifs. Cependant, le 21 juin, il écrit un article où il parle de l'échec des démocrates petits bourgeois à Paris («le 13 juin»). Contrecoup de cet échec, il reçoit le 19 juillet un ordre d'expulsion de Paris. Il rédige une réclamation. Pourtant, rien n'y fera : le 23 août, il annonce à Engels qu'il est assigné à résidence dans le Morbihan; il ajoute qu'il n'obtempérera pas et qu'il compte s'installer à Londres⁷⁴. C'est chose faite à la fin du mois d'août et Engels viendra l'y rejoindre le 10 novembre 1849.

Les perspectives politiques restent inchangées. Marx s'attend à une reprise du mouvement révolutionnaire et cela d'autant plus qu'il perçoit l'approche d'une «*énorme crise industrielle, agricole et commerciale*»⁷⁵. Il se préoccupe tout à la fois de relancer la Ligue et de tirer le bilan de l'expérience révolutionnaire française.

le temps des bilans

Dès le mois de janvier 1850, Marx et Engels préparent le premier numéro de la *Neue Rheinische Zeitung, politisch-ökonomische Revue*⁷⁶, qui paraît à Hambourg le 6 mars. Il contient notamment un article sur «la défaite de juin 1848». Fin mars paraît le deuxième numéro de la revue, avec la continuation

73. *Ibid*, p.383.

74. «Marx à Engels, à Lausanne, le 23 août 1849», in Marx K. et Engels F., *Correspondance*, Ed. Sociales, Paris, 1971, tome II, p.30.

75. «Marx à Joseph Weydemeyer, à Francfort-sur-le-Main, le 19 décembre 1849», *Ibid*, p.38.

76. *La Nouvelle Gazette Rhénane, Revue politico-économique*.

de l'analyse des événements français («le 13 juin 1849»). Par la suite, deux autres numéros, dont un double, seront encore consacrés à l'analyse du processus révolutionnaire français. Toutes ces contributions seront réunies plus tard dans un livre qui portera le titre : *Les luttes de classes en France*⁷⁷.

les luttes de classes en france

Voyons d'abord comment Marx approche la révolution de février.

Il commence par caractériser la monarchie constitutionnelle antérieure à 1848, issue de la révolution de juillet 1830, du point de vue des rapports de classe : cette monarchie exprime la domination d'une **fraction** de la bourgeoisie, qu'il qualifie d'aristocratie financière⁷⁸, tandis que les autres fractions bourgeoises, la paysannerie et, bien entendu, la classe ouvrière étaient rejetées dans l'opposition. Au lieu du schéma binaire que mettait en avant le *Manifeste* — bourgeoisie contre prolétariat — on voit apparaître un dispositif beaucoup plus complexe des rapports de force. De plus, les clivages au sein de la bourgeoisie ne sont pas qu'économiques et n'opposent pas exclusivement un capitalisme financier à un capitalisme industriel : en effet, la bourgeoisie peut aussi être fractionnée sur base de critères politiques, par exemple la préférence pour le régime politique, et c'est ainsi que Marx peut parler de *fraction républicaine* ou *monarchiste*⁷⁹. Il s'agit là d'un pas en avant considérable qui permet de donner toute son importance au facteur politique et empêche de lui ôter toute efficacité propre, ce qui serait le cas si les rapports politiques représentaient de simples dérivés de l'économique⁸⁰.

77. Voir Marx K., *Les luttes de classes en France (1848-1850)*, in Marx K. et Engels F., *Œuvres choisies*, Moscou, Ed. du progrès, 1970, pp.194-310.

78 et 79. *Ibid*, pp.214 et 237.

80. F. Furet fait donc fausse route lorsqu'il écrit que «l'idée d'une bourgeoisie divisée en fractions [...] souffre de l'infirmité habituelle à ce type d'interprétation; elle est déduite de l'observation des conflits politiques, alors qu'elle est supposée les expliquer», (dans Furet F.) *Marx et la révolution française*, Paris, Flammarion, 1986, p.95. En réalité, ce que Furet ne voit pas, c'est qu'il ne s'agit pas d'expliquer les conflits politiques à partir du fractionnement économique de la bourgeoisie, mais bien de comprendre qu'une classe peut être divisée à la fois économiquement et politiquement et que, de surcroît, ces clivages ne se superposent pas nécessairement.

La révolution de Février a été rendue possible — on le répète — par l'existence d'une crise économique conjoncturelle⁸¹, qui a conjoint les différentes oppositions à l'aristocratie financière, depuis les industriels jusqu'aux ouvriers en passant par les paysans. Une fois la révolution victorieuse, ces oppositions se sont retrouvées dans le Gouvernement provisoire, mais sous l'hégémonie de la bourgeoisie républicaine⁸², encore qu'il fallût l'intervention de la classe ouvrière pour imposer la proclamation de la République accompagnée du suffrage universel. Cependant, la classe ouvrière, par le rôle qu'elle avait joué dans l'insurrection à Paris, par le fait également qu'elle conservait ses armes, se trouvait projetée au devant de la scène politique et, avec elle, le conflit de classe fondamental caractéristique des sociétés modernes. Mais elle n'était pas prête pour opérer sa propre révolution. Une telle issue aurait, en effet, nécessité la formation d'un véritable *bloc politique*⁸³ autour de la classe ouvrière et, donc, l'isolement de la bourgeoisie et de ses différentes fractions. Or, c'est précisément le contraire qui allait se produire :

- pour enrayer le déficit budgétaire chronique, le Gouvernement provisoire leva un nouvel impôt qui toucha avant tout la paysannerie et tourna celle-ci contre la République et la classe ouvrière⁸⁴, ce qui, soit dit en passant, montre bien l'importance d'une politique économique appropriée

81. Une remarque sur la crise économique de 1847-1848. Au vu de recherches récentes, on peut considérer qu'elle n'a pas seulement un caractère conjoncturel : elle serait aussi structurelle dans la mesure où elle correspondrait au passage d'un régime d'accumulation extensive à un régime à dominante intensive.

82. Marx K., *Les luttes ...*, p.218.

83. Le terme ne se trouve pas chez Marx, mais l'idée bien. En témoigne le passage suivant : «*Les ouvriers français ne pouvaient faire un seul pas en avant, ni toucher à un seul cheveu du régime bourgeois, avant que la masse de la nation placée entre le prolétariat et la bourgeoisie, la paysannerie et la petite bourgeoisie soulevées contre ce régime, contre ce régime, contre la domination du capital, ait été contrainte par la marche de la révolution à se rallier aux prolétaires comme à leur avant-garde*», Marx K., *Les luttes ...*, p.223.

84. «*La République, pour le paysan français, ce fut désormais l'impôt des 45 centimes et, dans le prolétariat de Paris, il vit le dissipateur qui prenait du bon temps à ses frais*», *ibid*, p.227.

- à l'approfondissement et au succès du processus de transformation sociale⁸⁵;
- la République s'aliéna également la petite bourgeoisie en transformant en titres d'Etat les sommes déposées sur les livrets d'épargne dont le montant dépassait 100 francs⁸⁶;
 - enfin, *last but not least*, le Gouvernement — sa fraction dominante — parvint à diviser la classe ouvrière elle-même, notamment par le biais du *lumpen-prolétariat*⁸⁷.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les ouvriers parisiens, malgré un grand courage, aient été défaits au terme «*d'une formidable insurrection où fut livrée la première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne*»⁸⁸.

Venons-en maintenant à la manière dont Marx analyse la période de la République constitutionnelle (mai 1849-décembre 1851).

Le 4 mai 1848 — donc avant même l'insurrection de juin — la Constituante se réunit pour la première fois. Quelques mois plus tard, le 4 novembre très exactement, l'assemblée nationale adopte une Constitution, dont les points principaux sont les suivants⁸⁹: une seule assemblée législative, le suffrage universel (pour les hommes), l'instauration d'une fonction de président de la République d'une durée de quatre années, ledit président cumulant à la fois les fonctions de chef d'Etat et de chef de gouvernement, etc.

On peut évidemment discuter à perte de vue des mérites de cette Constitution, notamment de la dualité entre l'assemblée et le président. Mais là n'est pas l'essentiel. En effet, au-delà des arguties juridiques, le problème de fond de toute Constitution reposant sur le suffrage universel a été formulé dans toute son ampleur par Marx lui-même: «*La vaste contradiction de cette Constitution consiste en ceci: les classes dont elle doit perpétuer l'esclavage social, prolétariat, paysans, petits bourgeois, sont mises par elle en possession du pouvoir politique par le moyen du suffrage universel. Et à la clas-*

85 à 88. *Ibid.*, pp.224-225, 228 et 234.

89. Voir Agulhon M., *1848 ou l'Apprentissage...*, op.cit., p.80-82.

se dont elle sanctionne l'ancienne puissance sociale, à la bourgeoisie, elle enlève les garanties de cette puissance. Elle enserme sa domination politique dans des conditions démocratiques qui aident à chaque instant les classes ennemies à remporter la victoire et qui mettent en question les fondements mêmes de la société bourgeoise»⁹⁰.

De ce texte remarquable, et qui transcende les circonstances qui le motivent, on peut inférer que, livrés à eux-mêmes, les mécanismes démocratiques risquent d'ôter le pouvoir politique des mains de la bourgeoisie et de le transférer aux classes dominées par le simple jeu de la majorité numérique. Dans ces conditions, la démocratie, y compris surtout dans un Etat au service de la classe dominante, peut être «retournée» contre cette même classe et le suffrage universel devenir un instrument d'émancipation.

Cette proposition, qui a un caractère tout à fait général et de nombreuses implications d'ordre politique, trouve à s'appliquer dans l'analyse du processus révolutionnaire français en deux occasions au moins.

Alors que la fraction bourgeoise républicaine escomptait que son candidat — le général Cavaignac qui avait réprimé l'insurrection ouvrière de juin 1848 — serait élu président, c'est en réalité le nom de Louis-Napoléon Bonaparte qui sortit des urnes et de très loin⁹¹! C'est qu'en effet ce dernier avait regroupé sur son nom les suffrages de la paysannerie, de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie⁹², ce qui avait contribué à battre le candidat bourgeois républicain. Le 10 décembre donc, Bonaparte devenait le président de la deuxième République française et désormais le problème d'une restauration impériale se trouvait également posé.

Les élections partielles du 10 mars 1850 en fournissent ensuite une autre illustration. Pour le montrer, quelques rappels historiques sont nécessaires⁹³. Les élections législatives du 13

90. Marx K., *Les luttes...*, *op.cit.*, p.245.

91. Bonaparte obtint plus de 5.400.000 voix contre 1.400.000 à Cavaignac, 400.000 à Ledru-Rollin, etc. Voir les résultats dans Agulhon M., *1848 ou l'Apprentissage...*, *op.cit.*, pp.85 et suivantes.

92. Marx K., *Les luttes...*, p.246-247.

93. Pour plus de précisions, je renvoie de nouveau à l'ouvrage précité de M. Agulhon.

mai 1849 avaient déjà fait apparaître une nette polarisation politique qui contrastait fortement avec le consensus et l'unanimité caractéristiques de février 1848. D'un côté, le parti de l'ordre rassemblant légitimistes, orléanistes et bonapartistes est le groupe de droite le plus nombreux (environ 500 élus). Il réduit à la portion congrue les républicains bourgeois. De l'autre, à gauche, on trouve un ensemble de 200 élus qui s'affirment comme démocrates-socialistes et se revendiquent de la Montagne par référence à la première République française (la République jacobine). Ce qui frappe les esprits de l'époque, c'est que ces «rouges», comme on les appelle, ne représentent pas seulement les quartiers ouvriers de Paris et de Lyon, mais aussi un certain nombre de départements ruraux, notamment dans le Sud de la France, ainsi qu'une partie des forces armées. Au total, bien que la Montagne y fût minoritaire, les élections du 13 mai furent perçues comme une victoire de la gauche et devinrent un sujet d'inquiétude pour la droite⁹⁴. Comme on le sait, l'assemblée législative se réunit pour la première fois le 28 mai 1849. Cependant, deux semaines plus tard, à la suite d'événements qu'il serait trop long de rappeler ici⁹⁵, la Montagne était décapitée et son principal dirigeant, Ledru-Rollin, contraint à l'exil. De ce fait, un certain nombre de sièges parlementaires, détenus par des montagnards, devinrent vacants et nécessitèrent des élections partielles le 10 mars 1850. Des 21 sièges disputés, la droite s'en octroya 10 et la gauche le restant. Malgré cela, ces élections furent, de nouveau, considérées comme une victoire de la gauche, tout spécialement à Paris⁹⁶.

Le sens des élections était clair pour Marx : le vainqueur véritable, «*c'était, comme en février, une coalition générale contre la bourgeoisie et le gouvernement. Mais cette fois, le*

94. Agulhon M., *Ibid*, p.93.

95. *Ibid*, pp.93-96; voir également Murat I., *op.cit.*, pp.410 et suivantes.

96. Agulhon M., *1848 ou l'apprentissage...*, *op.cit.*, pp.149-150. Marx, lui, écrit plus directement : «*L'élection du 10 mars 1850? C'était la rétractation de juin 1848: les massacreurs et les déportés des insurgés de Juin rentrèrent à l'Assemblée nationale, mais l'échine basse, à la suite des déportés et leurs principes au bout des lèvres. C'était la rétractation du 13 juin 1849: la Montagne proscrite par l'Assemblée nationale rentra à l'Assemblée nationale, mais comme la trompette avancée de la révolution [...]*», Marx K., *Les luttes...*, *op.cit.*, p.294.

prolétariat était à la tête de la ligue révolutionnaire»⁹⁷. Face à cette coalition, qui aurait pu l'emporter électoralement par la suite, la droite conservatrice réagit par la limitation du suffrage universel en réduisant de près d'un tiers le corps électoral⁹⁸ et par une loi restreignant la liberté de la presse. De la sorte, les fractions bourgeoises remettaient en cause le fondement même de la Constitution, le suffrage universel ou encore, dans les termes de Marx, «*la suppression du suffrage universel, en tant qu'expression de la volonté du peuple souverain, voilà le sens de la Constitution bourgeoise. Mais à partir du moment où le contenu de ce droit de suffrage, de cette volonté souveraine, n'est plus la domination bourgeoise, la Constitution a-t-elle encore un sens ? [...] Le suffrage universel [...] ne met-il pas à chaque instant en question tous les pouvoirs établis [...] ? Après le 10 mars 1850, qui pourrait encore en douter ?*»

Des développements qui précèdent, on peut tirer trois conclusions extrêmement importantes quant au rôle du suffrage universel :

1. dans la mesure où l'Etat est un instrument des classes ou fractions dominantes — et c'était très largement le cas dans la première moitié du XIX^e siècle — le suffrage est lui aussi un instrument de ces mêmes groupes sociaux;
2. le suffrage universel en toutes circonstances sert de thermomètre de la vigueur des luttes de classes et peut donc être considéré comme un indicateur du degré de maturité et d'influence de la classe ouvrière;
3. le suffrage universel et, d'une manière générale, la démocratie peuvent devenir des instruments d'émancipation de la classe ouvrière.

Cette dernière proposition contient implicitement une autre proposition qui relève, elle, davantage de la stratégie politique : le suffrage n'est un outil de libération pour la classe ouvrière que dans la mesure où elle réussit à constituer, sous son hégémonie, une coalition, un bloc majoritaire susceptible

97. *Ibid*, p.294. C'est moi qui souligne.

98. D'après Agulhon, le nombre d'électeurs, à la suite de la réforme, passa de 9.600.000 à 6.800.000: Agulhon M., *op.cit.*, p.151.

de l'emporter numériquement et d'isoler ainsi les fractions bourgeoises.

le tournant de 1850

Les leçons que Marx tirait de l'expérience française devaient servir, à brève échéance, pour orienter la pratique révolutionnaire tant il est vrai qu'il pensait la révolution très proche en 1850. C'est dans cet esprit que le Comité central de la Ligue des Communistes publia, en mars, une adresse essentiellement rédigée par Marx. Tablant sur le fait qu'«une nouvelle révolution est imminente», l'Adresse traçait comme suit la ligne de conduite de la fraction la plus révolutionnaire des travailleurs⁹⁹.

1. Les petits bourgeois démocrates joueront dans la révolution à venir le même rôle que les bourgeois libéraux allemands en mars 1848, ce qui signifie qu'ils s'empareront du pouvoir et s'en serviront pour maintenir la classe ouvrière dans une situation de subordination politique et d'exploitation économique¹⁰⁰. D'où l'attitude du parti révolutionnaire vis-à-vis de la petite-bourgeoisie démocratique : «il marche avec elle contre la fraction dont il poursuit la chute; il la combat sur tous les points dont elle veut se servir pour s'établir elle-même solide-ment»¹⁰¹.
2. L'intérêt du parti du prolétariat est «de rendre la **révolution permanente**, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays régnants du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour [...] concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives»¹⁰².
3. Pour atteindre ses objectifs et ne pas servir de marchepied à la petite-bourgeoisie, la Ligue doit constituer, à côté et en-dehors des démocrates, une structure autonome sous la forme d'un parti purement ouvrier¹⁰³.

L'Adresse contient également plusieurs indications relatives à la tactique à suivre par le parti ouvrier — notamment la néces-

99 à 103. Marx K. et Engels F., «Adresse du Comité central à la Ligue des Communistes», *Œuvres choisies*, Moscou, Ed. du progrès, 1970, t.1, pp.184.,186, p.187 et.188.

sité de présenter systématiquement des candidatures ouvrières aux élections à côté des candidats démocratiques.

Conséquence logique de l'analyse : pour être prêt à faire face à l'explosion, Marx et Engels fondent, à la mi-avril 1850, la Société universelle des communistes révolutionnaires, qui regroupe autour de la Ligue, des chartistes de gauche et des blanquistes immigrés à Londres, et qui aura en fait une vie très brève¹⁰⁴. La raison de cette brièveté? Les deux amis réfugiés à Londres étaient parvenus, dès septembre 1850, à la conclusion que la révolution n'était désormais plus à l'ordre du jour et qu'en conséquence, les propositions tactiques de l'*Adresse*, qui étaient fondées sur un diagnostic erroné, devaient être abandonnées ou à tout le moins passer au second plan¹⁰⁵. Ce véritable tournant, cette rupture — car c'en est une ! — est consigné et **justifié** dans une «Revue» (*Revue* également en allemand) des événements politiques et écono-

104. Dans une lettre en date du 9 octobre 1850 adressée à trois dirigeants blanquistes, donc six mois à peine après la fondation de la Société, Marx, Engels et Harney (dirigeant chartiste dont on a déjà parlé à plusieurs reprises) écrivent notamment que «*nous avons l'honneur de vous faire savoir que nous considérons l'Association [...] comme dissoute depuis longtemps de facto. La seule chose qui resterait encore à faire serait la destruction de l'accord de fondation*», Marx K. et Engels F., *Correspondance...*, *op.cit.*, tome II, p.83.

105. Le «blanquisme» qui figure dans l'*Adresse* a fait l'objet d'interprétations diverses, soit positives soit négatives. Comme exemple de ces dernières, on citera Édouard Bernstein qui écrivait dans les *Pré-supposés du socialisme*: «*Nulle part pourtant l'esprit blanquiste ne se manifeste avec autant de netteté que dans les Circulaires qui émanent de la Ligue des Communistes. Celles-ci contiennent une série d'instructions précises sur la manière de transformer la prochaine explosion révolutionnaire en 'révolution permanente' [...]. Marx et Engels semblent ici ignorer totalement les données de la vie économique moderne, ils n'accordent aucune attention ni au rapport des forces ni au degré de développement des classes sociales*» (Paris, Seuil, 1974, pp.60-61). On aurait tort de rejeter *a priori* les jugements de Bernstein sous le prétexte qu'il aurait «révisé» le marxisme orthodoxe. Néanmoins, il me paraît à la fois avoir sous-estimé l'importance du diagnostic de Marx sur la révolution imminente, qui «surdétermine» les propositions de l'*Adresse*, et négligé les analyses que l'auteur du *Manifeste* a produites sur 1848 et ses causes. Ces remarques n'épuisent évidemment pas les questions posées par Bernstein. Aussi y reviendrai-je par la suite.

miques parue dans la *Neue Rheinische Zeitung* et qui va maintenant nous occuper¹⁰⁶.

Voyons d'abord les manifestations de ce tournant avant d'en examiner les causes. Dans la «Revue mars-avril 1850», donc au moment même où Marx et Engels diffusent les *Adresses* de la Ligue et fondent la Société universelle des communistes révolutionnaires, ils écrivent : «*Nous avons déjà signalé dans notre revue de janvier (deuxième fascicule) l'imminence de la crise[...]. Les effets de la crise commerciale qui fait maintenant irruption seront plus graves que ceux de n'importe quelle crise précédente. Elle coïncide avec la crise agricole [...] cette double crise anglaise est accélérée, élargie et rendue plus inflammable par les convulsions concomitantes sur le continent et les révolutions continentales assumeront un caractère socialiste incomparablement plus prononcé[...]*»¹⁰⁷. Autrement dit, le comportement tactique des deux amis était en quelque sorte régi par le petit syllogisme suivant : la crise économique est imminente; or, une crise s'accompagne d'une révolution; donc la révolution est imminente. Le changement d'analyse est net dans la «Revue mai-octobre 1850» puisqu'on peut y lire qu'«*étant donné cette prospérité générale, dans laquelle les forces productives de la société bourgeoise se développent aussi abondamment que le permettent, après tout, les rapports bourgeois, il ne saurait être question d'une révolution effective*»¹⁰⁸.

Une question surgit alors inéluctablement : comment est-on passé, en quelques mois, d'une crise imminente à une prospérité générale ? La réponse est bien évidemment complexe, mais un élément essentiel doit être pris en considération : à

106. Les «Revue» des événements politiques et économiques de l'année 1850 ont été publiées, en allemand, dans la *Neue Rheinische Zeitung - Politisch-ökonomische Revue*, fascicules 2, 4 et 5-6. Voir *Werke*, Berlin, Dietz Verlag, Band 7, pp.213-225, 292-295 et 421-463. Elles ont été partiellement traduites en français in Marx K., *Œuvres*, Paris, Gallimard, 1994, tome IV, pp.370-417.

107. *Werke*, tome 7, pp.292-294, *Œuvres*, tome IV, pp.386-387. Un peu plus loin, dans cette «Revue», on peut également lire que «*la coïncidence de la crise commerciale et de la révolution [...] devient de plus en plus inévitable*».

108. «Revue. Mai bis Oktober 1850», *Werke*, tome 7, p.440 (ce passage n'est pas traduit dans les *Œuvres*).

dater du printemps 1850, Marx s'est remis à l'économie politique et, en particulier, à l'étude de l'histoire économique de la décennie précédant 1850 — notamment en compulsant la collection de *The Economist*¹⁰⁹. De la sorte, il peut parvenir à une compréhension plus profonde de l'ensemble de la période et fut ainsi amené à revoir son diagnostic antérieur sur l'imminence conjointe d'une nouvelle crise et d'une révolution.

Tentons de donner les linéaments de l'argumentation marxienne. Les prémisses de la crise économique, qui atteint son paroxysme durant l'hiver 1847, remontent à 1845, lorsque la maladie de la pomme de terre se déclencha, alors même que la récolte de blé présentait un déficit. On assista alors, durant les années 1845 à 1847, à une forte hausse du prix des grains et à une spéculation effrénée sur ces prix. Parallèlement, la spéculation s'étendit aux valeurs industrielles anglaises, spécialement ferroviaires. Cependant, dès la fin de 1845, les premières faillites se produisaient et le cours des actions britanniques commençait à chuter. En avril 1847, la crise boursière était à son comble et le système de crédit s'écroulait. La Banque d'Angleterre relève alors son taux d'escompte, le 15 avril 1847, et ne renouvelle pas ses avances, le tout dans le but de mettre fin à l'hémorragie de ses réserves d'or¹¹⁰. En septembre, consécutivement aux baisses de prix, de nombreuses faillites d'entreprises interviennent et désorganisent les échanges entre les principaux ports anglais et l'Asie.

Dès le mois d'octobre, le continent ressent les effets de la crise anglaise. D'importantes faillites se manifestent à Bruxelles, Hambourg, Brême, Gênes, etc. Progressivement, le marché financier se rétablit en Angleterre, alors qu'il se contracte dans les principaux pays européens. Survient alors la Révolution de Février en France. Il s'ensuit une panique

109. On dispose à cet égard du témoignage d'Engels : «*Marx, à partir du printemps de 1850, retrouva le loisir de se livrer à des études économiques et [...] entreprit tout d'abord l'étude de l'histoire économique des dix dernières années*», Engels F., «Introduction à l'édition de 1895 des *Luttes de classes en France*», in Marx K. et Engels F., *Œuvres choisies*, tome 1, p.195. Par ailleurs, Maximilien Rubel note que Marx, pour rédiger la «Revue», «*eut recours à ses cahiers d'étude économique de septembre et octobre 1850*», in *Œuvres*, t. IV, p.1299.

110. Marx K. et Engels F., «Revue. Mai bis Oktober 1850», *Werke*, t. 7, p.425; *Œuvres*, t.IV, p.394.

généralisée : «*Le crédit tarit brusquement et toutes les transactions s'arrêtèrent presque complètement; à Paris, Bruxelles et Amsterdam, tout le monde se précipita à la Banque pour échanger les billets contre de l'or*»¹¹¹.

L'Angleterre tire pour sa part avantage de la révolution sur le continent dans la mesure où les capitaux y trouvent refuge. Aussi peut-on dire que, dès mai 1848, la crise commerciale est terminée en Grande-Bretagne et qu'un nouveau cycle y commence¹¹². Les Etats-Unis qui ont en fait très peu été atteints par la crise de 1847 sont en plein essor surtout après le coup de fouet donné par la découverte des mines d'or californiennes¹¹³. Et Marx de dresser un tableau des conséquences de cette découverte, qui «*mit le comble à la prospérité américaine*» et qui va déplacer le centre du monde vers le Pacifique¹¹⁴.

Au total, la prospérité retrouvée de l'Angleterre et celle, amplifiée, des Etats-Unis finissent par se répercuter sur le continent européen et ce, dès l'été 1849 en Allemagne et au début de l'année 1850 en France¹¹⁵. On peut donc considérer, en tenant compte du décalage temporel entre l'Angleterre et les pays européens, que la dépression est partout achevée en 1850 et qu'une nouvelle phase d'essor commence cette

111. *Ibid*, Werke, t. 7, p.428; Œuvres, t. IV, p.396.

112. «*Entre mars et mai [...], dans toutes les branches d'activité, une amélioration se fit sentir, et le nouveau cycle industriel commença avec une nette tendance à la prospérité [...]. Ce retour à la prospérité se manifesta de plus en plus nettement en Angleterre pendant les trois années 1848, 1849 et 1850*», *ibid*, p.428; p.396.

113. *Ibid*, t. 7, p.435; tome IV, p.400.

114. «*Dans le numéro 2 de cette Revue, nous avons déjà signalé, bien avant tout autre périodique, l'importance de cette découverte [...] cette importance ne réside pas dans l'accroissement de l'or par les mines nouvellement découvertes, bien que cette augmentation [...] n'ait pu manquer d'avoir elle aussi un effet favorable sur le commerce général. Elle réside dans le stimulant que la richesse minérale de la Californie a donné aux capitaux sur le marché mondial, dans l'activité engendrée sur toute la côte occidentale d'Amérique et sur la côte orientale d'Asie, dans les nouveaux débouchés créés en Californie et dans tous les pays sous l'influence de la Californie*», *ibid*, p.435; p.400.

115. *Ibid*, t. 7, p.438 (les passages correspondants n'ont pas été traduits dans les Œuvres).

année-là. En conséquence, une révolution politique n'est plus à l'ordre du jour¹¹⁶.

conclusions

Il reste maintenant à conclure et à répondre à la question posée au début de cet article : dans quelle mesure, le *Manifeste* et la théorie de la révolution sociale qui y est incorporée rendent-ils compte des mouvements sociaux de l'année 1848?

A cet égard, il est tout à fait clair que la prévision d'un bouleversement global du Vieux Continent s'est absolument réalisée et même au-delà, puisque tant au Brésil qu'en Colombie¹¹⁷, des révolutions se déclenchèrent, écho de ce qui se passait en Europe. Par conséquent, 1848 a bien été la première «révolution mondiale», celle auxquelles les révolutionnaires ne cesseront pas de rêver et qui ne se répétera pas. En effet, on assistera, par exemple, à une vague révolutionnaire mondiale après 1918, mais ce sera sous l'effet de la première guerre mondiale et certainement pas d'une crise conjoncturelle. On touche ici à un autre point fort du *Manifeste* : la mise en valeur des facteurs économiques comme déterminants du processus historique. Incontestablement, Marx, même si ce fut seulement en 1850 comme on l'a vu, a bien décrit les enchaînements qui ont conduit à la crise de 1847-1848 et les effets que cette dernière a eu sur le déclenchement des révolutions continentales. Surtout — et à mon sens, c'est absolument décisif — l'utilisation de l'opérateur «lutte de classes» s'est avérée extraordinairement efficace par la compréhension en profondeur de ces années-là. Ce n'est en effet pas un mince mérite d'avoir proclamé en 1848 que l'antagonisme entre bourgeoisie et classe ouvrière allait bientôt occuper la scène politique et de l'Histoire tout court, puis de constater, quelques mois plus tard, au travers du Juin 48 français que la classe ouvrière, quoique vaincue, avait livré là son premier combat d'envergure contre la bourgeoisie.

116. Il s'ensuivra, outre la disparition de la Société universelle sur laquelle on a déjà insisté, une scission dans la Ligue des Communistes, entre les «gauchistes» partisans de la «volonté» révolutionnaire tels Willich, Schapper et Bauer, d'une part, Marx et Engels d'autre part.

117. Hobsbawm E.J., *L'ère du capital...*, op.cit., p.27.

Mais autant la méthode d'analyse marxienne a pu engranger des résultats importants, autant sur certains points elle a révélé des insuffisances qu'il ne faudrait surtout pas passer sous silence dans la chaleur des commémorations. Après tout, n'est-ce pas Marx lui-même qui avait fait sienne la devise : doute de tout. C'est dans cet esprit que l'on va dégager quatre lieux principaux où achoppent les thèses du *Manifeste*.

1. Contrairement à ce qu'affirmaient Marx et Engels, le capitalisme n'avait pas fait son temps en 1848; les forces productives ne se «révoltaient» pas contre les rapports de production capitalistes et n'avaient pas cessé de croître. En définitive, l'année du «printemps des peuples», bien loin de figurer le crépuscule du développement de la bourgeoisie, en constitue plutôt l'aurore dans la mesure où elle a marqué le début d'une longue phase d'expansion qui durera jusqu'en 1873, moyennant la répétition de crises périodiques approximativement décennales. Avec le recul, la période 1848-1873 apparaît comme un véritable âge d'or du capitalisme, résultat paradoxal des révolutions de 1848. Cette erreur de perspective et de diagnostic n'est sans doute pas pour rien dans la reprise, par Marx, de ses études économiques, études qui devaient conduire, à l'issue d'un travail acharné et à vrai dire inachevé, à la publication du *Capital*.

2. Une crise économique (conjoncturelle) n'est une condition ni nécessaire ni suffisante pour l'occurrence d'une situation révolutionnaire, comme l'expérience de ces cent cinquante dernières années l'a amplement montré. Or, on y a beaucoup insisté, le *Manifeste* établit une corrélation directe et rigide entre les deux phénomènes. Deux ans et demi plus tard, Marx et Engels écrivaient encore qu'«une nouvelle révolution n'est possible qu'à la suite d'une nouvelle crise. Mais l'une est aussi certaine (sicher) que l'autre»¹¹⁸. La croyance en l'existence d'un tel lien se maintiendra très longtemps au centre des conceptions stratégiques de Marx et Engels¹¹⁹. En fait, l'er-

118. «Revue. Mai bis Oktober 1850», *Werke*, t. 7, p.441.

119. On se limitera à quelques exemples tirés de la décennie 1850-1860. Dans une lettre à Joseph Weydemeyer du 30 avril 1852, Marx lui écrit que «le grand commerce et la grande industrie se portent mieux que jamais en Angleterre, et par voie de conséquence sur le continent aussi. Par un jeu de circonstances exceptionnelles [...], il

reur était ici double. D'une part, la manifestation de crises périodiques de surproduction n'est en aucun cas inhérente au fonctionnement du capitalisme, comme Engels devait le constater et le formuler explicitement à la fin de sa vie¹²⁰. D'autre part, la corrélation entre crise et révolution est bien trop mécanique; elle fait fi de l'autonomie politique du niveau politique de la société et, ce faisant, elle néglige par trop les éléments superstructureaux qui conditionnent eux aussi l'oc-

(suite de la note 119) *se peut que la crise soit retardée jusqu'en 1853 [...] D'ici là, on ne peut envisager de convulsions révolutionnaires*», Marx K. et Engels, F., *Correspondance*, Editions sociales, Paris, 1972, t. III, pp.110-111. Moins d'un an plus tard — le 12 avril 1853 — Engels dans une lettre au même Weydemeyer note que *«la prospérité actuelle ne peut [...] se maintenir au-delà de cet automne»* et il ajoute que *«cette fois-ci, nous pourrons tout de suite débiter par le Manifeste»* *ibid*, p.351 et 353. Le 12 octobre 1853, Marx annonce à Engels *«l'influence de la crise imminente sur l'élimination du régime bonapartiste»* et décrit la crise par le menu (*ibid*, t. IV, p.41). Près de trois ans plus tard, le premier écrit au second que *«la France a [...] trouvé cette fois la forme sous laquelle la flambée de spéculation pouvait s'étendre à toute l'Europe [...] Je ne crois pas que nous puissions nous en tenir longtemps encore à un rôle de spectateurs»*. Et Engels de répondre que se réalisera en 1857 *«un dies irae comme jamais encore, avec l'écroulement de toute l'industrie européenne, saturation de tous les marchés [...], les classes dominantes de tous les pays dans le pétrin, faillite complète de la bourgeoisie, guerres et désordres portés à leur comble»* (lettres des 26 et 27 septembre 1856, *ibid*, pp.332-337). Enfin, la crise tant attendue va éclater en 1857. Dès le 20 octobre, Marx note que *«la crise américaine [...] est magnifique. Le contrecoup sur l'industrie française a été immédiat»*, ce sur quoi Engels marque son accord le 29 octobre (*ibid*, tome V, pp.51-57). Les analyses du déroulement de cette crise s'échelonnent tout au long de la fin de 1857: voir en particulier, l'importante lettre de Marx à Engels en date du 25 décembre 1857 (*ibid*, pp.94 et suivantes). Marx travaille comme un «fou» pour terminer son économie «avant le déluge», tandis qu'Engels souhaite ses meilleurs vœux à toute la famille Marx pour 1858, «l'année de la bagarre».

120. Dans la préface à l'édition allemande de 1892 de *La situation de la classe laborieuse*, le vieil Engels écrit que *«dans le texte — La situation..., — la durée du cycle des grandes crises industrielles est fixée à cinq ans [...]. Mais l'histoire de l'industrie de 1842 à 1868 a démontré que la période réelle est de dix ans [...]. Depuis 1868, les choses se sont à nouveau modifiées [...] nous vivons depuis 1876 dans un état de marasme chronique»*, Engels F., *La situation...,* pp.391 et 396.

currence d'un bouleversement social de grande ampleur. En fait, le capitalisme devait connaître bien des crises, dont certaines — songeons à celle de 1930 — infiniment plus graves que ce que Marx a pu observer, mais qui ne se déroulèrent pas sur le mode classique (les crises de surproduction du troisième quart du XIX^e siècle) ni avec une périodicité et une régularité bien fixées *a priori*. Par ailleurs, des révolutions ont éclaté après 1848 — par exemple, la Commune de Paris du vivant même de Marx — mais pas sous l'effet d'une crise conjoncturelle (dans le cas de la Commune, c'est la défaite des armées de Napoléon III face à la Prusse qui a joué le rôle principal dans le déclenchement de l'insurrection parisienne).

3. La considération exclusive des luttes de classes — dont il convenait certes d'affirmer le caractère causal primordial dans le processus historique — a conduit nos deux théoriciens à négliger ou, du moins à sous-estimer le rôle des nations en constitution — plus généralement, des luttes nationales — dans l'Europe de 1848. Marx et Engels, essentiellement préoccupés de l'issue des conflits en Allemagne et en France, n'ont pas prêté grande attention à ce qui se passait tant en Hongrie qu'en Italie, pays où précisément la question centrale était celle de la libération nationale¹²¹. Or, c'est dans ces deux derniers pays que le mouvement populaire s'est maintenu le plus longtemps — jusqu'en août 1849. Et il ne faut pas oublier, comme on l'a signalé, que l'empereur d'Autriche ne fut capable de venir à bout des Hongrois qu'avec l'aide du tsar. Sans pouvoir ici entrer dans les détails¹²², on se contentera de mettre le doigt sur le facteur primordial qui explique l'exceptionnelle vitalité des révolutions italienne et hongroise : la formation d'un bloc social majoritaire autour des radicaux et l'isolement consécutif des forces absolutistes ou modérées.

4. La reprise du modèle de la Révolution française de 1789 dans le *Manifeste* pour penser les révolutions modernes a

121. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer de prime abord, la question nationale se posait de manière tout à fait différente dans ces deux pays et en Allemagne. Cette dernière en effet ne subissait aucune oppression nationale et le véritable obstacle à la réalisation de son unité résidait essentiellement dans la rivalité qui opposaient les deux principaux Etats de la Confédération germanique, à savoir la Prusse et l'Autriche.

122. Voir, à cet égard, les remarques très perspicaces d'Eric Hobsbawm dans *L'ère du capital...op.cit.*, pp.36 et suivantes.

constitué un obstacle à la compréhension du cours de ces révolutions et, en définitive, un obstacle également à la praxis révolutionnaire elle-même. Autant la Révolution française offre l'image d'un long processus où une fraction modérée, soutenue par une fraction plus radicale, accède au pouvoir avant de faire place à la fraction plus radicale, cette dernière étant elle-même supplantée, par la suite, par une aile encore plus radicale, autant donc les révolutions de 1848 s'écartent de ce schéma politique. En effet, ce à quoi on a assisté en 1848 et 1849, ce n'est pas à une lutte frontale commune de la bourgeoisie et de la classe ouvrière contre l'absolutisme qui aurait donné le pouvoir à la bourgeoisie, après quoi celle-ci aurait été à son tour, moyennant le court intermède d'une domination de la petite bourgeoisie, éliminée par son allié d'hier, le prolétariat, mais bien à un mouvement exactement contraire : au début du processus, le gouvernement qui se met en place est le plus radical qui puisse se concevoir compte tenu de l'état des rapports de force entre les classes sociales; par contre, au fil du temps, des coalitions, à chaque fois plus modérées, lui succèdent¹²³. Cette différence radicale a été reconnue par Marx dans *Le 18 Brumaire*, mais sans qu'il en tire toutes les conséquences¹²⁴. Notamment celle-ci : si les révolutions de 1848 suivent effectivement une ligne descendante et conduisent à l'isolement de la classe ouvrière, par ailleurs tout à fait minoritaire à l'époque dans les pays du

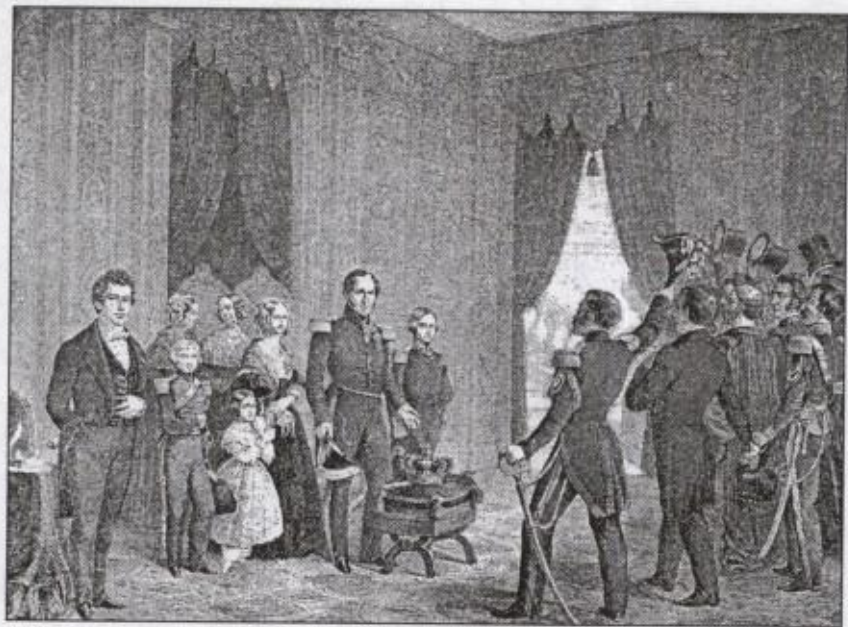
123. Bernstein est parmi les premiers à avoir souligné cette importante différence et à tenter d'en fournir une explication (voir Bernstein F., *Les présupposés...*, pp.65 et suivantes).

124. «*Dans la première Révolution française, la domination des constitutionnels fait place à la domination des Girondins et celle-ci à celle des Jacobins [...]. La Révolution se développe ainsi sur une ligne ascendante. C'est le contraire avec la révolution de 1848. Le parti prolétarien apparaît comme une simple annexe du parti petit bourgeois démocrate. Il est trahi et abandonné par ce dernier [...]. Le parti démocrate, de son côté, s'appuie sur les épaules du parti républicain bourgeois. A peine ce dernier pense-t-il avoir une base solide qu'il se débarrasse de son compagnon inopportun et s'appuie lui-même sur le parti de l'ordre. Ce dernier se dérobe, fait faire la culbute aux républicains bourgeois et s'appuie à son tour sur les épaules de la force armée [...]. La révolution suit ainsi une ligne descendante [c'est moi qui souligne!]. Elle se trouve engagée dans ce mouvement rétrograde avant même que la dernière barricade de Février ait été enlevée. [...]*», Marx K., *Le 18 Brumaire ...*, in *Œuvres choisies*, t. 1, pp.434-435.

Vieux Continent¹²⁵, alors c'est la possibilité de la révolution prolétarienne elle-même qui est compromise. Autrement dit, la principale question qui se pose à l'examen de l'expérience de 1848 est celle des voies et moyens de la transformation socialiste de la société.

Mais cela, c'est une autre histoire — notre histoire, mieux : notre présent et vraisemblablement aussi notre futur !

125. A l'exception de la Belgique et de la Grande-Bretagne.



Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha près de démissionner (mars 1848).

la croissance endogène, *le capital* et l'historien

pierre lebrun *

La croissance endogène est un des objets des plus à la mode chez les économistes. Dans l'énorme majorité des cas, il ne s'agit que de croissance économique endogène et la technique y est considérée à la fois comme le moteur du phénomène et comme une variable exogène. C'est-à-dire que le problème n'étant pas correctement posé, la solution ne peut en être trouvée. Les écrits des économistes en cause ignorent totalement l'apport capital de Marx aux deux aspects de la question : l'endogénéité et l'intersectorialité. L'intersectorialité est la constitution d'un objet d'études, ou «système», par l'union des principaux secteurs d'activités en cause, soit au moins les secteurs technique, économique et politique. Elle se poursuit par la recherche de relations qui sont à la fois techniques, économiques et politiques. Elle devrait s'achever sur la découverte-construction de la structure du système délimité, en l'occurrence technico-économico-politique. A coup sûr, tout n'y serait pas, mais l'essentiel probablement.

quelques mots de vocabulaire

L'intersectorialité est la notion-clé. Elle repose sur une «évidence» pour les sciences humaines.

* Historien, membre de l'Académie Royale de Belgique.

Une même personne est à tout moment de sa vie à la fois : 1. entraînée dans un environnement démographique et des relations sexuelles; 2. échangiste, perceptrice de revenu, consommatrice et productrice; 3. insérée dans des réseaux de rapports de force; 4. bénéficiaire, détentrice et dispensatrice de connaissances et compétences diverses touchant à des domaines multiples; 5. attachée à des croyances variables, victime de tabous nombreux, chercheuse d'absolu, visionnaire prosélyte; 6. baignant dans une culture, spectatrice aux intérêts divergents, créatrice croyant léguer des œuvres, mais les abandonnant à leur propre postérité, celle qu'elles réussiront éventuellement à se créer.

Ces mille facettes, une personne les exprime et les communique en un nombre limité de mots — dont certains sont refoulés par suite de l'exiguïté de la durée disponible —, selon des discours à la fois révélateurs et dissimulateurs, sous un masque adapté à son environnement socio-historique, en des termes et des tournures souvent proches des schémas dominants et influencés par les moyens de communication de l'époque et du lieu — faut-il faire allusion à la «médiologie». Ce faisant, elle devient le vecteur d'idéologies multiples. La sémio-herméneutique a pour tâche de décrypter ces mystères des significations humaines. On comprend qu'elle soit au premier rang, que tout passe par elle, mais que rien n'y reste, obligé qu'est le chercheur de creuser plus profond et d'unifier sa compréhension du réel et la représentation que celui-ci donne de lui-même.

De la même façon qu'un être humain est une personne qui ne peut sans danger et sans précaution être subdivisée en «ronnelles» indépendantes, une Société-Epoque est un ensemble socio-historique qui ne peut sans danger et sans précaution être subdivisé en «secteurs» indépendants. Quant à l'exigence sémio-herméneutique, loin de disparaître, elle devient plus prégnante, multipliée qu'elle est par l'entrecroisement de nombreux agents.

Si l'on admet que toute recherche ne peut à chaque fois envisager l'Univers et borne son objet, il vient que la délimitation ainsi nécessaire doit se faire selon des règles qui minimisent les inconvénients inévitables de toute parcellisation du réel dans les abandons qu'elle entraîne.

En ce qui concerne les sciences humaines, la première distinction se fait entre elles-mêmes. Toute Société-Epoque se trouve naturellement divisée en six secteurs majeurs : démographie, économie, politique, gnoséologie, pistéologie¹, esthétique — chaque nom désignant un large type d'activités humaines. A son tour, chacun de ces grands domaines peut se subdiviser selon un type plus restreint d'activités, un lieu et un temps. Ces limites sont choisies par le chercheur en fonction de ses centres d'intérêt et de la documentation disponible. Cette découpe du «réel» sera dénommée le «système» étudié².

L'intersectorialité se retrouve aussi bien dans les nécessités méthodologiques que dans les exigences de l'explication scientifique. Fondamentalement, elle dénomme une démarche qui ne se borne pas à son objet particulier, découpé étroitement par le chercheur, mais sait que, pour «en rendre compte de manière satisfaisante dans l'état actuel des connais-

1. Etude de l'ensemble des croyances, mythes, tabous, ...
2. Selon une autre approche, actuellement dominante, le chercheur envisage la totalité du réel, mais à chaque fois d'un point de vue particulier. Dans ce cas, c'est le point de vue qui est particularisé, dans notre cas, c'est le système. Nous craignons que la conception dominante permette de conférer trop facilement un rôle indu de synthèse à une discipline particulière parce que ses méthodes sont plus avancées. C'est précisément ce qui se passe quand les économistes tentent d'«économifier» tous les aspects du réel sous le prétexte qu'ils relèvent tous d'un calcul qui pourrait se ramener, d'une façon ou d'une autre, à un calcul «coût-bénéfice». Les actions humaines sont toutes soumises à un premier principe : celui de la recherche d'un bien subjectivement compris — ce que chacun sait. Elles ne sont pas pour autant toutes «économifiables». Nous ne citerons qu'un exemple de cette tendance à tout «économifier», mais le texte fait rêver : *«La représentation néo-classique devenue prédominante cherche à s'étendre. Ainsi assiste-t-on, à partir du début des années soixante (1960) à un changement dans la conception de l'analyse économique découlant directement de sa définition comme science des choix. Celle-ci doit être caractérisée comme une méthode particulière permettant d'analyser n'importe quel ensemble de questions. L'hypothèse de l'individu rationnel cherchant toujours à maximiser ses avantages compte tenu des coûts et des risques peut expliquer tous les aspects du comportement, le crime aussi bien que la famille. L'économie devient ainsi la science de l'ensemble des comportements humains»*, J. Wolff, Histoire de la pensée économique. Des origines à nos jours, Paris, 1991, p.256.

sance», elle doit le mettre en connexion avec certains éléments voisins qu'«aveuglée» par sa spécificité, elle risque d'évacuer quand elle ne les oublie pas. Ce n'est pas à dire que seul le «tout» est un objet valable — ce qui, d'une certaine façon, n'est pas faux et justifie l'approche philosophique —, mais que, dès la délimitation de l'objet d'étude, il y a des réciprocitys et des cohérences majeures à découvrir puis à respecter si l'on veut avoir quelque chance de donner raison du réel observé.

Il n'est pas rare que de nouvelles méthodes créent de nouveaux objets. Ce n'est que l'application du principe général d'intersectorialité au cadre méthodologique. Toute recherche scientifique utilise un «appareil observationnel». Celui-ci est fait des outils et méthodes qui permettent d'obtenir des observations de la portion du réel progressivement et approximativement définie par le chercheur comme l'objet de son étude. La démarche scientifique suppose acquis ces outils et ces méthodes, elle les prend comme des données, elle ne les remet pas en cause, alors que les disciplines dont ils relèvent ne cessent de les réviser. La science est un tout qui se développe par avancées ponctuelles et réajustements globaux selon des décalages à chaque fois différents. Par nature, la méthode scientifique est intersectorialité.

La multidisciplinarité ou la transdisciplinarité dont on fait un critère de modernité sont consubstantielles à la science tant en ce qui concerne l'objet étudié qu'en ce qui concerne les méthodes d'étude. Il y a là une généralisation qui ne serait pas loin de structurer le cœur du savoir scientifique.

Les adjectifs «statique» et «dynamique» qualifient le modèle, les adjectifs «exogène» et «endogène» qualifient le mouvement de la portion du réel délimitée et choisie par le chercheur comme objet de son travail — nous l'avons appelé le «système» —, tel que le révèle l'appareil observationnel.

Le chercheur peut se limiter à tenter d'expliquer le mouvement du système par l'influence qu'ont exercée sur lui d'autres portions du réel que l'on nommera «variables exogènes». Il ne s'interroge pas sur l'origine et la nature de ces mouvements extérieurs. Il les considère comme «donnés» à son analyse et limite son problème à examiner comment «son» système évolue sous ces influences : comment il passe

d'une position d'équilibre à une autre, d'un «circuit» à un autre. Un modèle dit de «statique comparative» est construit qui explique les mouvements du système : d'origine exogène. Il est essentiel de se souvenir que l'«état initial» du système est placé dans l'exogène.

Le chercheur peut essayer d'éclairer le mouvement du système par les influences réciproques des variables qui en sont constitutives et que l'on nommera «variables endogènes». Un modèle dit «dynamique» est ainsi construit qui explique les mouvements du système : d'origine endogène. Le calcul concret part naturellement de l'état initial, c'est-à-dire du passé.

La distinction exogène-endogène, statique-dynamique est utile au cours de l'élaboration du modèle. A l'évidence, tout modèle qui a quelque prétention à rendre compte de la réalité doit être à la fois statique et dynamique, explicatif de l'interdépendance des variables endogènes au sein du système et de l'assimilation par le système de l'influence des variables exogènes. Plus on avance sur la voie de l'intersectorialité, plus on élargit le système étudié, plus on réduit la part de l'exogène au bénéfice de l'endogène.

On comprend pourquoi nous sommes adverse des essais de ce que nous appelons «économification». Sous le prétexte de construire un modèle dynamique de croissance économique endogène, ne pouvant réussir l'impasse sur le progrès technique et refusant de faire l'effort nécessaire à une bonne compréhension des phénomènes gnoseologiques, les économistes incorporent purement et simplement le progrès technique à l'économie. Pour les économistes d'aujourd'hui, la technique et son progrès ne sont certes plus de simples variables exogènes calculées résiduellement, c'est-à-dire regroupant toutes les erreurs de calcul et réduites à l'état de paravent de notre ignorance — ce qui ne manque pas d'humour, s'agissant du domaine de la connaissance. Leur insertion dans le secteur économique se fait de façon plus attentive et moins imprudente. Ils n'en sont pas pour autant étudiés dans une perspective intersectorielle. Ce faisant, les économistes, revendiquant endogénéité et dynamique, accumulent les prétentions et font preuve d'un impérialisme intellectuel redoutable, croyant que l'on peut économifier tous les aspects de la vie. En fait, l'*homo economicus* n'est qu'un mode d'ap-

proche du réel par parcellisation nécessaire mais périlleuse, les six grands secteurs socio-historiques et leurs diverses partitions tout autant.

Pour nous et jusqu'à preuve du contraire, le progrès technique est technique, même s'il est aussi économique — économique : car il ne faudrait pas commettre la faute inverse. Il exige donc une analyse spécifique : celle du secteur gnoséologique. C'est en outre — et peut-être en même temps — qu'il faudra mettre celui-ci en intersectorialité avec le secteur économique. Et il en ira de même au moins pour le secteur politique. C'est donc vers une vaste intersectorialité socio-historique que nous nous dirigeons.

les textes fondateurs

Le problème n'a pas préoccupé sérieusement les classiques, satisfaits qu'ils furent tout un temps par la solution de l'état stationnaire qui, à long terme, annulait le profit : resserré dans l'étai formé par l'élévation de la rente foncière et la stabilité proportionnelle du fonds des salaires. Dans l'Angleterre de l'époque, cette conception avait de nombreux avantages idéologiques : la rente pour les *landlords* et la chambre des pairs, la stabilité, éventuellement la réduction justifiée, des salaires, leur expérience de la vie industrielle et le délai du long terme pour les manufacturiers et la chambre des communes, la soumission démontrée obligatoire, donc l'aliénation des travailleurs. J. Stuart Mill rectifia tardivement le modèle dominant par l'insertion d'un progrès technologique exogène au secteur économique — pour autant que l'on puisse imaginer Stuart Mill utilisant le terme exogène dans le sens actuel. Explicite ou non, c'était la solution facile. Elle dura longtemps. Elle dure toujours dans ce qui nous paraît lui être essentiel.

Les *Eléments d'économie politique pure* (1902) de L. Walras proposent, dans leur Section V («capitalisation et crédit»), notamment les Leçons 26, 27 et 28, une analyse d'équilibre de l'échange, de la production et des capitaux neufs. Les quantités fabriquées et achetées de ceux-ci représentent les résultats des choix économiques d'une société en faveur d'une accumulation des biens capitaux — partie de la reproduction, normalement nécessaire, des conditions de production. Les biens capitaux neufs sont produits et achetés en

leurs quantités d'équilibre pendant une période, mais n'entrent en activité qu'à la période suivante. Cette structure du modèle entraîne un découpage du temps en périodes successives et demande que celles-ci soient connectées : la variable «capitaux neufs» sera en charge d'assurer ces raccords. De période en période, la production et l'achat des biens capitaux neufs d'une période s'ajoute au stock des biens capitaux de début de cette période pour constituer le stock net (amortissement déduit) de capitaux de fin de cette période, donc de début de la période suivante. Ainsi, les grandeurs d'équilibre de certaines variables influencent les grandeurs des «données» de la période suivante et, en conséquence, les grandeurs d'équilibre des variables de cette période suivante. Et ainsi de suite, de période d'équilibration en période d'équilibration, d'équilibre en équilibre. Cette Section V est, à notre avis, souvent négligée, sinon mal comprise. Nous pensons qu'elle autorise les rudiments d'une analyse économique dynamique, c'est-à-dire d'une analyse d'un mouvement endogène du système économique sous examen. On observera qu'elle ne fait aucun appel à des changements de variables exogènes, si ce n'est une modification de l'état initial : encore celle-ci est-elle engendrée par le fonctionnement du système à la période précédente. Ainsi, le statut conféré aux capitaux neufs et les décalages entre périodes — d'équilibration — qu'il entraîne constituent les seuls ressorts de la dynamique du modèle. Celui-ci révèle naturellement que, sans progrès technique, la succession des situations d'équilibre devient à la longue une suite de situations identiques — l'investissement brut étant égal à l'amortissement. Nous retrouvons d'une certaine façon la proposition de Ragnar Frisch selon laquelle l'équilibre serait la solution stationnaire d'un processus dynamique. En dehors des changements exogènes de la technologie disponible, le modèle walrassien s'avèrerait deux fois d'équilibre : 1. au sein d'une période, par attraction vers l'équilibre de la période — «attraction» tendancielle vers un équilibre jamais atteint, mais révélateur du réel, et non «retour» vers un équilibre dont le système aurait été écarté, ce qui entraîne l'exigence des trois conditions d'équilibre (existence, unicité, stabilité) et pose des problèmes mathématiques actuellement insolubles, alors que la solution est garantie par l'existence de la réalité, du moins tant que l'on considèrera pertinent le mode d'approche par les modèles d'équilibre; 2. de période en période, par affaissement de l'investissement net et convergence vers une position répétitive

de circuit. Tout au long de l'analyse, le progrès technique est resté une variable exogène : les machines disponibles ne sont d'un nouveau modèle que par suite d'événements non économiques, elles exigent un choix et un pari de la part de l'entrepreneur qui, pour les installer, achète les services financiers de l'épargne. C'est par une sortie de l'endogène que l'on échappe à une stationnarité que toutes les observations infirment. Le rôle de l'entrepreneur est capital, même si son profit d'équilibre est nul et s'il n'a servi en fin de compte qu'à ce que des services producteurs se soient échangés contre des services producteurs. La vision est grandiose, la construction proche de l'œuvre d'art.

La *Théorie de l'évolution économique* (1912, 1926) de J.A. Schumpeter se présente comme un complément au modèle d'équilibre général en ceci qu'il se prétend endogène et discontinu grâce à l'introduction d'un mécanisme qui permet de comprendre un changement discontinu (*Entwicklung* [développement]) de niveau du circuit (*Kreislauf* [cycle]). Ce n'est pas faux, ce n'est pas complet. Voulu ou non, le modèle de Schumpeter va plus loin. On le comprend à partir du schéma walrassien. Schumpeter repart de l'entrepreneur auquel il impose un changement de définition : l'entrepreneur se démarque de l'exploitant habituel et, par une élévation du niveau d'abstraction, devient le support de l'acte spécifique d'entreprise, acte foncièrement discontinu d'innovation, rupture du circuit et changement de niveau de celui-ci. Tout homme, dans tout régime, et particulièrement l'exploitant peut être entrepreneur à l'un ou l'autre moment de sa vie. L'activité de celui qui a été entrepreneur se poursuit en continuité de son acte d'innovation dont il achève — parfois sans fin — la réalisation : il reste entrepreneur dans cette mesure seulement, à moins qu'il ne pose un nouvel acte d'entreprise. Ainsi l'entrepreneur ne l'est, quand il l'est, qu'à certains moments de sa vie, jamais continuellement, tout simplement parce que la nouveauté qui le caractérise («*getting a new thing done*», «faire quelque chose de neuf») est discontinue. L'acte d'innovation se particularise en cinq types de combinaison nouvelle : 1. nouveau produit; 2. nouvelle technologie de la production; 3. nouvelle organisation des échanges au sein d'une branche de production; 4. nouveau débouché pour le produit; 5. nouvelle source de facteurs de production. Innovation et non nécessairement invention : tous ces objets de combinaisons nouvelles peuvent exister déjà, et depuis un

temps relativement long, mais ils restent à l'état d'attente, de potentialités. L'entrepreneur tente de les faire passer à l'état de réalités, en l'occurrence économiques, et réussit ou échoue. Un agent économique devient entrepreneur quand il s'engage dans pareille tentative³. Parfois l'entrepreneur est l'inventeur, parfois l'inventeur se fait entrepreneur. De toute façon, il doit être rare que l'entrepreneur ne connaisse rien à l'objet de son innovation. C'est en ce point précis que s'effectue la conjonction intersectorielle et que le modèle de Schumpeter, à l'origine strictement économique, s'ouvre à des analyses plus complètes des comportements des innovateurs, de leurs milieux socio-historiques, de leurs connaissances, de leurs pouvoirs, de leurs tables de valeurs, finalement de leurs formes de discours et des idéologies qu'elles véhiculent. Cette nécessité, sinon cette supériorité de l'approche socio-historique a été progressivement reconnue par Schumpeter : un article de 1947 l'a définitivement affirmée⁴. Les notions d'acte d'entreprise et d'entrepreneur peuvent être étendues à l'acte d'imitation et à l'imitateur, pris comme vecteur de propagation des nouveautés, dans certains cas : lorsque la zone d'activité de l'imitateur est étrangère à celle de l'entrepreneur, l'imitateur est innovateur par son acte d'appropriation de la nouveauté. Ainsi en va-t-il des lainiers anglais adoptant, après adaptation, les machines utilisées par les cotonniers. Ainsi en va-t-il des cotonniers et des lainiers, plus tard des métallurgistes, belges installant les machines anglaises après contacts, tâtonnements et espionnages industriels. A notre connaissance, le concept d'imitateur-entrepreneur n'est pas chez Schumpeter, explicite en tout cas, mais il se déduit sans peine. Naturellement, l'acte présente des facilités et des difficultés spécifiques que l'on peut imaginer et que nous analysons dans *l'Essai sur la révolution indus-*

3. Economique, soit, mais on pourrait généraliser l'analyse de cette forme d'activité aux autres secteurs socio-historiques.
4. J.A. Schumpeter, «The creative response in economic history», dans *The journal of economic history*, nov. 1947, p.149-159. On relira les pages 330-361 de la Théorie de l'évolution économique où Schumpeter propose un essai de «caractérologie», de description de la personnalité-type de l'entrepreneur à la Sombart et à la Weber. A ce propos, il n'est peut-être pas inutile de rappeler les pages 616-656 et 682-692 de notre Essai sur la révolution industrielle en Belgique, 1770-1847, 2^e éd., Bruxelles, 1981 (en collaboration avec M. Bruwier, C. Coppejans-Desmedt, J. Dhondt, G. Hansotte) où nous développons les concepts d'entrepreneurs potentiels et de masse critique.

trielle belge, mais l'essentiel de cet acte est de «prendre le train en marche convenablement et de rester embarqué».

La *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936) de J.M. Keynes est une petite merveille d'intelligence. Malheureusement, les problèmes du progrès technique y sont explicitement ignorés : «*Nous prenons comme données la compétence et la quantité actuelles des forces de travail dont on dispose, le volume et la qualité actuels de l'équipement qu'on possède, la technique existante, le degré de concurrence, les goûts et les habitudes des consommateurs, la désutilité des diverses intensités du travail (c'est-à-dire la 'charge' du travail telle que la ressentent les travailleurs) et des activités de contrôle et d'organisation... Ceci ne signifie pas que nous supposons ces facteurs constants, mais simplement que pour le moment nous nous abstenons d'analyser ou de prendre en considération les conséquences de leurs variations*»⁵. Ce furent les disciples de Keynes — ainsi Domar, Harrod, Kaldor, Kalecki, etc. — qui construisirent un modèle dynamique en introduisant des décalages entre les diverses variables, principalement le niveau de revenu constitué d'une période, la consommation, l'épargne et l'investissement, constitutifs du niveau de revenu de la période suivante, l'ensemble autorisant à dessiner un sentier d'équilibre qu'il suit ou dont il s'écarte. Le progrès technique persiste à constituer une «donnée», une variable exogène. Certes, Keynes a écrit des lignes remarquables sur le comportement de l'entrepreneur en général, sur ses attitudes face à l'investissement et au milieu boursier en particulier. Mais, du point de vue qui nous occupe ici, il faut admettre que la *Théorie générale*, une œuvre majeure cependant, ne nous est d'aucun secours.

Avec Keynes en repoussoir, Walras et Schumpeter forment le couple de base des tentatives d'analyse économique dynamique — le second considérant le premier comme ayant écrit la seule œuvre économique comparable aux grands traités des sciences exactes et se présentant comme son complément indispensable —, le couple à partir duquel il faut à chaque fois repartir quand on travaille dans la mouvance non-marxiste.

5. Première page du Chapitre 18. Dans ce qu'il appelle «activités de contrôle et d'organisation», Keynes inclut-il ou même pense-t-il aux célèbres «droits de propriété», «droits des contrats», «coûts de transaction», «nature de la firme», dont R. Coase fut l'initiateur en 1937 et qui lui valut le prix Nobel en 1991?

Cela ne veut pas dire que l'on n'a pas avancé depuis lors, simplement que les progrès ont été limités à la sphère économique et que les essais de combinaisons technico-économico-politiques, si importantes à nos yeux, restent rares.

les propositions récentes

Les économistes, comme chacun dans le monde des deux derniers siècles, se trouvent devant l'évidence du progrès technique, mais il faut bien reconnaître que leurs analyses ont tenté de le contourner davantage que de l'intégrer.

Ainsi, considérer le progrès technique comme neutre, embauchant autant qu'il débauche; ou faire d'une nouveauté technique l'objet d'un type de combinaison nouvelle, cœur d'une innovation, portée par un «entrepreneur», innovation dont seules les suites économiques sont à étudier; ou insérer le «goût» du technique dans les échelles de préférence; ou considérer le progrès technique comme une pure marchandise, fût-elle d'un type particulier (une connaissance), produite par la division «recherche et développement» de la firme; ou voir l'accumulation, naturellement cumulative et exponentielle, des connaissances et des compétences comme un phénomène de type économique à rendements d'échelle croissants; ou prendre l'attitude de l'Etat à l'égard de l'instruction et de la formation ainsi qu'à l'égard des aides à la recherche fondamentale et appliquée comme une variable politique exogène, ou encore construire des fonctions de production où la technique est donnée ou d'autres où le progrès technique est placé dans un terme résiduel (souvent de forme exponentielle); enfin reconnaître — et c'est le plus honnête — que la «théorie» économique ne possède pas de fonction d'investissement correcte, encore moins de fonction d'investissement intégrant le progrès technique : voilà quelques exemples des positions prises par les économistes devant les problèmes que leur posent la technique et son progrès. Les modèles récents dits de croissance endogène ne changent pas grand-chose à la situation, tandis que les invocations du «progrès technique intégré» mettent un mot là où il faudrait une analyse de l'«intégration» des secteurs socio-historiques en cause : le fait que les générations de machines se succèdent en présentant à chaque fois des outils plus performants pose un problème plutôt qu'il n'en résout un.

Contourner la difficulté majeure que constitue pour les sciences humaines «l'intégration des progrès de l'étude à l'étude» en économifiant le progrès technique⁶ nous a toujours semblé une opération, certes légitime en une première étape, mais dangereuse si on ne passe pas à l'étape suivante : où l'on s'intéresse à ce qui advient dans le secteur gnoseologique d'abord, comment se dessinent les vecteurs d'intersectorialité entre économie et gnoseologie ensuite.

Tout ce qui nous est présenté comme théorie de la croissance économique endogène a-t-il l'originalité dont on le flatte (penser aux cinq *Lectures* de mai 1984, deux ans avant sa mort, de N. Kaldor sur les *Causes of Growth and Stagnation in the World Economy*, édité en 1996 (sic), Cambridge) ? Par contre, il faut constater que l'apport majeur des modèles récents concerne «l'accumulation des connaissances et des compétences techniques, ainsi que son influence sur la croissance de la productivité», accumulation produisant des effets d'échelle croissants⁷.

On peut même concéder qu'il y a davantage et que des tentatives ont lieu qui prennent la gnoseologie à bras le corps. Des modes de classification, des analyses de la cohérence des «systèmes techniques» ou des études à prolonger sur les «paradigmes technologiques» et leurs transformations — inspirées de l'approche de Kuhn —, toute une histoire des sciences et des techniques existe qui ne demande que preneur : preneur, car elle aussi reste intrasectorielle. A quand la rencontre ? Si l'on voulait bien se rappeler qu'elle est esquissée chez Marx. Mais a-t-on le droit à ce souvenir, alors que l'on ne cesse de nous parler des devoirs de mémoire ?

Nous en venons de la sorte au texte qui nous apparaît, c'est généralement reconnu, comme le point de départ le plus important des nouvelles recherches sur la croissance endogène.

6. Les mots sont clairs : «Quand des firmes investissent dans la recherche industrielle et le développement, leur production est de la technologie. La technologie, qui est une forme de connaissance, a des propriétés particulières en tant que denrée économique jouant son rôle dans le processus de croissance économique», G.M. Grossman et E. Helpman, *Innovation and growth in the global economy*, Cambridge-London (MIT), 1991, p.15.
7. A. Malinvaud, «Regard d'un ancien sur les nouvelles théories de la croissance», dans *Revue économique*, mars 1993, p.171-188.

ne, soit les articles de 1986 et 1990 de P. Romer sur l'*Endogenous technological change*⁸. Manifestement, il s'agit d'une étude originale. Elle fait, c'est très important pour nous, la part belle à l'«accumulation de capital humain total», aux «*subsidés directs qui accroissent l'incitation à entreprendre des recherches*», aux relations internationales, de toute sorte, qui permettent la diffusion des connaissances et compétences, elle estime «*que le changement technologique se produit dans une large mesure à cause d'actions volontaires accomplies par des gens qui répondent à des incitations du marché*»⁹, enfin elle considère que les connaissances et compétences constituent un bien économique spécifique, différent des autres, en ce que son coût est assimilable à un coût fixe, sans coût additionnel pour sa reproduction (sauf les coûts extérieurs que nous appellerons d'aménagement général) — nous restons dans la zone des rendements croissants, de la non-convexité¹⁰. Tout cela est évidemment de première importance et appelle des prolongements qui donneront un éclairage plus vif aux processus d'adoption et de transmission

8. *Journal of political economy*, 1990, p.71-102. En langue française, on consultera le n° de mars 1993 (pages 161 à 473) de la *Revue économique*, consacré à des contributions sur les modèles de croissance endogène, objet du colloque d'Aix-en-Provence des 8 et 9 avril 1992, dont P. Artus, «Croissance endogène : revue des modèles et tentatives de synthèse», dans *Revue économique*, mars 1993, p.189-227, ainsi que l'article de B. Amable et D. Guelléc, «Les théories de la croissance endogène», dans *Revue d'économie politique*, mai-juin 1992, pp.313-377. On aurait tellement aimé voir cité ce texte de Marx qui présente comme une banalité le principe de départ de nos «modernes» : «*Il en est de la science comme des forces naturelles. Les lois des déviations de l'aiguille aimantée dans le cercle d'action d'un courant électrique, et de la production de magnétisme dans le fer autour duquel un courant électrique circule, une fois découvertes, ne coûtent pas un liard*», chap.XV, § II, p.277 et note 26; chap.XXIV, § IV, p.431, etc. Et Marx va plus loin quand il dissocie et différencie le coût de la découverte scientifique et le coût de son exploitation.
9. Ce qui rendrait le modèle endogène ? En quoi nous propose-t-on une analyse d'un comportement technico-économique ?
10. A quoi il me semble pouvoir être ajouté qu'il y a exigence d'une masse critique au départ (voir notre révolution industrielle), que s'ensuit un processus élitiste (où nous retrouvons Burnham, les technocrates, les «cadristes» mais aussi les idéologies de la démocratie et de la culture populaire), que le mouvement est cumulatif et auto-accélérateur.

des connaissances et compétences nouvelles. Mais cela ne nous dit pas comment s'effectuent les mécanismes d'invention, d'imitation et de propagation en ce qu'ils ont de spécifiquement gnoseologique — et de non-linéaire, multipliant les boucles et les réseaux — et comment fonctionne l'intersectorialité.

Coïncidence heureuse, deux livres importants viennent de paraître qui ont pour objet la croissance endogène et la gnoseologie — pour utiliser un terme plus large que technologie. Le plus récent est américain à tous points de vue, y compris sa publicité¹¹. Il s'agit d'un traité de haut niveau. Il contient peu de recherches originales. La littérature utilisée est quasi exclusivement anglo-saxonne. Il fait grand cas de la *Théorie de l'évolution économique* de J.A. Schumpeter, mais ignore la prodigieuse préface que F. Perroux a écrite en 1934 pour la 2^e édition allemande de 1926 (1^{er} éd. 1921), traduite en français en 1935. Il ne réserve aucune place aux ouvrages postérieurs de Schumpeter où celui-ci est revenu sur sa thèse de 1912-1926. Il affiche un goût parfois immodéré pour l'écriture mathématique, même quand elle n'est pas adaptée à l'objet traité. Il reste un ouvrage de consultation et d'érudition indispensable, mais partiel. Enfin, hallucinant, le nom même de Marx n'est pas cité : on croit rêver.

D'une toute autre facture, est l'ouvrage de trois auteurs français¹². Naturellement, la documentation est plus large, même si elle est plus réduite d'un point de vue américain. D'autre part, en continuation du modèle de la régulation, son objet est restreint à une période relativement récente. L'analyse qui est présentée des phénomènes technico-gnoseologiques marque un progrès très net sur les modèles économiques de croissance à base de progrès technique. Elle est au courant des contributions importantes de P. David, G. Dosi, C. Freeman, K. Pavitt, N. Rosenberg. Elle aime le recours à l'histoire et à la description de ce qui ne peut être «algébrisé» sans être défigurée. Elle utilise ce que B. Gille avait merveilleusement décrit comme un ensemble techniquement

11. P. Aghion et P. Howitt, *Endogenous growth theory*, Cambridge-Londres, 1998, XIII-694 pages,... assorti d'appréciations publicitaires de droite : Solow, Arrow, Stern, Crafts, Phelps.
12. B. Amable, R. Barre, R. Boyer, *Les systèmes d'innovation à l'ère de la globalisation*, Paris, 1997, 401 pages.

cohérent sous le terme de «système» technique — aujourd'hui largement repris par ceux qui acceptent de dépasser les limites du modèle économique et que nous aimerions reprendre dans la perspective d'un concept de paradigme «technologique» au sens complet de Kuhn¹³. Par contre, elle quitte rarement le niveau des généralités où l'à-peu-près se dissimule sous le masque de la simplicité¹⁴. Schumpeter est

13. La structure des révolutions scientifiques, 1970, postface à la deuxième édition.

14. Tel ce texte quasi parfait, mais que l'on souhaiterait «voir» de plus près, pp.28-29: *«La compréhension de la portée des découvertes scientifiques tout comme leur mise en œuvre et leur exploitation nécessitent le plus souvent une compétence particulière. Cette compétence est composée de deux éléments. Il est d'une part nécessaire de posséder certaines connaissances dans les domaines scientifiques et techniques concernés afin de pouvoir comprendre la portée des nouvelles découvertes et de pouvoir envisager de les exploiter... D'autre part, la mise en pratique des techniques demande un apprentissage propre des nouvelles connaissances, en premier lieu pour l'activité de recherche elle-même, et par la suite pour l'activité de production. C'est le cas lorsque se produisent des changements technologiques fondamentaux tels que les changements de «paradigmes technologiques», car ceux-ci constituent une rupture importante des habitudes de production et demandent la mise au point de nouvelles routines. Cette mise au point ne saurait être immédiate, car ni les travailleurs ni leur encadrement ne possèdent immédiatement la familiarité des nouveaux équipements et des nouveaux produits. Les erreurs qui sont amenées à se produire lors de la mise en exploitation des nouvelles techniques diminuent alors à mesure que la nouveauté s'estompe. La compréhension des capacités des nouveaux équipements augmente avec leur usage. Mais le phénomène d'apprentissage ne se limite pas aux premiers moments de familiarisation d'une technique. Il peut se passer un temps relativement long avant que toutes les possibilités des nouveaux équipements soient exploitées, spécialement si cela demande une recomposition large de l'organisation du travail. On peut supposer que l'apprentissage est d'autant plus long et important que les changements technologiques sont radicaux.. Un changement de paradigme redonne alors une importance particulière aux mécanismes d'apprentissage et donc à l'organisation au sein de laquelle cet apprentissage se déroule... Le processus continu de changement technique associé les développements effectués sur les équipements utilisés, les modifications dans l'organisation du travail ainsi que toutes les petites améliorations qui sont effectuées au cours de l'utilisation normale.»* Tout cela est extraordinairement concret et exact. Alors, vivons-le. Et il n'est que l'histoire, ancienne ou proche, pour ce faire.



Le général Mellinet (1768-1852)

Militaire français, proscrit en 1815, il émigre en Belgique. Républicain, il y reprend du service en 1830, et devient général, puis chef d'état-major de l'armée belge. Toujours républicain, il est mis en disponibilité en 1831. Il commence alors une seconde carrière de publiciste de gauche. Il devient notamment président d'honneur de l'Association démocratique en 1847. Condamné à mort au procès de Risquons-Tout en août 1848. Grâcié et libéré en 1849.

citée sans cesse et sans référence. De Marx, pas un mot — si ce n'est une citation de politesse, p.10. Difficilement compréhensible, à moins que, né au XIX^e siècle, Marx soit devenu inintéressant : des dangers de l'exigüité!

le modèle du livre I du *capital*

Il faut ne l'avoir pas lu ou ne l'avoir pas compris pour ne pas le citer¹⁵. Tout est chez Marx, mais dans le plus absolu désordre si l'on se réfère aux concepts et à la problématique de ce que les économistes appellent aujourd'hui la «croissance endogène». Espérer trouver chez Marx ce que ces économistes cherchent dans les termes où ils opèrent, ce n'est rien d'autre que de tenter un anachronisme.

Tout est chez Marx, disons-nous. Tout? Et encore? Très concrètement les trois éléments au moyen desquels se construit le modèle dynamique de la croissance socio-historique et de ses alternances. Ces trois éléments sont : 1. un vecteur central d'auto-reproduction globale; 2. fait d'une combinaison intersectorielle minimale des secteurs gnoséo-technologique, économique et politique; 3. prenant les formes concrètes d'actions humaines complexes et multiples, se référant — en accord ou désaccord — à des tables de valeurs reconnues, tenant un discours idéologique justificatif.

Pour comprendre cette thèse et pouvoir la rejeter en connaissance de cause, il faut faire un assez long détour : reconstruire le modèle du *Capital* tel que nous l'interprétons. Nous tenterons l'opération en donnant à l'œuvre une structure hypothético-déductive dont nous rappelons les quatre phases. La phase imaginative définit l'hypothèse initiale majeure et précise le cadre de son utilisation. La phase déductive construit à partir de l'hypothèse initiale un modèle selon un nombre limité d'articulations fondamentales, modèle dont les

15. Depuis des années, nous avons choisi comme texte définitif la traduction française de Joseph Roy, «entièrement révisé par l'auteur» (1872-1875, sur la deuxième édition allemande de 1872 — la première étant de 1867). Les références sont faites à l'édition des Editions sociales en trois tomes, Paris, 1976 : un tome par livre du *Capital*. La censure anti-marxiste est passée par là, la firme éliminée et le stock d'ouvrages a disparu. Il y a donc gros à parier que nos références devront être vérifiées en bibliothèque.

variables doivent être coordonnées au réel, c'est-à-dire avoir des correspondants observables. La phase expérimentale réunit avec un soin heuristico-critico-herméneutique les observations disponibles et compare les relations qu'elles entretiennent entre elles avec les relations proposées par le modèle. La phase conclusive confronte le degré d'adéquation alors obtenu à celui que permettent d'atteindre les hypothèses et modèles concurrents et élit, jusqu'à plus ample informé, le modèle, donc l'hypothèse, qui rend le moins mal compte des observations supposées traduire la réalité, le modèle qui «sauve les apparences sensibles». Six propositions fondamentales synthétisent les phases imaginative et déductive, en conséquence sont constitutives du modèle¹⁶.

la valeur-travail de la force de travail (le salaire réel) dépend du «degré de civilisation»

La valeur-travail de la force de travail n'a, selon Marx, aucun rapport avec la soi-disant valeur-travail du travail concret telle que les classiques échouaient à l'expliquer : «une tautologie absurde», dira-t-il même. En effet, que valent, en heures de travail, douze heures de travail ? Que mesurent, en mètres, douze mètres ?

La révolution scientifique de Marx consiste dans l'application de la valeur-travail, non plus au travail concret, mais à la

16. Les phases expérimentale et conclusive ont été menées progressivement ailleurs et avec succès. Il faut sans cesse redire que ce modèle a été testé, n'a pas été infirmé, s'est avéré plus performant que les modèles concurrents (dont l'existence est indispensable à une expérimentation correcte) et est en conséquence devenu jusqu'à plus ample informé la théorie «acceptée», acceptée jusque dans son propre rejet, prévu par elle-même. C'est en ce dernier point que réside l'explication de la domination de modèles incorrects, mais idéologiquement satisfaisants dans un système socio-historique considéré. Voir P. Lebrun, «Et Le Capital» ..., dans *Le travail un bien pour l'homme*, Namur, 1984, pp.3 5-58; «L'idéologie et son décryptage. D'une nouvelle histoire de la pensée économique à une analyse du discours actuel» dans *Contradictions*, 1996, n°78-79, pp3-84 et n°80, pp61-88; «Le secteur économique en perspective d'intersectorialité socio-historique», dans *Wallons d'ici et d'ailleurs. La société wallonne depuis la Libération*, Namur, 1996, pp.81-104; «Prolégomènes d'une dynamique socio-historique en régime capitaliste», dans *Bulletin de l'Académie royale de Belgique*, classe des lettres, 1998, 50 pages; *L'angoisse capitaliste : plus-value ou civilisation*, à paraître en 1999.

«force de travail» sans précision de durée d'utilisation: notion à la fois «abstraite relativisée» et «concrète généralisée». La force de travail d'une certaine qualité, se réalisant dans une activité courante, tout en restant générale, prend comme valeur-travail la valeur-travail nécessaire à sa restauration et à sa reproduction au moyen de la cellule familiale, une fois que cette valeur-travail a été relativisée au «degré de civilisation» dont jouit la Société-Epoque au sein de laquelle l'estimation s'effectue¹⁷. L'expression «degré de civilisation» ou «élément moral et historique» — selon la terminologie de l'époque — n'est pas utilisée à tout bout de champs par Marx, mais elle l'est formellement quand la valeur-travail de la force de travail est définie, en contre-point des classiques, pour signifier toute l'originalité d'une conception nouvelle.

Tel est le point de départ. On en voit toute l'importance quand on prend la peine d'observer que la restauration, la reproduction et le maintien ou l'adaptation à un état conforme au «degré de civilisation» de la force de travail est la première règle structurelle fondamentale du régime capitaliste :

1. Elle fixe la valeur-travail correcte de la force de travail, donc le salaire réel structurellement dû.
2. Elle donne la mesure de la reproduction de la condition essentielle de production en général et de production de la plus-value en particulier.
3. Elle exige une réduction de la durée de travail génératrice d'un temps libéré qui permette de tirer plein parti de l'élévation du niveau de vie.

17. Le *Capital*, Livre I, Chap.VI, pp.131-133, dont ce passage : «...le nombre même de prétendus besoins naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique, et dépend ainsi, en grande partie, du degré de civilisation atteint. Les origines de la classe salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle s'est formée continuent longtemps à exercer la plus grande influence sur les habitudes, les exigences et, par contre-coup, les besoins qu'elle apporte dans la vie. La force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur, un élément moral et historique; ce qui la distingue des autres marchandises... Le prix de la force de travail atteint son minimum lorsqu'il est réduit à la valeur des moyens de subsistance physiologiquement indispensables... Quand il tombe à ce minimum, le prix est descendu au-dessous de la valeur de la force de travail, qui alors ne fait plus que végéter...» . La théorie hongroise des besoins prendra le relais de ce texte essentiel après la deuxième guerre mondiale.

4. Elle situe un des moments majeurs de la croissance endogène comme nous le verrons.

La valeur-travail de la force de travail s'évalue aisément selon le nombre d'heures simples socialement nécessaires pour produire l'ensemble des biens et des services nécessaires à une famille normale d'un travailleur dans la Société-Epoque examinée. Ces heures sont simples : ramenées à un même niveau de qualification¹⁸; socialement : en moyenne; nécessaires : dépendantes du «système technique» en vigueur. Il n'y a rien là de mystérieux ni d'ésotérique¹⁹.

Le passage des «heures» aux «francs» et retour s'effectue sans problème grâce à la nécessaire correspondance entre le pouvoir d'achat du salaire nominal et les biens qui satisfont les besoins d'une famille «normale» au degré de civilisation atteint, biens dont la production a exigé un certain nombre d'heures de travail vivant et de travail cristallisé.

l'acte d'embauche est dichotomique

L'acte d'embauche est fait de deux éléments distincts : 1. le salaire réel qui alloue à la force de travail ce qui lui revient en

18. Simple ne veut pas dire quelconque ou inférieur. Le travail simple requiert habileté, dextérité, rapidité et endurance. Le travailleur est plus ou moins estimé — ou licencié — dans la mesure où son travail présente ces qualités. Leur prise en compte dans les grilles de salaires dépend des rapports de forces, les patrons prétextant que ces qualités vont de soi ou que leur appréciation est subjective.
19. L'hypothèse de la valeur-travail de la force de travail selon le «degré de civilisation» nous apparaît constituer un dépassement du modèle classique au même titre que l'hypothèse de l'utilité marginale et, en conséquence, modifier la perspective dans laquelle il faut placer l'histoire de la pensée économique depuis les années 1860. Voir P. Lebrun, «L'idéologie et son décryptage. D'une nouvelle histoire de la pensée économique à une analyse du discours actuel», dans *Contradictions*, n° 78-79 et 80, pp.3-84 et 61-88. On y voit, nous semble-t-il, le statut des trois modèles : néo-classique (en forme d'idéologie), keynésien (en forme de politique), marxien (en forme de théorie socio-historique non-infirmée et prévalente). On y voit aussi l'unification d'une pseudo-théorie occidentale grâce à la distinction factice micro-macro en face de la théorie non-infirmée du Livre I et en lutte avec elle. On comprend enfin le rôle doctrinal des grands prix, dont le Nobel, et de l'enseignement économique général. La modernité de Marx, en ce compris le rôle de l'idéologie, en ressort clairement, du moins en face du régime capitaliste.

toute correction et conformité à sa valeur-travail; 2. la durée du travail qui, pour tout niveau de production, dépend du «système technique» atteint par la Société-Epoque où se passent les choses. Le salaire réel est un «dû» à la force de travail : indépendant de la durée d'emploi.

La structure du régime capitaliste telle qu'elle se déduit de l'hypothèse initiale est impérative : le travailleur n'a pas à être payé en fonction du temps qu'il travaille — cette proposition est capitale. La durée d'emploi présente, pour une production donnée, une première période : celle qui dépend du respect de la restauration et de la reproduction de la force de travail au degré de civilisation atteint, c'est-à-dire de la reproduction d'une condition essentielle de production, qui dure ce que dure la valeur-travail de la force de travail et qui naturellement dépend de la perfection des outils, donc du système technique. Mais, du fait de l'acte d'embauche, donc de vente, cette durée d'emploi présente une seconde période : celle qui s'ajoute à la première en vertu du droit de propriété de l'acheteur. Cette seconde période de la durée d'emploi procure un surplus de production et constitue la plus-value dont l'ampleur matérielle est liée au système technique comme l'a été la première période. Tout naturellement, le rapport des forces — donc le «politique» — assure le passage à l'acte concret et rend compte de ses approximations, tandis que l'idéologie les fait bénéficier de sa couverture et, du coup, en conforte la réalisation effective dans tout son relativisme.

On l'a dit, le salaire réel a une référence concrète : la vie «normale» d'une famille de travailleurs appartenant à une Société-Epoque déterminée. Donc ni trop, ni trop peu : et, en ordre de grandeur, estimable par tout membre de bonne foi de cette Société-Epoque. Ce qui veut dire ? Ce qui veut dire qu'il ne s'agit en rien d'une grandeur dite «métaphysique» en termes d'analyse expérimentale, c'est-à-dire d'une grandeur qui n'aurait pas de «correspondant physique observable». Bien au contraire, et depuis cent cinquante ans qu'il y a des «budgets ouvriers»²⁰ comme on disait alors, des enquêtes sur les dépenses de consommation ou des analyses de la consommation de masse ou encore des budgets de ménage-type comme on dit aujourd'hui, chacun peut se faire une idée, chacun a réellement une idée du revenu qu'exige la satisfaction

20. L'académicien belge E. Dupétioux fut un précurseur dès 1853.

des besoins normaux d'une famille de travailleur moyen — normaux, c'est-à-dire conformes au «degré de civilisation» de la Société-Epoque où vit cette famille.

Les rapports de force entre employeurs et employés tendront à situer le salaire réel concret plus haut ou plus bas que le salaire «normal», selon les dominances conjoncturelles des uns et des autres, exprimées par les économistes en termes de demande et d'offre de marché. La chose ne pose aucune difficulté : le salaire «normal» fixe le point d'équilibre en régime capitaliste rigoureux.

Encore ne peut-on trop souligner le fait que la situation d'équilibre se voit dotée d'un contenu concret et mesurable. Les égalités formelles entre les offres et les demandes trouvent la référence bien vivante dont elles manquaient²¹. Et quel contenu, quelle référence, quelle densité d'humanité : le niveau de vie de l'énorme majorité des «gens» à tout moment du développement de leur Société-Epoque, un niveau de vie qui s'exprimera dans la formulation des «besoins» : gamme complexe de leurs souhaits réalisables et de tous les manques qu'une société de consommation impitoyable leur crée !

La durée du travail — quelle que soit la période de référence — est une notion un peu plus complexe. Elle unit et concrétise des influences venant de secteurs sociétaires différents : 1. technico-scientifique (ou gnoséologique); 2. politique (rapports de force); 3. économique (plus-value). Pour une structure technico-scientifique donnée, il y a une relation entre l'état de perfection et la quantité des «outils» et la qualité-quantité de la force de travail qu'ils exigent pour tout niveau de production²². Le problème devient celui du nombre de têtes

21. *«Des marchandises peuvent bien être vendues à des prix qui s'écartent de leur valeur; mais cet écart apparaît comme une infraction de la loi de l'échange... prix courant oscillant au-dessus et au-dessous de sa valeur... Dès que l'offre et la demande se font équilibre, les variations de prix qu'elles avaient provoquées cessent, mais là cesse aussi tout l'effet de l'offre et de la demande»*, *Le Capital*, Livre I, Chap.VI, p.123-124; Chap.XIX, p.381 et 382.

22. Appeler la relation entre la quantité de travail et la quantité produite la «productivité du travail» (moyenne ou marginale selon les situations) nous paraît pour le moins tendancieux : pourquoi pas la production moyenne ou la production marginale du travail ? Mais cela reste l'usage courant.

entre lesquelles se répartit cette qualité-quantité ou, en inversant les termes, le problème de la durée de travail individuelle pour une unité de temps déterminée. Plus la durée de travail individuelle se prolonge, plus longtemps les outils sont mis en œuvre et plus grande est la quantité produite. Les contraintes de la reproduction des conditions de production et du respect du degré de civilisation s'opposent à la tendance naturelle du capitaliste d'utiliser le plus totalement cette marchandise qu'il a achetée : la force de travail. Au-delà d'une certaine limite individuelle, la force de travail est mise en péril, il y a danger pour la santé du travailleur, la reproduction n'est plus assurée de la condition essentielle de production que constitue cette force. Un mécanisme d'auto-régulation se met en route qui limite la durée de la journée de travail²³.

Le travail en équipes ou par poses ou par relais sera une solution pour maintenir les équipements à l'œuvre, mais elle ne sera pas sans conséquence sur les conditions de vie des travailleurs.

L'acte d'embauche est tout naturellement dichotomique, on n'est pas payé pour le temps que l'on travaille. Davantage : la relation inverse entre durée du travail et salaire réel se vérifie d'autant plus aisément que l'on se trouve en situation de progrès technique et d'élévation du «degré de civilisation», d'autant plus aisément que la perspective s'allonge. On mesure la force de l'idéologie et le raccourcissement de la perspective qu'il faudra mettre en œuvre pour faire croire au contraire à la relation directe entre durée du travail et salaire réel.

Si un regard analytique nous conduit à voir dans l'embauche un acte dichotomique, distinguant salaire réel, conforme au «degré de civilisation» (s'exprimant dans les besoins d'une famille moyenne normale de travailleur), et durée du travail, conforme à la structure technico-scientifique (état de perfection des outils), un regard synthétique nous amènerait à considérer qu'un surcroît de temps libre, donc une diminution de la durée du travail est nécessaire pour tirer plein parti de la hausse du niveau de vie — ce que nous montrent deux

23. *Le Capital*, Livre I, tout le chapitre X, dont les pages 174-176 et 218-219: il y a le droit de l'acheteur et celui du vendeur. Entre les deux, c'est la force qui décide. Sur l'auto-régulation, voir chapitre X, § IX: La législation de fabrique.

siècles de capitalisme. En conséquence, le concept de «degré de civilisation» — et au-delà le progrès technique dont ce degré dérive naturellement — permettrait d'unir les mouvements opposés du salaire réel et de la durée du travail²⁴. A chaque fois, ce sont les rapports de force qui donnent à la réalisation du phénomène son aspect concret.

Par rapport à ce double critère du travail salarié, montant du salaire réel et durée du travail, on peut caractériser une double infraction aux règles mêmes du régime capitaliste. Si le degré de civilisation atteint n'est pas respecté, il y a «paupérisation relative». Si la durée du travail permise n'est pas respectée, il y a «surpopulation relative». Nous les rencontrerons bientôt. Il convenait de les localiser.

la propriété acquise par le paiement du salaire réel autorise l'extraction de la plus-value

Il y a une certaine durée d'emploi d'une force de travail qui correspond au nombre d'heures constitutif de la valeur-travail de cette force de travail. Une fois ce nombre d'heures presté, la force de travail a produit l'équivalent de ce qui lui est dû. C'est le «travail nécessaire». Toute prolongation du travail au-delà de ce nombre d'heures est du «surtravail». Celui-ci réalise une production qui est propriété privée de l'employeur de façon tout à fait correcte en régime capitaliste de propriété privée. Le capitaliste a rempli son contrat en payant la force de travail du travailleur à sa valeur-travail. Il utilise ensuite cette force de travail qu'il a achetée à son «juste» salaire réel pour produire un surplus de production qui lui appartient en toute légalité, plus : en toute «normalité». Ce surplus est la plus-value qui se monnaie par la vente de toute la production. Vente à qui ? Aux percepteurs des salaires «corrects» et aux

24. Sans qu'il y ait réversibilité, c'est-à-dire sans que les mouvements dans un sens et dans l'autre soient isomorphes : une baisse du salaire réel n'entraîne une hausse de la durée du travail que pour maintenir un niveau de revenu global, instaurant, davantage que rétablissant, une situation où l'on est payé pour le temps que l'on travaille. On notera pour l'anecdote qu'en l'occurrence, l'effet de revenu l'emporte sur l'effet de prix, à la baisse de celui-ci — ce qui est à l'opposé des traditionnelles courbes d'offre de travail s'inversant à un certain moment de hausse des salaires réels. Cette confusion continue à être enseignée sans voir que l'arbitrage attribué aux ouvriers entre le salaire réel et le temps libéré prend pour de la substitution ce qui est de la complémentarité.

percepteurs de la plus-value : donc à plus personne le jour où la force de travail aura cessé d'être une condition de production. Les orientations du progrès technique ne sont ni indifférentes, ni innocentes. Elles peuvent faire le lit des pires oppressions. Celle de la science ne serait pas la moindre.

De la même façon que les rapports de force sont intervenus dans le respect de la valeur-travail de la force de travail, ils interviendront dans la fixation de la durée de travail individuelle. Il faut convenir qu'ils y seront plus efficaces pour maintenir le statu-quo que pour obtenir une diminution de la durée de travail individuelle.

Une fois déterminée la durée de travail, concrètement le plus souvent la durée journalière individuelle, les capitalistes se voient limités à une plus-value dont l'extension temporelle ne peut être normalement augmentée. C'est la plus-value qu'en un premier temps, Marx nomme absolue. Mais, tout aussi normalement, les capitalistes s'évertueront à rendre le travail presté plus intense, plus productif, et à en extraire par conséquent une plus-value supplémentaire que Marx appellera plus-value relative²⁵. Il y a trois modes de production de la plus-value relative. Ce sont dans l'ordre chronologique de leur apparition : la division du travail, la manufacture, la machinofacture — chaque mode «conservant et prolongeant» le ou les précédents.

Parler de la plus-value, c'est se référer à la somme de la plus-value absolue et de la plus-value relative, c'est-à-dire à un total d'heures. On peut concevoir que chaque minute de travail se trouve répartie entre le travail nécessaire, la plus-value absolue et la plus-value relative, se partage donc entre travail nécessaire et surtravail, entre valeur de la force de travail et plus-value.

La valeur globale de la force de travail occupée et la valeur globale du surtravail ont chacune un «correspondant physique observable» dans les chiffres des comptabilités nationales : la somme des salaires réels pour la première, correspondant approximatif de ce que Marx appelle le capital variable, et la

25. Encore que l'intensité du travail puisse procurer une plus-value absolue par diminution des pertes de temps, par remplissage des «creux», des «pores» de la journée de travail, rendant celle-ci plus «pleine».

somme des valeurs ajoutées desquelles on a soustrait les salaires réels pour la seconde, correspondant approximatif de ce Marx appelle la plus-value.

La structure technique d'une part, les rapports de force d'autre part se conjuguent pour conférer à la plus-value un certain niveau. Le rapport entre la masse de la plus-value (p) et la masse des salaires (v) est appelé le taux de plus-value :

$$p' = p / v$$

Il exprime la proportion selon laquelle est redistribuée la production. Marx donne régulièrement à ce taux la grandeur 1 ou 100% : il exprime dans ce cas un partage moitié-moitié du «gâteau». Les limites des variations concrètes sont, sauf événement exceptionnel, 2 (peut-être 3) vers le haut et 0,6 vers le bas.

On notera que Marx, cohérent avec l'importance qu'il donne à la force de travail et avec la spécificité «morale» qu'il accorde à son évaluation, utilise souvent le capital variable comme grandeur de référence²⁶.

il y a sept affectations possibles de la plus-value

Telle que nous l'avons définie, la plus-value représente «tout» ce qui n'est pas le «juste» salaire réel momentané : en un moment déterminé de l'évolution du «degré de civilisation» dans

26. C'est pourquoi il faut le définir avec soin. La masse salariale — le capital variable selon Marx — y compris aujourd'hui les rentrées de la sécurité sociale (salaires indirects perçus sous forme assurantielle), est une variable complexe et la traiter par une quelconque addition nous paraît simpliste. Neuf éléments au moins doivent être pris en considération : 1. la somme des salaires nominaux payés évidemment, mais aussi; 2. les mouvements des prix et la transformation qu'ils permettent de cette somme des salaires nominaux en somme des salaires réels (aux prix d'une année déterminée); 3. la structure démographique de la population employée, de la population non employée et de la «population en âge, capacité et désir de travailler» (sexe, âge, santé, migration); 4. les stocks de biens capitaux utilisés et non utilisés; 5. les niveaux de technicité de ces biens; 6. la durée totale de travail qui correspond au stock utilisé avec les caractéristiques de qualification de ce travail; 7. le temps individuel de travail; 8. la période de rotation de la masse salariale; 9. le niveau de la production. Le capital variable ainsi précisé ne peut être identifié avec le «fonds des salaires» bien que celui-ci en donne une première idée.

la société considérée. En conséquence, la plus-value est en charge de «tout», une fois le capital variable fixé par l'embauche — et avancé ou restitué en salaires. Mais de quoi est fait ce «tout», c'est-à-dire à quoi peut servir la plus-value ? On distinguera sept affectations de celle-ci. Certaines concernent les capitalistes, d'autres les travailleurs. Certaines sont «normales», conformes à l'esprit, à la rationalité, aux règles structurelles du régime, d'autres ne le sont pas et risquent de mettre celui-ci en péril.

Il est important de souligner que les capitalistes comme les travailleurs sont considérés dans la présente analyse comme des groupes «globalisés» par les transferts qui s'effectuent entre les membres de chaque groupe. Les capitalistes gèrent la plus-value, les travailleurs restituent au circuit économique le capital variable par leurs dépenses familiales.

Gérer la plus-value, c'est être responsable de «tout», c'est, une fois le montant normal — normal ici et maintenant — du capital variable attribué aux travailleurs, choisir entre les sept affectations possibles et décider des sommes consacrées à chacune. Quelles sont ces sept affectations et quel statut revêtent-elles au regard du régime ? Les cinq premières sont conformes aux règles du régime, les quatre premières concernent les capitalistes, la cinquième les travailleurs. Ce sont : 1. la consommation habituelle du capitaliste dont sa consommation de luxe «utile» à la production; 2. l'amortissement du capital constant mis en œuvre, y compris l'obsolescence²⁷; 3. l'investissement net ou accumulation du capital constant — en fait : accumulation de la plus-value en capital constant; 4. l'organisation de la production à l'exclusion de l'affectation suivante; 5. les modifications, pour un niveau d'emploi qui n'est pas indifférent²⁸, des conditions de travail et de vie ainsi

27. Traditionnellement, l'usure du capital est décomptée de la valeur de la production avant le partage. Il nous semble que les provisions pour amortissements représentent un montant de liquidités et une zone de pouvoir tels que la plus-value, ses assises et ses marges de manœuvre en sont fortement élargies. Nous pensons que l'amortissement n'est pas un acte automatique de remise en état de l'appareil de production, mais un élément important du pouvoir capitaliste. Nous reconnaissons que la chose reste discutable et que soustraire de la valeur de la production un amortissement annuel, comme le fait Marx, autorise le raisonnement *a fortiori*.

28. Et ne peut donc être considéré comme la variable ajustante des divers aménagements, ce qui conduirait à un monde dual des tra-

que de l'organisation de la production favorables aux travailleurs, principalement le raccourcissement de la durée de travail (reflet du progrès technique) et l'augmentation des salaires réels (reflet de l'élévation du niveau de vie), l'ensemble conforme au «degré de civilisation» atteint par la Société-Epoque considérée — ce qui entraîne la mise en place d'un nouveau capital variable momentané, différent du précédent, et un changement du taux de plus-value.

Cette cinquième «affectation de la plus-value» demande un moment de réflexion car elle se présente sous divers aspects. En première instance, elle apparaît comme un déplacement de la ligne de partage entre le travail nécessaire et le surtravail ou plus-value dans un cadre de rapports de force et sous couverture idéologique «ouvrière»: p' s'affaisse. En deuxième instance, elle peut être considérée comme une accumulation de la plus-value potentielle (potentielle selon les modalités anciennes d'extraction) en capital variable réel nouveau sous couverture idéologique «capitaliste». En troisième instance, elle est permise par l'union entre le progrès technique et le développement sociétaire, faisant que, si p' s'affaisse, le contenu en termes réels de p ne subit qu'un ralentissement de son accroissement.

Naturellement, c'est sur les quatrième et cinquième affectations de la plus-value qu'interviennent de manière cruciale les rapports de force, que les luttes se font les plus âpres, que la bataille fait rage entre la plus-value et le capital variable, entre p et v , entre les capitalistes et les travailleurs pour le partage du «gâteau», ce qu'en termes économiques aseptisés, on appellera: la «distribution des revenus». Ici, les comportements sont foncièrement de nature politique qui s'expriment dans des marchandages et débouchent sur de nouveaux équilibres. Et comme ceux-ci sont sans cesse abolis, en continué avec le progrès technique, les marchandages sont perpétuels. Par contre, ils n'aboutissent que par seuils à des changements de palier majeurs des salaires réels et des textures de la durée du travail.

(suite de la note 28) vailleurs: les intégrés et les marginalisés, sinon les exclus, par rapport au «faire ensemble» qui s'avère une exigence de survie des systèmes socio-historiques, quelles que soient les formes qu'il prend.

Les deux dernières affectations de la plus-value ne sont pas conformes aux règles structurelles du régime capitaliste. Elles jettent le doute sur la viabilité de celui-ci. Elles concernent uniquement les capitalistes dont la responsabilité est gravement mise en cause, soit en suite d'actes personnels, soit en suite de collusions avec des milieux différemment marginaux par rapport au régime. Ces sixième et septième affectations sont : 6. la consommation de luxe « inutile » du capitaliste, c'est-à-dire différente de la première affectation, ne correspondant pas à la définition du comportement du capitaliste (comportement que suggère l'invocation *Akkumulieren, Akkumulieren...*), consommation ostentatoire et inutilement provocatrice; 7. la conservation liquide, financière ou « rentière » qui, selon Marx, est une affectation non-capitaliste, non-cohérente avec la tendance profonde à utiliser le capital pour extraire de nouvelles plus-values, tendance qui habite le « Capitaliste » par nature, sinon par définition, et en justifie l'existence — la vision keynésienne de la crise de 1929 est toute proche qui soulignait le rôle néfaste joué par l'épargne non réinvestie, s'accumulant en liquidités jugées protectrices par chacun, mais s'avérant catastrophiques pour l'ensemble de la société une fois qu'elles sont devenues un comportement collectif, empêchant la production d'être « justifiée », c'est-à-dire rachetée, par la redépense du revenu.

A propos de cette septième et dernière affectation, il faut préciser qu'il s'agit d'un comportement global de la catégorie des capitalistes au sein desquels il n'y aurait pas de compensation entre des rentiers-prêteurs et des emprunteurs-producteurs, mais un jeu à somme nulle sur la sphère de la circulation — avec effets destructeurs sur la sphère de la production, laquelle ne profite guère des gains spéculatifs, mais souffre souvent des pertes de cette nature.

La spéculation financière à laquelle donnent lieu ou dont proviennent les comportements principalement boursiers actuels s'intègre naturellement dans une civilisation où les jeux d'argent — y compris aujourd'hui les évasions télévisées, les envolées fiscales et les opérations mafieuses — ont repris une place importante, la place que le régime capitaliste leur avait durement contestée durant deux siècles.

De tout quoi, il suit qu'une fois la force de travail payée de façon correcte à sa valeur-travail, la plus value accumule

«tout» et se trouve normalement en charge de «tout» — même si les capitalistes essaient d'échapper à cette responsabilité, cessant pour le temps de l'opération de répondre à leur «vocation», «règle de conduite», «conformité au régime»... au choix.

L'objection vient, ainsi que la réponse. Invoquer des «règles» ou «principes» ou «normes» d'un régime capitaliste, n'est-ce pas se tromper d'objet ? Tout compte fait, le capitalisme, ne serait-ce pas ce que font les capitalistes ? Naturellement oui et la formule est facile. Mais, elle obscurcit plus qu'elle ne résoud le problème et nous ramène au dilemme rudimentaire de l'œuf et de la poule. Pourquoi appeler «capitalistes» ces agents, ces êtres humains si ce n'est parce que leurs actions se conforment à un ensemble structuré de «normes» — dit aussi table de valeurs — et s'inscrivent dans un ensemble structuré d'institutions — au sens large —, ensembles structurés conjoints, s'influençant, se légitimant, se consolidant et se perpétuant l'un l'autre, assurant ainsi leur continuité dans leur unité, ensembles conjoints auxquels on a donné le nom propre de «régime capitaliste»²⁹.

Que les comportements des agents ne restent pas uniformément conformes et qu'en certaines circonstances, ils puissent dériver, parfois dévier gravement relève de la vie courante et ne modifie pas la spécificité du régime. Que la chose se prolonge et le problème change : ou bien le régime s'adapte en assimilant les déviations comme des nouveautés ou bien il se transforme. Dans ce dernier cas, il n'y a aucun bénéfice à lui garder le même nom. Le réel perçu, la Société-Epoque examinée sous l'étiquette d'un régime X a changé. Il y a tout intérêt à changer aussi l'étiquette et à parler d'un régime Y. C'est une exigence classificatoire élémentaire. Encore faut-il à chaque fois garder un certain recul, vérifier si la nouvelle structure a pris des assises solides et nuancer les conclusions.

29. Celui-ci a un contenu spécifique décrit au long de ces pages en s'inspirant de l'analyse de Marx parce que, replacée dans l'«appareil observationnel» aujourd'hui disponible, cette analyse s'est avérée être la plus performante pour élaborer les modèles les moins mauvais en face des observations fournies par cet appareil.

le *capital* prend en compte la technique et son progrès

Chaque jour qui passe voit une accélération du progrès technique. Certes, ce progrès n'est pas un phénomène essentiellement économique, endogène, «économifiable». Il n'en constitue pas moins une pièce maîtresse du fonctionnement des Sociétés-Epoques de régime capitaliste, une fois que le «changement d'outils» est situé dans le secteur gnoseologique où il naît, dans une intersectorialité technico-politico-économique par laquelle il entre dans la vie des hommes, sous le voile idéologique qui le fait adopter en en minorant les inconvénients et en affaiblissant les obstacles et les réticences qui s'opposent à lui.

Contrairement à la plupart des économistes, mais conformément à son système de références, privilégiant trois forces de production et y localisant la technique (à côté de la nature et de la division du travail), Marx a prêté la plus grande attention aux phénomènes technologiques. C'était du reste dans l'esprit du temps, émerveillé par «les progrès de l'esprit humain», constructeur de la Grande Encyclopédie, philosophe de la fabrique d'épingles, ingénieurs-techniciens-savants comme Babbage, Ure et combien d'autres. Nous rappellerons la succession endogène des modes de production générateurs de la plus-value relative, la «machinofacture», la composition organique du capital et le taux de profit tel que nous l'interprétons.

Trois modes de production successifs, le suivant s'incorporant le précédent, permettent aux capitalistes de dégager une plus-value supplémentaire en accroissant l'intensité du travail. La coopération généralise les rendements croissants et souligne l'importance de la direction. La manufacture succède naturellement à la coopération et installe la division manufacturière du travail. La machinofacture sort de la manufacture *«car la base technique étroite de celle-ci entre en conflit avec les besoins de production qu'elle avait elle-même créés»*. Les machines-outils, les ateliers de fabrication de machines et les «ouvriers mécaniciens habiles» jouent un rôle pilote et central³⁰. Les chapitres XIV et XV ne sont pas tout à fait ce que nous aurions souhaité au point de vue gnoseologique. Ils n'en présentent pas moins une qualité de concrétude intersecto-

30. *Le Capital*, Livre I, Chap. XII à XV, surtout pp. 262-266 et 268-276.

rielle, technico-économico-politique, que nous n'avons rencontrées que dans quelques rares travaux d'historiens.

La composition organique du capital est la composition organique du capital ayant effectivement transmis sa valeur au produit pendant la période de production et non celle de l'entièreté du capital utilisé pendant cette période. Ainsi compris, le capital comporte deux éléments : le capital variable (v) et le capital constant (c). Pendant la période considérée et en fonction de leur taux de rotation, ces deux éléments transmettent leur valeur-travail au produit. Le capital variable, fait de travail vivant, transmet directement sa valeur-travail au produit (v). Le stock complet de capital constant (K), fait de travail cristallisé, est tout entier porté par le capital variable, fait de travail vivant, mais la mise en œuvre de celui-là par celui-ci ne transfère à la production courante que cette partie de lui-même qu'il a «perdue», «laissée», «abandonnée» dans le «procès» de production (c): ce qu'en termes de comptabilité actuelle, on nomme l'amortissement, mais que les plus savants procédés ne calculent que de façon approximative.

Marx a conçu la notion de composition organique du capital afin de rencontrer deux exigences contraires :

1. exprimer le progrès technique et le fossé immense qu'il creuse, physiquement parlant, entre la composition matérielle du capital et la force de travail à sa disposition — même si l'on tient compte de la hausse des qualifications de cette force de travail et de l'élévation du degré de civilisation;
2. exprimer tout autant la baisse de la valeur-travail unitaire des éléments du capital et de celle, moins importante, de la valeur-travail unitaire de la force de travail dans la mesure où ces baisses sont liées à l'accroissement de la productivité.

En conséquence, la composition organique du capital définie par :

$$c' = c / v$$

est censée mesurer le rapport entre les résultats du progrès techniques sur les deux composantes du capital mis en œuvre, transmettant leur valeur-travail à la production (v et c), et tenir en considération à la fois la dimension physique (en conséquence la technologie) et la dimension valeur-travail unitaire (en conséquence l'économie politique). La composi-

tion organique exprime cette combinaison de forces simplement par le fait que les valeurs-travail caractérisent des positions d'équilibre, des positions « normales » : en conséquence les perturbations événementielles sont éliminées qu'aurait provoquées l'utilisation comme outils d'agrégation des prix courants au lieu des prix-reflets des valeurs-travail.

Nous pensons que le concept de taux de profit qui est utilisé dans le livre III du *Capital*, et que beaucoup d'économistes font leur, est incorrectement défini et engendre de nombreuses ambiguïtés dans sa mesure et dans les conclusions que l'on tire des observations faites sur la base de cette définition. Nous pensons en effet que les numérateur et dénominateur de la fraction connue :

$$z = p/(c + v)$$

ne sont pas homogènes, confondant flux et stocks.

L'exigence d'homogénéité entre le numérateur et le dénominateur — un statut identique de flux — ne peut être rencontrée qu'en rapportant la plus-value au capital constant consommé, c'est-à-dire l'amortissement :

$$p' = p/c = p'/c'$$

Ce faisant, on met en rapport une plus-value actuelle, extraite pendant la période, avec une plus-value passée, extraite et accumulée pendant une période antérieure. D'un autre côté, on prend en compte le troisième taux disponible entre les trois variables : v , c et p . Ce troisième taux momentané, noté p'' , est égal au rapport des deux autres taux momentanés que sont le taux de plus-value et la composition organique du capital, de la sorte réintégré.

Bien que Marx ne l'énonce pas clairement — mais combien de choses découvre-t-on qui restent floues longtemps —, l'idée fondamentale nous paraît ici de réussir — tout au moins de le tenter — à tenir compte du rôle de l'accumulation des exploitations passées de forces de travail anciennes dans l'exploitation présente de la force de travail actuelle, de la contribution de la première à la seconde. Il nous semble qu'il y a là un contenu technico-politique qui reste à dévoiler.

le progrès technique et les affectations de la plus-value constituent l'accumulation du capital

Trois modèles — que nous noterons A, B, C — nous permettent de synthétiser l'apport de Marx en ce qui concerne le problème-clé de la combinaison du progrès technique et de l'affectation de la plus-value. Et peut-être d'aller un peu plus loin.

Le modèle A est un modèle-limite où l'accumulation de plus-value en capital se réalise en instruments de production peu affectés par le progrès technique. Les conditions de vie ouvrière ne se modifient guère, l'emploi s'accroît, la plus-value globale s'élève, mais son taux varie peu. Mis à part les problèmes récents de croissance économique endogène, il s'agit du schéma traditionnel des économistes.

Les modèles B et C connaissent un progrès technique important.

Le modèle B envisage les cas où la condition ouvrière sera protégée du progrès technique par l'accumulation de la plus-value en capital à due concurrence selon deux orientations différentes, mais finalement convergentes. La première, que l'on appellera B', investit à due concurrence en capital constant. Elle maintient le niveau de vie, l'emploi et la durée individuelle du travail, tandis que le taux de plus-value s'accroît, suscitant des convoitises sans cesse grandissantes. La seconde, que l'on appellera B'', investit à due concurrence en capital variable. Elle maintient l'emploi, diminue la durée individuelle du travail et élève le niveau de vie, contenant le taux de plus-value dans certaines limites. Le plus souvent ces deux modèles se combinent en un suivi B'-B'' au sein duquel les tensions s'accumulent pendant une période en même temps que s'élèvent la plus-value et son taux pour s'imploser en fin de période et effectuer en un temps très court les ajustements jusqu'alors retardés et faire chuter — peut-être trop, en tout cas trop brutalement — le taux de plus-value. Le modèle C' pourrait n'être pas loin qui véhiculerait une réaction compréhensible des capitalistes. On aurait probablement buté contre le plafond du plein emploi, pris comme limite supérieure de l'emploi ou comme limite inférieure de l'armée de réserve, du chômage.

Le modèle C étudie les cas où, pour des raisons ou pour d'autres, le progrès technique n'est pas compensé par l'accumulation de la plus-value en capital à due concurrence selon, lui aussi, deux orientations, mais cette fois-ci non convergentes, définissant chacune un mode d'organisation de la Société-Epoque étudiée. Dans la première orientation, que l'on appellera C', le capital variable fait les frais de l'absence d'ajustement : l'emploi, la durée individuelle du travail et le niveau de vie souffrent. Dans la seconde orientation, que l'on appellera C'', la plus-value fait les frais de l'absence d'ajustement : son taux enregistre des chutes importantes, irrécupérables en court ou moyen terme. L'une et l'autre orientations avoisinent des points de rupture sociétaire, mais peuvent tout aussi bien, et peut-être plus probablement, ramener dans le «droit chemin» et inciter à un retour vers une des formes du modèle B. Ce serait le cas lorsque C' conduisant à buter contre le plancher d'un sous-emploi insupportable, pris comme limite inférieure de l'emploi ou comme limite supérieure de l'armée de réserve, du chômage, la paix sociale serait mise en cause qui est essentielle aux yeux des capitalistes. C'' par contre pourrait évoquer une sortie plus ou moins paisible du régime capitaliste — ce qui supprimerait le problème du «retournement», tout au moins pour le moment.

A toutes les fois, les rapports de force sont les accoucheurs, mais des rapports de force à chaque fois différents.

Reprenons ces différents modèles et orientations.

Le modèle A comporte un progrès technique faible ou nul. L'accumulation de la plus-value en capital augmente le stock de celui-ci et entraîne un accroissement quasi-proportionnel de l'emploi. Quand la limite du plein emploi approche, plusieurs situations sont possibles. L'appel au secteur gnoseologique et la demande de nouveautés techniques en est une que Keynes évoque. L'appel aux étrangers dans un climat d'impérialisme favorisant l'immigration en est une autre à laquelle la Belgique a recouru au lendemain de la guerre. A chaque fois, la hausse des salaires réels s'en trouve freinée. De nos jours, le modèle A permet de prendre en compte les mouvements migratoires actuels et de mesurer combien ils apparaissent comme un surplus non souhaité, combien ils sont devenus le contraire de ce qu'ils furent. En conséquence, le modèle A reste un utile repoussoir.

Le modèle B est caractérisé par un progrès technique dont les effets réducteurs d'emploi sont compensés par une accumulation de capital suffisante pour permettre approximativement l'embauche des travailleurs licenciés. Plus le progrès technique est rapide et performant, plus cette accumulation doit être importante pour conserver le montant de l'emploi. On embauche alors l'équivalent approximatif de ce que l'on débauche. Selon que le solde est nul, positif ou négatif, l'emploi ne varie pas ou peu, augmente ou diminue. Quand le progrès technique s'accélère, un surplus d'accumulation de la plus-value en capital deviendrait indispensable pour maintenir l'emploi³¹.

Un surplus d'accumulation de la plus-value en capital ? D'où viendrait ce surplus de plus-value ? Transformé en quel type de capital ? En capital constant ou en capital variable ? Selon quels comportements ? Avec quels résultats ? Le problème est posé. Nous n'avancions ici qu'une ébauche de solution.

En référence à une structure capitaliste stricte, distinguant cinq affectations « normales » de la plus-value et deux affectations non-conformes, comme on l'a vu dans la proposition présentant les sept affectations possibles de la plus-value (voir p.86 et suivantes), il n'y a pas de surplus de plus-value possible, par définition : le montant de celle-ci est ce qu'il est, ce que l'exploitation correcte de la force de travail l'a fait. Par contre, les choix capitalistes entre les diverses affectations de la plus-value seront probablement différents selon les circonstances, en même temps qu'ils les influenceront³².

31. La référence au maintien de l'emploi est pour nous un outil de raisonnement. Elle ne doit pas être confondue avec l'hypothèse — courante chez les économistes — d'un progrès technique concrètement neutre, épargnant autant le capital que le travail, donnant du travail autant qu'il en supprime. Dans ce dernier cas, il s'agit d'abord d'une simplification d'économistes, ensuite d'une proposition idéologique, les deux se renforçant.

32. Le modèle se compliquera en fonction des « décalages avec le futur », c'est-à-dire les prévisions sur les circonstances à venir, donc les exigences de plus-value, donc les formes actuelles plus ou moins dures de son extraction. Nous ne sommes pas loin d'une exploitation de la force de travail qui cesserait de respecter la valeur-travail de celle-ci (que ce soit en niveau de vie ou en durée) et, de ce fait, nous ferait sortir du cadre capitaliste strict, affaiblissant le mode *a fortiori* du raisonnement — une qualité du modèle de Marx, particulièrement évidente au début du chapitre XII du *Capital*.

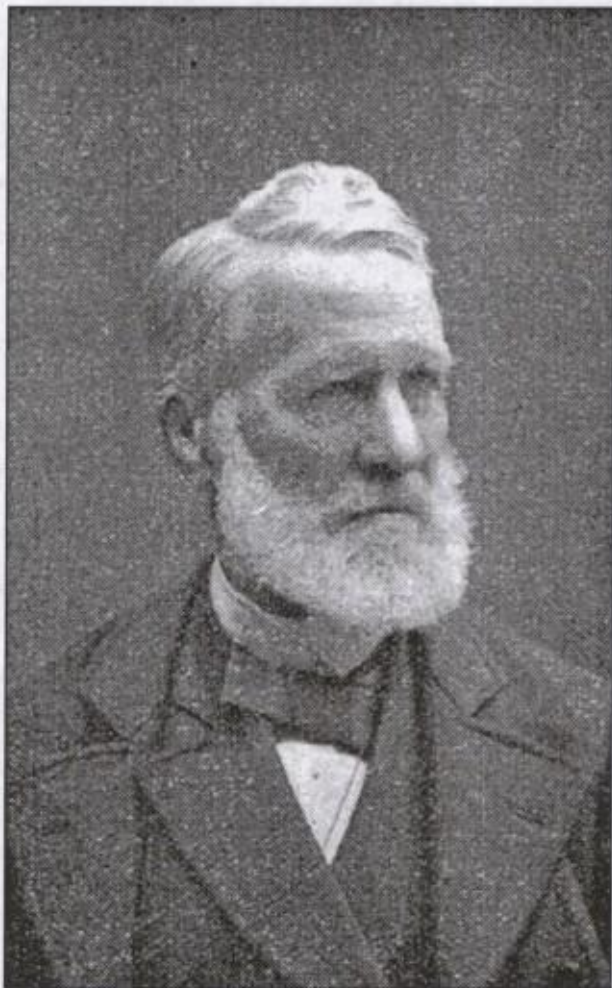
Le modèle B comporte deux orientations essentielles qui peuvent naturellement se conjuguer. On les a notées B' et B''.

La première orientation, ou B', consiste à diriger l'affectation de la plus-value vers l'investissement en capital constant. C'est récupérer le sous-emploi créé par le progrès technique au moyen d'un accroissement du stock de capital constant et de l'embauche correspondante. C'est aussi élever le niveau de la production et de la plus-value : il y aura hausse de ρ' si les salaires réels et la durée de travail ne varient pas — engendrant une paupérisation et une surpopulation, toutes deux relatives : c'est-à-dire comparées aux niveaux accessibles du degré de civilisation et du temps de travail³³.

La seconde orientation, ou B'', consiste à diriger l'affectation de la plus-value vers l'acquisition des nouveaux biens de production, cela va de soi, mais aussi vers l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs, c'est-à-dire vers la hausse des salaires réels et la réduction de la durée de travail. C'est récupérer le sous-emploi créé par le progrès technique au moyen d'un accroissement du stock de capital constant et variable et de l'embauche correspondante. C'est aussi élever la production et en «justifier» le niveau grâce à : 1. l'embauche de force de travail à durée réduite; 2. la demande provenant de salaires réels améliorés — quasi un retour à la pratique des hauts salaires; 3. la demande de biens de production favorisant et favorisés par des revenus croissants — quasi un retour au binôme accumulateur-multiplicateur. Et tout naturellement ρ' se stabilise ou s'affaisse, tandis que la hausse de ρ est ralentie.

Le problème de la réduction du temps de travail est essentiel pour notre analyse, particulièrement celle du modèle B'', mais il n'a pas une solution simple, directement accessible par l'arithmétique. Certes, le principe demeure : à tout progrès technique devrait correspondre une diminution de la durée du travail car cette durée est naturellement liée à ce progrès par le fait que ce progrès commande l'élévation du «degré de civilisation» dont la durée du travail est un élément. Telle est la logique du régime. Il s'en faut que les capitalistes la suivent à tout coup.

33. Surpopulation (relative) en même temps que récupération du sous-emploi ? Naturellement puisque le temps de travail correct en fonction du niveau atteint de la technique n'est pas respecté.



Félix Delhasse (1809-1898)

Disciple de Buonarotti dans les années 1830, de Fourier après le passage de Considérant en Belgique en 1846. Animateur ensuite de l'hebdomadaire *le Débat social - organe de la démocratie*. Radical, il sera proche du POB sans y adhérer.

C'est pourquoi la notion de réduction du temps de travail cesse d'être ce qu'elle doit être dans le modèle B'' à partir du moment où les capitalistes décident de contourner le coût en plus-value qu'elle représente — et qui ne doit en aucun cas être nié — par les divers moyens dont ils disposent aujourd'hui : individualisation des tâches (après leur parcellisation), diversification des contrats, multiplication des formes de temps partiel, accroissement des emplois à horaires décalés, jeux divers sur les heures dites supplémentaires, globalisation annuelle du temps de travail, liaison contre nature des salaires à la durée travaillée. Bref, c'est le règne de la flexibilité à tout va³⁴. Le régime agirait plus sagement s'il s'intéressait davantage à la formation continuée et à la jonction des savoir-faire de générations successives.

La diminution du temps de travail est le remède naturel aux problèmes posés par le progrès technique, mais il est un remède qui dépend : 1. d'une observation continue des lieux et des amplitudes où et avec lesquelles se présentent les proportions entre progrès technique et durée du travail; 2. d'une juste évaluation des réajustement périodiques adéquats. En l'occurrence, et pour des décennies encore, le remède dépend d'une surveillance constante et constitue un remède de court terme dans la mesure où son application ne peut subir de trop longs retards, sous peine de voir les victimes de ceux-ci devenir irrécupérables, «obsoletés» comme on dit des machines, ainsi que la situation actuelle le révèle — ce qui confine à la «suppression sociale» de centaines de milliers de personnes privées d'emploi, «suppression sociale» que les économistes s'empressent de couvrir du terme idéologiquement ésotérique d'«hystérésis»³⁵. Il reste qu'à long terme,

34. Flexibilité, cette notion ancienne de bien-être pour les travailleurs, flexibilité libératrice du carcan des horaires et prometteuse de vie familiale plus riche, flexibilité, cette notion nouvelle de mal-être pour les travailleurs dont la vie est de plus en plus soumise aux exigences de l'entreprise, en fait au marché concurrentiel, à la compétitivité, au productivisme. L'idéal de la flexibilité a de la sorte totalement changé de sens en deux décennies au point qu'ils deviennent rares ceux qui se souviennent de la signification ancienne : le même mot a été choisi pour désigner deux objectifs inverses, sinon contraires. De l'efficacité de l'idéologie !

35. Emprunté à la physique et utilisé pour la première fois par le physicien J.A. Ewing en 1881 pour désigner un phénomène thermo-électrique de conservation réactionnelle de métaux soumis à des chocs. Le terme vient du grec «ustéréau», signifiant «à venir». En clair : moins on fait travailler les chômeurs et moins ils sont aptes à le faire,

l'accélération du progrès technique obligera nos Sociétés-Epoques à davantage d'imagination si elles veulent survivre. Mesurée à cette aune, la politique belge fait bien pâle figure : elle ne révèle même pas une prise de conscience du problème³⁶.

Le modèle B, combinant B' et B'' en un suivi, rencontre bien le cas des trente glorieuses en Belgique avec, en ordre de grandeur, une croissance du PNB par tête à prix constants au taux de 3,65% l'an, une augmentation du salaire nominal direct de 60%, combinée avec la déflation réussie de C. Gutt, accompagnée d'une solide mise en place d'un salaire indirect grâce à l'accord sur la Sécurité sociale au lendemain de la guerre, suivie enfin des deux grands réajustements salariaux de 1972 et 1974³⁷, le tout doublé d'une diminution de la durée individuelle moyenne de travail de 15%. En conséquence, le taux de plus-value est naturellement tombé des sommets atteints pendant la guerre — 2 à 3 — et du niveau plus modéré des lendemains de la guerre — plus ou moins 1 — au palier bas de 0,65 de 1975 à 1980.

(suite de la note 35) plus on ment aux chômeurs et plus ils se méfient et finalement se résignent.

36. La réduction du temps de travail est sans cesse invoquée par les temps qui courent, avec ses défenseurs et ses détracteurs de tout bord. Il faut se rappeler Jacques Delors qui, lors de sa pseudo-campagne présidentielle française, disait que réduire le temps de travail hebdomadaire d'une heure n'entraînerait aucun accroissement d'emploi — ce qui ne peut être contesté, mais cache idéologiquement la vraie question. Et celle-ci est : selon quels paramètres accorder dans l'avenir les vitesses du progrès technique et de la diminution du temps de travail. Les capitalistes n'ignorent rien du problème, qui ont vu diminuer la durée du travail de 100% en un siècle et demi et de 15% pendant les «trente glorieuses». Une tout autre question est : de combien diminuer la durée du travail pour récupérer au moins mal le quasi-blocage des vingt dernières années et ne pas devoir passer la totalité de celui-ci par pertes et profits, entérinant la situation acquise — ce dont il faut dire que nous ne sommes pas loin ?
37. Idéologiquement appelé par le monde des capitalistes et ses tenants «dérapiage salarial». Symptomatique quand on sait qu'aujourd'hui, le discours des grandes firmes financières pose explicitement l'exigence de 12,5% de rendement net des fonds propres. En fait, il s'agissait d'un vaste réajustement de la condition des travailleurs au «degré de civilisation» atteint par la Société-Epoque belge. Une évolution de type B' s'achevait en aménagements de type B''.

Il va sans dire que la composition organique du capital c' se modifie de façon différente selon qu'il s'agit du modèle B' ou du modèle B''.

Le modèle C pose le problème aigu d'un progrès technique accéléré et d'une accumulation insuffisante en capital constant et variable. Il semble s'implanter dans le modèle B comme un cas particulier de l'insuffisance de l'accumulation de capital. Nous allons voir qu'il s'agit de quelque chose de beaucoup plus grave : d'une incapacité du régime à demeurer conforme à ses règles structurelles par suite d'un accroissement très important de la septième affectation de la plus-value, celle qui entraîne une domination de la spéculation financière, des banques et des bourses.

En face de la situation établie par le modèle C, deux solutions sont possibles. Une seule — notée C' — est de nature capitaliste stricte : la plus-value prime à tous égards³⁸. En conséquence, cette solution sauve la plus-value et reporte la charge sur les travailleurs, c'est-à-dire sur le capital variable v . Ce qu'elle fait de deux façons, chacune servant de voile idéologique à l'autre. D'un premier côté, la durée du travail n'est pas adaptée comme le voudrait la conformité au progrès technique, le chômage naît et augmente, c'est l'issue la plus claire : il y a surpopulation relative, création et augmentation de l'armée de réserve, l'emploi est la variable ajustante à la manière keynésienne. Et l'on invoque la protection du niveau de vie. D'un second côté, les salaires réels ne sont pas adaptés comme le voudrait la conformité au degré de civilisation qui s'élève continûment : il y a paupérisation relative. Et l'on invoque la protection de l'emploi. Tantôt l'un, tantôt l'autre : chaque fois, d'une manière ou d'une autre, le capital variable se voit amputé.

Ces deux «relatifs», celui de la surpopulation et celui de paupérisation³⁹, signifient qu'aujourd'hui, sauf accident, il n'y

38. L'autre solution est notée C''. Elle est peu capitaliste. Elle sacrifie la plus-value sans la supprimer. A certains moments, elle devient la seule solution pour le maintien du régime capitaliste lui-même. Mais elle n'est pas sans risque pour celui-ci. Et elle pourrait se présenter comme une alternative à un régime capitaliste qui «déroge» par financiarisation abusive.

39. Deux «relatifs» dont on peut remonter les lignées parallèles. D'une part, le degré de civilisation — le salaire réel familial dû — le salaire concret — la paupérisation relative. D'autre part, l'état de la technique — la durée individuelle du travail — l'emploi — la surpopulation relative. Et, de part et d'autre, des rapports de force continuellement à l'œuvre.

a plus d'effets directs de marginalité, de pauvreté, d'exclusion. Ces fléaux n'en existent pas moins, mais ils s'abattent par un détour spécifique de la conception actuelle de la vie : celui de la comparaison qui fonde le sous-développement, ici comme là-bas, celui du regard de l'un sur l'autre et de l'absence de regard de l'autre sur l'un. Ces fléaux naissent de la coexistence de deux mondes qui s'excluent mutuellement en s'éloignant l'un de l'autre.

Mais qu'a-t-on fait de la plus-value ? Celle-ci n'a été absorbée ni par le capital constant, ni par le capital variable. Alors ? La réponse est apportée par la septième affectation de la plus-value, accessoirement par la sixième. Non seulement les capitalistes s'adonnent à la spéculation comme à un jeu, du reste dans l'esprit du temps et semblable aux jeux les plus curieux auxquels on ne cesse de nous inciter — l'Etat prend une part importante dans le phénomène —, mais les bilans des sociétés manufacturières les plus sérieuses révèlent combien celles-ci pratiquent une politique financière et spéculative intense. A l'actif, ces bilans font état de paquets d'actions, signes des pouvoirs dont les sociétés s'enorgueillissent, et, au passif, ils dissimulent sous l'anonymat des fonds propres, les prises de pouvoirs dont les mêmes sociétés subissent le contrôle. Au sommet, utilisant la fluidité des liquidités, la haute finance recouvre le monde d'une toile d'araignée politico-financière en perpétuelle transformation, les entreprises changeant de maîtres comme d'esclaves.

Le modèle C (sous sa forme C'), à son tour, rencontre bien le cas de l'histoire immédiate de la Belgique (1975-1995) où, dans l'atmosphère lourde d'une croissance ralentie à 2%, une opération de récupération strictement capitaliste du taux de plus-value s'est mise en place, engendrant 1 100 000 chômeurs, soit plus du quart de la « population en âge, capacité et désir de travailler »⁴⁰, freinant souvent, bloquant parfois les salaires réels grâce à l'intervention de l'Etat, stoppant la diminution du temps de travail et orientant une partie importante des accumulations de plus-value vers des débouchés purement financiers. Le taux de plus-value est naturellement remonté à l'unité.

40. En ordres de grandeurs, les chiffres belges sont faciles à retenir : un quart de chômeurs, un quart de fonctionnaires, deux quarts de travailleurs du « privé » sur un total de quatre millions.

Dans la situation présente, c'est le régime lui-même qui se départit de lui-même. Pourrait-il faire autrement ? Y a-t-il pour lui une autre voie ? Que signifierait revenir à la « norme » ? Simplement : 1. investir la plus-value en capital productif, à la fois constant et variable; 2. élargir en conséquence la zone d'insertion et la densité du progrès technique; 3. accroître la production de façon considérable **en même temps** qu'élever radicalement les salaires réels et diminuer la durée du travail; 4. se donner ainsi de la peine pour faire baisser le taux de plus-value; 5. d'autant que la protection ou le recyclage de l'environnement exigent une part plus importante des ressources par suite des dimensions mêmes atteintes par la production. Ce n'est pas précisément un choix attrayant pour les capitalistes. Il faudra qu'ils y soient contraints. Ils le seront dans certains cas, lorsque le mal-être des travailleurs risquera de mettre en péril la « paix sociale » : essentielle à leurs yeux. L'événement est beaucoup moins paisible que ne le décrivait le modèle B: le modèle C diffère sérieusement du modèle B.

Mais, peut-être, découvrons-nous les premiers éléments de la difficulté, sinon d'un blocage, d'une croissance continue : celle-là à l'étude de laquelle nous venons.

la dynamique intersectorielle de la croissance dans le *capital*

Chacun — les économistes comme les autres — sait que le progrès technique joue un rôle fondamental dans l'histoire des sociétés humaines et que ce rôle s'est vu majoré depuis deux siècles, c'est-à-dire depuis la révolution industrielle. Marx a été un des premiers à en parler au sein d'un modèle général, y revenant quasi à chaque articulation de celui-ci.

Nous l'avons dit, nous le répétons. Tenter de trouver chez Marx un modèle de croissance endogène dans les termes où les économistes posent aujourd'hui le problème, c'est aller droit dans l'anachronisme. Notre thèse est toute autre et se libelle strictement en deux temps :

1. Le Livre I du *Capital*, et lui seul, présente tous les éléments nécessaires à la construction d'un modèle dynamique de croissance dont le ressort majeur est le progrès technique, éléments couramment utilisés dans les

modèles partiels, dits de «croissance endogène», actuellement présentés sans la moindre allusion au modèle général de Marx.

2. Marx connaît certes les problèmes du machinisme et du progrès technique, mais son approche n'est pas à la mesure de ses recherches parce qu'il n'a pu disposer des monographies nécessaires, ni les réaliser lui-même — tâche d'historien qui reste à accomplir dans toute sa complexité intersectorielle. La présente section sera consacré au premier temps, la suivante au second.

Le vecteur central d'intersectorialité unit au moins les secteurs gnoséologique, économique et politique. Cette union produit un système gnoséo-économico-politique, c'est-à-dire un système dont l'endogénéité est élargie aux trois secteurs unifiés. Enfin il sera indispensable de décrypter le voile idéologique qui, inéluctablement en socio-histoire, recouvre les phénomènes, biaise les discours qui les concernent et, de ce fait, leur permet d'exister à la fois tels qu'ils sont et tels qu'ils apparaissent.

La dynamique doit se formuler aisément quel que soit l'endroit du processus où on l'aborde. Soit le «progrès technique» comme point de départ. Il y a progrès technique pour une raison que nous devons retrouver en terminant notre parcours, faute de quoi notre analyse ne serait pas dynamique puisque la réalité étudiée n'apparaîtrait pas animée d'un mouvement endogène. Débutant à l'endroit «progrès technique», il est imposé d'y revenir. Enfin, il faut que le chemin suivi soit en mesure d'expliquer que le fait de le suivre puisse en modifier le niveau, y engendrer des traverses, en créer des détours⁴¹.

S'il y a progrès technique, nous savons que le secteur économique l'absorbe lors de l'affectation de la plus-value. Nous avons vu les différentes modalités de cette opération et nous les avons schématisées selon les modèles B et C — avec le modèle A en repoussoir —, distinguant les formes B' et B'', C' et C''. Pendant un certain temps, les choses ne se passent pas mal qui mettent face à face les travailleurs et les employeurs et engendrent des compromis relativement faciles à accepter, selon des rapports de force variables. Le secteur

41. Toutes ces exigences subsistent quel que soit le point de départ choisi.

politique est de la sorte convié à entrer dans l'intersectorialité.

Le cœur de l'analyse se voit clairement. C'est la confrontation de la plus-value (p) et du capital variable (v) — sous ses trois formes : emploi, salaires réels et durée du travail —, dans un climat de rapports de force dont le taux de plus-value (p') est un résultat et un indicateur, à l'occasion des potentialités d'élévation du « degré de civilisation » : celles-ci sont d'une part créées par le progrès technique, d'autre part justifiées par l'abondance des biens de consommation de masse qui en découle et exige de trouver preneurs réels, ce que réclament de pouvoir devenir les travailleurs. D'un côté, au plan de l'extraction, la plus-value y perd. D'un autre côté, au plan de sa réalisation, elle y gagne. De toute façon, l'exigence structurelle du respect de la valeur-travail de la force de travail entraîne le respect du « degré de civilisation », en l'espèce de son élévation. Finalement, l'opération se réalise et il y a affectation « correcte » de la plus-value au capital variable⁴².

Que signifie concrètement cette adaptation au « degré de civilisation » ? Une meilleure santé, un moins mauvais accès à la culture, un peu plus de liberté, une instruction généralisée depuis les niveaux inférieurs jusqu'aux niveaux supérieurs. Donc globalement des possibilités accrues en extension et en compréhension du fonctionnement intellectuel de la Société-Epoque sous examen. Plus en extension qu'en compréhension ? Certes. Mais le quantitatif, arrivé à certains niveaux, entraîne des sauts qualitatifs. Bref, il y a plus d'agents capables de faire mieux et davantage, donc de résoudre partie des problèmes laissés en suspens lors de la précédente avancée technologique et, en conséquence, de relancer le progrès technique. Nous retrouvons notre point de départ, normalement à un palier plus élevé — des accidents exogènes peuvent inverser le résultat. Le mouvement est bien endogène et le modèle qui en rend compte dynamique.

42. Malgré de nombreuses entraves qui, au plus paisible, sont l'indexation retardée des salaires (avec perte de la moitié de l'indice-pivot), l'adaptation aux élévations des genre et niveau de vie (bloquées par l'Etat capitaliste au multiplicateur 1, c'est-à-dire la stabilité), la norme gouvernementale fixant le maximum des accroissements de revenu (y compris l'index et les augmentations barémiques d'ancienneté : 6,1% pour 1997-1998, ce qui donne une marge de liberté de 1% l'an).

Plus on avance depuis la révolution industrielle et plus le rôle de la recherche systématique devient important : grandes firmes, certes, mais, dans des proportions combien plus importantes, l'Etat qui assume l'essentiel de la recherche fondamentale et la quasi totalité de la formation depuis le gardiennage jusqu'aux universités. L'intersectorialité n'a pas cessé de s'ouvrir au politique. En 1981, nous n'hésitions pas à écrire : «*En fait, le ministère de l'Education nationale est en Belgique, par la nature des choses, l'authentique ministère de la production. Ses responsabilités sont à la mesure de son importance*»⁴³. Nous ne pouvons pas dire que nous ayons été entendu.

Chacun sait que la croissance ne se réalise pas de manière continue, mais qu'elle présente des alternances, certains disent des cycles. Notre modèle n'a-t-il rien à suggérer à ce propos ?

Examinant les deux orientations B' et B'' du modèle B et la première orientation C' du modèle C, nous constatons que rester dans l'intrastructuralité nous conduirait à une hypothèse intéressante sur les alternances majeures. Les diverses formes de «*récupération capitaliste*» à laquelle donne naissance le modèle B et les multiples façons de réduire les risques d'explosion sociale qu'engendre le modèle C' pourraient constituer les mécanismes structurels de passage d'un modèle à un autre, de B à C et de C à B⁴⁴. Une économie en situation de progrès technique et de croissance endogène fluctuerait naturellement entre un plafond de plein emploi et un palier au-delà duquel la paix sociale se verrait mise en cause, ce qui est insupportable au régime capitaliste, sans que l'on confonde paix et paix sociale.

Les phases contrastées d'une «*dynamique*» de la croissance socio-historique de type capitaliste s'avèrent très liées à certaines «*harmonies*» dépendant des facultés de compréhension

43. P. Lebrun, «*Les étapes techniques et économiques de la dialectique Université-Région*», dans *L'Université et la région*, Bruxelles 1981, p.29-44.

44. La situation créée par la seconde orientation du modèle B, soit B'', peut être affectée, perturbée, agressée et se retrouver grosse de la situation suivante : celle de la «*récupération capitaliste*» qui fera remonter p' en bloquant, avec l'aide de l'Etat que l'on habite, les salaires réels et la durée du travail. Le modèle C se profile.

d'abord, de compromis ensuite des parties en présence. On ne peut pas dire qu'en ce domaine, les protagonistes soient des premiers de classe. Ce qui nous ramène au primat de la plus-value, à la rage de l'exploitation, par conséquent aux pires dangers, rétrogradant les droits de l'homme au statut d'une idéologie.

Nous ne serions pas loin d'une manière nouvelle d'envisager l'alternance des cycles longs — dont la périodicité et l'ampleur n'auraient plus à présenter de constance, même relative, puisqu'elles dépendraient principalement des traits circostanteiels de successives «périodes» dites par analogie B et C, sans qu'une «période» dite A soit exclue.

Aujourd'hui, nous arrivons dans les stades ultimes du modèle C'. Le régime capitaliste s'est mis hors-la-loi dans la mesure, et elle est grande, où il s'est placé hors-sa-loi, dans la mesure où il a enfreint ses propres règles structurelles. Le verdict est d'autant plus sévère qu'il est strictement scientifique, sans la moindre connotation morale. Dans l'éventualité où le régime ne se rectifierait pas, capable pour ce faire de contrôler ses agents, nous assisterions à une dérive instable — non convergente — du régime capitaliste vers un état difficile à envisager : résultant d'une situation d'interstructuralité caractérisée par une «labilisation» des constantes structurelles, un élargissement important de la variance des paramètres, une variabilité des invariants, tous éléments d'un changement de structure qui se mettent en place sous nos yeux dans les six grands secteurs sociétaires que nous avons rappelés en débutant cet essai⁴⁵.

A long terme, l'accélération du progrès technique rend illusoire toute proposition scientifique⁴⁶. L'analyse de Marx, loin

45. Dans cette perspective, un certain nombre de bons esprits se mettent à penser tantôt à la fin du travail, tantôt à la fin du capitalisme — non sans un certain mélange des genres —, allant jusqu'à ébaucher une chronologie approximative et parler du prochain siècle.
46. Il est cependant des livres qui, malgré de compréhensibles faiblesses techniques, contiennent des pages d'un impressionnisme, d'un naturalisme ravageurs et en acquièrent une utilité indéniable. A titre d'exemple, on verra V. Forrester, *L'horreur économique*, Paris, 1996.

de multiplier les prévisions, nous conduit au seuil de l'avenir et nous lègue le mystère de son opacité.

l'accomplissement de l'intersectorialité et la tâche de l'historien

Nous avons résumé les articulations majeures de la dynamique de la croissance qu'autorise à nos yeux le modèle général de Marx en insistant sur les vecteurs d'intersectorialité. Il ne nous semble pas que, sauf exercices algébriques sans cesse reproduits, on puisse aller beaucoup plus loin sans améliorer la précision et la qualité des observations par un recours à de meilleurs documents, interrogés selon une grille de lecture plus fine, sans cesser de traquer les «personnes».

Nous appelons la méthode utilisée «prosopographique» d'une part afin de la distinguer de la monographie, de l'*Idealtypus*, de l'*Altsgeschichte*, d'autre part afin de conserver aux comportements leur couverture idéologique — notamment leur référence à une table de valeurs, centrée en l'espèce sur la méritocratie dont nous parlerons⁴⁷.

Les documents — principalement des archives d'entreprises et des actes de notaires — ne manquent pas et les observations qu'ont en peut tirer éclairent notre problème, mieux que toutes les «théories» du monde⁴⁸.

Nous privilégierons, parce que nous le connaissons moins mal, le cas de l'adoption des machines à filer la laine à Verviers, début de la révolution industrielle belge avec la mécanisation de la filature du coton à Gand. William Cockerill père, un *joiner* du Lancashire, se ballade sur le continent, du Danemark à la Russie, essayant d'être embauché pour construire des «mécaniques» à filer dont il a quelques idées. Un haut commis, Henri Mali, presque un sous-directeur, de la firme Simonis le rencontre par hasard. Le commis est hollandais et parle l'anglais. Il sait que Jean François Dieudonné, dit Iwan, Simonis, son dirigeant le plus important, est comme lui intéressé par

47. Nous ne sommes pas loin des «histoires de vie», chères à une certaine sociologie.

48. Par contre, celles-ci ne cesseront d'en tirer profit et de se reformuler toujours enrichies.

les découvertes anglaises du XVIII^e siècle, depuis peu passées du coton à la laine. Les deux hommes ont plusieurs conversations. L'Anglais est négligent, le Hollandais persévérant. Le premier pressé par le second arrive à Verviers en 1799-1800. Iwan Simonis seul, et non la firme, prend la responsabilité de l'opération car il connaît bien le métier — disent les rapports de l'époque⁴⁹. Cockerill est logé dans un local à part, nourri, entrete nu et les matières premières lui sont fournies aux frais d'Iwan Simonis. Cockerill travaillera une année pour mettre au point ses métiers à filer mécaniquement. Ces machines sont d'un type spécifique, tenant à la fois de la *water-frame* et de la *mule-jenny*, inventées pour la filature du coton, mais adaptées à celle de la laine — ces modèles sont connus et leur dessin publié, notamment dans les planches célèbres de l'Encyclopédie. Un contrat a été signé qui engage Simonis à acheter douze assortiments quand ils seront utilisables, à un prix élevé (12 000 francs l'assortiment), mais qui réserve aux firmes Simonis et Biolley — unies de multiples façons dont des relations familiales très étroites — la production de Cockerill. La famille Cockerill contournera ce contrat, vendra des machines à d'autres industriels de la région, puis s'installera en 1807 à Liège. Le beau-fils, J. Hodson, restera à Verviers où il continuera à fabriquer les nouveaux instruments en même temps qu'il ouvrira une filature spécialisée. Par ailleurs, des fabricants de draps se spécialiseront dans la fabrication des machines ou mèneront les deux activités de pair. Les draps s'expédient dans tout l'empire français et au-delà, les machines aussi.

Etablis à Liège, puis à Seraing en 1817, dans ce qui sera bientôt la plus grande usine du monde au dire des voyageurs anglais, les fils de William Cockerill, puis John seul (1790-1840), inonderont le continent de leurs machines, mécaniques et pièces diverses, puis machines à vapeur, enfin locomotives et matériel ferroviaire. Tout cela à partir de modèles importés d'Angleterre, mais devenu rapidement belges à part entière, profitant de nos houillères et de nos hauts-fourneaux. L'usine de Cockerill sera un centre important d'écologie et un puissant levier de propagation aux travers des réseaux intra-régionaux

49. Un texte officiel du 12 janvier 1812 le décrit : «42 ans, 5 enfants, 50 000 francs de revenu. Connaît bien son état. Fortune de plus de 2 000 000 francs. Instruction circonscrite, mais connaît bien la fabrique. Ses passions : un peu la chasse», Archives nationales de France à Paris, F(1) C(III) 6, Ourthe.

et inter-régionaux sur lesquels se construit la révolution industrielle belge, la première du continent. Cette révolution industrielle s'allonge de Gand à Verviers, le long du sillon Haine-Sambre-Meuse-Vesdre, avec des connexions vers Bruxelles où se constituent les premiers établissements financiers du monde qui osent unifier l'épargne censitaire, le crédit à court terme et les prises de participation dans les industries, vers Bruxelles encore d'où partent, selon une croix Est-Ouest et Nord-Sud, les lignes du réseau du chemin de fer le plus dense et le plus national du monde, une création originale de grands «entrepreneurs publics» belges, procurant des débouchés à toute l'industrie nationale par le jeu des multiplicateurs sectoriels⁵⁰.

Les fabricants verviétois dont nous sommes partis avaient une comptabilité en partie double parfaitement tenue et un ensemble très complet de livres de commerce qui nous ont été conservés pour une petite dizaine de firmes. Le métier était aussi bien connu qu'il était possible à l'époque et couvrait une vaste zone géographique tant à la vente qu'à l'achat. Il était donc parfaitement possible d'évaluer et de contrôler

50. Ces phénomènes de «réseau» ont été mis en lumière depuis longtemps et ont souvent été traités dans la perspective des pôles de croissance et des régions entraînant. Les grands textes sont de François Perroux, pour nous limiter à un nom, et datent des années 1950. Nous avons utilisé cette grille de lecture dans notre ouvrage collectif *Essai sur la révolution industrielle en Belgique 1770-1847*, Bruxelles, 1979, 2^e éd. 1981. Aussi sommes-nous quelque peu étonné de voir les Américains découvrir l'Amérique en des termes connus : «...il nous faut comprendre le progrès technologique comme un phénomène de «réseau», s'entretenant des actions conjuguées d'un grand nombre d'acteurs en interaction, et il s'agit aussi de comprendre que les réseaux technologiques américains avaient un caractère national accusé», G. Wright, «Les fondements historiques de la domination économique américaine», dans *Annales*, mai-juin 1998 (p.539-567), p.546, article présenté comme donnant une vision d'un des éléments actuels de renouvellement de l'historiographie américaine, après la *new economic history* — aujourd'hui sur le déclin. Cette habitude de la nouveauté à tout prix — qui, le plus souvent, n'est là que comme masque paradigmatique de l'arrivisme des scientifiques — fait le plus grand tort à nos disciplines. Les Américains en l'occurrence cherchent ailleurs ce que la *business history* et l'*entrepreneurial history*, largement reprises aujourd'hui, leur apportaient comme *satisfecit* d'originalité. C'est du reste dans le cadre de ces recherches qu'il faut situer les idées défendues au texte.

les risques d'une opération fût-elle de grande envergure. On ne s'y risquait d'ailleurs que progressivement. Base commerciale et comptable solide, connaissance de la technique existante, curiosité des nouveautés techniques, assimilation de leurs spécificités, calcul de leur rendement comparé aux économies sur les salaires, exigence réduite de financement — l'économie sur les salaires payant les investissements en techniques nouvelles qui éliminent une partie importante de la main d'œuvre —, évaluation des risques réduits de violences de la part d'ouvriers dispersés dans les campagnes et travaillant à domicile, maîtrise du pouvoir politique communal et de la police urbaine, tel était sans doute un objet important des conversations que les Simonis, de par leur vie familiale dense, ne cessaient d'avoir entre eux et avec leur commis Henri Mali, devenu un intime, telles étaient aussi les raisons qui les poussaient à examiner régulièrement les progrès des travaux de Cockerill, en même temps qu'ils se familiarisaient avec ces célèbres mécaniques anglaises, elles qui devenaient petit à petit les leurs et dont ils s'apprêtaient à amplifier la vie quand elles seraient nées. Ils en rêvaient peut-être. Certainement pas en proportion de ce qui allait advenir : la modernité tout simplement.

Fabricants de draps verviétois, les Cockerill et autres charbonniers et métallurgistes liégeois, charbonniers, métallurgistes et verriers hennuyers, gens du textile gantois, banquiers bruxellois, ingénieurs de l'Etat — tous ces personnages dont les archives nous sont en partie conservées — forment un monde à découvrir, un monde de connaissances, un monde de croyances, un monde de pouvoirs, un monde d'intérêts, bref un monde de personnes dont l'œuvre fut à la fois singulièrement individuelle et singulièrement collective, unique et générale, dans un petit univers dense et acharné à la tâche, sans grand scrupule pour les petits, les obscurs, les sans grade, ceux qui marchent toujours et jamais n'avancent, ceux dont l'exploitation indiscutable finance la grandeur tout aussi indiscutable des autres, univers déchiré qui se sert des pires tourments pour s'extraire de la misère, univers élitiste où la méritocratie procure un paravent à de graves dérèglements⁵¹.

51. Soucieux de la prospérité de l'industrie régionale et ardents au combat contre le clérical, les libéraux verviétois se révèlent, en revanche, indifférents à l'égard de la misère ouvrière. Sans doute ne l'ignorent-ils pas, mais ils l'attribuent invariablement à l'imprévoyance. Que l'on instruisse l'ouvrier et celui-ci trouvera en lui même les remèdes

(suite de la note 51) à ses propres maux : «il connaîtra le prix du temps, la nécessité de l'économie, le danger des excès, les plaisirs de l'union, les charmes de l'aisance, les douceurs de la médiocrité, le calme de la sagesse et le bonheur de la vertu». Mais surtout que l'«on se garde bien d'établir des contrastes entre les gros bénéficiaires que les industriels réalisent et les misérables salaires qu'ils allouent à leur travailleurs». Car c'est «chercher le mal où il n'est pas : un ouvrier qui a des habitudes d'ordre, qui travaille six jours pleins par semaine et qui ne dissipe pas le quart ou la moitié du prix de ses salaires dans les estaminets, cet ouvrier peut non seulement pourvoir à toutes les nécessités de la vie, pour lui et pour sa famille, il peut encore faire des épargnes et se mettre à l'abri, par là, de toutes les suspensions momentanées d'ouvrage». D'ailleurs, cette misère n'est-elle pas source de bonheur pour l'ouvrier ? Celui-ci en effet «trouve dans son état de gêne même un soulagement : l'impuissance où il se trouve de donner à ses enfants une position sociale autre que la sienne, l'impossibilité de s'élever lui-même le distrait des rêves d'ambition. Il sait que ses enfants ont comme lui des bras pour gagner leur pain, aussi ne se préoccupe-t-il guère de leur sort à venir : exempt de tout désir d'élévation pour ses enfants comme pour lui-même, il se contente de vivre, et meurt sans avoir connu les déceptions», extraordinaires passages d'après les journaux libéraux de Liège et de Verviers, 1838-1840, reproduits par M. André Zumkir dans un ouvrage exceptionnel en même temps qu'un merveilleux livre, œuvre d'une vie, *La genèse des partis politiques dans l'arrondissement de Verviers à l'époque du suffrage censitaire (1831-1893)*, 3 volumes, Liège, 1997, t. I, p.36. Mais il faut mesure garder et, à relire l'opuscule de A.-J. Lepas, nous sommes conforté dans l'opinion que le capitalisme belge, tout capitalisme qu'il était indiscutablement, respectait les règles fondamentales de sa structure, en tout cas à Verviers, *Coup d'œil sur la situation de la classe ouvrière de Verviers*, Bruxelles, 1844. Septante ans plus tard, l'esprit est resté le même si l'expression est moins brutale : «Ce n'est plus à présent des femmes et des enfants seulement qu'il s'agit, c'est du travail des adultes dans toutes les industries auquel on prétend s'attaquer en le limitant sous prétexte de le protéger... liberté du travail des adultes que nous avons toujours regardée comme indispensable à la prospérité du pays... liberté humaine, la première et la plus imprescriptible des propriétés !», *Rapport général de la Chambre de commerce de Verviers sur la situation du commerce et de l'industrie de l'arrondissement de Verviers pendant l'année 1908*, Verviers, 1909, p.10. Tous les mots sont à peser. Mais ne doit-on pas se souvenir qu'au lendemain de la guerre, la Belgique a encouragé une immigration très peu accueillante et, pendant les années 1960, la féminisation du travail, évidemment répercutées l'une et l'autre dans les 1 100 000 chômeurs d'aujourd'hui. Selon Marx, le salaire dû est un salaire familial, parallèlement à la reproduction de la force de travail. Aujourd'hui, on fait croire aux jeunes qu'il faut gagner deux salaires pour disposer d'un revenu correct. En fait, il faut que quatre bras travaillent pour gagner un salaire : des méfaits de l'idéologie !

Faut-il continuer ? Nous pourrions le faire durant des pages et des pages. Sont là qui n'attendent que leur exploitation — nous citons en vrac — les premiers livres de correspondance de fabricants de machines (Cockerill, Hodson, Vondembruck) qui permettent de suivre les modes d'acquisition, d'adaptation, d'invention, de propagation des nouveautés, le grand livre des machines vendues par Cockerill, les bilans personnels annuels de Iwan Simonis, l'innovateur des mécaniques à filer la laine, de 1802 à 1822, avec ses commentaires, la description technique de ses établissements vers 1845 par H. Peltzer, fabricant de draps, accompagnée de ses conseils pour une bonne gestion, en ce compris l'omniprésence en fabrique et l'espionnage industriel⁵², l'inventaire (réalisé du 30 mai au 26 novembre 1845) des biens meubles des immeubles de l'entreprise Lieutenant-Peltzer, les livres comptables à remettre en forme synthétique d'une dizaine de firmes à Verviers, et autant pour Gand et de même pour les autres activités et les autres régions, les comptes de profit et perte, les bilans et les comptes rendus annuels, publiés, de la Société générale et de la Banque de Belgique — les deux grandes institutions financières bruxelloises qui décidèrent, innovation mondiale (1832-1834), de prendre des participations dans les entreprises industrielles —, le livre intitulé : «procès-verbaux des séances entre patrons et ouvriers» (qui se tinrent tous les huit ou quinze jours du 2 octobre 1870 au 14 octobre 1872) à Verviers et dans les environs. Nous avons à peine évoqué la fine pointe émergée de l'iceberg⁵³. Mais nous avons certai-

52. «Lorsqu'on confrère fabricant réussit bien un procédé, il faut le découvrir absolument, soit en le cherchant, soit en le découvrant par des agents ou par ouvriers surtout... Chaque atelier doit avoir son contre-maître, chacun doit avoir sa spécialité et chacun sa vocation... Quand on va aux Moussets (une fabrique), il ne faut surveiller qu'une branche de la fabrication en un jour... Le matin est la meilleure heure pour faire une promenade en fabrique. La tête est claire et alors on découvre les imperfections...» Etc, etc. Proches, très proches de la fabrication. Un carnet de notes d'un voyage fait en 1835 en Angleterre par A. Simonis explique comment l'industriel s'y prend pour voir et retenir les procédés étrangers : quelle connaissance préalable il y faut.

53. Madame H. Coppejans-Desmedt nous a donné un remarquable instrument de travail (*Guide des archives d'entreprises conservées dans les dépôts publics de la Belgique*, Bruxelles, 1975, 358 pages) et l'a depuis lors complété.

nement rencontré les espoirs de J.A. Schumpeter, espoirs de la découverte des réponses créatives, de l'indéterminisme qu'elles engendrent, de l'esprit capitaliste qui les inspirent⁵⁴.

Quand les documents de ce genre seront dépouillés, on pourra commencer à parler de gnoséo-politico-économie, d'intersectorialité, de dynamique socio-historique et de croissance endogène. Imagine-t-on ce que nous pourrions comprendre à l'analyse d'un «journal» qu'aurait tenu W. Cockerill en 1800-1801 — et qui nous aurait été conservé —, relatant ses problèmes journaliers de mise au point de ces damnées mécaniques qu'il faut adapter à la laine, qu'il faut compléter par des pièces faites sur place ou que l'on doit retourner chercher en Angleterre, mémorisant les visites de Henri Mali, l'intermédiaire auquel il avait fait des promesses à Copenhague où il l'avait rencontré, faisant ses commentaires sur Iwan Simonis, le bailleur de fonds impatient, découvrant le monde des machines en même temps qu'il révélait celui de la laine — à moins qu'il ne reste à la fois curieux, méfiant et secret, etc.⁵⁵

D'ici-là, faudra-t-il se résigner à se limiter au vecteur majeur que nous avons isolé : d'un progrès technique à un autre progrès technique grâce aux rapports de force qui assurent la cinquième affectation de la plus-value, celle qui élève le «degré de civilisation», partant élargit les connaissances technologiques et rend plus probable la découverte de la solution aux problèmes techniques que le progrès technique précédent a laissés pendants — l'Etat, donc un aspect du secteur politique, jouant un rôle variable aux différents points de jonction des mécanismes (niveau de vie, durée du travail, instruction, aide à la recherche)? Non, puisque la prise de conscience est engagée, la problématique établie, le travail commencé.

54. J.A. Schumpeter, «The creative response in economic history», dans *The journal of economic history*, nov. 1947, pp.149-159.

55. C'est tout cela que nous nous proposons de mettre à la disposition du public dans les prochains volumes, consacrés à la révolution industrielle belge, de la collection «Histoire quantitative et développement de la Belgique au XIX^e siècle», publiée sous le patronage de l'Académie royale de Belgique.

conclusion

Nous devons quitter, écrivions-nous, le stade d'un modèle uniquement économique, donc intrasectoriel, avec la prise en compte de l'amont des mécanismes économiques — donc de l'aval des mécanismes gnoseologiques — quand la technique sert de point de départ à ceux-là ou avec la prise en compte de l'aval des mécanismes économiques — donc de l'amont des mécanismes gnoseologiques — quand l'économie sert de point de départ à ceux-ci. C'est chose faite.

La complexité gnoseo-politico-économique a été placée sous examen qui exigeait l'étude de ces novateurs «pleins», sièges à la fois de la prise en compte des réalités assurant le calcul économique et d'un «esprit technique» qui va de l'«ouverture d'esprit» à la «technicomanie», en passant par l'«intérêt», la «curiosité» et l'«avidité» — on se rappellera la célèbre distinction de A.P.Usher entre les *acts of skill* et les *acts of insight*⁵⁶. Esprit technique et calcul économique, différemment aigus et différemment dominants, unis de façons variables, jouent dans des circonstances multiples, le jeu difficile et risqué de la nouveauté. Enfin les multiples réseaux de rapports de force interfèrent naturellement dont ces novateurs connaissent les subtilités, où ils savent se situer, qu'ils manipulent sans complexe, les liant aux anciens statuts personnels et aux actuels états familiaux. La méritocratie assure à l'ensemble une justification qui dérive des attachements conscients et inconscients aux valeurs et qui permet les continuités par descendance directe ou indirecte, en même temps qu'elle valide tous les types de cooptation. L'union de celle-ci et de la méritocratie est la forme ultime de transmission du pouvoir capitaliste et de pérennité du régime.

Relancé au niveau individuel, le progrès technique, à composantes politiques, doit s'imiter et se propager dans le secteur économique — en dehors de toute hypothèse de linéarité. Il le fera au cours de la phase d'accumulation de la plus-value en capital (investissements nets ou amortissements) lorsque des capitalistes, naturellement calculateurs et innovateurs, au

56. Renvoyons simplement à A. P. Usher, *A history of mechanical inventions*, 2^e éd. révisée, Harvard, 1954 (1^{re} éd. 1929); M. Dumas, *Histoire générale des techniques*, t. III, Paris, 1968; B. Gille, «Prolégomènes à une histoire des techniques», dans *Revue des mines et de la métallurgie*, 1972, pp.3-65.

courant des machines disponibles, des prix et de la situation des marchés, adopteront les nouvelles techniques parce qu'ils les jugeront devoir être bénéfiques à leur plus-value — sorte de plus-value différentielle, ou monopolistique, qui partitionne le groupe des capitalistes. Bénéfiques pour combien de temps ? Le temps que durera leur quasi-monopole, que s'adapteront les nouveaux prix, que résisteront les inadaptés, que les biens des faillis auront été rachetés à des conditions particulièrement avantageuses, que les travailleurs auront obtenu une part supplémentaire du gâteau.

De tels événements ramèneront naturellement le même type de situation de départ que celui dont nous sommes parti, où le problème se pose de l'assimilation du progrès technique par la Société-Epoque considérée, dans un climat de confrontation entre la plus-value et le capital variable, rallumant toutes les guerres que des rapports de forces aux mille facettes peuvent générer et entretenir.

A chaque fois, le groupe des capitalistes se réduira, donnant naissance à des concentrations de formes diverses ainsi qu'à des statuts multiples de laissés-pour-compte.

L'intersectorialisation s'effectue par le mécanisme ambigu de la cinquième affectation de la plus-value. Ce qui favorise cette affectation amplifie normalement le progrès technique et la croissance et engendre un effet auto-expansionniste qui se relie directement à une prise de conscience des capitalistes. L'inverse est tout aussi vrai, l'effet est auto-dépressif et se relie à une frilosité des capitalistes.

De la sorte, nous avons dépassé les problèmes étriqués de la «croissance économique endogène» pour nous replacer dans le cadre socio-historique global d'un système où tout s'articule véritablement et s'autogénère naturellement. Que des hommes et des mentalités soient au rendez-vous, et non seulement des «mécanismes», nous en sommes ravis⁵⁷.

57. Ressources humaines», «capital humain», diront les économistes et leurs disciples sociologues, tous en mal de termes souverains. S'ils y trouvent plaisir.

rapports de production et structure de classe du capitalisme 150 ans après

gérard duménil et dominique lévy*

résumé

150 ans après, force est de constater que l'histoire n'a pas confirmé le point de vue catastrophiste du Manifeste, soulignant l'accentuation des contradictions du capitalisme et la survenue de la révolution. Elle démontre en fait la pertinence d'un autre schéma analytique du Manifeste, celui décrivant l'émergence des rapports capitalistes au sein du féodalisme. L'histoire se répète : le mode de production capitaliste donne naissance à un nouveau mode de production, distinct du socialisme, dont la classe dirigeante est celle des cadres. Nous le nommons cadrisme. Le capitalisme contemporain est une société hybride où se combinent rapports capita-

*. Respectivement :
MODEM-CNRS, Université de Paris X-Nanterre, 200, av. de la République, 92000 Nanterre, France. Email : gerard.dumenil@u-paris10.fr.
CEPREMAP-CNRS, 142, rue du Chevaleret, 75013 Paris, France.
Email : dominique.levy@cepremap.cnrs.fr.

listes et cadristes, encore sous la domination des capitalistes. Cette analyse rejoint donc certaines thèses concernant le capitalisme managérial, qu'on préfère appeler capito-cadristisme. Comme le soutenait le Manifeste, ce sont les crises structurelles récurrentes du capitalisme qui sont les moteurs de ces transformations des rapports de production. Cette étude analyse ainsi la genèse des rapports cadristes à travers : (1) la crise de la fin du XIX^e siècle, qui commanda la révolution managériale; (2) la crise de 1929, qui suscita la révolution keynésienne; (3) la crise contemporaine, où la réaffirmation du pouvoir des capitalistes (de la finance) dans le néolibéralisme développe encore l'emprise des cadres sur l'économie, mais la resoumet aux impératifs de la maximisation du taux de profit.

introduction

1848: le *Manifeste communiste* annonçait la fin du capitalisme. Les contradictions du système ne faisaient que s'exacerber; les crises devenaient de plus en plus fréquentes et profondes; le salaire était maintenu au plus bas niveau; les classes intermédiaires traditionnelles étaient condamnées à disparaître.

1998: le capitalisme triomphe avec le néolibéralisme. Toute l'activité économique a été recentrée vers un but unique: la rémunération des propriétaires des moyens de production, et les marchés financiers ne s'y trompent pas; l'échec des pays socialistes fait la démonstration de l'absence d'alternatives; l'avenir capitaliste est radieux.

Ceux qui refusent de voir les choses de cette manière mettent en avant les dysfonctionnements du capitalisme contemporain, et la tâche est aisée¹. Les inégalités tendent à s'accroître dans les pays développés, de même qu'entre pays. Une partie du tiers-monde s'enfoncé dans la misère. L'Euro-

1. Voir, par exemple, S. Amin, 1996.

pe se débat avec le chômage et l'exclusion. Aux  tats-Unis, le coût de l'efficience est considérable même vis-à-vis de la société américaine. Engagés sur cette voie de la critique radicale, certains vont jusqu'à reproduire la démarche du *Manifeste*. Se plaçant délibérément sur un plan planétaire, ils soulignent que les contradictions du monde capitaliste vont en s'accroissant, qu'il s'agisse de l'appauvrissement d'une large fraction de l'humanité ou des ravages écologiques d'une croissance non contrôlée : le point de rupture sera tôt ou tard atteint. Ces visions se combinent volontiers à la thèse de l'imminence d'une crise systémique, d'origine essentiellement financière.

Il existe une autre manière de voir les choses, qui entretient également des rapports très étroits avec la démarche du *Manifeste*. Elle n'exclut pas l'éventualité de crises graves, mais elle fait sienne la capacité du système à surmonter périodiquement ces conflagrations au prix de certaines transformations. Ces ajustements récurrents commandent l'évolution des rapports de production et des structures de classes. L'échec du prolétariat dans sa tentative de se porter au pouvoir puis de mettre au monde une société sans classes, n'a pas fig  définitivement les rapports sociaux. Le capitalisme n'est pas la fin de l'humanité. On peut résumer cette vision en quelques mots : *l'histoire continue*.

Quel est le sens de cette évolution ? Pour l'appréhender, il faut se ressaisir d'une ambiguïté fondamentale du projet socialiste. Ce projet possédait en fait deux aspects trop souvent confondus. Le premier était la volonté de dépassement de ce qu'il était convenu d'appeler *l'anarchie capitaliste*. Il s'agissait de construire une société, en particulier une économie, organisée rationnellement. Les crises devaient être supprimées ; le fonctionnement du système productif devait être rendu compatible avec l'élévation du niveau de vie des travailleurs ; mieux, il devait y tendre. La propriété privée des moyens de production y faisait obstacle : elle devait donc être supprimée. Le second aspect, le plus ambitieux, était *l'abolition des classes*. La révolution prolétarienne, à travers des phases de transition plus ou moins bien définies d'ailleurs, devait produire les deux effets².

2. G. Duménil, D. Lévy, 1998.

La thèse qu'on soutient ici est que la transformation des rapports de production dans le capitalisme moderne témoigne de l'avancée de certains aspects de la première composante du projet socialiste, celle concernant l'efficacité. Cela ne signifie pas, bien entendu, que les fluctuations du cycle conjoncturel aient disparu, que le capitalisme ne traverse plus de longues crises structurelles, ni que la dynamique du système tende à l'amélioration du bien-être général et davantage de justice. Mais des formes de contrôle et d'organisation, de planification, sont progressivement mises en place, témoignant de la continuation de ce processus de *socialisation* que Marx identifiait déjà dans le capitalisme. Concernant les classes, cette évolution ne commande pas leur abolition, mais l'émergence d'une nouvelle structure de classe et d'une nouvelle classe dirigeante, celle des cadres, à côté des capitalistes. En reprenant la thématique du *Manifeste*, on peut même affirmer que la production capitaliste engendre en son sein un nouveau mode de production, tout comme la production capitaliste était sortie progressivement des entrailles du mode de production féodal. Nous l'appelons *cadriste*, du nom de sa classe dirigeante.

Il s'agit là évidemment une révision considérable de l'analyse de Marx et d'Engels. Mais elle renoue avec de nombreux aspects de leur problématique : la succession des modes de production, l'homologie entre modes de production et structures de classe, l'importance des luttes de classe, la théorie de l'État, la dialectique des tendances et contretendances, etc.

On peut d'abord signaler rapidement ce que cette étude ne fait pas. En premier lieu, elle laisse de côté l'éclairage nouveau que cette révision jette sur l'expérience des pays socialistes, comme tentatives avortées d'ouvrir une voie radicale vers une telle société cadriste; elle ne discute pas des leçons qu'on doit tirer de cette expérience vis-à-vis de la question fondamentale de l'abolition des classes. En second lieu, elle ne tente pas de rendre compte des théories managériales, directoriales, technocratiques, etc., qui avaient mis au centre de leurs interprétations de la dynamique historique de nos sociétés, la montée d'une nouvelle classe de cadres et sa possible émancipation vis-à-vis des propriétaires capitalistes³.

3. Notamment A. Berle, G. Means, 1932; J. Burnham, 1969; A.D. Chandler, 1977; J.K. Galbraith, 1969; T. Parsons, 1954; T. Veblen, 1983.

L'analyse qu'on présente est tout entière tournée vers l'interprétation du *devenir du capitalisme*. En préalable à ces développements, la première partie reprend la démarche du *Manifeste* de manière un peu plus explicite que cette introduction. Les trois parties suivantes décrivent les étapes de l'émergence des rapports de production du capitalisme contemporain. On les localisera : (1) dans les transformations de l'entreprise (la révolution managériale, c'est-à-dire de la gestion); (2) dans les nouvelles formes de l'intervention étatique (par extension, la révolution keynésienne); (3) dans les caractères du présent épisode néolibéral. Ces trois parties donnent progressivement un contenu à la requalification du capitalisme contemporain comme capito-cadrisme. Par *capito-cadrisme*, nous entendons une société hybride où coexistent rapports de production et structures de classe capitalistes et cadristes, sous la domination des propriétaires capitalistes, et où certaines formes de socialisation ont été établies.

la révolution nécessaire

Le soin avec lequel Marx et Engels rappelèrent les conditions de l'apparition des rapports de production capitalistes au sein de la société féodale est frappant. La classe capitaliste dans sa phase ascendante fut présentée comme révolutionnaire, dans le *Manifeste*. Prise pendant longtemps dans le carcan des rapports féodaux, elle ne put s'en dégager que très progressivement et à travers de formidables convulsions révolutionnaires. Cette attention n'était pas surprenante : la transition entre féodalisme et capitalisme constitue le champ d'observation principal où Marx et Engels avaient forgé les outils fondamentaux de leur théorie du développement social. On sait quel rôle joua l'étude de la révolution française dans la formation de leur pensée. Tout était là, la dialectique des forces productives et des rapports de production (le carcan des corporations), les classes (noblesses, serfs, paysans et bourgeois), les luttes de classe (des classes dominées, et entre fractions dirigeantes), et la théorie de l'État (de la monarchie absolue), jusqu'aux principes communistes de l'émancipation humaine de Gracchus Babeuf (où l'égalité économique était érigée en condition de la liberté en général). La bourgeoisie allemande ne s'était pas encore émancipée des rapports féodaux, malgré les coups de butoir napoléoniens. Cet intérêt pour l'émancipation bourgeoise avait donc plu-

sieurs justifications, à la fois champ d'observation et de mise au point des outils théoriques et enjeu politique d'actualité dans une partie de l'Europe.

L'analyse du *Manifeste* était extrêmement fine et nuancée, surtout si on la lit à la lumière des œuvres politiques ultérieures de Marx. Les relations étaient décrites comme à double sens : la bourgeoisie y était tour à tour présentée comme le résultat et l'artisan des transformations des rapports de production. Le dosage entre le poids des déterminants économiques, les rigidités institutionnelles (des corporations, par exemple) et les luttes politiques était très savant, toujours modéré.

Marx et Engels tirèrent de cette analyse une conclusion essentielle. L'histoire devait se répéter sur un point : les rapports de production capitalistes allaient progressivement s'affirmer comme des entraves à la progression des forces productives, comme les rapports féodaux vis-à-vis du capitalisme naissant. La révolution prolétarienne devait balayer ces limites. L'analogie n'était pourtant pas complète. Alors que les rapports féodaux avaient paralysé le développement des forces productives et la maturation des rapports capitalistes, ces derniers recélaient un potentiel explosif. Cela se manifestait, selon Marx et Engels, à un double point de vue : politique et économique.

Au cœur des tensions politiques se trouvaient les affrontements entre les classes. Alors que l'analyse de l'émergence des rapports capitalistes mettait principalement en scène les fractions des classes dominantes, féodales et capitalistes, tout devait se jouer, concernant la fin du capitalisme, entre capitalistes et prolétaires. Le mode de production capitaliste simplifiait tous les antagonismes de classes, au profit de cette confrontation (les classes intermédiaires étaient éliminées par la logique implacable de l'accumulation et de la concentration capitaliste).

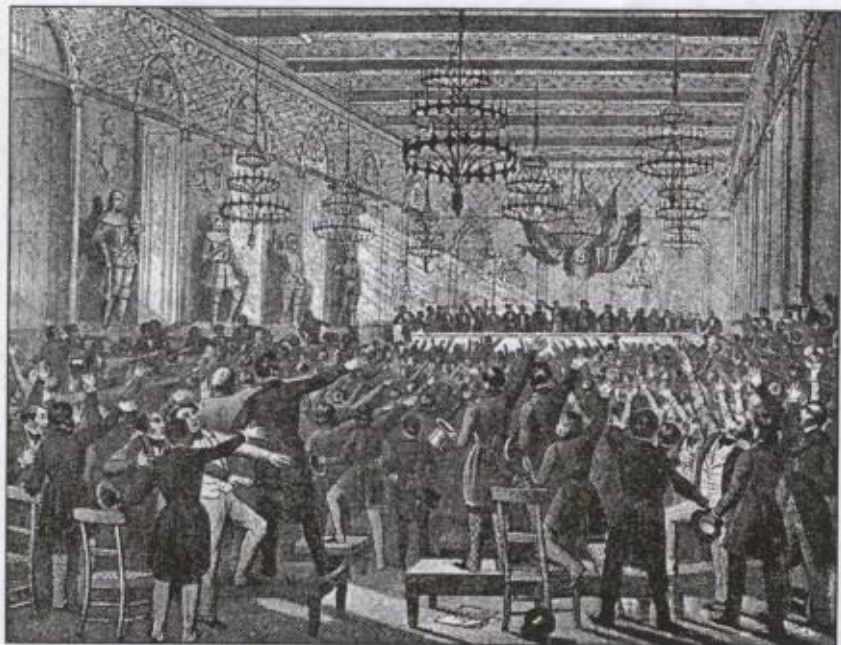
Les conditions de cet ultime assaut devaient être créées par la récurrence des crises et la perpétuation d'une position sociale intolérable pour le prolétariat. Les crises étaient décrites comme l'expression d'un double processus : d'une part, le capitalisme suscitait un développement impétueux des forces productives, d'autre part, il était incapable d'en assu-

rer la maîtrise. Quant à la condition prolétarienne, le salaire était ramené au minimum vital, et le travail des femmes et des enfants, jugé moins qualifié, donc moins coûteux, substitué à celui des hommes. L'évolution du capitalisme vers un paroxysme de tension sociale devait déterminer les conditions de sa disparition : une lutte révolutionnaire sans merci, débouchant sur l'élimination de la classe capitaliste.

Malgré la grande subtilité du cadre analytique, le *Manifeste*  tait un programme révolutionnaire. Il laissait peu de place à des compromis, à une voie réformiste. Face à la poussée des luttes prolétariennes, les capitalistes semblaient dénués de toute capacité d'adaptation. Cette incapacité était pourtant en contradiction avec certaines remarques du *Manifeste* soulignant la formidable aptitude de la bourgeoisie à la transformation⁴. L'histoire a bien confirmé cette dernière intuition de Marx et d'Engels : le capitalisme n'a cessé de se transformer. Ce n'est pas tant que le diagnostic porté sur le système était erroné, ou qu'il n'envisageait qu'une face de la réalité, selon le procès que le révisionnisme bernsteinien fit au *Manifeste*. Les tendances détectées dans le fonctionnement du capitalisme étaient largement justifiées, bien que les outils d'analyse économique que possédaient alors Marx et Engels étaient encore peu  labor s⁵. Ce qui faisait problème dans la démarche du *Manifeste*, c'était l'absence de problématisation des effets de la crise.   suivre ses auteurs, chaque crise en préparait d'autres encore plus grandes jusqu'à l'écroulement du capitalisme. Ils se gardaient bien d'envisager des métamorphoses moins radicales qu'une révolution prolétarienne. L'histoire du capitalisme fut, à l'inverse, celle de la succession des métamorphoses du système à travers ses crises. Les contre-tendances ne furent pas de simples corollaires des tendances, mais l'effet des tensions, visant à leur dépassement. Les transformations majeures furent douloureuses, faisant suite à des crises profondes et durables. Ce sont les crises qui engendrèrent le changement, mais pas nécessairement l'explosion révolutionnaire.

4. «Ce qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continu de toutes les institutions sociales, bref la permanence de l'instabilité et du mouvement». Marx K., Engels F., 1963, p.164.

5. En 1848, Engels avait une connaissance remarquable du fonctionnement du capitalisme, mais peu théorisée. Marx n'en était encore que tout au début de son étude de l'économie politique.



Le congrès de fondation du Parti libéral.
Hôtel de ville de Bruxelles 14 juin 1846.

En l'absence de prise du pouvoir du prolétariat, le capitalisme s'est adapté. La somme de ces transformations n'est pas nulle ou indéterminée dans ses directions, l'une compensant l'autre ou s'ajoutant à l'autre selon un ordre aléatoire. L'ensemble des ajustements compose la mutation. Cette mutation a un sens, celui de l'histoire. La suite de cette étude prétend en définir le contenu, en marquer les étapes correspondant à la succession des grandes crises structurelles, de la fin du XIX^e siècle, des années 1930 et de la fin du XX^e siècle (une section est consacrée à chacune de ces étapes)⁶.

les cadres dans l'entreprise — la révolution managériale

On ne tentera pas ici d'évaluer les chances d'une révolution prolétarienne au milieu du XIX^e siècle, ni de spéculer sur le type de société auquel elle aurait pratiquement abouti. La période cruciale de ce point de vue fut celle qui entoura la Première Guerre mondiale. Elle ne mit pas le prolétariat sur la voie de son émancipation, ni sur celle de l'éradication des rapports de classe en général. Cela ne signifie pas que le capitalisme traversa ces années sans subir d'importantes transformations. Celles que nous allons décrire maintenant étaient déjà en gestation dans le capitalisme de la seconde moitié du XIX^e siècle, mais elles ne furent véritablement mises en œuvre qu'au tournant du siècle. On y décèle deux aspects majeurs (section I). Le premier fut la séparation de la propriété et de la gestion et l'émergence des nouvelles classes de gestionnaires, les cadres et employés; le second fut l'accroissement de la distance entre le travailleur et son travail, le processus de dépossession souvent décrit faisant du travailleur l'appendice de la machine. On va décrire ensuite les conditions de ces évolutions dans le contexte de la société américaine où elles furent poussées le plus loin (section II).

6. A propos des crises et bouleversements antérieurs, comme la crise de 1848, contemporaine de la parution du *Manifeste*, voir dans ce numéro des *CM* l'article de Francis Bismans.

I. rapports de production et structures de classe du capitalisme du XX^e siècle

La grande métamorphose des rapports de production à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e fut la *séparation de la propriété et de la gestion*. Ses conséquences furent considérables. A la figure traditionnelle du capitaliste à la fois propriétaire et gestionnaire de la firme, se substitua une configuration duale. La propriété devint le fait des actionnaires, et les tâches de gestion furent confiées à des états-majors de cadres et d'employés, salariés de la firme. C'est là le fait majeur, mais ces transformations méritent un examen plus approfondi.

(1) Le contrôle quotidien de la production et de la commercialisation requiert un ensemble de tâches concernant la mise en place des procédures et leur progrès, le choix des productions et de leur volume, l'embauche et le licenciement, les approvisionnements, la comptabilité, la vente, etc. Mais ces tâches ne définissent qu'une partie de l'activité du capitaliste traditionnel, celle qui est directement liée à la firme. Il en existe une autre qui concerne l'accumulation du capital et son allocation entre diverses activités, diverses firmes. Ces tâches renvoient à ce que les classiques et Marx appelaient la *mobilité du capital*⁷. Où et combien investir selon les perspectives de rentabilité? Il y a dans ces opérations un aspect comparatif très important qui les situe, en quelque sorte, au-dessus de l'entreprise individuelle, même si les activités d'une entreprise peuvent être déjà différenciées. Il faut, à cette fin, collecter une information spécifique et faire des choix. Face aux entreprises du système productif, s'est ainsi constitué un ensemble d'institutions financières, *la finance*, où des institutions en cachent d'autres, et où des institutions cachent des individus. La séparation de la propriété et de la gestion permet ainsi le développement de ce deuxième aspect de la fonction capitaliste, son épanouissement institutionnel si l'on peut dire. Il ne faudrait donc pas voir dans la distance prise par les propriétaires vis-à-vis des firmes, un processus purement passif, permettant aux capitalistes de se dégager des charges de la gestion : cette évolution possède également un aspect posi-

7. G. Duménil, D. Lévy, 1996, Première partie.

tif, la maturation d'un aspect central de la fonction capitaliste⁸.

(2) La délégation des tâches de gestion des entreprises à des cadres et des employés aboutit à la constitution de grandes structures pyramidales, fortement hiérarchisées, et organisées en divers services. Il faut en souligner deux caractères. En premier lieu, cette gestion collective se doubla d'une division des tâches au sein de ces  tats-majors, concentrant la conception et l'initiative au sommet de la hiérarchie, et l'exécution à l'autre extrémité. Cette polarisation fut l'expression d'une nouvelle figure de pouvoir. En second lieu, l'organisation des firmes selon ce modèle managérial porta   un haut degré de développement de nouvelles formes de coordination des activités à l'intérieur d'une même entreprise. Cette coordination combine des processus de décision *ex ante*, et des ajustements *ex post* aux déséquilibres observés, mais elle opère *hors marché*.

(3) Cette séparation de la propriété et de la gestion, doubl e de la délégation des tâches aux cadres et employés, présentait des avantages énormes et permit de remarquables gains d'efficacité. Il n'y avait pourtant là rien d'automatique. Le développement d'un vaste personnel salarié a pu coïncider dans certaines circonstances avec des organisations inefficaces, souvent qualifiées de *bureaucraties*. Ce sont d'autres

8. Marx avait remarquablement anticipé cette évolution, à partir de son observation du capitalisme anglais : «*En général, les entreprises par actions que le crédit [Marx regroupe actions, obligations et autres crédits (principalement bancaires) sous la rubrique du capital de prêt] a développées ont tendance à séparer de plus en plus la fonction du travail administratif [la gestion] de la propriété du capital, qu'il soit emprunté ou non; [...] D'une part, le simple propriétaire de capital, le capitaliste financier, s'oppose au capitaliste actif et le capital financier lui-même, avec l'extension du crédit, revêt un caractère social concentré dans les banques qui lui prétendent désormais aux lieu et place de ses propriétaires immédiats; d'autre part, le simple directeur qui n'est à aucun titre possesseur du capital, ni comme emprunteur, ni autrement, remplit toutes les fonctions effectives que nécessite le capital actif en tant que tel; il s'ensuit que seul le fonctionnaire [celui qui exécute les fonctions] demeure, le capitaliste disparaît du procès de production comme superflu*», K. Marx, *Le Capital*, Livre III, Ch.XXII, pp. 52-53. Voir G. Duménil, 1975.

circonstances historiques et contextes institutionnels qui conduisirent à la *révolution managériale*⁹.

(4) La séparation de la propriété et de la gestion posait cependant de manière aiguë le problème du contrôle des propriétaires sur les gestionnaires. C'était la propriété capitaliste qui était en question, la maximisation du taux de profit et la rémunération des capitaux. Ce problème fut perçu dès les premières décennies du siècle, mais il ne fit pas obstacle au développement des nouveaux rapports de production. Il se règle par des pratiques institutionnelles, notamment dans une sorte d'*interface* entre la propriété et la gestion, fondamentalement séparées, dans les conseils d'administration. Des propriétaires encore quelque peu engagés dans la gestion, y font face à des cadres appartenant au sommet de la hiérarchie, secondairement détenteurs d'actions de la firme.

(5) Ces nouvelles institutions du capitalisme moderne permettent le développement des grandes entreprises. Cette croissance supposait conjointement l'accès à des masses considérables de financement et une capacité de contrôle de ces vastes organisations. C'est pourquoi le développement de la grande finance, axée sur le financement du système productif (et non comme longtemps sur celui des dépenses publiques), et celui des états-majors de gestion constituèrent deux aspects complémentaires de cette évolution.

Simultanément, la position des travailleurs dans le procès de travail se trouva considérablement modifiée. La nouvelle organisation de l'atelier et la technique correspondante contribuèrent à retirer à l'ouvrier le peu d'initiative et de contrôle sur la production qui lui restaient. Ces transformations furent souvent décrites par référence au *taylorisme* et au *fordisme*. Des catégories particulières de techniciens et d'employés furent insérées en amont du procès de travail, investies de tâches de préparation et de contrôle. Ainsi la grande hiérarchie organisationnelle descendait jusqu'à l'atelier, jusqu'au travailleur productif, dans un *continuum* fortement polarisé par des relations de pouvoir.

9. Selon la théorie marxiste de la valeur, ces personnels sont *improductifs*. Cela ne signifie pas qu'ils sont inutiles, même dans une logique capitaliste. Ce sont les agents de la maximisation du taux de profit. C'est déjà en ces termes que Marx analysait un employé de commerce (G. Duménil, 1975).

Le trait marquant le plus évident de cette évolution concernant les classes sociales fut le développement de ces nouvelles classes moyennes de cadres et d'employés, à l'intérieur même du système productif. Venant se combiner aux salariés du secteur public et aux classes traditionnelles de petits propriétaires, ces nouveaux groupes créèrent l'illusion de l'atténuation ou de la disparition des distinctions de classe. Mais il s'agissait en fait d'une évolution et d'une complexification¹⁰.

La complexité de la structure de classe de ce capitalisme du XX^e siècle résulte en fait de la superposition de deux contradictions de classe :

- l'opposition capitaliste fondamentale entre les propriétaires des moyens de production et les travailleurs productifs;
- une opposition nouvelle entre cadres et ce que l'on peut appeler *encadrés*, par quoi nous entendons les employés et les ouvriers.

Cette seconde contradiction est représentative de la nouvelle logique cadriste qui se développe au sein des rapports capitalistes.

De cette superposition découlent un certain nombre d'ambiguïtés, de doubles déterminations. Un cadre supérieur, par exemple un ingénieur, en tant qu'organisateur de la firme, assume certaines fonctions qui étaient traditionnellement celles du capitaliste. Le statut qui lui est donné dans l'entreprise, sa position hiérarchique, sa rémunération et ses possibilités d'avancement confirment cette parenté. Mais c'est également un salarié des propriétaires. Il est donc, comme le travailleur productif, placé dans un rapport de dépendance vis-à-vis du capitaliste. Ce problème revêt un caractère aigu dès qu'on descend dans la hiérarchie vers les employés les moins qualifiés. La distinction anglaise entre *blue collars* et *white collars* souligne bien le maintien de certaines séparations entre les diverses catégories de salariés. Pourtant, le statut de certains employés marque cruellement leur dépendance et leur précarité et n'est en rien préférable à celui des ouvriers.

10. Concernant les problèmes posés par la catégorisation empirique des divers groupes, voir E. Olin Wright, 1997.

Il faut voir dans ces évolutions de véritables transformations des rapports de production et de la structure de classe. C'est d'ailleurs un des traits les plus intéressants de l'analyse de Marx que d'utiliser ces deux types de détermination de manière complémentaire pour caractériser deux faces d'une même réalité. La séparation de la propriété et de la gestion modifia considérablement le contenu de la *propriété*. Une distance certaine a été créée entre le propriétaire et l'objet possédé: l'émiettement de la propriété, le caractère indirect du contrôle en témoignent. Désigner l'actionnaire comme propriétaire fait finalement problème dans le capitalisme contemporain, et la finance se constitue en acteur autonome, définie fonctionnellement. C'est à ce type de processus que renvoient les théories actuelles d'un capitalisme institutionnel (celui des fonds de pension). Mais la notion de travail, les distinctions entre travail productif et improductif, font également l'objet d'une dérive similaire au gré de ces évolutions¹¹.

II. genèse de la révolution managériale : la crise structurelle de la fin du XIX^e siècle — l'exemple des états-unis

Comment ces transformations virent-elles le jour ? Une crise du capitalisme y fut-elle pour quelque chose ? Quels événements rendirent possible cette issue que Marx et Engels n'avaient pas envisagée - du moins pas prise au sérieux. Un bref retour sur l'histoire de cette période permettra de suggérer quelques éléments de réponse. Bien que les grands pays capitalistes avancés aient tous connu des évolutions fondamentalement similaires, on va privilégier ici l'exemple des États-Unis.

La plupart des historiens de l'économie tombent d'accord pour localiser à la fin du XIX^e siècle une crise structurelle du capitalisme. Les dates les plus fréquemment mises en avant sont celles de la période 1873-1895 pour l'Europe; aux États-Unis, la fin du XIX^e ne peut pas être décrite globalement comme une période de stagnation, mais elle fut marquée par une grande instabilité de l'activité: deux crises majeures (l'une dans les années 1870 et l'autre, 1890), séparées par un *boom* spectaculaire au début des années 1880. Les années 1890 virent

11. Ces ambiguïtés étaient d'ailleurs déjà au cœur des analyses du *travailleur collectif* par Marx.

une envolée du chômage que seules dépassèrent les années 1930. Ces perturbations firent suite à une baisse effective du taux de profit dans laquelle nous voyons une cause majeure de la crise. Plus généralement le cours du changement technique et de la répartition dans les dernières décennies du siècle poss da tous les caractères décrits par Marx dans *le Capital* : croissance de la productivité du travail, hausse rapide de la composition technique, hausse de la composition organique et baisse du taux de profit.

Cette crise de rentabilité se doubla d'une crise de la concurrence. Les capitalistes tentèrent de se protéger des effets de la crise en échappant aux rigueurs de la concurrence par divers accords. Cette époque fut celle des cartels et des trusts¹². Ces organisations qui préservaient l'autonomie des entreprises qui y participaient allaient progressivement évoluer vers des fusions pures et simples sous l'égide de la finance. La chute du taux de profit, accompagnée de la croissance de la taille des entreprises liée aux formes du changement technique, et la crise de la concurrence qui en résulta, furent à l'origine de la métamorphose des rapports de production qu'on a décrite, notamment de la séparation de la propriété et de la gestion. Les institutions du capitalisme du XX^e siècle virent ainsi le jour : la finance moderne (des Morgan et Rockefeller) et la grande entreprise gérée par sa hiérarchie de cadres entourés d'employés. Les institutions financières et monétaires connurent un grand développement. L'autre aspect de la transformation des rapports de production, le nouveau pas dans la dépossession des travailleurs de leur savoir-faire et l'accroissement du caractère routinier des tâches, fut accompli dans les mêmes circonstances.

Cette transformation institutionnelle et technique n'affecta d'abord que certaines branches de l'économie et certaines entreprises au sein de ces branches. Deux types d'organisation coexist rent ainsi : le secteur nouveau, siège de cette configuration réunissant la finance, le capital industriel moderne et les cadres ; et le secteur traditionnel de la petite entreprise.

Les tendances historiques ne rendent pas mécaniquement compte de ces phénomènes, même si elles occupent une

12. H.B. Thorelli, 1955.

place fondamentale dans leur explication. La constitution de la nouvelle structure liant la finance et une partie des entreprises du système productif combina coopération et luttes entre les diverses fractions des classes dominantes : les financiers d'une part, et les patrons des entreprises industrielles d'autre part. Faut-il parler de fusion entre la finance et une partie de l'industrie, de prise de contrôle de l'industrie par la finance ? Il est difficile de répondre à ces questions. Par ailleurs, une opposition majeure prit forme à cette époque, entre les responsables du nouveau secteur avancé et ceux du secteur traditionnel : le *big business*, la grande entreprise cadriste liée à la finance, contre les petites entreprises. En laissant de côté les paysans, les travailleurs pesèrent dans ces rapports de force, sans que des alliances soient clairement manifestées à l'origine.

Le développement de la grande entreprise eut des conséquences tout à fait remarquables sur la technique et indirectement sur la répartition. La réorganisation de l'atelier et les nouveaux équipements furent les vecteurs d'un gain prodigieux d'efficacité. Le caractère principal de cette transformation fut l'économie sur le capital fixe. Alors que le cours antérieur du changement technique exigeait des avances constamment accrues relativement au travail et au produit, cet alourdissement de l'avance prit un tour beaucoup plus modéré. En d'autres termes, les gains de productivité du travail ne furent plus payés de hausses considérables de la composition technique (ou de baisses de la productivité du capital, c'est-à-dire du rapport du produit au stock de capital fixe)¹³.

Les responsables des grandes entreprises furent constamment attaqués par ceux des petites, tendant à freiner cette évolution par une législation anti-trust (anti-monopoliste). Une législation anti-trust imitée du modèle anglais existait déjà dans divers États. Dès 1890, le *Sherman Act* lui donna une portée fédérale, mais son application fut lente et progressive. Simultanément étaient votées les lois autorisant les *holdings*¹⁴.

13. Sur les aspects théoriques et empiriques de ces transformations du changement technique, voir G. Duménil, D. Lévy, 1996, Quatrième partie.

14. G. Duménil, M. Glick, D. Lévy, 1997.

L'hostilité originelle du monde ouvrier contre les trusts, soigneusement entretenue par les propriétaires des petites entreprises, se trouva progressivement atténuée, alors que le nouveau secteur, celui des grandes entreprises, plus rentable et soucieux de faire accepter les nouvelles conditions de travail, opérait un certain nombre de concessions : la reconnaissance des syndicats, des systèmes de protection sociale et surtout des hausses de salaire¹⁵. Le secteur retardataire des petites entreprises mit sans doute un frein à cette évolution mais ne put l'arrêter. La pression des travailleurs fut très forte alors que se constituaient le mouvement syndical et un parti socialiste. Concessions, propagande et répression (en particulier pendant la Première Guerre mondiale), et hausses des salaires permirent l'instauration d'un nouvel ordre, fait de domination et de compromis, selon un schéma très général. Malgré le taux de croissance accru des salaires, les économies en capital réalisées dans le changement technique permirent d'inverser le mouvement du taux de profit commençant une hausse qui devait durer plusieurs décennies.

Cette première série d'événements illustre bien la pluralité des mécanismes en œuvre, et leurs interactions réciproques. Les tendances défavorables de la technique et de la répartition commandèrent la crise, qui suscita la transformation des rapports de production et l'émergence de la nouvelle structure de classe. Ces transformations furent le résultat de confrontations directes entre les classes. Elles eurent un effet en retour sur le cours de la technique et de la répartition, qui joua, à son tour, un rôle important dans les nouveaux équilibres politiques.

Ces enchaînements ne sont pas ceux que décrivait le *Manifeste* si l'on s'en tient à l'issue révolutionnaire du processus. Mais à la lumière de l'œuvre ultérieure de Marx, tant économique que politique, on saisit la pertinence de sa construction théorique. Tout est là : les tendances, la crise, la lutte des classes. Mais appar it une nouvelle étape du capitalisme, pas la société sans classes.

15. J. Weinstein, 1968.

16. La parenté entre les différentes catégories de cadres est au centre de A. Bihl, 1989.

les cadres et l'état — la révolution keynésienne

La prégnance de la nouvelle logique cadriste ne concerna pas simplement l'entreprise et la finance. Aux tâches du personnel étatique traditionnel, souvent qualifiées de manière plus ou moins péjorative de *bureaucratiques*, vinrent s'ajouter nombre de fonctions relatives à l'économie considérée globalement. Bien entendu, l'activité du personnel administratif n'avait jamais été autonome vis-à-vis de l'économie, qu'il s'agisse de l'éducation, de l'assistance, des travaux publics, du système juridique (civil et pénal), de la police, etc.¹⁶ Mais nous faisons ici référence à des fonctions économiques nouvelles, dont le caractère justifia le terme d' *interventionnisme*. Comme à la partie précédente, ces aspects nouveaux du capitalisme nous intéressent dans la mesure où ils sont significatifs d'une évolution des rapports de production, où ils affectèrent les règles fondamentales de fonctionnement du système. Plus spécifiquement encore, ils nous importent dans la mesure où ils signalent l'avancée de processus d'organisation sociale, de coordination, émanant d'agents extérieurs au système productif ou à la finance. Ces avancées furent considérables. Elles donnèrent au capitalisme des premières décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale des caractères tout à fait spécifiques. Faisant un usage très large du terme, on a coutume de parler à leur propos de *keynésianisme*.

On va d'abord rappeler les principaux aspects de ce nouveau cours du capitalisme concernant la politique macroéconomique, la protection sociale et la prise en charge directe de certains secteurs du système productif ou financier (section I). On montrera ensuite que ce fut encore *face aux crises*, en l'occurrence, celle de 1929, et aux tensions sociales qui en résultèrent, que le capitalisme s'engagea dans ces réformes (section II).

I. les cadres publics, le capital et l'économie

On peut voir dans les avancées de la politique économique depuis un siècle un phénomène institutionnel, lié à certains progrès de la connaissance économique et à une plus grande maîtrise des techniques requises par ces politiques. Les termes *avancées* ou *progrès* ne font cependant pas l'unani-

mité, car l'intervention étatique constitue, depuis ses origines, un enjeu politique majeur. Ces controverses sont, à nos yeux, significatives de la véritable portée de ces interventions publiques. Derrière elles, se joue une partie d'importance cruciale pour le devenir des rapports de production. Faire de la politique macroéconomique semble *a priori* une entreprise d'intérêt général, de santé économique publique. On touche cependant là à certains aspects essentiels de la propriété capitaliste et des mécanismes de fonctionnement du système.

De quoi s'agit-il ? Un premier élément ramène directement à la question de la séparation de la propriété et de la gestion, et à la constitution de la finance moderne qui incarne désormais la propriété capitaliste. Le système bancaire — au cœur de la finance — possède le privilège extraordinaire de *créer* de la monnaie, c'est-à-dire du capital dans son expression monétaire. En prêtant, la finance insuffle dans les entreprises un pouvoir d'achat qui permet l'extension de l'activité. Cette opération ne nécessite aucune épargne préalable, bien qu'elle ait du point de vue de l'entreprise les mêmes effets qu'une accumulation traditionnelle. Ce qui en limite le développement, c'est l'excès de dynamisme dans l'économie dont ces crédits peuvent être responsables, et dont le symptôme est *l'inflation* ou certaines formes de spéculation¹⁷. La marge de manœuvre que se donne la finance est déterminée par les effets contradictoires de la création monétaire. Développant le crédit, la finance augmente son revenu en percevant des intérêts; si elle provoque l'inflation, elle dévalorise cependant le capital déjà prêté.

Pouvoir ainsi contrôler la création de la monnaie et du capital est un grand privilège de la finance. Elle y tient par-dessus tout, et l'a bien montré historiquement. Créer le capital est le complément direct de la propriété, de la capacité d'accumuler, d'orienter le capital vers telle ou telle activité, telle ou telle entreprise, de sanctionner telle ou telle équipe managériale. Prétendre réguler la quantité de monnaie et de crédit, et par là, la demande et l'emploi, dans l'ensemble de l'économie par une politique macroéconomique, c'est nécessairement limiter

17. C'est là que l'épargne joue un rôle, car l'absence de dépense d'une partie du revenu lorsqu'elle ne donne pas lieu à un transfert direct aux entreprises (par exemple, par l'acquisition d'une action nouvellement émise), permet l'extension du crédit sans provoquer d'excès de demande.

l'autonomie de la finance dans ce domaine. Contrôler le volume général du crédit équivaut à limiter l'initiative de la finance à des tâches d'allocation, de répartition inter-entreprise. C'est précisément le programme du keynésianisme au sens strict, celui de sa politique macroéconomique. Pour Keynes, il n'existe pas dans le capitalisme de mécanismes de marché — entendez de mécanismes soumis à l'initiative privée — susceptibles de régler la demande au niveau *souhaitable*. C'est à l'État, à ses agents, d'en assurer la responsabilité, ce qui implique de réglementer l'activité de la finance, de toucher à une des dimensions de la propriété capitaliste dans ses institutions contemporaines.

Mais le recours au concept d'un niveau *souhaitable* de la demande, ouvre une autre controverse. La finalité de la production capitaliste est la mise en valeur du capital, et la maximisation du taux de profit¹⁸. La finance, les gestionnaires et les propriétaires traditionnels sont parties prenantes dans la poursuite de cet objectif, sans que leurs intérêts soient nécessairement identiques. Mais que l'on fasse surgir un nouvel objectif, la réalisation du plein emploi, tout à fait distincte de la maximisation du taux de profit, alors les enjeux deviennent franchement conflictuels. C'était pourtant bien là l'idée de Keynes, et c'est pourquoi, tout autant que de révolution keynésienne, on peut parler de *compromis* keynésien. Keynes faisait surgir aux côtés de la mise en valeur du capital un nouveau critère de gestion sociale; simultanément il préservait l'autonomie de l'initiative privée concernant la gestion des entreprises, l'allocation du capital, la décision d'investir. L'empiètement sur les prérogatives du capital était savamment dosé.

Le projet même de lutter de manière systématique contre le chômage était porteur de certaines menaces pour la mise en valeur du capital. C'était favoriser les travailleurs dans la négociation salariale; c'était priver le capital d'une arme formidable que Marx avait décrite longtemps auparavant, la reconstitution de l'armée industrielle de réserve. Si l'expres-

18. Une certaine tolérance à l'inflation peut induire dans l'économie un faible déséquilibre *en avant*, qui la pousse à l'action. L'entreprise et finalement la finance y trouvent leur avantage. Mais il faut se garder de trop en faire, car la hausse des prix dévalorise les prêts antérieurs.

sion est un peu démodée, le mécanisme est parfaitement d'actualité.

Globalement, on peut affirmer que le keynésianisme renégocia le partage des pouvoirs entre les propriétaires et les gestionnaires de certains intérêts plus généraux, sur lesquels il faudrait d'ailleurs s'interroger. Le caractère social de ces mécanismes ne doit pas cacher leur relation aux rapports de production. De même que la délégation des tâches de gestion à des salariés affectait directement la nature de la propriété, le fait de conférer de nouveaux objectifs à l'État, en parallèle et en concurrence avec la maximisation du taux de profit, touchait au plus profond de sa nature. On peut affirmer que le dépassement du capitalisme réside dans la capacité à faire évoluer ces règles de fonctionnement du système selon de nouvelles finalités.

Le keynésianisme dans un sens très étendu, cette fois, fut également porteur d'une transformation de la condition salariale. Déjà la lutte pour le plein emploi modifiait le statut du travailleur, faisant progresser historiquement la reconnaissance du *droit au travail*. Mais à cette évolution vint se combiner l'émergence des systèmes de protection sociale. Ces systèmes tendaient à détacher l'accès à certaines consommations de la vente de la force de travail. Dans leur forme caractéristique de ce keynésianisme élargi — l'économie du bien-être comme on dit quelquefois non sans exagération — ces systèmes de couverture furent définis en marge de la logique capitaliste, par une socialisation de type étatique.

Enfin, il faut rappeler que bien des États s'engagèrent dans une prise en charge directe par des nationalisations de certains segments du système productif, parfois relevant de la finance elle-même. C'était une forme très directe d'empiétement sur les prérogatives de la propriété privée. Son importance fut considérable en Europe après la Seconde Guerre mondiale. On a utilisé à son propos l'expression *économie mixte*, qui soulignait bien la dualité d'une telle économie. Dans l'état actuel des choses, ce cadrisme là a largement reculé, mais cela ne change rien à sa nature.

II. le déclin de la finance et le compromis keynésien : le choc de la crise de 1929

Avec le développement du keynésianisme et de ses extensions, la logique du capital se trouva sérieusement remise en question. On le sait, c'est la crise de 1929 qui vint perturber l'ordre nouvellement acquis grâce à la révolution managériale et au développement de la finance. L'exemple de l'économie américaine est encore très significatif à ce propos¹⁹. Suite à la crise, l'hégémonie de la finance fut sensiblement mise en question, alors que s'affirmait l'importance d'un contrôle étatique, donc exercé par certains cadres des appareils d'État.

L'organisation cadriste avait déjà tendu à déborder graduellement les limites de l'entreprise dès avant la crise de 1929, qu'il s'agisse de la gestion des municipalités, de la police et de l'armée, ou de l'école et de l'université. La Première Guerre mondiale avait fait la démonstration de l'efficacité de formes centralisées d'organisation, concernant directement la production, au-delà des limites de l'entreprise. Le nouveau rôle de l'État ne fit que prolonger ces tendances.

Plus généralement, la sévérité de la dépression des années 1930 fit planer une sérieuse menace sur la société américaine. On sait à quel type de configurations sociales elle aboutit en Europe. Derrière ces évolutions, se profilaient les avancées d'un mouvement ouvrier d'ampleur mondiale (quelle qu'ait été la réalité de l'ordre soviétique). C'est encore une fois la crise et les tensions sociales qui l'accompagnèrent, qui furent les moteurs des compromis établis au sein des classes dominantes, et entre classes dominantes et dominées. C'est dans ce contexte, et compte tenu du nouveau cours favorable de la technique, que fut scellé le compromis keynésien, qui s'avéra plus durable que d'autres et dont on a analysé la signification. Ce sont ces mêmes circonstances qui permirent la mise en place des systèmes de protection et la croissance plus rapide du salaire. Ainsi prit forme la configuration sociale propre à l'après-guerre, dessinant la période qu'on allait appeler en Europe les *trente glorieuses*. C'est en Europe justement qu'allait voir le jour une diversité de compromis après la Seconde Guerre mondiale. Certains pays, comme la France, allièrent le contrôle keynésien de la situation macroécono-

19. G. Duménil, D. Lévy, 1996, Ch. 23.

mique au progrès de la protection sociale, aux politiques industrielles, allant jusqu'à la nationalisation de segments de l'industrie et de la finance. La social-démocratie à la suédoise fournit un autre exemple d'un tel compromis, où l'accent fut placé sur l'égalité des revenus.

Encore une fois, tendances, crises et luttes avaient conjugué leurs effets dans la détermination de ces événements. La crise de 1929 avait déstabilisé l'ordre libéral antérieur; les nouvelles tendances de la technique avaient permis la hausse du salaire et des prestations sociales; le mouvement ouvrier avait jeté un défi au système empêtré dans la crise; au-delà du fascisme, un moyen terme fut trouvé entre les fractions des classes dominantes et entre ces dernières et les classes dominées.

Il faut voir dans les changements consécutifs à la crise de 1929 l'exemple le plus évident d'une dynamique historique qui est constamment à l'œuvre dans le capitalisme. Sur une moindre échelle, même indépendamment des crises structurelles, chaque récession du cycle conjoncturel suscite, à des degrés divers, de nouvelles réformes (dans le capitalisme contemporain, et de manière peut-être encore plus nette, au XIX^e siècle)²⁰.

les cadres et la finance — la révolution néolibérale

Du point de vue qui nous intéresse, celui du capito-cadrisme contemporain, le néolibéralisme possède une signification ambiguë (section I). D'une part, il marqua une rupture par rapport à l'ancien cours keynésien, et donc coïncida avec une accentuation de la domination de la finance et un recul du cadrisme étatique. Mais, d'autre part, ce nouveau régime ne remit pas en question le rôle des cadres et de la gestion qu'ils assurent en général. A l'inverse, le néolibéralisme est sans doute associé à une *troisième révolution managériale*, par les

20. Ce que nous appelons *instabilité tendancielle*  tablit le lien entre les tendances de la technique, les progrès de la gestion, l'instabilité potentielle croissante qui résulte des progrès de la gestion des entreprises, et les réponses institutionnelles qui permettent finalement de restaurer les conditions de la stabilité macroéconomique (G. Duménil, D. Lévy, 1996, pp. 180-181 et Ch. 22).

progrès enregistrés dans la gestion des entreprises et dans la finance elle-même. C'est de nouveau une crise structurelle qui provoqua cette évolution, la crise de la fin du XX^e siècle (section II).

I. la domination politique de la finance et le rôle des cadres

La nouvelle domination de la finance dans le néolibéralisme peut être interprétée comme une réaffirmation de la domination des propriétaires des moyens de production, c'est-à-dire, dans ce capitalisme où propriété et gestion sont séparées, de la finance. Cette hégémonie reconquise s'est manifestée dans divers domaines.

(1) Un premier champ d'exercice de ce pouvoir fut celui de la politique macroéconomique. L'emballement de l'inflation et la faiblesse des taux d'intérêt réels dans les années 1970 avait provoqué un transfert patrimonial continu des prêteurs vers les emprunteurs. La nouvelle politique néolibérale fit de la lutte contre l'inflation un objectif prioritaire. Les nouveaux taux d'intérêt réels très élevés renversèrent les courants précédents drainant d'importantes ressources vers la finance. Les capitaux attirés par cette rentabilité exceptionnelle de la finance, relativement aux entreprises du système productif, affluèrent vers le secteur financier. Ces taux d'intérêt furent très dommageables à l'investissement et prolongèrent considérablement les effets de la crise, notamment le chômage.

(2) Il va presque sans dire que la finance s'attache à balayer par des privatisations toutes les tentatives étatiques de s'insérer dans ses rangs.

(3) La finance se débarrassa de nombreuses réglementations qui bridaient son activité. Elle inversa le cours des politiques antitrust, qui avaient été renforcées aux États-Unis dans la première phase de la crise, au profit d'une attitude des pouvoirs publics *favorable* aux fusions. Cette vague de fusions, ou plus généralement l'extension formidable des relations financières entre les firmes, eut une portée mondiale. Les entreprises sont désormais articulées dans de très vastes réseaux de relations financières et ont elles-mêmes étendu leurs activités financières. C'est presque de symbiose dont il faut parler.

(4) Cette reprise de l'initiative par la finance, qui s'est ainsi repositionnée au centre du jeu, s'est accompagnée d'une r eaffirmation de la maximisation du taux de profit comme critère exclusif de la gestion, et de la r eorientation de ce profit vers la r emun ration des actionnaires. Au milieu des années 1980, les bourses des principaux pays développés mont rent subitement²¹. Pour désigner ce nouveau contrôle des propriétaires sur les  tats-majors de gestion, on a forgé le concept de gouvernement d'entreprise (*corporate governance*).

(5) Ce renforcement des exigences en matière de rentabilité a probablement été un des facteurs des nouveaux progrès de la gestion actuellement en cours dans les entreprises. Les nouvelles méthodes de gestion, notamment les applications des progrès en matière de transmission et de traitement de l'information, produisent en ce moment des effets favorables sur le cours du changement technique. Si leur contenu est diff rent, les effets sont comparables à ceux enregistrés au début du siècle à la suite de la première révolution manag riale²². On ne saurait dire pour le moment, quelles seront leurs limites.

(6) Concernant le contrôle de la situation macroéconomique, le néolibéralisme coïncida avec un recul de l'autonomie des  tats en matière de politique économique, au profit de ce qu'il est convenu d'appeler les *marchés*. C'est là une nouvelle expression de ce recul du cadrisme étatique, qui avait donné aux  tats keynésiens la haute main sur leur conjoncture. La finance n'a pas remis en question les institutions qui avaient été construites afin d'opérer ce contrôle. Elle y a pris le pouvoir, comme dans les banques centrales qu'elle a refinalis es vers un double objectif : la stabilité des prix et celle des institutions financières. La finance tente actuellement de faire régner cet ordre sur le plan international (notamment par le biais des institutions internationales, comme le FMI ou la Banque Mondiale, dont elle a pris le contrôle). Clairement, elle joue avec le feu.

(7) La finance n'est pas fondamentalement opposée à toute forme de couverture sociale, pourvu que ces systèmes soient

21. Le cas du Japon est assez particulier.

22. Une différence importante entre les deux périodes concerne le mouvement des salaires, croissant au début du siècle, stagnant, voire en baisse, de nos jours.

gérés par ses propres institutions (assurances privées, fonds de pension), un nouveau champ d'investissement lucratif. Mais ces dispositifs ne doivent pas faire obstacle à la sacro-sainte flexibilité (le chômage ne doit pas être trop bien indemnisé, etc.).

Il est important de comprendre que la finance ne se bat pas contre les cadres, mais contre une voie historique du cadrisme : sa forme étatique. Ce qu'elle exécute particulièrement, c'est le *compromis* de la période antérieure, géré par l'État. Ce sont davantage les objectifs et les modes de fonctionnement qui sont en question, que les institutions elles-mêmes. Au-delà de cette réaffirmation de l'hégémonie de la finance, il faut voir dans la période contemporaine une nouvelle avancée de la gestion cadriste. Son champ est celui de l'allocation du capital, de la détection des occasions de profit. Le capitalisme actuel atteint en cette matière de nouveaux degrés d'efficience. La moindre opportunité est détectée, qu'il s'agisse des opérations financières elles-mêmes (placements, changes...) ou de l'investissement des grandes sociétés. L'espace de cette quête du profit est progressivement étendu à l'ensemble de la planète. Ce sont des cadres qui effectuent ces tâches dans des institutions financières ou des services financiers. Ces cadres sont parmi les mieux rémunérés, les plus dociles et à l'avant-garde des théories néolibérales. Le rôle des gestionnaires des fonds de pension et sociétés de placements et l'énormité des sommes qu'ils gèrent, ont souvent été soulignés.

Ayant appris à gérer les firmes, les cadres font désormais l'apprentissage de processus d'arbitrage et de contrôle encore plus vastes, à l'échelle de l'économie mondiale. Dans les deux cas, la logique du capital s'est imposée, mais les cadres ne cessent d'aller de l'avant dans leur capacité à coordonner les activités de nombreux agents économiques, dans des institutions toujours plus vastes, les grands groupes, dont la logique interne est hors marché.

II. la dissolution du compromis keynésien : la crise de la fin du XX^e siècle

Les facteurs de la crise de la fin du XX^e siècle sont très similaires à ceux de la crise de la fin du siècle précédent. On retrouve à cette occasion une série d'enchaînements évoca-

teurs de l'analyse que Marx avait donné des tendances du capitalisme.

Les bienfaits de la révolution managériale du début du siècle se firent sentir jusqu'aux années 1960, en dépit de la crise de 1929. La dépression des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale avaient même précipité les événements, contribuant à l'élimination des sections arriérées du système productif. Mais à partir des années 1960, le cours du changement technique dans les principaux pays développés renoua avec ses caractères à *la Marx*. Les progrès de la productivité du travail étaient de nouveau payés par une forte baisse de la productivité du capital, et le taux de profit s'orienta à la baisse. C'était là une nouvelle manifestation du dispositif analytique de Marx, dont le premier aspect concerne les tendances de la technique et de la répartition.

Le second aspect de l'analyse de Marx, liant la crise à la baisse du taux de profit, allait implacablement s'enchaîner au premier. Cette baisse du taux de profit fit entrer le système capitaliste dans une nouvelle crise structurelle, analogue à celle de la fin du siècle pr c dent. L'accumulation du capital fut considérablement ralentie; l'instabilité du niveau général d'activité fut renforcée comme en témoigna la succession des récessions, notamment celles de 1974 et de 1982; les progrès de la productivité du travail furent ralentis, de même que la croissance du salaire réel; la poursuite de politiques incitatives dégénéra dans une inflation cumulative.

Une différence importante entre cette crise et celle de la fin du siècle pr c dent tint à la perte de dynamisme du mouvement ouvrier. Alors que le début du XX^e siècle avait été dominé par la menace que les luttes révolutionnaires faisaient planer sur le capitalisme, la fin du XX^e siècle fut marquée par le recul des luttes et l'abandon de toute visée révolutionnaire. Les désillusions liées aux caractères du développement des pays socialistes y furent sans doute pour beaucoup. L'affirmation de la crise et les premières offensives néolibérales furent bien l'occasion de luttes mémorables, mais les politiques keynésiennes, dans tous les sens du terme, se trouvèrent dépréciées. Les gouvernements représentatifs du compromis keynésien ne purent faire face à la crise, sans laisser flamber l'inflation. Du moins la finance, qui avait été constamment active depuis la guerre dans la restauration de

son hégémonie, ne leur laissa-t-elle pas le temps de définir d'autres stratégies. Avec l'arrivée de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis, s'ouvrit le nouveau règne de la finance. Le coup majeur fut la soudaine transformation des politiques monétaires, en 1979, qui faisait de la lutte contre l'inflation l'objectif primordial des politiques, quel qu'en soit le coût en matière de chômage.

Pourquoi les alternatives dites de gauche ne purent-elles se faire valoir ? Pourquoi l'ancien compromis, qui avait fait merveille pendant quelques décennies, ne résista-t-il pas à la crise ? Ces questions sont évidemment essentielles, mais dépassent les ambitions de cette étude.

Ce qui nous intéresse ici est ce nouvel exemple de la faculté d'adaptation du système capitaliste. Plongé dans la crise, il entreprit une nouvelle mutation. Bien qu'elle semble à beaucoup d'égards contredire les évolutions précédentes, elle les prolongeait à d'autres. Nous y voyons une réorientation profonde des trajectoires du capito-cadrisme, depuis un itinéraire privilégiant l'intervention étatique, vers un autre consacrant la prééminence de vastes organisations privées et des processus de coordination également privés.

conclusion : trois révolutions font-elles un mode de production ?

Trois crises, trois révolutions : managériale, keynésienne, néolibérale. Une première idée est donc celle de la constante mutation du capitalisme, de sa formidable capacité à se transformer. Le survol du dernier siècle de capitalisme confirme pleinement le jugement du *Manifeste* qu'on a cité²³. Il y était fait mention de «*bouleversement incessant de la production*», «*d'ébranlement continu de toutes les institutions sociales*», de «*la permanence de l'instabilité et du mouvement*». On pourrait ainsi s'en tenir à la constatation de cette vitalité du système, inépuisable créateur d'innovations techniques et institutionnelles. L'analyse qu'on a menée aboutirait ainsi à une double conclusion.

23. K. Marx, F. Engels, 1963, p.164.

D'une part, la périodisation du capitalisme depuis un siècle : (1) avant la révolution managériale, un capitalisme de propriétaires privés individuels ou familiaux; (2) le capitalisme de la finance moderne et de la grande entreprise cadriste; (3) ce même système, coiffé par des institutions réformées, dites keynésiennes, le rendant plus tolérable aux salariés, et assurant une certaine maîtrise des fluctuations; (4) enfin, le capitalisme néolibéral, où les investisseurs ont repris la maîtrise des processus d'allocation et de contrôle de l'activité de l'entreprise.

D'autre part, une thèse relative à la dynamique de ces transformations, les liant aux crises successives du système : la « violence accoucheuse de l'histoire ». Dans chaque circonstance, on peut en montrer les modalités. Elles combinent de manière complexe, une logique économique assez déterministe et les issues de confrontations sociales, politiques.

Mais c'est sous-estimer l'importance de ces mouvements. La somme de ces révolutions ne fait pas encore un nouveau mode de production, mais elle y tend. C'est sans doute la thèse la plus ambitieuse de cette étude, que de prétendre que ces révolutions se complètent les unes les autres, contribuent progressivement à la venue à maturité d'un nouvel ordre social. Le maître-mot est celui d'organisation, de maîtrise, de rationalisation, de *gestion* dans un sens large, et non celui d'émancipation des classes dominées. On peut le regretter, mais il ne faut pas perdre de vue le sens de ces transformations, parce qu'elles ne débouchent pas sur l'issue espérée.

C'est d'abord l'entreprise qui fut le champ privilégié de l'instauration de ce nouvel ordre social. C'est dans l'entreprise que se met en place une forme d'organisation hors marché, préfiguration d'un ordre postcapitaliste. Ce sont ensuite les grands équilibres des revenus et de l'emploi, tant du travail que des capacités de production, qui firent l'objet d'une semblable rationalisation au niveau de l' tat. Cette avancée fit la démonstration de la vraisemblance de la finalisation du système social et économique vers d'autres objectifs. Elle le fit, non de manière radicale, mais dans le cadre général d'un compromis. Enfin, ce sont les processus d'allocation du capital, de contrôle de la gestion des entreprises, dominées par la finance internationale, qui font pr sentelement l'objet d'une

révolution. Elle pousse à un degré antérieurement impensable, la taille des ensembles ainsi coordonnés (les multinationales). Quel groupe social accomplit ces tâches ? Celui des cadres. Dans quel contexte ? Celui des prérogatives des propriétaires, qui parfois s'affirment, parfois cèdent du terrain, mais finalement se socialisent, par l'ampleur même des processus que ces propriétaires prétendent contrôler. Le capitalisme engendre un nouvel ordre social, comme il était lui-même sorti des entrailles de la société féodale.

références

- Amin S., 1996, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris.
- Berle A., Means G., 1932, *The Modern Corporation and Private Property*, Macmillan, London.
- Bihl A., 1989, *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'enca-drement capitaliste*, L'Harmattan, Paris.
- Burnham J., 1969, *L'ère des organisateurs (1941)*, Cal-mann-Lévy, Paris.
- Chandler A.D., 1977, *The Visible Hand. The Managerial Revolution in American Business*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, London, England.
- Duménil G., 1975, *La position de classe des cadres et employés. La fonction capitaliste parcellaire*, Presses Uni-versitaires de Grenoble, Grenoble.
- Duménil G., Glick M., Lévy D., 1997, «The History of Competition Policy as Economic History», *The Antitrust Bulletin*, Vol.XLII, num. 2, pp.373-416.
- Duménil G., Lévy D., 1996, *La dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Duménil G., Lévy D., 1998, *Au-delà du capitalisme?*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Galbraith J.K., 1969, *The New Industrial State*, Penguin Books, London.
- Marx K., 1967, *Le Capital*, Livre III (1894), Editions sociales, Tome 2, Paris.
- Marx K., Engels F., 1963, *Le Manifeste communiste (1848)*, Œuvres, Economie I, pp.157-195, La Pléiade, Gallimard, Paris.
- Olin Wright E., 1997, *Class Counts. Comparative Studies in Class Analysis*, Cambridge University Press, Cambrid-ge.
- Parsons T., 1954, *Essays in Sociological Theory*, pp.323-355, The Free Press, Glencoe, Ill..
- Thorelli H.B., 1955, *The Federal Antitrust Policy. Orga-nization of an American Tradition*, Johns Hopkins Press, Baltimore.
- Veblen T., 1983, *The Engineers and the Price System (1921)*, Transaction Books, New Brunswick.
- Weinstein J., 1968, *The Corporate Ideal in the Liberal State, 1900-1918*, Beacon Press, Boston.



Georg Weerth (1822-1856)

Poète et journaliste allemand. Membre de l'Association démocratique. Intervient au congrès de Bruxelles sur le libre-échange, en septembre 47, où Marx ne peut prendre la parole. Accompagne Marx, Engels et Tedesco lors du deuxième congrès de la Ligue des communistes, à Londres, en décembre 1847.

le matérialisme transcendantal

jean-renaud seba*

«Matérialisme - Prononcer ce mot avec horreur en appuyant sur chaque syllabe.» Flaubert¹

«[...] Il nous semble difficile de combattre avec des arguments cette manière de raisonner [l'agnosticisme]. Mais avant l'argumentation était l'action. Im Anfang war die Tat («Au commencement était l'action»). Et l'action humaine a résolu la difficulté longtemps avant que l'ingéniosité humaine l'eût inventée. The proof of the pudding is in the eating (la preuve du pudding, c'est qu'on le mange).» Engels²

point de départ :

- l'opposition des «thèses» matérialistes et idéalistes; – critique de la façon traditionnelle de concevoir cette opposition;
- objet de la présente étude

L'étude qu'on va lire part du constat que le mépris condescendant (ou la haine horriifiée) que les esprits bien-pensants manifestent à l'égard du matérialisme a au moins quelque chose en commun avec l'attitude des matérialistes eux-

*. Philosophe.

1. Flaubert, *Dictionnaire des idées reçues*.
2. Engels, Préface à l'édition anglaise de *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, in Marx-Engels, *Œuvres choisies*, Ed. du Progrès, Moscou, 1955, tome II, p.102.

mêmes. Ce bien généreusement partagé semble être le refus de l'argumentation et de la discussion philosophiques. De Marx et Engels à Althusser, c'est en effet un lieu commun de la tradition théorique du marxisme d'opposer le matérialisme à l'idéalisme et d'affirmer la supériorité du premier sur le second pour des raisons exclusivement pratiques. Marx : «*La question de savoir si le penser humain peut prétendre à la vérité objective n'est pas une question de théorie, mais une question pratique*»³. Althusser : «*[...] on ne peut pas démontrer les principes derniers du matérialisme, pas plus qu'on ne peut démontrer (ni réfuter : ce qui irritait Diderot) les principes de l'idéalisme. On ne peut les démontrer car ils ne peuvent être l'objet d'une connaissance comparable à celle de la science qui démontre les propriétés de ses objets*»⁴. La cause semble dès lors décidée : le choix d'une position matérialiste ou idéaliste ne ressortirait pas au débat théorique mais à un engagement pratique, dont la «justesse»⁵ (Althusser), c'est-à-dire l'efficacité polémique, serait le juge ultime. On entrerait en matérialisme comme en religion, par l'effet d'une prise de parti, ou de pari. Il y a là un étonnant paradoxe : les théoriciens qui sont le plus radicalement opposés à l'idéalisme, entendu comme matrice de toute croyance, sont incapables d'opposer à cet idéalisme d'autres raisons que celles-là mêmes qui sont alléguées par l'idéalisme : des raisons pratiques (pensons à ce chef-d'œuvre d'utilitarisme *post mortem* qu'est le pari de Pascal).

Dans cette carence des raisons se fait jour une abdication de la raison, dont les conséquences pratiques sont immenses. S'il est vrai que, comme l'écrit Spinoza, «*C'est en tant seulement qu'ils vivent sous la conduite de la raison, que les hommes nécessairement conviennent toujours en nature*»⁶, alors la subordination de la pensée rationnelle à son efficacité polémique interdit par principe à la position matérialiste de

3. Marx, «Thèses sur Feuerbach», II, in *Œuvres, Philosophie*, coll. La Pléiade, Gallimard, Paris, 1982, tome III, p.1030.

4. Althusser, *Lénine et la philosophie*, 1, coll. Théorie, Maspéro, Paris, 1969, p.44.

5. Sur la notion de justesse en philosophie, cf. Althusser, *Philosophie et philosophie spontanée des savants*, coll. Théorie, Maspéro, Paris, 1974, pp.55-61.

6. Spinoza, *Ethique*, IV, prop.35, trad. B. Pautrat, Seuil, Paris, 1988, p.389.

parler au nom d'une «classe universelle» porteuse d'une émancipation universelle. C'est pour avoir oublié que les croyances divisent mais que la raison unit, c'est pour avoir emboîté le pas au pragmatisme de Lénine, hérité de la révolte anti-philosophique du jeune Marx qui irrigue les *Thèses sur Feuerbach*, c'est donc pour avoir galvaudé l'idéal philosophique et politique des Lumières que le socialisme, toutes tendances réunies, a cessé d'être désirable et qu'il semble avoir perdu jusqu'au simple désir de se perpétuer. D'abord se manifeste le mépris de la raison. Ensuite vient le mépris des hommes, celui dont les hommes sont l'objet de la part des dirigeants, et celui dont les hommes accablent leurs dirigeants par un juste retour.

Pourtant, la citation d'Engels en exergue constitue une manière d'exception à cette tradition du matérialisme fidéiste qui exige une adhésion théorique au nom de la pratique. Une certaine légitimité y est en effet reconnue à l'argumentation en faveur du matérialisme, mais c'est la réalisation effective de cette argumentation qui «semble difficile». En dépit des apparences, Engels n'y dit pas exactement ce que disent Lénine et Althusser. Il n'oppose pas l'argumentation à l'action comme si elles étaient contemporaines et appartenaient au même niveau de complexité de la réalité. Outre une différence chronologique, il y a entre elles une différence d'«ingéniosité», c'est-à-dire de réflexivité logique. Engels donne à entendre que l'argumentation théorique réfléchit, sous la forme d'une question qui surgit après-coup, une difficulté qui a d'abord été résolue par l'action. Cette double différence, chronologique et logique, entre l'argumentation et l'action ménage en droit une place pour l'argumentation, aussi difficile soit-elle à occuper dans les faits. Cette différence de niveau nous permettra d'éclairer d'un jour inédit l'argument que donne Engels en faveur du matérialisme («*la preuve du pudding, c'est qu'on le mange*»).

En attendant, qu'il soit bien clair que le propos du présent essai est de substituer une argumentation rationnelle en faveur du matérialisme à la simple affirmation polémique de sa supériorité pratique. Il s'agit donc de critiquer la pratique effective des théoriciens matérialistes qui dédaignent d'argumenter pour défendre leur position. Étant donné que leur affirmation nue du matérialisme ne vaut ni plus ni moins que l'affirmation nue de l'idéalisme ou de l'agnosticisme, leur refus

d'argumenter a pour conséquence paradoxale l'impossibilité de décider rationnellement entre elles. Or une telle impossibilité est proprement ce qu'on appelle l'agnosticisme. Ce n'est qu'en substituant une réfutation rationnelle de l'idéalisme à l'affirmation nue de son infirmité que le matérialisme dépassera effectivement l'agnosticisme qu'il reproduit sans cesse à son insu par sa critique non argumentée de l'idéalisme. Une telle réfutation est nécessaire pour sortir du piège de l'agnosticisme, comme aussi pour rendre possible le débat rationnel avec les partisans de la position adverse. On verra bientôt qu'elle est non seulement nécessaire mais encore qu'elle est possible. Mais auparavant, il convient de définir les principaux termes que nous allons utiliser.

définitions

le matérialisme

C'est, écrit Engels, «*la compréhension [...] que le monde matériel, perceptible par les sens, auquel nous appartenons nous-mêmes, est la seule réalité, et que notre conscience et notre pensée, si transcendantes qu'elles nous apparaissent, ne sont que les produits d'un organe matériel, corporel, le cerveau. La matière n'est pas un produit de l'esprit, mais l'esprit n'est lui-même que le produit supérieur de la matière*»⁷. Lénine : «[le matérialisme est l'] admission des objets réels existant hors de nous, auxquels «correspondent» nos représentations»⁸. Althusser conforte cette dernière définition en analysant les «*'convictions' ou 'croyances' issues de l'expérience de la pratique scientifique*». «*Ces convictions-Thèses sont de caractère matérialiste et objectiviste. Elles peuvent se décomposer comme suit : 1) croyance en l'existence réelle, extérieure et matérielle, de l'objet de la connaissance scientifique; 2) croyance en l'existence et l'objectivité des connaissances scientifiques donnant la connaissance de cet objet; 3) croyance dans la justesse et l'efficacité des procédures de l'expérimentation scientifique, ou méthode scientifique, capable de produire des connaissances scientifiques*»⁹.

7. Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, II^e partie, Ed. du Progrès, Moscou, 1977, p.21.

8. Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, II, 1, Ed. du Progrès, Moscou, 1970, p.133.

9. Althusser, *Philosophie et philosophie spontanée des savants*, *op.cit.*, III, 2, p.100.

Il existe certes des différences entre ces définitions. C'est ainsi que Engels, plus dialecticien, insiste sur le fait que la pensée est le résultat d'un processus matériel qui l'enveloppe et définit le matérialisme comme une compréhension, là où Lénine parle d'admission et Althusser de croyance. Ces derniers ne prétendent échapper à la définition métaphysique de la vérité comme «*adéquation de la chose et de l'intellect*» qu'en mettant entre guillemets le verbe qui désigne cette adéquation (Lénine) ou en recourant à la notion de justesse et d'efficacité pratique (Althusser).

Toutefois, ces différences importantes - qui témoignent que, d'Engels à Lénine, le souvenir de la conjoncture philosophique, hégélienne en l'occurrence, qui a engendré le marxisme s'est perdu - ne doivent pas cacher le fond commun à ces trois définitions. Le matérialisme affirme d'abord l'existence d'une réalité extérieure à la pensée. Il affirme enfin que, quoique la pensée soit un processus irréductible à la matière, elle n'en a pas moins la matière pour condition de possibilité : pas de pensée sans matière. C'est à ces affirmations que s'opposent le (ou les) idéalisme(s).

l'idéalisme

Innombrables sont les variétés doctrinales de l'idéalisme. Toutes partagent cependant la même tendance à minimiser l'indépendance, voire à annuler l'existence d'une réalité extérieure à la pensée. Dans cette affirmation de la toute-puissance de la pensée, il existe des degrés. Nous n'en retiendrons que trois pour la clarté de l'exposé.

- * **L'idéalisme radical** dénie toute existence à des objets matériels extérieurs à la pensée. Si être, c'est être perçu (*esse est percipi*), alors la seule réalité des objets consiste dans le fait que ces «objets extérieurs» sont pensés par un sujet. Cette «*théorie qui déclare l'existence des objets dans l'espace hors de nous [...] fausse et impossible*»¹⁰ est appelée par Kant «*idéalisme dogmatique*» parce qu'elle prétend atteindre des certitudes sur une question qui devrait être d'abord passée au crible de la critique.

10. Kant, *Critique de la raison pure*, III 190, B 274, trad. A. J-L. Delamarre et F. Marty, in *Œuvres philosophiques*, coll. La Pléiade, Gallimard, Paris, 1980, tome I, p.954.

- * **L'idéalisme méthodique**, sans aller jusqu'à nier l'existence d'objets matériels extérieurs à la pensée, la déclare néanmoins «douteuse et indémontrable». Kant appelle «*idéalisme problématique*»¹¹ cette variété dont il attribue la paternité à Descartes. La décision délibérée des phénoménologues de suspendre le jugement quant à l'existence ou l'inexistence d'objets réels correspondant à ce qui nous apparaît (décision souvent désignée par le mot grec *epochè*) conduit elle aussi à un idéalisme problématique.
- * **L'idéalisme transcendantal**, développé par Kant, admet quant à lui l'existence d'objets extérieurs (choses en soi) correspondant à ce qui nous apparaît (phénomènes) mais il proclame leur connaissance impossible. Kant justifie cette impossibilité par le fait que l'espace et le temps, dans lesquels les phénomènes nous apparaissent, n'ont pas d'existence objective mais ne sont que la forme pure, la structure *a priori* de notre capacité subjective de sentir. Dès lors, nous ne percevons pas les choses telles qu'elles sont en elles-mêmes (en soi) mais telles qu'elles nous apparaissent, c'est-à-dire telles que nous les coulons dans les cadres spatio-temporels universels et formels de notre sensibilité, cadres qui précèdent toute perception des phénomènes eux-mêmes et qui, pour cette raison, sont appelés *a priori*.

l'agnosticisme

Ce qui semble commun aux divers agnosticisimes, c'est l'affirmation que «*tout au-delà du donné expérimental est inconnaissable*»¹². La diversité des doctrines qui s'en revendiquent tient notamment aux multiples définitions possibles du *donné expérimental*. Alors que de nombreux agnostiques identifient ce donné expérimental à la connaissance scientifique et aboutissent à «*un scepticisme limité au domaine de la métaphysique*»¹³, d'autres ont une conception plus restrictive de ce *donné*, qu'ils limitent aux seules représentations qui sont données à la conscience. Les premiers ne doutent pas de l'existence d'objets réels correspondant à la connaissance scientifique. Aussi occupent-ils un terrain situé entre les thèses matérialistes et l'idéalisme transcendantal de Kant. Les

11. *Ibid.*

12 et 13. P. Foulquié et R. Saint-Jean, *Dictionnaire de la langue philosophique*, 2^e édition, PUF, Paris, 1969, p.303.

seconds, qui interprètent le donné expérimental dans le sens des représentations d'une réalité extérieure données à une conscience, ne considèrent pas que l'existence d'objets matériels nous soit donnée en même temps que leur manifestation sensible. Aussi ces agnostiques radicaux occupent-ils en réalité une position qui se confond avec l'idéalisme problématique. Nous verrons bientôt ce qu'il faut penser de cette opération qui consiste à recycler le vieil idéalisme problématique sous l'appellation d'agnosticisme (radical).

transcendantal

Commençons par lever une équivoque : l'adjectif *transcendantal* ne signifie absolument pas la même chose que «transcendant». On peut même considérer que le point de vue transcendantal a été inventé par Kant pour résoudre des problèmes qui se posaient dans le champ des sciences expérimentales (par exemple le problème appelé de nos jours problème de l'induction) en refusant par principe et par méthode de recourir à des solutions transcendantes. Kant s'exprime clairement sur ce point : «*Nous nommerons les principes dont l'application se tient entièrement dans les limites de l'expérience possible immanents, mais ceux qui sortent de ces limites, nous les appellerons transcendants.*» [...] «*Aussi le transcendantal et le transcendant ne sont pas la même chose*»¹⁴. Après cette mise en garde préliminaire, venons-en à la définition proprement dite. Le terme transcendantal qualifie, dans ce travail, «*la connaissance de la possibilité de l'application de l'a priori à l'expérience, de sa validité à l'égard de celle-ci et de ses objets. Par extension, est transcendantal tout ce qui se rapporte à la condition d'une expérience possible, à ce qui est présupposé par l'expérience et qui lui est (logiquement) antérieur*»¹⁵. Soulignons que cette antériorité logique revêt un caractère de légalité universelle et nécessaire. C'est elle qui permet, par exemple, de conclure à la légalité scientifique d'une expérience qui n'a été accomplie qu'un nombre fini de fois (Deuxième analogie de l'expérience). C'est elle aussi qui permet d'organiser les données empiriques en connaissances rationnelles, par l'intervention de principes tels

14. Kant, *Critique de la raison pure*, Dialectique transcendantale. Introduction, III 23 5-236, A 295-296, B 3 52, *op.cit.*, p.1014.

15. R. Eisler, *Kant Lexikon*, G. Olms Verlag, Hildesheim, 1989, trad. française de A-D. Balmès et P. Osmo, Gallimard, Paris, 1994, p.1039.

que la permanence de la substance au cours du changement (Première analogie de l'expérience), etc. Ces principes ne résultent pas de l'expérience (on ne peut, par exemple, mesurer la masse de l'univers) mais ils lui sont antérieurs (du point de vue logique) et permettent de l'organiser dans une connaissance rationnelle.

A la lumière de ces définitions, nous sommes à présent en mesure de comprendre le titre de cet article, «le matérialisme transcendantal», et de reformuler notre propos avec plus de précision. L'association de ces termes peut paraître monstrueuse, tant aux idéalistes, qui croient détenir le monopole du point de vue transcendantal et ne peuvent envisager de le partager avec les plébéiens du camp matérialiste, qu'aux matérialistes orthodoxes (puisqu, hélas, il en existe !) qui ne peuvent concevoir le point de vue transcendantal autrement que comme le voile qui dissimule l'idéalisme. Pourtant, le fait est là : le point de vue transcendantal n'est pas l'apanage de l'idéalisme. Nous montrerons au contraire qu'une analyse des conditions de possibilité, non seulement de l'expérimentation scientifique, mais encore de la conscience transcendantale (le «je pense») conduit nécessairement au matérialisme. C'est ainsi que prendra corps la réfutation de l'idéalisme annoncée à la fin de notre introduction. Dans ce travail d'argumentation nous rencontrerons inévitablement la réfutation explicite que Kant a lui-même donnée de l'idéalisme. Elle nous servira de point d'appui pour arracher le point de vue transcendantal au camp de l'idéalisme et pour montrer en même temps aux matérialistes orthodoxes que la réalité de la philosophie transcendantale ne se confond pas avec l'image qu'en donne la vulgate marxiste de l'histoire de la philosophie. Kant, le prétendu idéaliste, est en effet l'auteur d'une réfutation de l'idéalisme¹⁶. Au vrai, celle-ci vaut davantage par le mouvement de son argumentation que par ses conclusions, qui restent profondément ambiguës. C'est pourquoi il nous faudra en préciser la portée et, ce faisant, la reprendre à nouveaux frais. Mais avant d'en arriver à ce point, qui constitue le cœur de notre propos, il faut encore dissiper quelques illusions qui portent sur le caractère apparemment rationnel de l'agnosticisme et qui peuvent occulter la nécessité d'argumenter en faveur du matérialisme.

16. Cf. Kant, *Critique de la raison pure*, III 190-193, B 274-279, *op.cit.*, pp.954-959.

le piège de l'agnosticisme

Il importe ici de distinguer les difficultés posées par l'agnosticisme radical de celles que soulève l'agnosticisme modéré des scientifiques qui entendent se garder de la métaphysique.

L'agnosticisme radical, on l'a vu, restreint le donné empirique aux représentations subjectives que la réalité extérieure éveille en la conscience. En d'autres termes, il n'accorde foi qu'au sens interne c'est-à-dire «*l'intuition de nous-mêmes et de notre état intérieur*»¹⁷, à l'exclusion du sens externe, c'est-à-dire la «*propriété de notre esprit*» par le moyen de laquelle «*nous nous représentons certains objets comme étant hors de nous et placés tous ensemble dans l'espace*»¹⁸. Pour l'agnosticisme radical, il est impossible de déterminer si nos représentations d'objets extérieurs correspondent à des objets existant hors de nous ou si elles sont seulement des produits de notre imagination, toute affirmation concernant l'objectivité de nos représentations étant aussitôt qualifiée de prise de position métaphysique (parce que dépassant les données de l'expérience).

Il est facile de montrer que ce prétendu refus de la métaphysique (qu'on trouve dans la phase du doute hyperbolique chez Descartes) est déjà en lui-même une option métaphysique, idéaliste en l'occurrence. C'est en effet en vertu d'un choix métaphysique implicite que le sens interne est d'abord posé comme autonome par rapport au sens externe et qu'il est ensuite élu comme seule source de certitude. Cet idéalisme problématique repose sur un cercle vicieux : il commence par retrancher le sens externe des sources de la connaissance et il s'émerveille ensuite que le sens interne, livré à ses propres forces, soit incapable de distinguer entre des représentations d'objets réels et des fantasmes de notre imagination. Ou encore, en termes kantien : l'agnosticisme radical est déjà une métaphysique de la raison pure, puisqu'il exclut d'abord la perception comme unique source de la connaissance de l'existence des objets et qu'il exige ensuite de la raison qu'elle fournisse à elle seule des critères de l'existence de ces objets. Or, écrit Kant : «*Là donc où s'étend la perception et ce qui en dépend suivant des lois empiriques, là s'étend aussi*

17 et 18. Kant, *Critique de la raison pure*, Esthétique transcendantale, §6, III 59-60, A 33, B 49, *op.cit.*, respectivement p.794, 784.

notre connaissance de l'existence des choses»¹⁹. L'agnosticisme radical commence donc par mutiler la raison en la coupant du sens externe, puis il exige d'elle ce qu'elle est dès lors incapable de fournir — des critères de l'existence d'objets extérieurs — et il peut enfin prononcer la faillite et l'impuissance de cette même raison pour la livrer au piège de la croyance. Notons encore que la formulation des «thèses» matérialistes par l'orthodoxie marxiste en termes de «croyance» ou de «prise de parti» (Althusser) pose le débat du matérialisme et de l'idéalisme dans une problématique agnostique et donc en fin de compte idéaliste. Cela, faute d'avoir analysé les conditions de possibilité non seulement de l'expérience en général mais aussi de l'idéalisme lui-même en tant qu'il privilégie le sens interne au détriment du sens externe²⁰.

En ce qui concerne l'agnosticisme modéré, le principal reproche qu'on peut adresser à la modestie rationnelle dont il se réclame, c'est son inconséquence. Les scientifiques qui le professent font en effet tous les jours l'expérience de la fécondité des hypothèses matérialistes que présuppose leur démarche scientifique. Or ces hypothèses, constamment vérifiées dans le champ du connu, ils sont prêts à les abandonner comme n'étant plus à l'ordre du jour dans le champ de l'inconnu. Quelque part dans l'univers existerait une zone où tous les principes transcendants qui fondent notre connaissance scientifique cesseraient d'avoir cours : par cette supposition, que rien de connu n'alimente, une partie de ce qui est simplement inconnu en fait reçoit la détermination d'être

19. Kant, *Critique de la raison pure*, Analytique transcendantale, III 190, A 226, B 273, *op.cit.*, p.954.

20. Le livre de D. Lecourt, *Une crise et son enjeu. Essai sur la position de Lénine en philosophie* (coll. Théorie, Maspéro, Paris, 1973) constitue une exception partielle à la présentation orthodoxe du débat du matérialisme et de l'idéalisme. Lecourt y analyse justement l'agnosticisme absolu de Mach et d'Avenarius comme la subordination de la question des rapports de l'être et de la pensée à la question de l'objectivité de la connaissance (là où pour notre part nous parlerions de subordination du sens externe au sens interne). Dans la foulée, il montre aussi que Hegel est, dans l'histoire, le seul philosophe à avoir renversé l'ordre de cette subordination, ce qui explique l'importance nodale qu'il revêt pour le matérialisme subséquent (*Cf. op.cit.*, pp. 62-69). Il n'en est que plus regrettable que cet essai éclairant se soit conclu par le retour au bercail orthodoxe de la «prise de parti en philosophie».

inconnaissable en droit. Or rien dans la pratique effective des scientifiques ne permet de passer de la constatation du fait que des champs immenses de la réalité objective nous sont inconnus à la thèse que dans cette réalité inconnue en fait se cache une réalité inconnaissable en droit. C'est plutôt le contraire qui est vrai : depuis Galilée et la dissolution qu'il a opérée de l'idée antique d'espace cosmique compartimenté et hiérarchisé²¹, toute la physique s'est développée à partir du principe que «*l'Univers est dans toutes ses parties régi par les mêmes lois, et ce par des lois de nature strictement mathématique*»²², ce que Kant exprime sous la forme d'un principe transcendantal (qui précède logiquement l'expérience et l'organise) : «*Toutes les substances, en tant qu'elles peuvent être perçues comme simultanées dans l'espace, sont dans une action réciproque universelle*»²³. Ainsi se révèle que l'agnosticisme, même modéré, contredit les principes transcendants de l'entendement, qui organisent toute l'activité scientifique, et que, en conséquence, il contredit les fondements rationnels de cette activité. Pourquoi tombe-t-il dans cette inconséquence, sinon pour réserver un champ d'application à la croyance ? N'y aurait-il pas là une confusion entre l'impératif éthique de la tolérance à l'égard des personnes, quelles que soient leurs croyances et aussi saugrenues que celles-ci nous paraissent, et l'exigence théorique de la rationalité ? L'éthique nous commande certes de respecter toute personne, indépendamment de ses croyances. Mais faut-il en conclure que la raison théorique nous demande d'admettre qu'il se peut que l'univers ne soit pas soumis en toutes ses parties aux mêmes lois ?

la réfutation de l'idéalisme problématique par kant

Nous avons déjà commencé à critiquer l'idéalisme problématique en démontant le cercle sur lequel il repose (*cf. supra*, la critique de l'agnosticisme radical). Mais cette critique n'est

21. Sur le cosmos et sa dislocation, cf. A. Koyré, *Etudes galiléennes*, Hermann, Paris, 1966, 1980, p.74 et sv.; cf. aussi : A. Koyré, *Etudes d'histoire de la pensée scientifique*, Gallimard, Paris, 1973, pp.55-58 et pp.170-171.

22. Koyré, *Etudes d'histoire de la pensée scientifique, op.cit.*, p.56.

23. Kant, *Critique de la raison pure*, Troisième analogie de l'expérience, III 180, A 211, B 256, *op.cit.*, p.942.

pas encore capable de convaincre la position adverse parce qu'elle s'appuie sur le principe, récusé par l'idéalisme, que la perception seule permet de formuler des jugements d'existence. Il faut donc porter la critique au cœur du dispositif adverse et montrer que celui-ci n'est soutenable qu'à partir de présupposés non idéalistes mais implicites. C'est ce que fait Kant quand il énonce sa thèse fameuse : «*La simple conscience, mais empiriquement déterminée, de ma propre existence prouve l'existence des objets dans l'espace hors de moi*»²⁴. En d'autres termes : je ne peux avoir conscience de mon existence comme déterminée dans le temps, je ne peux me saisir dans le flux du temps qu'en prenant appui sur quelque chose de permanent par rapport à quoi le changement peut être déterminé comme tel. La raison en est que «*le temps ne peut être perçu en lui-même*»²⁵. Or la perception de ce permanent n'est possible «*que par une chose hors de moi, et non par la simple représentation d'une chose hors de moi*»²⁶. En effet, puisque toutes mes représentations appartiennent au flux temporel du sens interne, ce n'est pas à partir de l'une d'entre elles que je peux connaître le flux qui les emporte mais bien à partir d'un point d'appui permanent et extérieur. En conséquence, l'existence des choses hors de moi est la «*condition de détermination du temps*» et donc «*la conscience de ma propre existence est en même temps une conscience immédiate de l'existence d'autres choses hors de moi*»²⁷. L'existence du monde extérieur n'est pas seulement une représentation qui serait produite par mon imagination — thèse de l'idéalisme problématique — c'est une réalité effective, qui est la condition de possibilité de la position idéaliste elle-même.

La force de cette réfutation de l'idéalisme ne manque pas d'étonner sous la plume de Kant, que la tradition de l'histoire de la philosophie présente comme un idéaliste critique. Kant va pourtant jusqu'à écrire que «*nous n'avons même rien de permanent, que nous puissions mettre comme intuition sous le concept d'une substance, sinon la matière, et même cette permanence n'est pas tirée de l'expérience externe, mais elle est*

24. Kant, *Critique de la raison pure*, Réfutation de l'idéalisme, III 191, B 275, *op.cit.*, p.955.

25. Kant, *Critique de la raison pure*, Première analogie de l'expérience, III 163, A 183, B 226, *op.cit.*, p.920.

26 et 27. Kant, *Critique de la raison pure*, Réfutation de l'idéalisme, III 191, B 275, *op.cit.*, pp.956-957.

supposée a priori par l'existence des choses extérieures comme condition nécessaire de toute détermination du temps, par suite aussi comme détermination de notre sens interne relativement à notre propre existence»²⁸. La matière n'est donc pas ici un objet de la perception empirique, dont l'existence pourrait être récusée en doute par les idéalistes, mais un objet qui est la condition de possibilité de toute détermination du temps et donc de notre existence dans le temps. C'est pourquoi, conformément à la définition de ce terme (cf. le point 2, *supra*), la matière est un objet transcendantal, dont l'existence est supposée *a priori* par ceux-là mêmes qui nient qu'on en puisse jamais rien connaître : les idéalistes. Avec la réfutation kantienne de l'idéalisme, le matérialisme semble bien être devenu une certitude nécessaire et démontrée et non plus l'enjeu d'une simple prise de parti.

les limites de la réfutation kantienne de l'idéalisme

Ce n'est cependant pas sans raisons que la tradition garde de Kant le souvenir d'un idéaliste, même si c'est un idéaliste de l'espèce critique. Le lecteur voudra bien nous pardonner le caractère technique des pages qui suivent : il est impossible d'éviter l'examen critique de cette tradition qui a recouvert la réfutation kantienne de l'idéalisme d'un voile de silence ou de commentaires idéalistes. Ceux-ci s'autorisent de maints passages de la première édition de la *Critique de la raison pure*, supprimés par la suite, qui contreviennent au matérialisme transcendantal exposé dans l'ajout à la seconde édition que constitue la *Réfutation de l'idéalisme*. Ainsi par exemple, le passage suivant : «*Il peut donc bien y avoir hors de nous quelque chose à quoi correspond ce phénomène que nous appelons matière; mais en sa qualité de phénomène ce quelque chose n'est pas hors de nous, il n'est que comme une pensée en nous, bien que cette pensée le représente par le sens qu'on appelle externe comme se trouvant hors de nous. La matière ne signifie donc pas une espèce de substance si complètement différente et hétérogène de l'objet du sens (de l'âme), mais seulement la disparité des phénomènes par rapport aux objets (qui nous sont inconnus en soi), dont*

28. Kant, *Critique de la raison pure*, Réfutation de l'idéalisme. Remarque 2, III 192-193, B 278, *op.cit.*, p.958.

les représentations sont nommées extérieures par opposition à celles que nous rapportons au sens interne, bien qu'elles n'appartiennent pas moins uniquement au sujet pensant que toutes les autres pensées; seulement, elles ont en particulier cela de trompeur que, représentant des objets dans l'espace, elles se détachent en quelque sorte de l'âme et semblent flotter hors d'elle, alors que l'espace même où elles sont intuitionnées n'est rien qu'une représentation dont une réplique de même qualité ne peut être trouvée hors de l'âme»²⁹. Tout ce texte contredit la réfutation de l'idéalisme puisque, au lieu d'être transcendantale, l'existence de la matière est ici phénoménale et que l'extériorité des objets n'est plus effectivement réelle mais seulement une représentation de la pensée. La subordination de l'extériorité empirique au sens interne et la réduction de cette extériorité à une illusion d'indépendance annoncent bien l'idéalisme, lequel n'est pas seulement problématique comme chez Descartes, mais absolu, à la manière hégélienne. De même que pour Hegel, la conscience «distingue d'elle-même quelque chose à quoi, en même temps, elle se rapporte»³⁰, opération par laquelle la conscience produit son objet, de même pour Kant «les représentations extérieures» se «détachent en quelque sorte de l'âme». Mais l'espace «où elles sont intuitionnées» est lui-même une représentation qui appartient à l'âme. Ainsi, l'idéalisme de la phénoménologie hégélienne serait une simple conséquence de l'idéalisme transcendantal kantien, qu'il se contenterait de radicaliser en éliminant le spectre de la chose en soi.

Si cette conclusion fait justice de la phénoménologie hégélienne, et, au-delà, de l'idéalisme de la phénoménologie de l'épochè, elle n'épuise pas cependant la position kantienne, dont l'ambivalence apparaît d'abord du fait de sa réfutation de l'idéalisme.

Celle-ci contredit en effet radicalement la thèse de la primauté du sens interne sur le sens externe (et donc du temps sur l'espace) énoncée dans *l'Esthétique transcendantale*. Faut-il tenter de résoudre cette contradiction interne à la seconde édi-

29. Kant, *Critique de la raison pure*, IV 241, A 385, *op.cit.*, pp.1455-1456.

30. Hegel, *Phénoménologie de l'Esprit*, Introduction, §10, traduction séparée de la Préface et de l'Introduction par B. Bourgeois, Vrin, Paris, 1997, p.197.

tion de la *Critique de la raison pure* et, si oui, au prix de quelles contorsions théoriques ? Ou faut-il au contraire prendre cette contradiction doctrinale comme le révélateur d'une contradiction plus fondamentale ? Le simple respect du texte kantien, de ses audaces comme de ses entraves, conduit à la seconde attitude.

La *Critique de la raison pure* nous apparaît en conséquence comme une œuvre profondément travaillée par la contradiction de l'idéalisme transcendantal et du matérialisme transcendantal, contradiction voilée par Kant qui lui substitue la conjonction du réalisme empirique — qui, selon lui, accorde l'existence de la matière mais comme simple phénomène — et de l'idéalisme transcendantal — qui affirme l'idéalité de l'espace, c'est-à-dire en dernière analyse son immanence au sens interne : « *l'espace lui-même est en nous* »³¹. A dire vrai, Kant ne parle pas de matérialisme transcendantal mais seulement de la matière comme condition transcendantale de détermination du temps. Mais il se dissimule la rupture opérée par cette conception en dessinant une sorte d'opposition croisée entre quatre termes associés deux à deux : d'un côté le réalisme empirique associé à l'idéalisme transcendantal, qui est la position dont il se réclame et qui s'exprime comme distinction des phénomènes et de la chose en soi ; de l'autre, le réalisme transcendantal (qui affirme l'existence d'objets extérieurs indépendants de la pensée) associé à son complément nécessaire, l'idéalisme empirique (qui affirme que nos sens ne sont pas capables de nous faire accéder à la réalité empirique)³². Or il est évident que la présente typologie ne rend pas compte de la contradiction qui oppose la doctrine de la primauté du sens interne, exposée dans *l'Esthétique transcendantale*, au matérialisme transcendantal esquissé dans la *Réfutation de l'idéalisme*. Cette contradiction n'est pas prise en compte par la typologie kantienne parce qu'elle l'excède, aussi bien dans ses conséquences pratiques que dans les perspectives théoriques inédites qu'elle ouvre.

les enjeux pratiques de la distinction entre phénomènes et choses en soi

Rien de plus apparemment théorique que la distinction opérée par Kant entre le phénomène, l'objet de l'intuition sensible, et la chose en soi inconnaissable, c'est-à-dire telle qu'elle est

31 et 32. Kant, *Critique de la raison pure*, IV 232, A 370, *op.cit.*, respectivement p.1444 et p.1444-1445.

absolument, en dehors de toute manifestation sensible, et dont il faut bien supposer l'existence pour éviter «*cette proposition absurde, qu'il y aurait un phénomène sans rien qui apparaisse*»³³. Pourtant cette distinction a aussi pour Kant l'intérêt de rendre compatibles l'observation scientifique du déterminisme naturel et l'affirmation qu'en dehors de cette observation, en tant que chose en soi, l'âme humaine n'est pas soumise au déterminisme mais jouit d'une liberté inconnaissable (quoique pensable). Elle a en outre l'intérêt pratique de prétendre concilier les positions du réalisme empirique et de l'idéalisme transcendantal. Tantôt, en bon scientifique qu'il est, Kant accorde la réalité empirique et l'existence de la matière³⁴. Tantôt au contraire, en bon chrétien, il reconnaît que sa doctrine de la subjectivité transcendantale, en ce qu'elle est fondée sur l'activité synthétique du je pense («*ce n'est donc qu'au moyen d'une unité synthétique possible, pensée auparavant, que je puis me représenter l'unité analytique de la [conscience]*»³⁵), sert «*sans aucun doute [...] surtout [...] à mettre notre moi pensant à l'abri du danger du matérialisme*»³⁶. Aveu gros de conséquences, par lequel l'idéalité transcendantale de l'espace et du temps peut être reconnue comme un dispositif dont le ressort ultime consiste à ne pas fermer la possibilité d'une immortalité de l'âme³⁷. L'idéalisme transcendantal formerait ainsi le pôle dominant de la contradiction dans la mesure où le pôle du réalisme, affirmé dans l'analytique du rien («*Si on n'a pas perçu des êtres étendus, on ne peut se représenter l'espace*»³⁸) et dans le paralogisme de l'idéalité (du rapport extérieur) («*sans la perception, la fiction et le rêve mêmes ne sont pas possibles, et [...], par conséquent, suivant les données d'où l'expérience peut résulter, nos sens extérieurs ont dans l'espace leurs objets réels*

33. Kant, *Critique de la raison pure*, Préface de la seconde édition, III 17, B XXVI-XXVII, *op.cit.*, p.746.

34. Cf. aussi: Réfutation de l'idéalisme, Remarque 2: «*(...) nous n'avons même rien de permanent, que nous puissions mettre comme intuition sous le concept d'une substance, sinon la matière (...)*», III 192, B 278, *op.cit.*, p.958.

35. Kant, *Critique de la raison pure*, III 109-110, B 133, §16, *op.cit.*, p.854.

36 et 37. Kant, *Critique de la raison pure*, IV 240, A 383, *op.cit.*, p.1454.

38. Kant, *Critique de la raison pure*, III 233, A 292, B 349, *op.cit.*, p.1011.

correspondants»³⁹), serait toujours subordonné à la doctrine de l'idéalité transcendantale de l'espace : «*Il est impossible d'ailleurs que, dans cet espace, doive être donné quelque chose d'extérieur à nous (dans le sens transcendantal), puisque l'espace n'est rien lui-même en dehors de notre sensibilité*»⁴⁰.

Mais cette contradiction, qui saute aux yeux du lecteur le moins averti, est masquée par la distinction canonique du phénomène et de la chose en soi, qui rend compatibles, en apparence du moins, les exigences contraires de la rationalité scientifique et de l'espérance chrétienne en une survie de l'âme «*à travers tous les changements possibles de mon état*»⁴¹. C'est elle encore qui désamorce le matérialisme transcendantal qui pourrait résulter de la *Réfutation de l'idéalisme*. On a vu que la thèse de celle-ci s'énonce de la manière suivante : «*La simple conscience, mais empiriquement déterminée, de ma propre existence prouve l'existence des objets dans l'espace hors de moi*»⁴². Mais un passage de la première édition, abandonné ensuite, semble d'avance induire une interprétation restrictive de l'expression «*hors de moi*». Kant y relève en effet l'ambiguïté de l'expression hors de nous, qui signifie «*tantôt quelque chose qui existe comme chose en soi, distincte de nous, tantôt quelque chose qui appartient simplement au phénomène extérieur*», qui dans ce dernier cas est désigné comme «*des choses qui se trouvent dans l'espace*»⁴³. C'est seulement à la condition expresse d'ignorer que Kant a rectifié délibérément la seconde édition de sa *Critique* dans une perspective défavorable à l'idéalisme que semble se dégager de cette mise au point la conclusion que la *Réfutation de l'idéalisme* ne prétendrait pas démontrer l'existence de la chose en soi mais seulement l'existence de l'objet phénoménal, interprétation à laquelle Sartre se rallie clairement⁴⁴. Mais, et nous rejoignons sur ce point D. Giovannangeli par d'autres chemins, il n'est pas sûr «*que Kant [...] en reste ici au niveau du phénomène*»⁴⁵. Quel sens et quelle utilité aurait une

39. Kant, *Critique de la raison pure*, IV 236, A 377, *op.cit.*, p.1449.

40. Kant, *Critique de la raison pure*, IV 236, A 375, *op.cit.*, p.1448.

41. Kant, *Critique de la raison pure*, IV 240, A 383, *op.cit.*, p.1454.

42. Kant, *Critique de la raison pure*, III 191, B 275, *op.cit.*, p.955.

43. Kant, *Critique de la raison pure*, IV 234, A 373, *op.cit.*, pp.1446-1447.

44 et 45. Cf. D. Giovannangeli, «Sartre et Heidegger, lecteurs de Kant», in *La fiction de l'être*, De Boeck, Bruxelles, 1990, p.144.

démonstration qui prouverait que les objets qui nous apparaissent existent bien comme objets qui apparaissent ? Certes, dans la longue note ajoutée à la préface de la seconde édition, Kant a pris soin de préciser que l'objet de sa démonstration est au fond de distinguer entre le sens externe et l'imagination : «*A quelles intuitions données correspondent réellement des objets hors de moi, objets qui appartiennent donc au sens externe, auquel on doit les attribuer et non à l'imagination, c'est ce qui doit être établi d'après les règles selon lesquelles l'expérience en général (même l'expérience interne) se distingue de l'imagination*»⁴⁶. Mais loin de fonder la distinction de l'expérience (d'une «*chose hors de moi*») et de l'imagination (la «*simple représentation d'une chose hors de moi*»), la réfutation de l'idéalisme semble au contraire la présupposer. La réfutation de l'idéalisme en perd de ce fait la dernière utilité qu'on pouvait lui accorder dans la perspective explicite de Kant, qui est de démontrer l'existence des objets phénoménaux. Les phénomènes sont les phénomènes, voilà la plate tautologie que Kant s'échinerait à démontrer dans ce texte célèbre, s'il n'y était question que des objets phénoménaux.

la portée théorique de la réfutation kantienne de l'idéalisme

Mais Kant vise beaucoup plus loin que les phénomènes dans la *Réfutation de l'idéalisme* et il n'est pas excessif de dire que sa visée déborde la conscience qu'il en prend. Lorsqu'il écrit que l'existence des objets extérieurs permanents «*est nécessairement comprise dans la détermination de ma propre existence et ne constitue avec elle qu'une seule expérience, qui n'aurait jamais lieu intérieurement, si elle n'était pas en même temps extérieure (en partie)*»⁴⁷, il définit pour la première fois la conscience comme expérience unique de l'extérieur et de l'intérieur, comme être de relation. On sait que P. Ricœur voyait dans ce texte «*une définition, avant la lettre, de l'intentionnalité*»⁴⁸. Il nous semble que cette assimilation est

46 et 47. Kant, *Critique de la raison pure*, Préface, III 24, B XLI, *op.cit.*, p.956 et 957.

48. P. Ricœur, *A l'école de la phénoménologie*, Vrin, Paris, 1986, p.23 5, cité par D. Giovannangeli, *La fiction de l'être*, *op.cit.*, note 29, p.145. Rappelons que «*le mot intentionnalité ne signifie rien d'autre que cette particularité foncière et générale qu'a la conscience d'être conscience de quelque chose, de porter, en sa qualité de cogito, son cogitatum en elle-même.*» (Husserl, *Méditations cartésiennes*, §14, trad.G.Peiffer et E.Levinas, Vrin, Paris, 1969, p.28).

réductrice de ce qui, dans le texte de Kant, excède précisément toute perspective phénoménologique en tant que celle-ci ne cesserait de poser le sens externe en référence à cette dernière instance que serait le sens interne. Or c'est de quelque chose de plus profond que Kant traite ici, c'est de la relation même du sens externe et du sens interne, conçue comme constitutive des termes qu'elle relie.

Qu'on la prenne avec Husserl au sens d'une tension de la conscience vers les phénomènes ou avec Sartre comme l'éclatement de la conscience hors d'elle-même, l'idée d'intentionnalité s'efforce certes de penser la relation, mais seulement à partir d'un de ses termes : la conscience toujours considérée comme déjà constituée puisque constituante. Mais ce qui échappe à la phénoménologie, c'est le processus de constitution (qui est indissociablement hétéro- et auto-constitution) de la conscience, son acte de naissance à partir de la mise en relation de ce qui n'est pas encore elle. Dans un effort qui lui fait honneur, Husserl a bien tenté de montrer la genèse temporelle du je pense dans ses *Leçons* de 1905, comme il a tenté de montrer la genèse empirique de la donation de sens originaire dans la *Krisis* et ses annexes. Mais la conscience y était toujours déjà constituée comme perception et comme réflexivité⁴⁹, c'est-à-dire à la fois réduite à la perception, à l'exclusion de tout ancrage sensoriel et corporel, et déjà dotée de la réflexivité : conscience exclusivement théorique et déjà toute armée en naissant.

Il peut sembler paradoxal de reprocher à la notion d'intentionnalité, dont s'enorgueillit la phénoménologie transcendantale, d'être au-dessous de sa prétention à penser la relation structurante du je pensant au monde. Mais dans la mesure où elle prend pour appui le je pense cartésien, la phénoménologie transcendantale s'enferme dans le sens interne comme seule certitude absolue et s'interdit, par principe, de saisir le rapport du sujet au monde au niveau de la sensation, c'est-à-dire comme corporéité se mouvant et sentant dans l'espace.

49. «Le flux de la conscience immanente constitutive du temps non seulement est, mais encore, (...) il est tel qu'une apparition en personne du flux doit avoir lieu nécessairement en lui (...). L'apparition en personne du flux n'exige pas un second flux, mais en tant que phénomène il se constitue lui-même.» (Husserl, *Leçons sur une phénoménologie de la conscience intime du temps*, §39, trad. H. Dussort, coll. Epiméthée, PUF, Paris, 1964, 1991, p.109).

Descartes déjà prétendait que la pensée, la *res cogitans*, avait par elle-même la capacité de sentir indépendamment du corps, *res extensa*⁵⁰. La phénoménologie transcendantale reconduit la primauté cartésienne du je pense et n'a finalement affaire à la sensation que dans la réduction du corps et du monde au rang de *cogitata* (de choses pensées). On conviendra que réduire le monde naturel à un corrélat de la conscience, comme Husserl le fait dans *Ideen I*, perpétue l'idéalisme problématique de Descartes⁵¹. Dans ce contexte, l'intentionnalité est moins un concept élucidant le sens externe que le symptôme de l'engloutissement de la sensation et de la corporéité dans l'oubli sans rémission de la réduction transcendantale. En effet ce n'est pas seulement la naturalité du monde qui s'engloutit dans l'hypothèse de «l'anéantissement du monde»⁵². Ce sont aussi la sensation et la corporéité, ignorées dans leur spécificité irréductible à la «conscience absolue» et dans leur statut de fondement archi-factuel de cette conscien-

50. «*Mais qu'est-ce donc je suis ? Une chose qui pense. Qu'est-ce qu'une chose qui pense ? C'est-à-dire une chose qui doute, qui conçoit, qui affirme, qui nie, qui veut, qui ne veut pas, qui imagine aussi, et qui sent*», (Descartes, *Méditations deuxième*, in *Œuvres*, Tome II, Garnier, Paris, 1967, pp.420-421).

51. Cf. Husserl, *Idées directrices pour une phénoménologie*, §47, trad. P. Ricœur, Gallimard, Paris, 1950, pp.154-158.

52. Quand Husserl écrit : «*l'être de la conscience, et tout le flux du vécu en général, serait certes nécessairement modifié si le monde des choses venait à s'anéantir mais [...] il ne serait pas atteint dans sa propre existence*» (*Idées directrices*, §49, *op. cit.*, p 161), il autonomise la conscience par rapport au sentir et au se mouvoir avec le même aplomb que les théologiens l'autonomisent par rapport à l'état vivant de l'organisme. En ce sens, on peut dire que ce que D. Janicaud appelle le «*tournant théologique de la phénoménologie*» a toujours déjà été pris. Loin de se décanter dans le «*résidu phénoménologique*» de la «*conscience absolue*», une conscience qui n'aurait plus de monde pour y sentir et s'y mouvoir ne tarderait pas à dépérir. Les récits des emmurés vivants et des rescapés des catastrophes minières font état d'une perte rapide du sens du temps, d'un engourdissement de la conscience et de la substitution d'impressions hallucinatoires aux impressions sensibles qui ont, pour une part, disparu. Si toutes les sensations et toutes les possibilités de se mouvoir disparaissaient en même temps, y compris les sensations tactiles du corps qui repose sur la terre ou dans la boue, on ne voit pas quelle conscience y résisterait. Ce serait la perte de la conscience. Cette expérience de l'engourdissement n'a pas été analysée par Husserl. Elle l'aurait à coup sûr conduit vers une tout autre conception de la phénoménologie.

ce. La tension ou l'éclatement de la conscience vers le monde est à la fois la reconnaissance de la nécessité de prendre en compte le rapport à l'extériorité dans la constitution du champ transcendantal de la perception et la méconnaissance de ce que ce rapport se noue d'abord dans un mouvement qui n'est pas un acte de la conscience mais du corps. Paradoxe de la phénoménologie : elle s'épuise à tenter de surmonter la division de la pensée et de l'étendue à partir d'un seul des deux termes issus d'une division qu'elle ne remet jamais en cause. Rien d'étonnant, dès lors, que l'intentionnalité reste entourée de mystère, au même titre que le schématisme transcendantal chez Kant. C'est dans le recours exhalté à la notion d'intentionnalité pour se défendre du solipsisme qui la menace que la subjectivité transcendantale manifeste le pressentiment qu'elle a de sa perte.

Contrairement à ce que prétend Ricoeur, il est donc impossible de voir dans la réfutation kantienne de l'idéalisme la moindre définition de l'intentionnalité car ce serait la réduire à n'être qu'un simple repentir de ce que Ricoeur lui-même appelle, dans son commentaire des *Idées directrices*, l'idéalisme phénoménologique. Il y aurait en effet quelque légèreté (et quelque irrespect des textes) à prétendre ramener au bercail de l'idéalisme problématique, fût-ce sous les espèces d'une formation réactionnelle, une réfutation de ce même idéalisme problématique.

Or la réfutation de l'idéalisme ouvre une brèche décisive dans le dispositif des présupposés cartésiens qui, à travers la primauté du sens interne, gouvernent l'ensemble de la *Critique de la raison pure*, autant qu'ils gouvernent la phénoménologie transcendantale par le truchement de la subordination de la «transcendance» du monde à l'«immanence» de la conscience absolue. Cette brèche consiste à surmonter l'opposition canonique du sens interne et du sens externe. Considérons les deux citations suivantes : «*la conscience de ma propre existence est en même temps une conscience immédiate de l'existence d'autres choses hors de moi*»; «*l'existence [de quelque chose d'extérieur et de permanent] est nécessairement comprise dans la détermination de ma propre existence et ne constitue avec elle qu'une seule expérience, qui n'aurait jamais lieu intérieurement, si elle n'était pas en même temps extérieure (en partie)*» (Cf. *supra* les notes 27 et 47). La première citation élit une équivalence immédiate entre

conscience réflexive et conscience intentionnelle et pourrait encore, à ce titre, passer pour une anticipation de l'intentionnalité phénoménologique. Mais la seconde va plus loin puisqu'elle parle d'une seule expérience (*nur eine einzige Erfahrung*) qui a lieu à la fois intérieurement et extérieurement. Quel peut être le sujet d'une telle expérience unique de l'intérieur et de l'extérieur ? Ce ne peut évidemment pas être le je pense, qu'il soit cartésien, kantien ou phénoménologique. Pour sa part Kant ne répond pas à cette question, qu'il ne pose d'ailleurs même pas. Mais ce n'est pas le moindre de ses mérites d'avoir, par son audace, rendu possible la question du sujet de l'expérience unique de l'intérieur et de l'extérieur, question interdite dans le champ cartésien du savoir et de la pensée⁵³.

la relève de la réfutation kantienne de l'idéalisme

On a vu que la *Réfutation de l'idéalisme* constitue dans la *Critique de la raison pure* le pôle matérialiste et dominé d'une contradiction interne dont le pôle dominant est la doctrine de l'idéalité de l'espace, exposée dans *l'Esthétique transcendantale*. On a vu aussi que la distinction du phénomène et de la chose en soi, ainsi instituée, obéit à l'impératif théologique de «mettre notre moi pensant à l'abri du danger du matérialisme»⁵⁴. À quoi on pourrait encore ajouter le caractère apologétique d'une distinction qui prétend élire la finitude de l'entendement humain en mesurant celui-ci au fantasme d'un

53. A preuve, l'aveu d'impuissance qui accompagne la formulation en termes cartésiens de la question qui fait écran à la question du sujet de l'expérience unique : «La fameuse question de l'union de ce qui pense et de ce qui est étendu reviendrait donc, si l'on en écartait tout ce qui est imaginaire, simplement à ceci : Comment, dans un sujet pensant en général, une intuition extérieure, à savoir l'intuition de l'espace (de ce qui le remplit, la figure et le mouvement), est-elle possible ? Mais à cette question, il n'est au pouvoir d'aucun homme de trouver une réponse (...)» (Kant, *Critique de la raison pure*, IV 245, A 392-393, *op. cit.*, p.1461. Passage supprimé dans la seconde édition).

54. Kant, *Critique de la raison pure*, IV 240, à 383, *op.cit.*, p.1454. (Passage supprimé dans la seconde édition.)

entendement divin présumé infini⁵⁵, procédé manifestement hérité de la *Méditation troisième* où, aux fins de démontrer l'existence de Dieu, Descartes écrit : «[...] j'ai en quelque façon premièrement en moi la notion de l'infini, que du fini, c'est-à-dire de Dieu, que de moi-même. Car comment serait-il possible que je pusse connaître que je doute et que je désire, c'est-à-dire qu'il me manque quelque chose et que je ne suis pas tout parfait, si je n'avais en moi aucune idée d'un être plus parfait que le mien, par la comparaison duquel je connaîtrais les défauts de ma nature ?»⁵⁶. Le ressassement du thème de la «finitude» humaine aux fins d'assujettir la philosophie à l'apologétique religieuse est particulièrement remarquable dans le travestissement que Heidegger fait subir à Kant⁵⁷, comme il l'est dans la subordination du je pense à la

55. «[...] le concept de l'intelligible, comme tel, est privé de toutes les données de l'intuition humaine. L'intuition de notre esprit est toujours passive, elle n'est donc possible que dans la mesure où quelque chose peut affecter nos sens. Mais l'intuition divine, qui est le principe des objets, et non leur effet, demeurant indépendante, est archétype et, de ce fait, parfaitement intellectuelle.» (Kant, *Dissertation de 17710*, §10, II 396-397, trad. F.Aliqué, in *Œuvres philosophiques I*, Gallimard, Paris, 1980, p.644)

56. Descartes, *Méditation troisième*, op.cit., pp.445-446.

57. Cf. Heidegger, *Kant et le problème de la métaphysique*, §5, trad. A.de Waelhens et W.Biemel, Gallimard, Paris, 1953, pp.86-87, sv. Heidegger y ramène paradoxalement Kant à Descartes en prétendant fonder le caractère fini de l'entendement chez Kant sur «l'essence finie de l'homme», que Kant n'envisage guère dans la première *Critique*. Il est vrai que le texte de la fin de l'Esthétique transcendantale (III 72, B 71-72, op.cit, pp.809-810) constamment sollicité par Heidegger, fait du caractère sensible de l'intuition, que l'homme partage peut-être avec «tout être pensant fini», la conséquence de ce que l'homme dépend «des objets donnés» alors que «l'Être suprême» est censé créer ses objets au lieu de les recevoir dans une intuition sensible. Mais cette unique occurrence du terme «fini», appliqué à «l'être pensant», confirme que la «finitude» de la connaissance humaine n'est déterminable pour Kant que par une comparaison avec l'imaginaire religieux de l'Être tout puissant et omniscient. Plus haut dans ce passage, Kant fait d'ailleurs sans façons l'aveu que l'intérêt pratique de sa doctrine de l'idéalité de l'espace et du temps est de contourner l'embaras que la théologie naturelle, qui prend appui sur le sens commun pour prouver l'existence de Dieu, rencontre quand elle prétend établir cette existence hors du temps et de l'espace. Mais à côté de ce texte, où Kant fait ouvertement allégeance à la théologie, et qui fait le bonheur des exploitations idéalistes de la prétendue «finitude» humaine, il en

THE
FRATERNAL DEMOCRATS.

ALL MEN ARE BROTHERN.

Tous les hommes sont freres.

Alle Menschen sind Brüder.

Alla människor äro bröder.
Alle Menschenker ere brödere.
Alle männer sijn Broeders.



GLI UOMINI SONO TUTTI FRATELLI.
"Om ni äro bröder, sijn brödere."
Todes for kombris non brermanet.

WSZYSCY LUDZIE SA BRACMI.

Minden Ember Testverünk.

VSE LUDDI SOUT BRATI.

Entered

No _____

} Sec

Carte de membre des *Fraternal Democrats*. Association créée en 1845 en Angleterre par des chartistes de gauche et des membres de la Ligue des Justes.

pensée de l'infini chez Lévinas⁵⁸ et, d'une façon générale, dans leur florissante postérité. À cette façon de mesurer la raison à l'étalon de l'imaginaire religieux s'oppose l'évaluation rationnelle des pouvoirs de la raison : en l'absence de tout point de comparaison possible, pris en leur genre, ceux-ci ne peuvent être dits finis. En effet, comme l'affirme Spinoza : *«Est dite finie en son genre, la chose qui peut être bornée par*

(suite de la note 57) est d'autres où Kant fait place au matérialisme (quoique ce dernier reste toujours dominé par l'idéalisme transcendantal). Ainsi par exemple : *«C'est cependant encore une question de savoir si Épicure a jamais énoncé ces principes comme des assertions objectives. Si par hasard ils n'avaient été que des maximes de l'usage spéculatif de la raison, il aurait montré en cela un esprit plus véritablement philosophique qu'aucun des philosophes de l'Antiquité. Que dans l'explication des phénomènes, il faille procéder comme si notre champ d'investigation n'était amputé par aucune limite ni par aucun commencement du monde; qu'il faille admettre la matière du monde dans le sens où nous devons le faire, quand nous voulons en être instruits par l'expérience; que l'on ne doive recourir à aucune genèse des événements que celle qui est déterminée par les lois immuables de la nature, et enfin que l'on ne doive faire usage d'aucune cause distincte du monde, ce sont là, aujourd'hui encore, des principes très justes, quoique très peu observés [...]»* (Critique de la raison pure, Dialectique transcendantale, III 327, A 471, B 499, op.cit., pp.1123-1124). Ceci sans compter le réalisme rationaliste résolu que Kant illustre avec brio dans le pamphlet contre Swedenborg intitulé *Rêves d'un visionnaire expliqués par des rêves métaphysiques*. Le contraste n'en est que plus saisissant avec l'outrance du propos heideggérien qui lui fait dire à Kant : *«L'intuition humaine n'est point 'sensible' parce que son affection se produit au moyen des organes des sens; le rapport est inverse : c'est parce que notre existence est finie — existante au milieu de l'étant qui est déjà et auquel elle est abandonnée — qu'elle doit nécessairement le recevoir, ce qui signifie qu'elle doit offrir à l'étant la possibilité de s'annoncer. Des organes sont nécessaires pour que cette annonce puisse se transmettre»* (Heidegger, *Kant et le problème de la métaphysique*, §5, op.cit., p.87). Cette explication de l'existence factuelle des organes des sens par l'essence théologique de l'homme semble reconduire Kant à un finalisme digne de Bernardin de Saint Pierre.

58. Cf Lévinas, *Totalité et infini*, Martinus Nijhoff, La Haye, 1961, p.58 : *«Le doute lui fait rechercher la certitude. Mais ce soupçon, cette conscience du doute, suppose l'idée du Parfait. Le savoir du cogito renvoie ainsi à une relation avec le Maître — à l'idée de l'infini ou du Parfait»*.

une autre de même nature»⁵⁹. Au contraire, ces pouvoirs peuvent être dits parfaits en leur genre si on admet avec Spinoza que leur réalité, qui n'est limitée par aucune réalité de même nature, peut être entendue comme leur perfection⁶⁰.

Après qu'ait été ainsi esquissée la dentelle de servitude qui sert d'écrin à la réfutation kantienne de l'idéalisme se pose enfin la question : est-il possible de libérer cette réfutation de l'emprise théologique et de l'exploitation idéaliste qui pèsent sur elle ? La réponse est oui, cela se peut, mais à la condition d'en opérer la relève dans un cadre théorique qui lui soit adéquat. En d'autres termes, à la condition de conduire la phénoménologie transcendantale à reconnaître dans son refoulé sensoriel et corporel la solution de ses propres énigmes et de ses impasses. Et donc à la condition de ressaisir la réfutation kantienne dans une phénoménologie ordonnée non pas au seul sens interne et à la corrélation de l'acte de la pensée (la noèse) et de son objet, dont l'existence est incertaine (le noème), mais bien à l'unité de l'expérience du sens interne et du sens externe.

La nécessité de recourir à une phénoménologie, c'est-à-dire à la simple description de ce qui apparaît et de son apparition, s'impose du fait que c'est aux tenants de l'idéalisme problématique que nous nous adressons et non aux partisans convaincus de la position adverse. Mais cette phénoménologie se caractérise d'emblée par des traits bien spécifiques.

1.- Étant donné que l'expérience unique des sens interne et externe est non seulement pré-logique mais encore a-linguistique, en aucun cas la description du flux du sens interne ne pourra épuiser ses vécus. Les vécus de cette expérience ne pourront donc pas être référés à une quelconque forme de subjectivité réduite mais devront être corrélés à l'intrication du sens interne et du sens externe elle-même.

2.- La méthode de cette phénoménologie ne pourra évidemment être fondée sur la réduction phénoménologique mais sur la reconstitution archéologique ou, mieux, archéotopique.

3.- Les vécus ainsi reconstitués et corrélés n'étant plus référés au sens interne ni à une conscience pure, ils ne pour-

59. Spinoza, *Éthique*, I, Déf.2, *op.cit.*, p.15.

60. Spinoza, *Éthique*, II, Déf.6, *op.cit.*, p.95. Cf. aussi *Éthique*, I, prop.33, scolie 2, *op.cit.*, pp.73-sv.

ront plus être qualifiés d'intentionnels. Là où règne l'unité du sens interne et du sens externe, partant l'unité du temps et de l'espace, il n'y a pas de place pour l'intentionnalité.

4.- Le substrat de cette expérience unique ne peut plus être qualifié de sujet au sens classique du terme mais de champ expérientiel originaire. Dans la mesure où ce champ supporte la conscience psychologique, qui en est le résultat, et supporte donc, de façon médiate, les différents niveaux noétiques de la phénoménologie transcendantale, il en est la condition originaire et factuelle de possibilité. Mais dans la mesure où il organise et constitue les éléments des niveaux supérieurs, le plus souvent à leur insu, il en est aussi bien la condition transcendantale originaire. Aussi pouvons-nous simultanément qualifier ce champ expérientiel originaire d'archi-factuel et d'archi-transcendantal au regard de la phénoménologie des vécus intentionnels.

le matérialisme transcendantal

Semblable analyse phénoménologique existe-t-elle déjà ? On en trouverait sans doute des éléments dispersés chez Henri Wallon. Quand ce dernier prétend que *«l'espace n'est pas primitivement un ordre entre les choses, c'est plutôt une qualité des choses par rapport à nous mêmes et, dans ce rapport, grande est la part de l'affectivité, de l'appartenance, de l'approche ou de l'évitement, de la proximité ou de l'éloignement»*⁶¹, il tend, à l'évidence, à présenter l'espace dans sa manifestation la plus originaire, sensori-motrice. En témoigne aussi son analyse de l'agoraphobie : *«les distances vides perdent toute réalité et, par suite, ne peuvent servir à constituer le support commun qui permettrait d'identifier et de mesurer les positions respectives des objets entre eux et avec le sujet»*⁶². De même, l'analyse, à côté de l'activité *«tournée vers les objectifs extérieurs»*, de *«l'activité sur soi-même ou 'posturale'»* qui *«donne au sujet lui-même le sentiment de sa cohérence actuelle»*⁶³ découvre un élément du fondement factuel du je pense, qu'il lie d'ailleurs à ce que Deleuze appellera plus tard *«la structure d'autrui»*⁶⁴. Mais en dépit de ces étin-

61 à 63. Henri Wallon, *De l'acte à la pensée*, Flammarion, Paris, 1942, respectivement p.229, 230 et 243.

64. Cf. Deleuze, *Logique du sens*, Minuit, Paris, 1969, pp.354-sv.

celles qui font encore aujourd'hui le prix de son ouvrage, Wallon ne conduit pas à son terme la critique qu'il entreprend des catégories de la psychologie objectiviste. Certes, il refuse la séparation traditionnelle de la sensation et du mouvement, mais il le fait en invoquant une causalité circulaire entre ces réactions dont il entérine par là-même la séparation⁶⁵. Et surtout, il n'abandonne jamais le langage du fonctionnalisme, auquel il subordonne les ébauches de description phénoménologique qu'il sème çà et là.

Tout autre chose est la tentative d'Erwin Straus de rompre avec l'idéalisme cartésien, qui gouverne jusqu'à aujourd'hui la théorie psychologique et philosophique de la sensation⁶⁶. Selon Straus, on n'a jamais entamé une élucidation de l'acte de sentir. Même les philosophes sensualistes s'en sont tenus à la position cartésienne : la sensation affecte la chose pensante, elle est un stade élémentaire de la connaissance⁶⁷. Symptôme de l'ignorance perpétuée de ce qu'est le sentir, la sensation n'est pas décrite par la tradition pour ce qu'elle est, mais elle est aussitôt mise au pluriel : «les sensations», ce qui autorise à en faire des objets du sens interne. L'acte de sentir est par là même esquivé au bénéfice du contenu informationnel que ses résultats, les sensations, fournissent à la pensée⁶⁸. Or entre le niveau de la pensée (*res cogitans*) et celui des objets inertes qui peuplent l'étendue (*res extensa*) s'intercale le niveau des êtres vivants animés qui ont en

65. Henri Wallon, *De l'acte à la pensée, op.cit.*, p.242.

66. Erwin Straus, *Vom Sinn der Sinne*, Springer Verlag, Berlin, 1935, *Du sens des Sens*, trad. G.Thines et J-P. Legrand, Ed. Jérôme Milon, Grenoble, 1989, p.641.

67. Poussé dans ses derniers retranchements dans ses *Réponses aux objections contre les Méditations*, Descartes va parfois très loin dans le raidissement de ses propres positions. Ainsi, à Gassendi qui lui opposait que pour voir et toucher un morceau de cire il faut au moins des yeux et des mains, Descartes répond «qu'il ne s'agissait pas ici de la vue ou du toucher, qui se font par l'entremise des organes corporels, mais de la seule pensée de voir et de toucher, qui n'a pas besoin de ces organes, comme nous expérimentons toutes les nuits dans nos songes» (Descartes, *Réponses aux cinquièmes objections*, Des choses qui ont été objectées contre la seconde Méditation, in *Œuvres philosophiques*, tome II, *op.cit.*, p.803).

68. Straus, *Du Sens des Sens, op.cit.*, pp.37-41, p.47.

propre de se mouvoir et de sentir : «*seul un être dont la structure offre à celui-ci la possibilité du mouvement peut être un être sentant*»⁶⁹. Dans un univers où les moyens de se sustenter et les dangers sont inégalement répartis, «*l'espace dans lequel s'exerce le mouvement animal n'est pas simplement et exclusivement un champ de gravitation, c'est un champ d'action nanti de sa configuration zoomorphique. Ce champ est divisé en régions de valeurs ou, si l'on préfère, en sections qui se présentent comme accueillantes ou amicales, ou au contraire comme inhospitalières et hostiles*»⁷⁰. Ainsi se dessine une approche de l'espace qui n'est ni simplement physique, ni déjà comprise dans la pensée consciente mais qui appartient à un champ d'action ordonné à ce que Spinoza appelle le désir (*cupiditas*) et en quoi il voit «*l'essence même de l'homme*»⁷¹. Straus écrit en effet : «*Le milieu propre de l'animal (Umwelt) est chargé de vecteurs appétitifs. Il n'est pas ordonné en un système défini par des coordonnées mesurables qui se coupent en un point zéro arbitraire, il est au contraire déterminé physiognomiquement par un centre qui est le là spécifique du lieu d'occupation active de l'animal et qui est orienté en fonction de sa valeur vers une pluralité d'emplacements spécifiques*»⁷². Sentir l'espace n'est pas ici distinct de se sentir dans l'espace. Loin d'être référé à une conscience constituée, l'espace est une expérience totale du se sentir et du se mouvoir⁷³. Les limites de l'espace ne sont pas d'ordre physique mais elles sont déterminées par les obstacles «*qui séparent un homme de la totalité de son monde*». Straus l'illustre par l'exemple suivant : «*L'homme dont les formes de mouvements n'incluent pas le flottement vers le haut est 'à l'intérieur' même dans une voiture ouverte et il est également 'à l'intérieur' lorsqu'il est emprisonné dans un fossé profond dont les parois glissantes l'empêchent de grimper*»⁷⁴. L'analyse phénoménologique du mouvement et du sentir conduit à un renversement de perspective par rapport à la phénoménologie transcendantale : loin que le *je* trouve son unité en lui-même et fonde ainsi l'unité de ses vécus du monde, c'est le rapport de totalité que chaque individu a au monde qui fonde l'unité du *je* : «*Ce rapport ne peut être qu'unique et il ne se maintient tel parmi les expériences changeantes que si, dans les expériences vécues, un seul monde*

69 et 70. Straus, *Du Sens des Sens*, *op.cit.*, respectivement p.379 et 374.

71. Spinoza, *Éthique*, III, Définitions des affects, 1, *op.cit.*, p.305.

72 à 74 Straus, *Du Sens des Sens*, *op.cit.*, respectivement p.374, 397 et 390-391.

lui apparaît sous divers aspects et dans des limites changeantes. L'unité du Je est intimement liée à l'unité de son monde. Le Je qui persiste au sein des fluctuations de l'expérience vécue est un je **en devenir** et pour lui chacun de ses mouvements est une limitation particulière de sa totalité»⁷⁵. L'expérience primordiale du mouvement n'implique donc pas seulement l'espace mais aussi le temps, unis et non pas séparés : «on aurait presque honte d'écrire une phrase comme celle-ci : 'Maintenant je suis ici, puis je serai là-bas' et pourtant avec les mots maintenant, ici, ensuite, là-bas, ce qui est le plus phénoménalement important au sujet du mouvement animé est déjà exprimé»⁷⁶. Phrase capitale que celle qui lie maintenant, ici, ensuite et là-bas à je suis et je serai ! Car elle dessine très exactement le champ expérientiel archi-factuel et archi-transcendental, où le sens interne et le sens externe sont encore indistincts, que nous avons défini plus haut comme étant l'objet de notre recherche.

Au vrai, Straus a été précédé par des artistes dans son entreprise. Déjà, les peintres du cubisme analytique ont montré qu'on peut présenter une autre facette de la réalité sensible que celle qui est liée à un ici et maintenant particulier. Intégrer le temps au tableau en superposant les rapports de totalité successifs de l'individu à son monde, voilà qui permettait à la fois de montrer les faces cachées du cube et de réfuter à l'avance les déplorations idéalistes d'un Ricœur, concernant la «finitude» de la perception humaine⁷⁷.

75 et 76. Straus, *Du Sens des Sens*, *op.cit.*, respectivement p.398, 412.

77. Paul Ricœur, *Histoire et vérité*, Seuil, Paris, 1955, pp.338-339: «La finitude spéciale de la perception est liée à la notion de point de vue. Il est remarquable que cette finitude, je la remarque d'abord sur l'objet même; je rebrousse ensuite de l'objet vers moi comme centre fini de perspective. C'est en effet sur l'objet que j'aperçois le caractère perspectiviste de la perception; l'objet est perçu d'un certain côté; toute perspective est, au sens propre, unilatérale; on voit comment s'articule l'unilatéralité du perçu et sa temporalité; c'est parce que je vois chaque fois la chose d'un côté que je dois déployer le flux des silhouettes où la chose se donne successivement de ce côté, puis de ce côté; et ainsi l'inadéquation même de la perception comme étant toujours en route (et non pas sa seule réceptivité, la réceptivité comme telle) m'annonce la finitude de mon point de vue».

Ricœur prétend ici se distancier de la conception kantienne de la finitude de la perception humaine qui est seulement connue par la

«Rien n'aura eu lieu que le lieu», écrit Mallarmé, autre éclaircisseur de l'analyse de l'expérience unique et primordiale⁷⁸. Serait-ce en vertu d'une prétendue incapacité à saisir le temps que le langage, qui n'existe cependant que dans le temps, serait contraint de recourir à l'espace pour signifier le temps ? Ou bien n'est-ce pas plutôt qu'émerge ici l'origine non raturée du je pense, que le poète, lecteur de Hegel, retourne contre son maître en philosophie ? Si tel est le contenu de l'énigme mallarméenne, qui révèle dans la langue française des noyaux d'originalité absolue, alors les diatribes bergsoniennes contre la réduction du temps à l'espace doivent enfin être tenues pour ce qu'elles sont : une tentative d'excommunication de l'espace, de la matière et du corps. Quant à la durée, loin d'être la dimension fondamentale du vivant, elle ne serait que le résidu de cette excommunication du corps, résidu conservé en raison de sa capacité téléologique à préfigurer l'intériorité du sens interne : la conscience de soi déjà à l'œuvre dans la plénitude intime de l'organisme vivant.

(suite de la note 77) comparaison avec le fantasme de l'entendement infini et de l'intuition «créatrice» qui serait le propre de la divinité. De fait, rien dans la longue citation qui précède ne semble excéder la description d'une limitation immanente de chaque point de vue par un autre point de vue : le fini limite le fini (Cf. *ibid*, *infra*). Toutefois, il n'y a rien non plus qui autorise à passer du constat que chaque point de vue est limité par un autre point de vue à la thèse métaphysique de la «finitude» de la perception humaine dans son ensemble. Rien sinon une conception atomiste du temps qui interdit de lier les différents points de vue dans l'unité en devenir d'un champ sensori-moteur. Par une sorte de «ruse de la Foi», Ricœur commence par atomiser l'unité spatio-temporelle du sentir et du se mouvoir en une multiplicité d'instantanés limités et ensuite, par une véritable subreption, il argue de la dispersion de ces instantanés limités pour conclure à la «finitude» de leur totalité qu'il vient pourtant de rendre impossible. Concession de pure forme à la nécessaire prise en compte de la corporéité, la position de Ricœur reste celle de la perception visuelle immobile, où les perspectives se juxtaposent sans jamais s'enchaîner dans l'unité d'un se mouvoir et d'un sentir. La «finitude» est donc synonyme de son incapacité à penser un vécu spatio-temporel, non pas intentionnel mais seulement corrélé à l'unité du sens interne et du sens externe. En conclusion, la «finitude» selon Ricœur consiste donc à avoir un corps qui se meut et qui sent dans l'espace et dans le temps, ce qui nous ramène à la conception transcendante de la «finitude», dont l'auteur prétendait s'émanciper par le détour de l'analyse de la limitation immanente des points de vue.

78. Mallarmé, *Un coup de dés jamais n'abolira le hasard*.

Outre qu'il répond aux attentes suscitées par la réfutation kantienne de l'idéalisme, le dépassement de la phénoménologie transcendante effectué par Straus rend caduque l'interprétation heideggérienne de Kant. On sait que celle-ci, contre la lettre de la *Critique de la raison pure*, prétendait unifier les deux sources de la connaissance que sont pour Kant l'intuition sensible et l'entendement en une seule : l'imagination transcendante. En celle-ci s'uniraient l'activité de l'entendement et la passivité de la sensibilité : l'imagination se donnerait activement à elle-même « la vue », c'est-à-dire le cadre à l'intérieur duquel la sensibilité pourrait être passivement affectée⁷⁹. Ce n'est pas ici le lieu de juger, textes à l'appui, les violences qui sont ainsi faites au texte kantien au premier rang desquelles figure évidemment le parti pris de privilégier la première édition de la *Critique de la raison pure* au détriment de la seconde, contre la volonté manifeste de Kant lui-même. Heidegger lui-même s'en explique, qui revendique clairement cette violence⁸⁰. Mais ce peut être l'occasion de montrer l'idéalisme absolu auquel conduit cette définition du rôle de l'imagination : si celle-ci a le pouvoir de fournir à l'intuition sensible le cadre dans lequel elle sera affectée, alors le principe de réalité disparaît et la réalité extérieure à la pensée elle-même disparaît. La séduction opérée par l'interprétation heideggérienne tient sans doute à ce qu'elle postule une instance originaire où activité et passivité sont indissociables (et aussi au fait qu'elle prétend résoudre les difficultés du dualisme kantien dans le sens du privilège accordé au temps dans l'*Esthétique transcendante*). Mais les solutions qu'elle apporte sont purement nominales : qu'est-ce que cette faculté des images qui se donne à soi-même la possibilité d'être affectée ? D'où lui vient sa réflexivité ? Que signifient « se » et « soi-même » dans l'expression « se donne à soi-même le pouvoir d'être affectée » ?

Au regard de la fuite en avant heideggérienne dans le privilège accordé au sens interne et dans la dévalorisation de l'entendement, Straus rend compte de l'unité de l'activité motri-

79. Heidegger, *Kant et le problème de la métaphysique*, §19 et §26, *op.cit.*, pp.148-149 et pp. 187-190.

80. « Il est vrai que pour saisir au-delà des mots ce que ces mots veulent dire, une interprétation doit fatalement user de violence. » Heidegger, *Kant et le problème de la métaphysique*, §35, *op.cit.*, p.256.

ce et de la passivité sensorielle de façon rationnelle, et il le fait en termes de description phénoménologique, alors que Heidegger ne décrit pour sa part aucune expérience. Straus a soin en outre d'accentuer la différence de niveau qui existe entre son analyse phénoménologique du sentir et du se mouvoir d'une part et, d'autre part, l'analyse du champ cognitif opérée par la phénoménologie transcendantale. C'est d'ailleurs grâce au respect de cette différence de niveau que l'analyse du sentir devient possible, alors que la tradition cartésienne, commune à la philosophie et à la psychologie objectiviste, se contentait d'ignorer le sentir et la corporité pour ne garder que le contenu de pensée des sensations. En retour, la différence de niveau entre le sentir et le penser respecte l'autonomie de l'entendement, là où Heidegger l'asservit à la faculté toute puissante des images. Pour évaluer la doctrine heideggérienne de l'imagination transcendantale, il n'est pas de meilleure pierre de touche que l'ouvrage monumental de Straus, dans la mesure où, comme dit Spinoza, *veritas index sui et falsi* (la vérité est indice de soi-même et du faux).

conclusions

Nous avons vu que la réfutation kantienne de l'idéalisme demandait à être libérée des exploitations idéalistes et théologiques qui pesaient sur elle. Nous avons formulé les conditions auxquelles cette libération aurait lieu : la réfutation de l'idéalisme devait être relevée dans un cadre qui soit adéquat aux éléments de matérialisme transcendantal qu'elle recélait. Nous avons alors défini les principes d'une phénoménologie accordée à la grande rupture opérée par Kant dans la problématique cartésienne dominante, soit une phénoménologie décrivant l'expérience unique et immédiate de l'existence des objets extérieurs dans l'espace et de mon existence dans le temps. Cette phénoménologie, nous en avons trouvé les linéaments dans l'analyse de l'unité du sentir et du se mouvoir chez Straus, phénoménologie ordonnée non plus au *je pense* mais à l'expérience de la totalité vécue de mon corps et du monde : «*maintenant je suis ici, puis je serai là-bas*».

Ainsi est confirmée et rendue à sa vérité la réfutation kantienne de l'idéalisme. La matière, l'espace et le corps empiriques sont les conditions archi-factuelles et archi-transcenden-

dantales de possibilité du transcendantal réflexif, le *je pense*. L'expérience originaire du sentir et du se mouvoir corporels précède donc bien en fait et en droit la certitude toujours seconde et dérivée du *je pense*. Le «et» qui, dans les deux phrases qui précèdent, unit le fait et le droit est aussi ce qui unit la matière et la conditionnalité transcendantale dans la position que nous venons de définir : le matérialisme transcendantal. Le corps sentant et se mouvant est la condition de la pensée. Engels voulait-il dire moins que cela quand il écrivait que «*la preuve du pudding, c'est qu'on le mange*»?

don, 1918-19 : les cosaques au cœur de la tourmente*

La tragédie des Cosaques du Don, leur répression par les Rouges en 1918-20 ont été citées dans *Le Livre noir du communisme* à l'appui de la thèse de Stéphane Courtois d'un «génocide» délibéré, et de son «comparatisme» entre «communisme et nazisme».

L'auteur proprement dit du récit de cette tragédie, Nicolas Werth, qui n'avance pas de tels amalgames, considère cependant la «décosaquisation» (déportation) des Cosaques pendant la guerre civile comme la préfiguration de la «dékoulakisation» (déportation des *koulaks*, ou paysans riches et assimilés) lors de la collectivisation stalinienne des années 30. Privés dès décembre 1917 du statut dont ils bénéficiaient sous l'Ancien Régime, les Cosaques ralliés aux Blancs sont déclarés «*ennemis de classe*». Le comité central du parti, le 24 janvier 1919, assure que les «*riches Cosaques*» devront être «*exterminés et physiquement liquidés jusqu'au dernier*». «*Entre 300 et 500 000 personnes furent tuées ou déportées en 1919-1920*», selon Nicolas Werth, autrement dit, ce ne sont pas «les riches» seulement mais une grande masse de paysans qui furent touchés. Leurs terres et biens confisqués sont, entre autres, distribués aux paysans pauvres et aux Tchétchènes¹.

*. Extrait d'un ouvrage à paraître sur «La Révolution et la naissance de l'URSS, 1917-1927», à la Fondation Joseph Jacquemotte.

1. L'une des ethnies du Caucase contre lesquelles s'exerce traditionnellement — et encore aujourd'hui — la répression cosaque-les Tchétchènes avaient soutenu le pouvoir des Soviets.

Qui étaient les Cosaques ? Une propagande simpliste les a présentés comme des mercenaires du Tsar, cohortes de «gendarmes» armés de la fameuse *nagaïka* (fouet), assoiffés de sang juif, etc. Cette caricature était dans les têtes de certains «Rouges», sans doute, lorsqu'ils décidèrent d'en finir avec cette engeance. Ce n'était pas la position de Lénine et de Trotski. Leur formation marxiste, à elle seule, devait les inciter à analyser les structures sociales et la culture très particulières des communautés cosaques, à prendre en considération leur histoire mouvementée.

Les Cosaques ne sont pas une ethnie au sens propre et ne doivent pas être confondus avec les *Kazakhes*, peuple turc d'Asie peuplant le Kazakhstan. Mais, significativement, la racine de l'appellation est peut-être la même : si, en ancien russe, il existe un *kosak* synonyme d'ouvrier agricole, dans plusieurs langues turques, le *Kazak* est un homme libre, un vagabond, ce qui semble assez bien correspondre à la façon de vivre originelle, et à l'idée que s'en font les Cosaques. Leur origine est l'objet d'une controverse, bornons-nous à la signaler : peuples nomades ou paysans russes affranchis ou fuyant le servage, ou encore un peu de tout à la fois ?

Organisés en communautés militaires, les Cosaques ont formé, en Ukraine aux XVI^e, XVII^e siècles des embryons d'états. C'étaient les *Zaporogues*. Parmi leurs descendants figurent aussi bien l'anarchiste Makhno, «cosaque de la liberté», que des mouvements nationalistes. Les Cosaques du Don, en Russie méridionale ont été à l'origine de grandes insurrections paysannes : Stenka Razine, Boulavine, Pougatchev étaient Cosaques. Les autorités russes ont reconnu l'autonomie cosaque en échange de services militaro-policiers : à partir du XVIII^e siècle, des régiments cosaques sont formés pour la défense des frontières méridionales et leurs chefs sont intégrés à la noblesse. Depuis lors, l'identification à l'Etat russe est au moins aussi forte que le sentiment d'indépendance. Il y a, dans leur identité certes évolutive, un mélange d'esprit rebelle, de militarisme et de «service de la Grande Russie» exacerbé, qui reprend vigueur, d'ailleurs, dans la Russie post-soviétique des années 90².

2. Cf *Le renouveau des mouvements cosaques — Des hommes en quête d'identité* par Alexis Haulot. Mémoire, Haute Ecole Galilée, Institut des Hautes Etudes des Communications Sociales de Bruxelles, septembre 1997.

Les troupes cosaques ont été utilisées pour la répression des mouvements ouvriers et paysans de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, l'exécution des basses œuvres du régime, tels que les *pogroms* anti-juifs. Mais les Cosaques, en tant que peuple, ne forment pas une entité monolithique : certains sont « plus égaux que d'autres » dans la jouissance des biens communautaires, il y a des riches et des pauvres, des exploités et des exploités. Il y a donc, face à la révolution de 1917, des attitudes contrastées. En février, le Tsar ne peut plus compter sur les Cosaques pour mater l'insurrection. En juillet et en août par contre, leurs chefs — les généraux Kornilov et Kaledine notamment — se rangent dans le camp de la contre-révolution. Ils ne veulent ni du repartage des terres et de la fin des privilèges dont ils bénéficient, ni de « Soviets » ou d'égalité entre sexes qui sont aux antipodes de leur société autoritaire et patriarcale, ils sont hostiles à l'idée de paix séparée avec l'Allemagne. C'est donc tout naturellement qu'en octobre, les chefs cosaques prennent l'initiative de la contre-révolution armée et sécessionniste, Kaledine formant la « République des Cosaques du Don » au moment même où le pouvoir des Soviets est proclamé à Petrograd. Mais une grande partie des Cosaques pauvres bascule aussi dans le camp soviétique. Les chefs cosaques ne laisseront pas s'accomplir la révolution dans leurs chasses gardées, dont ils font le point d'appui des armées blanches commandées par Dénikine. La guerre civile place les Cosaques du Don dans une position stratégique, mortellement dangereuse pour le pouvoir soviétique : dans cette Russie méridionale, à la jonction de l'Est et de l'Ouest, aux portes du Caucase, à proximité des champs pétrolifères de Bakou et des richesses de l'Oural tant convoitées, les Cosaques jouent la carte antisoviétique, tantôt avec les Allemands, tantôt avec Dénikine et Koltchak. Ils sont à la charnière des armées blanches de Sibérie et d'Ukraine, des diverses rébellions paysannes anti-bolchéviques.

La guerre civile impitoyable — et non un « projet génocidaire » — poussait les « Rouges » à des solutions radicales contre les Cosaques. De là à décider des déportations massives et l'extermination de toute résistance, il y avait un pas, il fut franchi, et ce fut la dérive. La liquidation des « ennemis cosaques » dépassait les exigences cruelles d'une guerre civile — où les bolchéviques devaient « logiquement » s'appuyer sur les paysans pauvres cosaques contre leur chefs- elle prenait l'allure de la « punition » d'un peuple en bloc. Cela fait penser aux mesures

de déportation prises par Staline contre les Tatares de Crimée en 1944 : sous prétexte qu'une partie d'entre eux avaient servi dans les troupes auxiliaires et polices nazies (ce n'était pas faux), on «punit» des peuples entiers, communistes et résistants antinazis compris.

Il n'y eut cependant pas de programme systématiquement et invariablement accompli d'«extermination». Il y eut des déceptions horribles, des hésitations, des changements de position et, d'ailleurs, une «carte cosaque» également jouée par les bolchéviks, qui permit de rallier à leur cause une partie des combattants et des populations cosaques.

Contrairement à ce que l'on affirme aujourd'hui, la tragédie cosaque ne fut pas «taboue» en URSS, et si les manuels produisaient une version officielle niant les massacres, ceux-ci furent évoqués dans la littérature, et non la moindre. Citons notamment :

— le fameux roman de Mikhaïl Cholokhov, *Le Don paisible*, chef d'œuvre de la littérature sur la guerre civile, l'un des livres les plus populaires et des plus massivement édités en URSS. L'auteur, un cosaque, a eu, dès la fin des années 20, des problèmes avec la censure et les critiques dogmatiques. C'est l'un des rares écrivains à avoir dit sa façon de penser à Staline, qui le respectait. Cholokhov était un personnage atypique dans le monde littéraire soviétique : positionné «à la cosaque» en faveur du régime stalinien, il en dénonçait certains excès et certains laquais, sans ménagement, et sans craindre les foudres du dictateur qui lui vouait une admiration peut-être mêlée de crainte. Ce n'est pas le seul cas remarquable où l'on voit Staline «jouer» avec des intellectuels influents, des esprits indépendants mais «récupérés» par le régime grâce des compromis implicites subtilement dosés — songeons au cinéaste Eisenstein, au compositeur Chostakovitch, à l'écrivain et militant antifasciste juif Ehrenbourg, à l'auteur des *Tranchées de Stalingrad*, Viktor Nekrassov, prix Staline 1948 et futur dissident. *Le Don paisible* est surprenant dans son évocation des cruautés de la guerre civile, des violences commises par les Rouges contre les Cosaques. Cette façon peu conformiste indigne les bureaucrates de la littérature — pas Staline.

— un autre très grand écrivain, plus caractéristique, lui, du «dégel» post-stalinien, Youri Trifonov, l'un des romanciers les

plus populaires des années 60-70, raconte, dans *Les reflets du Brasier (Oblesk Kostra)* paru en 1965, les exécutions d'innocents, de vieillards, d'enfants dans les villages cosaques. Il s'agit de prose documentaire où l'auteur se fonde sur les archives de son père, commandant rouge qui a vécu ces événements. Document essentiel sur la révolution et la guerre civile, donnant à comprendre le mélange d'idéaux généreux, de romantisme, de cruautés imprégnant le combat révolutionnaire. Trifonov a également signé un roman, *Le Vieux*, consacré à F. Mironov, un chef cosaque «rouge» (il y en eut aussi!), qui avait tenté, et partiellement réussi à modifier la politique soviétique envers les cosaques, avant d'être liquidé par les Rouges sur foi d'accusations calomnieuses. Youri Trifonov, réputé comme l'un des plus «progressistes» de l'intelligentsia soviétique des années 60 (les «*chestidisiatniki*») a mené l'investigation dans les recoins les plus sombres de l'histoire et du stalinisme (cf. ses romans *L'Échange* et *Le Temps et le lieu*) sans cesser de croire à l'héritage communiste de son père : *Les Reflets du brasier*.

— avec la déstalinisation, après 1956, plusieurs études ont paru en URSS, qui ont mis en cause les «erreurs» commises, évidemment dans le langage codé de l'époque, qui ne permettait pas au lecteur de se rendre compte de l'ampleur du drame, (beaucoup moins qu'en lisant *Le Don paisible*). Comme beaucoup de sujets «délicats», la tragédie cosaque n'était pas «interdite d'évocation» ou «taboue», mais abordable avec mille précautions, plus aisément dans des romans, sans doute, que dans des études historiques qui ne pouvaient que biaiser ou légèrement infléchir les vérités officielles. Compte tenu du fait que ces «vérités» pouvaient également changer d'une direction à l'autre du parti : la révolution, la guerre civile ont été différemment interprétées sous Staline, Krouchtchev, Brejnev, Gorbatchev... La «réhabilitation des Cosaques» s'est faite progressivement. Sous Eltsine, elle est officielle et prend l'allure d'une révision de l'histoire plutôt favorable à la contre-révolution.

Une étude récente (1996) de l'historien A.I. Kozlov fait le point sur la tragédie de 1918-19. Il confirme l'existence d'une directive aux conséquences horribles mais aussi les contradictions et les hésitations de l'appareil (et de Lénine) face au problème cosaque.

Une lettre circulaire du Comité central (Orgburo) du 24 janvier 1919, déjà évoquée par L. Spirine dans un livre publié à Moscou en 1968, et révélée in extenso en 1989, sous Gorbatchev, recommandait d'appliquer «*la terreur*» envers les «*riches Cosaques*», envers tous ceux qui combattaient le pouvoir soviétique et même contre les «*Cosaques moyens*» (non riches) à titre préventif. Toute la population, quasiment, est visée. Il est prévu de confisquer les terres au profit des paysans pauvres. Cette directive est contestée par le bureau du Don du parti communiste, qui demande l'établissement d'un pouvoir civil dans la région, autrement dit à mettre fin à la situation militaire d'exception. Refus catégorique du chef d'état I. Sverdlov. Une assemblée des cadres du parti de la région du Don, le 9 février, réaffirme l'option d'une administration civile, que soutiennent également des cadres de l'armée rouge. Un décret militaire du 16 février prévoit alors la fin de la propriété cosaque, sa collectivisation, la suppression de la monnaie locale. Pour le pouvoir soviétique, observe A.I. Kozlov, la question de l'approvisionnement des villes et de l'armée est déterminante. Mais la circulaire du 24 janvier place les Cosaques dans l'impasse et met le feu aux poudres. Les Cosaques mobilisent les hommes de 19 à 45 ans. Les autorités rouges du front sud envisagent les moyens les plus radicaux, y compris les armes chimiques, pour briser l'insurrection. Un plenum du comité central du PC, le 16 mars, envisage d'arrêter la terreur pour rechercher une solution politique. Mais il est trop tard. Les déportations commencent. Le bureau du Don recommande le 8 avril «*l'élimination physique des fonctionnaires et des officiers, de toute l'élite cosaque, activement contre-révolutionnaire*» Mais la déportation ne réussit que très localement. Des autorités politiques et militaires soviétiques demandent qu'on y mette fin. Le chef cosaque pro-soviétique (mais néanmoins condamné à mort) F. Mironov s'adresse au conseil militaire révolutionnaire (RVS) de la République de Russie et propose une solution alternative, et recommande notamment de :

- tenir compte des spécificités de l'histoire, du mode de vie et de la religion des Cosaques. Avec du temps et de l'intelligence, détruire l'obscurantisme et le fanatisme des Cosaques élevés dans l'esprit «*de caserne*» de l'ancien régime policier.
- inculquer le communisme par voie de persuasion et non de violence.

— proposer à la population d'organiser sa vie de telle façon que les éléments contre-révolutionnaires n'accèdent pas au pouvoir.

Le 22 avril, le front sud modifie sa position : la terreur ne sera exercée qu'à l'encontre «des contre-révolutionnaires actifs». Hélas pour les solutions «de bon sens», la situation trop détériorée est exploitée par les armées blanches de Dénikine, et l'écrasement de la révolte cosaque redevient absolument prioritaire aux yeux de Lénine et Trotski. Le 29 mai, Denikine passe à l'offensive en même temps que commence le soulèvement anarchiste de Makhno, obligeant l'armée rouge à disperser ses forces. Trotski s'efforce de briser le front Blancs-Cosaques et relance l'idée d'une solution politique. Ses «Thèses sur le travail dans le Don» sont adoptées le 18 septembre 1919 par le comité central et le bureau d'organisation du PC. Elles prévoient que les rapports avec les Cosaques s'en tiennent non à des critères «de classe» mais à leur attitude envers l'armée rouge. Des possibilités de réconciliation sont offertes. Le 10 octobre, Trotski va plus loin et propose «la pleine autonomie» aux Cosaques du Don et du Kouban en échange de leur rupture avec Denikine. L'administration civile leur est accordée. Le 15 octobre, le bureau politique libère de toute condamnation Mironov et lui offre un poste de commandement. Son adhésion au PC est acceptée. Il fait appel aux «frères cosaques»... et aux officiers de Dénikine pour qu'ils arrêtent de «faire couler le sang». L'appel fut entendu, écrit l'historien Kozlov qui ajoute : «*La tragédie cosaque... touchait à sa fin*».

Le premier congrès panrusse des Cosaques ralliés au pouvoir soviétique a lieu en mars 1920. Lénine y reconnaît que la victoire sur la contre-révolution des Denikine et Koltchak, malgré l'appui qu'ils recevaient des grandes puissances, fut obtenue «en fin de compte» grâce aux paysans et aux Cosaques «travailleurs», (littéralement : «la cosaquerie laborieuse», ce qui indique bien que Lénine ne définissait pas en bloc, comme *koulaks* et donc ennemis, l'ensemble du peuple cosaque).

L'historien A.I. Kozlov, favorable aux Cosaques, condamne sans détours la politique bolchévique qu'il rend entièrement responsable de la tragédie. Il ne parle pas de «génocide»³.

3. A.I. Kozlov, «Décosaquisation : Don 1919» in *Sudby rossiiskovo khrestianstva*, RGGOU, Moscou 1996.



Jacob Kats (1804-1886)

Fils d'un jacobin hollandais émigré à Anvers. Instituteur, démissionné en 1831. Reconverti en tisserand. Animateur de théâtre politique populaire flamand dans les années 1830, puis en outre de multiples petits journaux. Affilié à la société babouviste de Félix Delhasse, et soutenu par Lucien Jottrand, il anime des *meetings flamands* ouvriers, sur le modèle des chartistes anglais. Fouriériste ensuite, il participe à la fondation de l'Association démocratique. Retiré de la vie politique après 1848, il devient directeur du théâtre flamand logé au Parc de Bruxelles.

des cosaques à brejnev : comprendre l'histoire soviétique malgré le *livre noir*

un entretien avec jean-marie chauvier

Jean-Marie Chauvier, savant et engagé, s'impose comme une référence incontestable dès qu'il s'agit de l'URSS. Rappelons simplement qu'il est l'auteur de URSS, société en mouvement (Ed. de l'Aube, 1988, réédité en 1990), qu'il a participé aux ouvrages collectifs L'Etat de toutes les Russies (sous la direction de Marc Ferro, Ed. La Découverte, 1993), et Russie post-soviétique (sous la direction de Véronique Garros, ed. Complexe, 1995), et qu'il prépare un ouvrage sur la révolution de 1917 et la guerre civile.

Dans le texte qui précède notre discussion dans ce numéro des *CM*, tu attires notre attention sur l'épisode de la Révolution russe et de la guerre civile dans lequel les Cosaques sont impliqués. Quelle importance peut-on, ou doit-on lui accorder, en particulier dans le contexte polémique créé par la publication du *Livre noir*?

Jean-Marie Chauvier — Cela ne relève pas de l'anecdote, pour deux raisons. D'abord, dans le message idéologique du *Livre noir*, délivré par son préfacier-postfacier Stéphane Courtois, le massacre des Cosaques est l'une des démonstrations des tendances génétiquement génocidaires du léninisme. Et d'autre part, dans la partie historique signée par Nicolas Werth, consacrée à la genèse de l'URSS et à la guerre civile, le massacre et les déportations dont furent victimes les Cosaques, sur directives expresses de la direction bolchévique et de Lénine (entre 300 et 500 000 tués et déportés, d'après Werth, donnée globale qui ne fait par ailleurs pas la différence entre les deux catégories), s'ils ne sont pas présentés comme un génocide, apparaissent comme la manifestation la plus extrême des tendances exterminationnistes de la direction bolchévique. Il s'agit donc d'un élément essentiel à la démonstration dont le *Livre noir* se veut porteur — et pas seulement celui-ci. Toute une littérature, au départ de Moscou, depuis une dizaine d'années, et qui s'est répandue notamment en France, fait de l'histoire soviétique une non-histoire, en supprimant toute forme de périodisation, et en conférant un caractère génétique à la criminalité qui caractérise le régime soviétique. Ainsi, la guerre civile est présentée comme la conséquence d'une déclaration de guerre (civile) des bolchéviques au peuple russe, paysan pour l'essentiel, déclaration elle-même inspirée par une volonté belliqueuse explicite — Lénine et Trotski sont alors présentés comme des individus assoiffés de sang; à l'appui de cette interprétation, leurs écrits théoriques appelant à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Si l'on s'efforce de remettre cela en perspective, on se souviendra que cette idée n'était certes pas propre aux bolchéviks, mais qu'elle était très répandue dans tout le mouvement ouvrier de l'époque. «*Retournons nos fusils contre nos oppresseurs*», affirmaient socialistes et anarchistes à la veille de 1914, et encore après le déclenchement de la guerre, pour certains d'entre eux... Lénine a affiné cette thèse dans *Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, pour décrire ensuite son époque comme celle des révolutions, et pour voir dans la guerre mondiale une occasion d'allumer l'incendie révolutionnaire mondial — en Russie, «*maillon le plus faible*»...

Cela suffit-il pour attribuer à Lénine la volonté d'engager la guerre civile, et même, plus précisément, de la mener comme elle s'est déroulée ?

JMC .— C'est en tout cas aller un peu vite en besogne. Au début de 1917, après les *Thèses d'avril*, et jusqu'en juillet, Lénine mise sur un développement pacifique de la révolution — plus ou moins pacifique, s'entend, dans la mesure où une révolution peut l'être. La révolution de 1917 est relativement pacifique, et certainement si on fait le parallèle avec les hécatombes de la guerre mondiale qui continue au même moment. L'attitude de Lénine se modifie à partir des émeutes de juillet, qu'on présente aussi aujourd'hui comme le premier putsch bolchévique, alors qu'il semble plutôt que les bolchéviks aient été débordés par un mouvement «anarcho-bolchévique». C'est seulement après cet épisode que Lénine inscrit l'insurrection à son ordre du jour, l'insurrection pensée dans un cadre militaire et plus simplement comme révolte. Les émeutes de juillet sont durement réprimées par le gouvernement provisoire, dominé par les socialistes dits modérés (les menchéviks et les SR [socialistes-révolutionnaires]), qui en profitent pour décréter illégal le parti bolchévique et pour interdire des journaux. C'est donc dès juillet que certaines libertés démocratiques, acquises en février, sont ébréchées — en ce sens, octobre ne met pas fin à un régime démocratique, puisque celui-ci avait déjà été nettement limité dès juillet. C'est au même moment qu'apparaît le noyau de la contre-révolution, qui se cristallise autour des généraux mobilisés par Kerenski pour les besoins de la répression. Les archives récemment ouvertes montrent d'ailleurs que le projet contre-révolutionnaire est ébauché dès mars-avril, au lendemain de la révolution de février. On ne peut donc pas draper ce mouvement contre-révolutionnaire dans l'anti-bolchévisme : non seulement les bolchéviks ne sont pas au pouvoir, mais ils sont totalement absents des campagnes, lieu crucial de la révolution à cette période, ils ne sont actifs que dans les garnisons et au sein du prolétariat urbain. A cette époque, la contre-révolution développe un projet de restauration de l'ancien régime et de défense de la grande propriété foncière, couplée à un système corporatiste de type proto-fasciste, et elle s'incarne dans le général Kornilov, le Pinochet de l'époque, ce qui permet de glisser en passant que Lénine n'était pas Allende... Kerenski comprend cependant rapidement les risques de dic-

tature militaire encourus en s'appuyant sur Kornilov, et ce sont les milices ouvrières bolchéviques qui l'aideront à contrer la tentative de putsch de Kornilov, élément qui contribuera à le piéger par la suite.

La perspective du développement pacifique reprend encore vigueur chez Lénine pour quelques semaines ensuite, au début de l'automne — il parle même de l'union des forces de gauche, en utilisant un langage qu'on retrouvera plus tard, lors du Front Populaire et pendant les années 70. Ces «forces de gauche» (bolchéviks, menchéviks, SR) ont réagi ensemble au putsch de Kornilov, et cette alliance pourrait peut-être permettre au mouvement de faire l'économie de la guerre civile, l'ennemi étant isolé et incapable de réagir. Mais Lénine déchantera rapidement en constatant que les menchéviks et les SR se rallient, après l'épreuve Kornilov, à une formule qu'on qualifierait aujourd'hui de centriste, perspective refusée par Lénine et la majorité des bolchéviks soumis par ailleurs à une forte pression d'ouvriers et de soldats radicalisés exigeant tout le pouvoir pour les Soviets. Marc Ferro, dans son histoire de la révolution russe, montre aussi qu'un embryon de terreur rouge est en gestation dans ce mouvement spontané; simultanément, la révolution paysanne reprend de plus belle, au cours de l'été et de l'automne, et revêt une allure de plus en plus chaotique, avec débordements de violence, *pogroms* anti-juifs, etc. Lénine est ainsi sous pression de la base, inquiet quant aux conditions du développement de la révolution dans les campagnes (il n'est pas le seul) et engagé dans une course de vitesse avec la contre-révolution kornilovienne, qui ne s'en tiendra certainement pas à son échec d'août. La nouvelle tentative de Kornilov est effectivement en train de s'organiser en Russie méridionale, chez les Cosaques du Don : coïncidence, le 25 octobre 1917, le jour même de la prise du pouvoir par les bolchéviks, l'*ataman* Kaledine, suivi par d'autres chefs cosaques dans d'autres régions, déclare la sécession du territoire cosaque. C'est là que se rassemblent les éléments constitutifs de l'armée des volontaires, qu'on appellera plus tard l'armée blanche, d'abord sous la direction de Kornilov, ensuite de Denikine. Medvedev, l'historien soviétique, décrit cette armée comme constituée initialement de seize mille officiers dépourvus d'hommes de troupe, ce qui est révélateur de l'absence de soutien populaire aux «Blancs», du moins dans les premiers mois suivant octobre 1917.

Globalement, le panorama général montre bien l'existence et la montée d'une dynamique de confrontation violente, irréductible à la volonté individuelle d'un démiurge malfaisant.

Retour aux Cosaques, donc; ils sont donc bien au cœur des questions que nous discutons.

JMC .— Il n'est pas facile de trouver un fil directeur dans l'histoire des Cosaques, qui peut nous mener dans différentes directions. Ainsi, s'il est vrai qu'ils ont été la gendarmerie du tsar, il est aussi vrai qu'on ne peut les réduire à cette fonction. Les Cosaques ont joué un rôle répressif important, et ont été impliqués dans de nombreux *pogroms*. Ils jouent par contre un rôle (involontairement) révolutionnaire en février 1917, lorsque Nicolas II ordonne la répression des manifestations populaires du 23 février, et qu'ils refusent d'obtempérer, contrairement à la police montée et à une partie des troupes, qui provoquent un bain de sang — bain de sang que le discours aujourd'hui dominant a tendance à occulter, mais les Cosaques n'en furent pas partie prenante. Par la suite, les chefs cosaques, à commencer par Kornilov lui-même, vont rallier la contre-révolution, pas tellement par anti-bolchévisme que parce qu'ils sentent menacés leur statut de communauté, ainsi que leurs privilèges, mis en cause par la révolution paysanne, et par les mouvements qui prennent naissance parmi les populations du Nord-Caucase, dont les Tchétchènes. On peut donc dire qu'ils sont aux origines de la contre-révolution, mais il ne faut pas perdre de vue que d'importantes différenciations sociales et régionales obligent à nuancer ce jugement global. Ainsi, les communautés cosaques du Nord sont plus pauvres et ont tendance à adhérer au pouvoir soviétique, dans les premiers mois, alors que celles du Sud, traditionnellement engagées dans les activités militaires de défense du territoire aux marches de l'Empire, dans le Caucase, organisent l'accueil des officiers tsaristes. Leurs chefs, dont Kaledine, jouent un rôle majeur dans l'opposition au régime soviétique et dans la constitution de l'armée blanche.

Tu as parlé de la violence latente qui baignait tout le mouvement populaire, depuis l'été 1917, du développement chaotique de la contestation paysanne, et de l'organisation aussi

brutale de la contre-révolution. Dans quelle mesure peut-on apprécier la révolution d'octobre comme un facteur de rétablissement d'un certain ordre ? Autrement dit, la montée de la violence n'aurait-elle pas été aussi forte si les bolchéviks n'avaient pas pris le pouvoir ? Je ne cède pas ici à la tentation absurde de réécrire l'histoire, mais à l'heure où la prise du pouvoir des bolchéviks est présentée comme le coup de Jarnac qui met fin à la marche vers la démocratie et vers la modernité, cette manière de poser le problème ne me semble pas plus incongrue que d'autres.

JMC .— A propos d'octobre, on pose généralement la question : s'agit-il d'une révolution ou d'un coup d'Etat ? Question plus polémique qu'historique — il est évident que l'année 1917 est le cadre d'une immense révolution en Russie, dont octobre est l'apogée. Cette révolution affecte toutes les couches de la société, elle est, dès février, une révolution prolétarienne, soviétique, au sens de la création de Soviets et de l'affirmation d'une dualité de pouvoirs dans les grandes villes, dans la classe ouvrière et dans les garnisons. J'y insiste, parce qu'on entend souvent dire que février est une révolution bourgeoise — ce qui n'est pas faux si on vise par là la proclamation de libertés démocratiques, mais d'emblée prolétarienne dans sa base sociale : en effet, la bourgeoisie et la partie de l'aristocratie qui avaient auparavant vainement tenté d'écarter Nicolas II ne voulaient pas de la révolution, et encore moins des Soviets qui se développent à cette occasion. Dès février aussi, des occupations de terre se produisent dans les campagnes, à l'initiative des communautés villageoises traditionnelles — c'est plus tard que les paysans pauvres et les ouvriers agricoles, influencés par les bolchéviks, verront leur rôle s'amplifier. La prise en main des terres, quand elle n'est pas purement spontanée et sauvage, est organisée par ces communautés villageoises, qui y reconstituent le *mir*, la communauté villageoise traditionnelle, que les réformes de Stolypine, en 1906, avaient voulu effacer, au profit de la propriété privée de fermiers, avec des résultats positifs au début, suivis rapidement par l'enlisement des réformes. La révolution paysanne de 1917, dans laquelle les bolchéviks ne jouent qu'un rôle dérisoire, engloutit non seulement la grande propriété foncière, mais aussi les fermiers privés qui sont réintégrés dans les communautés villageoises. Et il faut aussi parler des révolutions nationales, des mouvements d'indépen-

dance qui connaîtront leur apogée en octobre. Sans oublier l'octobre 1917 des femmes, l'abolition du mariage patriarcal, la permission du divorce et plus tard, en Orient, la suppression du *Kaly*m (rançon pour les fiancées), du *parandja* (le voile), etc., soit un ensemble de mesures démocratiques, d'ailleurs analogues à celles de Mustafa Kemal (Ataturk) en Turquie.

Les bolchéviks, légitimés par le deuxième congrès des Soviets, donneront satisfaction aux différentes revendications portées par ces mouvements (décret sur la terre pour les paysans, contrôle ouvrier réclamé par les ouvriers et qui le met en œuvre sans attendre, plus pour parer aux menaces de banqueroute que par conviction idéologique, et proclamation du droit des nations à disposer d'elle-mêmes). Cela n'empêche qu'octobre est en même temps un coup de force des bolchéviks, qui détournent une émanation du Soviet de Petrograd, présidé par Trotski depuis la fin du mois de septembre, à savoir le comité militaire révolutionnaire. La mission initiale de ce comité est la défense militaire de Petrograd; Lénine y substitue une mission secrète, l'insurrection. C'est là qu'est le coup de force; ce comité militaire que préside Trotski (mais que dirige en réalité Lénine qui n'en est pas membre¹) démet le gouvernement provisoire et proclame le pouvoir des Soviets quelques heures avant la réunion du deuxième congrès de ces Soviets, à qui incomberait plutôt, dans la légalité révolutionnaire, la responsabilité d'effectuer une telle proclamation. Les bolchéviks apportent donc sur un plateau ce pouvoir aux Soviets, qu'en pratique ils dominent déjà complètement.

Le potentiel de violence de toute cette période est énorme. Il est dans l'histoire russe, il est dans l'héritage du servage aboli en 1861, mais à quelles conditions — paysans privés de terres, obligés de racheter les terres qu'on leur concède, donc endettés. Les communautés villageoises, dont l'origine est encore discutée, se sont réformées aux XV^e et XVI^e siècles, précisément pour permettre un contrôle des populations dans le cadre de la nouvelle institution du servage. Leurs règles de fonctionnement prévoyaient un repartage périodique des terres entre les familles du village en fonction du nombre de bouches à nourrir. Fin du servage et démographie à la haus-

1. Lénine a rédigé la proclamation de prise de pouvoir du CMR, alors qu'il n'en faisait pas partie : plus encore qu'un «*coup de force bolchévique*», on peut parler d'un coup de Lénine !

se, les frustrations sont terribles, en particulier à cause du manque de terres. Le XIX^e siècle russe n'a pas connu une seule décennie sans une guerre, une guerre coloniale, une révolte, une rébellion paysanne — et la révolution de 1905 est le sommet visible d'une période d'agitation qui s'étend de 1902 à 1907 pour la paysannerie, autour d'une revendication récurrente : le partage noir, le grand partage des terres. C'est tout cela qui converge en 1917 dans le partage effectif, réalisé dans la spontanéité et dans une certaine violence.

Ce potentiel de violence est une caractéristique propre de la société russe. La révolution aurait-elle éclaté sans la guerre de 1914 ? Difficile à dire : la période qui précède la guerre avait connu un essor économique et des réformes, celles de Stolypine, mais personne ne peut dire si leur éventuel aboutissement aurait désamorcé la révolution. Il y a donc conjonction entre la violence latente dont la société russe était imprégnée, et l'explosion de violence de la guerre mondiale, qui a ouvert l'ère des grands massacres de populations civiles, avec la page inaugurale que représente le massacre des Arméniens en 1915 et la suite sur les champs de bataille en Europe occidentale. Les soldats russes, paysans mobilisés pour la plupart, reviennent des tranchées ensanglantées de la guerre et jouent un rôle moteur dans la radicalisation du mouvement de juillet à octobre.

Quoi qu'il en soit, on est loin de la thèse de la guerre menée par les bolchéviks contre le peuple russe tout entier. En passant, c'est la première fois que je vois des historiens (reconnus comme tels, en tout cas) développer un ensemble d'arguments et de thèses dont la conclusion inéluctable semble être la démonstration du contraire de ce qui s'est réellement produit. En d'autres termes, si Courtois et Werth ont raison, la victoire des bolchéviks dans la guerre civile ne s'explique que par une intervention divine.

JMC .— Il est vrai que ce n'est pas chez Nicolas Werth qu'on trouve une réponse satisfaisante à la question : pourquoi les bolchéviks ont-ils gagné la guerre civile ? Mais on la trouve éventuellement ailleurs, par exemple dans un ouvrage collectif de tonalité pourtant très critique à l'égard des bolchéviks, publié en 1996 à Moscou, par V. Dmitrenko, V. Esakov et V. Chestakov. On peut y lire ceci, qui résume le han-

dicap fondamental des Blancs : « *Le programme du mouvement anti-soviétique ne proposait pas de solutions radicales de la question agraire (au contraire, il ramenait les propriétaires fonciers), ni de la question nationale (il refusait le droit des peuples à l'autodétermination et à la séparation, maintenait le principe de la Russie 'une et indivisible'), ni de la question sociale (la situation des ouvriers dans les entreprises privées ne changeait pas). Les confiscations de produits et les réquisitions de chevaux, les mobilisations dans l'armée, des impôts élevés, le bureaucratisme, l'arbitraire du pouvoir, la terreur de masse distinguaient peu les anti-soviétiques des bolchéviks. Les tentatives de former des gouvernements socialistes démocratiques échouèrent. Le pouvoir glissa des mains des socialistes à celles des organisations bourgeoises, puis à la dictature militaire ouverte de Koltchak.* »

Plusieurs historiens russes et américains, que les éditeurs parisiens ignorent, font valoir qu'en dépit des terribles conflits entre paysans et Armée Rouge, celle-ci était majoritairement paysanne et perçue, malgré tout, comme « l'armée du peuple », garantissant le partage des terres obtenu en octobre 1917.

Dans ce déchaînement multilatéral de violence, que peut-on dire de la responsabilité spécifique des bolchéviks ?

JMC .— Les bolchéviks utilisent et canalisent ce potentiel de violence en vue de leurs objectifs propres. Les archives que l'on découvre depuis peu montrent aussi que la politique des bolchéviks est un des facteurs qui attisent cette violence. Notamment sous l'effet de la volonté évidente de Lénine, me semble-t-il, d'instaurer un régime de parti unique : le premier gouvernement soviétique était monocolore, des socialistes-révolutionnaires de gauche y sont entrés quelques semaines plus tard — contre la volonté de Lénine, mais sous la pression du congrès des Soviets et de ce qu'on appelait la droite bolchévique (Kamenev, Zinoviev, Riazanov, et quelques autres) qui militait pour la constitution d'un gouvernement de coalition socialiste, ce dont ne voulaient ni Lénine, ni Trotski. Le régime de parti unique ne s'est pas installé en une fois, et dans la première période, le pouvoir des Soviets, parfois incontrôlé, était réel.

Par la suite, à partir du printemps 1918, apparaît le communisme de guerre. Il ne s'agit pas seulement d'un ensemble de mesures de circonstance attribuables au déclenchement de la guerre civile, mesures qui n'ont d'ailleurs pas été inventées par les bolchéviks mais qu'ils ont systématisées (le gouvernement antérieur y avait eu recours : réquisitions de blé et de chevaux provoquant des réactions violentes de la part des paysans). Le problème est plutôt que très rapidement, on a fait de nécessité vertu : on théorise le communisme de guerre, on interdit le commerce privé, on se dirige vers l'abolition de la monnaie, et on prétend instaurer une économie communiste — prétention à proprement parler fantastique, surtout si on la met en face des positions traditionnelles des marxistes (Lénine y compris), qui, encore quelques mois auparavant, s'accordaient pour dire que la Russie, pays arriéré, n'était pas mûre pour le socialisme, même si Lénine nuance cette position en mettant en avant l'idée que la révolution mondiale pourrait commencer en Russie. Il n'est donc pas question du «socialisme dans un seul pays», alors qu'à partir du printemps 1918, et encore davantage vers la fin de l'année 1918 et le début de 1919, on brûle les étapes au point d'envisager l'établissement immédiat du communisme. En soi, il s'agit d'un facteur considérable de confrontation violente avec la paysannerie.

En quelque sorte, c'est un glissement vers les thèses anarchistes.

JMC .— Dans le sens de l'égalitarisme, oui, mais les anarchistes ne voulaient pas d'un Etat central ni du parti communiste. Mais sinon, c'est vrai que les anarchistes de Makhno en Ukraine font à peu près la même chose. Ils tentent d'implanter des communes de partage intégral, en développant un mouvement déjà antérieur à octobre. Ce mouvement ne relève donc pas de la seule volonté politique des bolchéviks; il est plutôt à mettre à l'actif de minorités enthousiastes, révolutionnaires, et il prend naissance dans les villes plutôt que dans les campagnes. On y trouve des bolchéviks, un peu «en avance» sur la politique du parti, mais aussi des anarchistes, des tolstoïens, adeptes de la communauté de partage — on peut y voir une préfiguration des *kibboutz*. Ces initiatives sont fondées sur l'adhésion volontaire. A partir de 1919, les bol-

chéviki vont tenter d'implanter ces communes de manière autoritaire, en forçant les paysans à y adhérer. On trouve là un premier essai de collectivisation forcée des terres, dans le sens d'une commune de partage intégral plutôt que dans le sens des kolkhozes staliniens des années 30. Mais cette tentative tourne court, elle est vite abandonnée.

Les communistes de gauche (à cette époque, Boukharine) veulent généraliser ces expériences, à une époque où Trotski, absorbé par des préoccupations militaires, est davantage tenté par une militarisation de la société et du travail, et où Lénine s'abstient, sans approuver explicitement. En tout état de cause, ces expériences entraîneront des réactions paysannes violentes, qui culmineront en 1920, et après la victoire bolchévique dans la guerre civile, notamment avec la révolte de Kronstadt, en mars 1921, elle située en milieu urbain.

La mise en évidence de ce facteur «spécifiquement bolchévique» dans la montée de la violence nous ramène au Livre noir. Si celui-ci comporte un élément neuf du point de vue polémique, c'est de déplacer la responsabilité des crimes du régime soviétique de Staline, dont le procès a été fait depuis longtemps et par beaucoup, à Lénine et Trotski, moins mis en cause jusqu'à présent. La coupure entre Lénine et Staline, constitutive du trotskisme, et partiellement acceptée par le mouvement communiste après 1956, est donc dénoncée comme imaginaire.

JMC .— Deux visions sommaires s'opposent à ce sujet. Celle de la continuité, pour commencer; c'est évidemment la vision stalinienne, avec ses variantes post-staliniennes. Marx, Lénine et la révolution d'octobre n'ont existé que pour légitimer le régime en place, de Staline à Brejnev en passant par Khrouchtchev. Cette vision est linéaire, même si 1956 et le XX^e congrès, reconnaissant la réalité d'un certain nombre de crimes, atténuent quelque peu cette linéarité. Le Livre noir, archétype d'une certaine littérature, s'inscrit parfaitement dans cette vision : tout était écrit en 1917, et si l'on va un peu plus loin, dans Marx, à suivre Courtois; l'histoire de 1917 à 1991 peut se décrire comme un bloc monolithique. La criminalité communiste est d'ailleurs de type génétique — Courtois compare l'eugénisme social de Lénine à l'eugénisme racial

d'Hitler, et c'est Marx qui rend possible cet eugénisme social par son socio-historisme.

La vision opposée, celle de la plupart de ceux qui ont voulu préserver la vision positive de la révolution fondatrice, de la révolution d'octobre, dessine une grande coupure généralement située à la mort de Lénine. C'est évidemment d'abord la vision des trotskistes, qui se sont constamment ressourcés auprès du léninisme originel, et de ce qu'ils croyaient être le trotskisme originel pour l'opposer au stalinisme². Plus tard, tous les mouvements communistes qui ont mis en cause le stalinisme, d'une manière ou d'une autre, se sont réclamés de Lénine, dans une espèce de retour aux sources, de Khrouchtchev à Gorbatchev (sans parler de Dubcek ou de Berlinguer, qui l'ont plutôt dépassé !). Cette coupure perd de son tranchant, avec l'accumulation des études historiques — et cela ne date d'ailleurs pas d'aujourd'hui : rappelons-nous le contenu des écrits de Marcel Liebman, qui a désigné certaines des racines du stalinisme dans le bolchévisme. Marcel Liebman ne traite certes pas la terreur rouge à la manière du Livre noir, il rappelle par exemple ce que savent tous ceux qui se sont intéressés sérieusement à la révolution russe, à savoir que le premier grand bain de sang de la guerre civile est à mettre à l'actif des Blancs, en Finlande au printemps 1918, mais il dénonce l'érection de la terreur en système par les Rouges. Quoi qu'on pense du Livre noir, il est vrai qu'il y a dans la politique pensée comme une guerre civile, dans la terreur faite système, dans le communisme de guerre, un noyau de méthodes, un moule de mentalités qui vont imprégner le parti bolchévik puis communiste, et qui représentent un élément constitutif du stalinisme.

Reconnaître ceci n'équivaut pas à affirmer, comme le fait Andreï Gratchev, un ancien conseiller de Gorbatchev, que Staline a été programmé comme un robot par Lénine et les bolchéviks. Historiquement, la NEP représente un élément de rupture réel dans la politique de Lénine lui-même. Cette NEP (Nouvelle Politique Economique) a parfois été présentée comme un recul provisoire destiné à permettre de mieux bondir ensuite (c'est la thèse de Nicolas Werth) : les bolchéviks voulaient collectiviser complètement dès 1917, et n'ont fait

2. Mais les trotskistes débattent de ces questions, remettent en cause leurs propres «dogmes», comme en témoignent de récentes livraisons de *Critique communiste* (LCR, Paris) et la *Gauche* (Bruxelles).

que remettre leur projet à plus tard, contraints et forcés. Le stalinisme aurait donc été la réalisation du projet bolchévique ajourné d'une dizaine d'années. Or, les bolchéviks savaient d'autant moins ce qu'ils allaient faire du pouvoir qu'ils attendaient une révolution mondiale !

Cette analyse est contredite par les derniers écrits de Lénine, et par la politique mise en œuvre du début au milieu des années 20. Bien sûr, on peut y voir des concessions, au commerce privé et aux communautés villageoises; celles-ci vont vivre leur âge d'or dans les années 20, elles n'ont jamais été aussi libres, dégagées des dettes envers les anciens propriétaires fonciers, établies dans la plénitude de leur pouvoir, les Soviets ruraux ne contrôlant encore que très peu les campagnes. Mais la NEP n'est pas réductible à un ensemble de concessions, ou à une retraite stratégique provisoire. Elle représente l'élaboration progressive d'un projet ambitieux, la construction d'un système de capitalisme d'Etat — avec un secteur public fort mais fonctionnant sur des bases commerciales, en jouant des leviers marchands, avec l'ébauche d'une planification indicative, avec le développement du mouvement coopératif (je ne parle pas ici des kolkhozes, mais bien de la coopération commerciale) qui s'inscrit dans ce que Lénine visait quand il appelait de ses vœux une révolution culturelle (Lénine visait clairement, avec cette expression, l'apprentissage du marché, la substitution, en particulier dans le monde paysan, du marché européen civilisé au bazar oriental). Cette politique a été portée par une série d'acteurs et de théoriciens des années 20, tombés dans l'oubli sans doute parce qu'ils n'étaient au premier plan des grandes discussions politiques qui opposaient entre eux les ténors (Boukharine, Trotski, Staline, etc.); beaucoup d'entre eux n'étaient pas des bolchéviks, mais des alliés du pouvoir soviétique, comme Tchaïanov, théoricien de la coopération, redécouvert à l'époque de Gorbatchev, ou Kondratiev... Les années 20 sont paradoxales de ce point de vue : alors que politiquement, elles voient s'établir une dictature de parti unique, après 1921, avec un parti où les fractions sont interdites mais où les luttes de tendance se poursuivent jusqu'en 1927, elles restent ouvertes du point de vue du débat idéologique, de la culture, de la vie artistique... Les années 20 sont riches de potentialités contradictoires : les travaux de Moshe Lewin sont éclairants à cet égard.

Reste-t-il quelque chose de tout cela ?

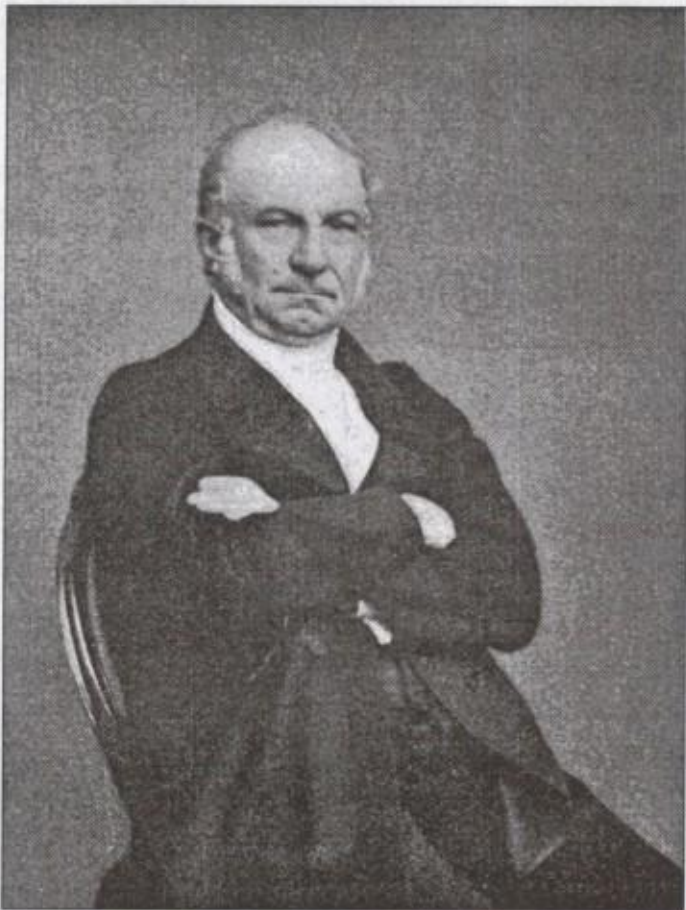
JMC .— Quand le débat historique a rebondi dans les années Gorbatchev, on a d'abord fait le procès des répressions staliniennes, puis on est arrivé aux années 20, et on s'est posé la question : y avait-il une alternative, explicite ou pas, virtuelle ou réelle, dans cette société? Ce débat a été très fécond, et puis brutalement refermé après 1991 quand les protagonistes les plus médiatisés du débat se sont laissés aller aux «idées noires» : «le ver était dans le fruit dès l'origine». Ainsi, l'invocation du «péché originel» reproduit une démarche stalinienne inversée. Le général Volkogonov, le seul historien russe récemment traduit en Français, diabolise complètement le personnage de Lénine en en faisant un assoiffé de sang («Le vrai Lénine»), lui qui était encore en 1986 l'idéologue de l'armée soviétique vantant les mérites de l'intervention en Afghanistan. Dans un genre différent, beaucoup moins primaire, Alexandre Yakovlev, inspirateur en son temps de la perestroïka gorbatchévienne, et à qui il est arrivé d'écrire des choses beaucoup plus intelligentes, affirme, ce n'est pas original, l'équivalence de Staline et d'Hitler, deux dictateurs, mais ajoute que Lénine était pire que l'un et l'autre, parce qu'Hitler et Staline se contentaient de construire le socialisme dans un seul pays, alors que Lénine voulait en faire un système mondial. Le «socialisme» d'Hitler est donc une chose qui va de soi. Tout récemment, le «comité anti-fasciste» de Moscou posait un signe d'équivalence entre 1917 et 1933...

Heureusement, je me suis récemment rendu compte que ce débat (sur une possible alternative au stalinisme) se poursuivait entre historiens, même si les medias n'y accordent aucune importance. Il y a en Russie (comme chez nous) un abîme entre les gros clichés véhiculés par télévisions et grande presse, et une recherche scientifique sérieuse qu'on continue, très discrètement.

Pour en revenir à la coupure, je ne pense pas que des historiens sérieux puissent nier la réalité d'une grande coupure, non pas en 1923 avec l'émergence de l'opposition de gauche, mais en 1928, lorsque le système d'économie mixte de la NEP a fait place à une étatisation radicale de l'économie et à une marginalisation des catégories marchandes, lorsque la gestion de l'agriculture fondée sur les communautés villageoises et sur l'existence de fermes privées et de coopératives inter-

agissant sur un marché a fait place à la collectivisation forcée, et lorsque la planification indicative est devenue impérative et s'est inscrite dans une économie de commandement. C'est évidemment la même coupure qui se manifeste au plan politique, le processus s'étalant sur plusieurs années, avec l'extinction complète de la discussion au sein du parti communiste, en faveur du pouvoir absolu du secrétaire général appuyé sur la police, jusqu'à la destruction physique du parti bolchévique. En ce sens, le stalinisme n'est même plus un régime de parti unique, puisqu'il n'y a plus de parti. Parler de continuité à propos du pouvoir d'un parti qui a été physiquement détruit n'est pas le moindre des paradoxes. C'est seulement après 1956 que le pouvoir du Parti-Etat et de la nomenklatura s'est réellement mis en place et stabilisé, pour atteindre son apogée sous Brejnev. Et c'est sous Gorbatchev qu'a lieu la tentative de refaire du PC un véritable parti politique. Elle échoue. Le parti se disloque, avec l'Etat.

*Propos recueillis par Pierre Gillis,
le 28 août 1998*



Lucien Jottrand (1804-1877)

Avocat et journaliste, combattant de 1830, député suppléant puis effectif à la Constituante. Lamennaisien, puis fouriériste, figure de proue des démocrates et président de l'Association démocratique. Défenseur francophone de la cause flamande.

l'étonnement inassouvi

giovanni carpinelli

Le Livre noir du communisme est un ouvrage imposant par son épaisseur et par son contenu. On le lit et on ne cesse de s'étonner. Les études réunies dans le volume montrent tout le mal qui a pu être fait au nom du communisme, dans quatre continents, dans une vingtaine de pays. C'est énorme, la querelle des chiffres ne peut pas changer grand chose à un bilan qui, loin d'être globalement positif, est effarant. On s'étonne, donc, car on pouvait supposer, on pouvait craindre, on pouvait imaginer, mais le répertoire systématique des méfaits et des horreurs défie l'imagination.

Naturellement, on essaie de comprendre, on cherche dans le livre même des explications, on revient aussi aux explications qui ont été proposées au fil du temps; et les explications se suivent, se superposent parfois, sans bien s'accorder entre elles : l'idéologie, dit-on; ou le totalitarisme; ou l'origine sociale des dirigeants et des troupes, un facteur plébéien qui n'est pas une constante; l'arrogance liée à l'exercice d'un pouvoir sans partage; le mépris du droit... On s'aperçoit, encore une fois, que l'histoire est une machinerie complexe; tel facteur pèse plus dans une certaine situation, tel autre joue aussi un rôle dans une conjoncture différente. Une formule unique et rigide, susceptible de tout expliquer, ne se dégage pas. Le cheminement du phénomène communiste a été long; il a comporté des phases, des changements, des variations. Une certaine continuité est indéniable, mais elle se réalise par une

dérivation qui devient de plus en plus indirecte : Lénine est sans doute l'ancêtre commun; mais entre Lénine et Staline, et puis de Staline à Mao Zedong, et puis encore de Mao Zedong à Pol Pot, nous n'assistons pas à un relais dans lequel le même témoin, l'idéologie meurtrière, se transmet tel quel de l'un à l'autre. La continuité n'exclut pas les ruptures, les changements d'échelle, les aménagements rudimentaires ou les modifications.

Il n'est certainement pas facile de loger dans un seul tableau une telle variété d'éléments, en mesurant la part de la rupture dans la continuité, en localisant d'une façon appropriée les différents facteurs à l'intérieur de situations spécifiques. *Le Livre noir du communisme* est un ouvrage collectif. Six spécialistes ont principalement contribué à sa réalisation; onze noms forment la liste complète des auteurs. Les études particulières qui couvrent les neuf dixièmes du volume sont généralement bien faites; quelques unes sont tout à fait excellentes (notamment celles de N. Werth, un vrai livre dans le livre, de K. Bartosek, de J.-L. Margolin). Elles sont complétées — ou devraient l'être — par les textes de S. Courtois : ces textes, situés au début et à la fin du volume, sont destinés en effet à offrir une vue d'ensemble, à avoir une fonction d'encadrement; ils s'acquittent toutefois de la tâche en simplifiant à l'excès la vision des phénomènes examinés dans le livre. Ils tracent un acte d'accusation, ils se veulent tranchants et directs. S'ils sont tenus pour convaincants, ils finissent par substituer une indignation vengeresse à l'étonnement.

Nous aurions préféré un encadrement plus problématique, plus ouvert, plus nuancé aussi. Il est vrai que le jeu des facteurs multiples peut servir à cacher des responsabilités. Il est cependant possible de souligner le rôle des individus et des groupes tout en réservant une place aux mécanismes, aux structures, à l'affrontement et aux croisements éventuels des tendances. Dans la vision de S. Courtois, tout s'explique, non seulement les responsables sont désignés, mais l'enchaînement est inéluctable. La cause est entendue; les interrogations n'ont plus de sens, l'étonnement s'évanouit. Le communisme a eu une histoire tragique; s'il avait été seulement le promoteur d'une mystification très claire et destinée d'avance à la faillite, les historiens, les écrivains, les philosophes auraient

pu depuis longtemps cesser de s'interroger et de discuter à son propos.

Pour pouvoir juger à fond le communisme, il faut être capable de mener une réflexion sur la nature humaine, sur le destin de l'homme, sur le sens de la vie. Ce sont évidemment des thèmes philosophiques. Ils ne sont concevables qu'à partir de l'étonnement, d'un étonnement inassouvi. Si on croit avoir trouvé dans un agencement de formules péremptoires la solution intégrale du problème, on quitte le terrain de la philosophie sans s'installer pour autant sur celui de la science. L'ouverture philosophique à laquelle nous pensons est bien représentée dans un dialogue de Platon. Quelques paroles suffisent à fixer un ton, un climat, un registre :

Théétète : — Pardieu, Socrate, c'est prodigieux comme je m'étonne de ce que peuvent être ces choses, et il arrive qu'à les considérer vraiment, je sois pris de vertige !

Socrate : — Il semble, mon ami, que Théodore n'a pas mal deviné ta nature. Car c'est tout à fait l'état d'un philosophe : s'étonner. La philosophie n'a pas d'autre principe que celui-là.

On dira que nous nous sommes fort éloignés du communisme et de ses crimes. Prenons alors *Le Livre noir du communisme*, pour être sûrs de garder le cap. Allons à la page 295. C'est la dernière page de la longue étude consacrée par N. Werth au cas soviétique. Il s'agit des conclusions ultimes. Nous lisons : «*Ce phénomène central de la terreur dans l'histoire politique et sociale de l'URSS pose aujourd'hui des questions de plus en plus complexes. Les recherches actuelles déconstruisent, en partie du moins, les thèses qui ont longtemps dominé le champ de la soviétologie. En se préservant de l'ambition de vouloir apporter une explication globale et définitive d'un phénomène qui, par sa démesure, résiste à l'entendement, elles s'orientent davantage vers l'analyse des mécanismes et des dynamiques de la violence.*»

N. Werth n'adopte pas un langage philosophique, il s'en tient à ses connaissances de spécialiste. Mais il continue de s'étonner : «*un phénomène qui, par sa démesure, résiste à l'entendement*»... Pourtant le désir de comprendre et d'expliquer est très fort chez lui; et il a présenté auparavant sous une

forme synthétique les résultats — fort éclairants par ailleurs — de son étude.

Le Livre noir du communisme pose une question, il ne la règle pas. Il la pose cependant avec une vigueur extraordinaire, en s'appuyant sur un répertoire systématique des cas. On a beau dire à la suite ou à la manière de certains critiques : on savait déjà, tout cela était connu, ceux qui voulaient savoir savaient. La nouveauté subsiste. Pour la première fois un ouvrage bien documenté fait le point d'une façon intégrale sur la dimension criminelle du communisme. Une évidence première s'impose au bout du parcours, c'est la réalité qu'il faut avoir le courage moral de regarder en face : quand ils ont eu le monopole du pouvoir, les communistes ont toujours fait appel à la violence arbitraire, en persécutant les opposants, mais aussi en établissant et en maintenant leur contrôle sur la société par l'exercice de la terreur.

lénine et staline

Pendant longtemps on a pu penser et croire que la dimension criminelle du communisme avait pris forme avec Staline. Depuis les années 70 au moins, une telle idée a perdu tout fondement. Nous savons maintenant d'une façon certaine que Lénine a été un promoteur et un théoricien même de la terreur. Sur ce point *Le Livre noir du communisme* enfonce des portes ouvertes. Est-ce que nous tenons en conséquence le nom de celui qui a tout inventé, tout mis en route, tout autorisé ? Pour Courtois, une telle imputation semble aller de soi : *«La guerre mondiale et la violence russe traditionnelle permettent, certes, de mieux comprendre le contexte dans lequel les bolcheviques arrivèrent au pouvoir; elles n'expliquent pourtant pas la voie extrêmement brutale qu'ils adoptèrent d'emblée et qui contraste singulièrement avec la révolution, inaugurée en février 1917, laquelle avait en ses débuts un caractère largement pacifique et démocratique. L'homme qui imposa cette violence, comme il imposa à son parti la prise du pouvoir, c'est Lénine.»*

Ces affirmations aussi doivent être situées dans un contexte. S. Courtois a déjà précisé que *«l'URSS léninienne et stalinienne a été la matrice du communisme moderne»*. Nous voyons ce qui se passe : un trait gommé par ci, un trait

gommé par là, et Lénine devient non seulement le précurseur de Staline, ce qui est acceptable, mais son homologue dix ou quinze ans plus tôt. On peut le penser, mais il faudrait le démontrer soigneusement. On ne peut pas, on ne devrait pas avancer des thèses pareilles au détour d'une phrase et les tenir ensuite pour des évidences. S. Courtois se trouve peut-être en syntonie avec Dominique Colas (*Le léninisme. Philosophie et sociologie politiques du léninisme*, Paris. PUF, 1982) quand il emprunte ce chemin, mais il emprunte un chemin, il ne se borne pas simplement à reproduire une opinion largement acceptée. Laissons tranquillement de côté les auteurs communistes ou suspects d'indulgence à l'égard du communisme. Prenons ce que Boris Souvarine écrivait en 1960 : *«Il serait absurde de confondre Lénine et Staline dans une même appréciation sans nuances comme de prétendre que le maître n'est pour rien dans les turpitudes de son disciple. [...] Lénine n'avait pas voulu cela. Quand même, pour sa large part, il en est responsable.»*

C'est dur, c'est clairement dit : Lénine est impliqué dans l'affaire. Mais c'est autrement nuancé et plus respectueux de la diversité réelle entre les deux personnages. Inutile de multiplier les citations. Hannah Arendt a placé dans *Les Origines du totalitarisme* une surprenante défense et illustration de Lénine : *«Il légalisa l'expropriation anarchique des propriétaires terriens par les masses paysannes et fonda ainsi, pour la première et probablement pour la dernière fois en Russie, cette classe de paysans émancipés qui, depuis la Révolution française, a constitué le plus ferme soutien des nations occidentales. [...] Il toléra l'apparition timide d'une nouvelle classe moyenne, résultat de la N.E.P., après la fin de la guerre civile.»*

Par moments, à d'autres égards, cette vision peut se révéler trop généreuse; elle ne tenait sans doute pas compte des informations que nous possédons maintenant. H. Arendt est même arrivée à penser que le passage au totalitarisme avait été successif : *«au moment de la mort de Lénine, aucune voie n'était fermée»* — c'est sa conclusion. F. Furet était informé comme nous le sommes. Il a pourtant signalé toute une série de différences importantes entre Lénine et Staline : le prédécesseur ne défie pas le parti, se lance dans les débats politiques et théoriques, peut se trouver sur une position minoritaire (encore après l'arrivée au pouvoir), se remet en question

publiquement, ne dispose pas d'un appareil voué à sa dévotion... Faut-il rappeler ce que nous montre une fois encore N. Werth dans *Le Livre noir du communisme*, à propos de la NEP ? «*Durant un peu moins de cinq années, du début de 1923 à la fin de 1927, l'affrontement entre le régime et la société connut une pause. [...] Au cours de cette trêve, la paysannerie, qui représentait plus de 85% de la population, tenta de renouer les liens de l'échange, de négocier les fruits de son travail et de vivre, selon la belle formule du grand historien de la paysannerie russe Michael Confino, 'comme si l'utopie paysanne fonctionnait'.*»

Nous avons baigné pendant des années dans un flot de publications qui tendaient à construire une «histoire sans sujet». En adoptant des mesures extrêmes, les bolcheviks n'avaient fait que réagir aux circonstances; ils n'avaient pas voulu la terreur, ils avaient utilisé la terreur dans le cadre de la guerre civile déclenchée par les Blancs; les réquisitions, les prises d'otages, les arrestations massives avaient leur raison d'être dans un état de nécessité ou dans un climat d'urgence. Il n'en est rien, il est clair que les bolcheviks ont pris des initiatives. Les réquisitions commencent **avant** la guerre civile. Les prises d'otages pouvaient avoir le caractère de «mesures prophylactiques» pour prévenir toute tentative d'insurrection. Les premiers camps de concentration pour civils remontent à l'été 1918; dans un cas précis, le 9 août 1918, un télégramme de Lénine donne à un organisme local l'ordre d'enfermer «*les koulaks, les prêtres, les Gardes blancs et autres éléments douteux dans un camp de concentration*». Tout un vocabulaire apparaît à cette époque déjà: «bandit» (qui peut désigner par exemple un anarchiste ou un ouvrier en grève), «suspect», «ennemi du peuple»...

L'«histoire sans sujet» s'avère impraticable. Avec S. Courtois, nous risquons cependant de tomber dans l'excès opposé. Dès qu'ils s'emparent du pouvoir, les bolcheviks deviennent les éléments moteurs d'une histoire qu'ils sauraient soumettre parfaitement à leur volonté: c'est pourquoi ils sont les seuls responsables de tout ce qui arrive. N. Werth est plus prudent, il distingue deux cycles de violences et de répression. Le premier cycle, qu'il appelle «léniniste», dure de la fin de 1917 à la fin de 1922 et s'inscrit «dans un contexte d'affrontements directs et généralisés»; le deuxième, «stalinién», s'ouvre en 1928 et ne s'achève vraiment qu'avec la mort du dictateur.

Il débute par une offensive contre la paysannerie : dans ce cas, c'est le groupe stalinien au pouvoir qui décide et qui est seul responsable des conséquences produites. N. Werth esquive un peu «la question classique de la continuité» entre le premier et le deuxième cycle : «*La configuration historique est, dans les deux cas, à l'évidence, incomparable*» (p. 293). La coupure existe, elle est reconnue, mais elle est située dans le contexte. Les circonstances ne sont pas du tout les mêmes. Cette distinction est très utile pour aborder la querelle des chiffres.

Nous ne croyons pas que l'horreur se mesure au nombre des victimes. Dans *Le Livre noir du communisme*, J.-L. Margolin exprime une opinion semblable quand il écrit : «*L'horreur n'a pas besoin d'être chiffrée pour être établie*». D'ailleurs, en se référant seulement aux camps de concentration, Hannah Arendt a tenu des propos lunaires, très froids et très détachés sur les calculs et les chiffres : «*les souffrances — qui ont toujours été trop nombreuses sur la terre — ne sont pas le fond du problème, non plus que le nombre des victimes. C'est la nature humaine en tant que telle qui est en jeu*». Les additions et les soustractions ne sont en effet pas décisives quand il s'agit de connaître la forme — et non pas la virulence — d'un danger. Revenons cependant à S. Courtois, qui s'interroge aussi sur la mesure du crime et a une réponse : le communisme a tué quatre fois plus de victimes que le nazisme.

les chiffres

Toute une série d'éléments ont pu contribuer au succès obtenu par *Le Livre noir du communisme*. Succès exceptionnel pour un ouvrage d'histoire : quatre mois après la parution en France, le nombre des exemplaires vendus était monté à deux cent mille; en Italie, aucun autre livre n'a réalisé d'aussi bons résultats sur le plan commercial pendant les sept premiers mois de 1998: les exemplaires vendus dépassent les cent mille. D'un chiffre à l'autre : selon S. Courtois, le communisme aurait fait cent millions de victimes; et ce chiffre était strictement associé à l'image du livre dans la publicité. A vrai dire, la quatrième page de couverture était moins tapageuse, elle annonçait «le bilan le plus complet possible des méfaits commis sous l'enseigne du communisme». Dans la liste qui suivait les morts arrivaient en dernier lieu et leur nombre n'é-

tait pas défini d'une façon trop précise : «*les lieux, les dates, les faits, les bourreaux, les victimes qui se comptent par dizaines de millions en URSS et en Chine, par millions dans des petits pays comme la Corée du Nord et le Cambodge.*»

Le public n'est sans doute pas nécrophile. Il est sûrement curieux. Il voudrait connaître le dessous des cartes. Il se pose aussi de grandes questions, il s'interroge sur le bilan du communisme, il est intrigué par le drame d'une humanité menacée et décimée par des situations extrêmes : la famine, les massacres, les arrestations en masse, les exécutions sommaires, le Goulag, les déportations...

En même temps, ce qui se joue dans le livre, ce qui promet de s'éclaircir est le mystère d'une grande promesse, d'un grand mythe qui sont retournés de fond en comble, car le rêve devient cauchemar... Dans nos démocraties libérales, la politique risque d'apparaître ennuyeuse; un essai sur la crise fiscale de l'Etat providence ne se vendra jamais comme *Le Livre noir du communisme*. Par contre, dans cet ouvrage d'histoire, la politique se révèle passionnante et épouvantable à la fois; elle n'évoque ni les débats pour initiés, ni l'examen de problèmes techniques, ni le souci pour un secteur de l'Etat, de la finance ou de la production. On assiste à un tout autre spectacle. On voit la politique s'abattre comme une tempête sur la vie sociale, entrer lourdement dans l'existence des gens ordinaires, bouleverser le destin des individus, régler le sort des groupements les plus divers; la terreur devient à certaines époques une pratique courante : l'appartenance à une catégorie sociale est sanctionnée; les religieux sont souvent persécutés et les opposants toujours, sans compter les adversaires ou présumés tels au sein du parti communiste même. Un véritable musée des horreurs. Si une telle expérience étonne le philosophe qui est en nous, blesse notre sensibilité de citoyens et secoue notre conscience d'êtres humains, elle suscite peut-être aussi une curiosité apeurée et rétrospective dans le grand public. Elle réserve pour finir au lecteur un sentiment de satisfaction égoïste : le cauchemar communiste au moins nous a été épargné.

Le musée des horreurs ne serait pas complet sans les chiffres. L'arithmétique a la propriété de rendre sérieuses les évaluations. «Les Belges aiment la monarchie» a l'air d'une opinion comme une autre. Mais «selon un sondage, 62% des Belges

aient la monarchie» est une affirmation beaucoup plus sérieuse. Combien de Belges a-t-on interrogés ? Quelle était exactement la question qui leur était posée ? Aspects négligeables. Le chiffre est là. S. Courtois n'explique pas longuement le procédé qu'il a suivi pour calculer les effets du communisme en nombre de victimes. Il établit d'abord une liste des crimes contre les personnes d'après la manière de tuer : fusillade, pendaison, noyade, bastonnade... Il retient aussi parmi les manières de tuer «la destruction par la faim — famines provoquées et/ou non secourues». Il signale un problème : dans les périodes dites de «guerre civile», *«il n'est pas aisé de distinguer ce qui relève du combat entre pouvoir et rebelles, et ce qui est massacre de populations civiles»*. Nous n'en saurons pas plus. Ce qui suit est le résultat : *«Nous pouvons néanmoins établir un premier bilan chiffré qui n'est encore qu'une approximation minimale et nécessiterait de longues précisions mais qui, selon des estimations personnelles, donne un ordre de grandeur et permet de toucher du doigt la gravité du sujet :*

- URSS, vingt millions de morts, [...]

Le total approche la barre des cent millions de morts».

Nous voudrions procéder à une vérification partielle, limitée au seul cas de l'URSS. Nous n'avons pas la liste exacte des entrées qui mènent au chiffre de vingt millions. Mais nous trouvons ci et là dans le texte de S. Courtois des indications qui nous laissent perplexes. Ainsi nous découvrons que la *«famine de 1922 provoquant la mort de cinq millions de personnes»* doit être attribuée seulement au régime communiste (p. 19). L'historien O. Figes, dans son récent *La tragédie d'un peuple*, n'est pas exactement de cet avis. Selon lui, *«Comme toutes les grandes famines, celle de la Volga fut causée en partie par l'homme et en partie par Dieu. [...] La perte de la saison de 1920 fut suivie par une année de gelées et de sécheresse qui transformèrent la steppe en un bassin de sable. Au printemps il fut clair que les paysans subiraient pour la deuxième fois la perte de la récolte. [...] Mais si terribles qu'elles puissent être, ces failles dans le comportement de la nature n'auraient pas été suffisantes à provoquer la famine. [...] Ce qui a rendu désastreuse la crise, ce fut le fait que l'économie paysanne avait été amenée au bord de la ruine [...] par les réquisitions de la guerre civile.»*

Faisons même entrer en ligne de compte l'omission successive de secours, l'indifférence et la négligence coupables des autorités gouvernementales. Faut-il pour autant considérer que, parmi les hommes, seuls les bolchéviks avaient des responsabilités dans la catastrophe ? N'est-il pas vrai que *pour échapper aux livraisons forcées les paysans se bornèrent à la production de subsistance* — ainsi que l'affirme toujours Figes ?

Et la part des circonstances naturelles, doit-elle être ignorée ? Il est naturellement difficile de parvenir à une évaluation pondérée des responsabilités. Cependant la solution qui consiste à tout mettre sur le dos des bolchéviks ne nous paraît pas équitable.

Un autre cas. En tant que crime passé inaperçu, mais de grande ampleur, S. Courtois cite *«l'assassinat ou la mort au Goulag de centaines de milliers de militaires allemands faits prisonniers entre 1943 et 1945»* (p. 15). Nous apprenons par N. Werth que, sur les cinq millions de soldats soviétiques capturés par les nazis pendant la même guerre, seulement 1 545 000 ont survécu (p.256). Ce n'est pas tout. Allons voir quel a été plus exactement le bilan dans l'autre sens : sur 3 155 000 soldats allemands capturés par les Russes, les morts dans les camps soviétiques ont été 1 200 000, selon l'historien A. Hillgruber, qui cite ses sources. Alors ? Si une telle arithmétique a un sens, les communistes se sont révélés moins farouches que les nazis : un allemand prisonnier sur deux s'est sauvé, tandis que la proportion pour les Soviétiques prisonniers a été de un sur trois. Dans toute cette question, la mesure du crime reste très floue. Combien seraient les morts provoqués dans ce cas par le communisme ? Quelle est la proportion des crimes contre l'humanité ?

Dernier exemple. Faisons un pas en arrière. Parmi les crimes communistes, nous trouvons aussi la *«fusillade de dizaines de milliers d'otages ou de personnes emprisonnés sans jugement et [le] massacre de centaines de milliers d'ouvriers et de paysans révoltés entre 1918 et 1922»* (p.19). Pour Courtois les bolchéviks avaient déjà dépassé en mars 1918 le niveau atteint par la répression tsariste dans les années de 1825 à 1917. Mais qui sont les auteurs d'un tel exploit négatif ? Selon N. Werth, *«jusqu'en août-septembre 1918, il n'est presque jamais fait mention d'une tcheka [police politique]*

locale qui dirigerait les massacres». Pour l'historien Melgou-nov, auteur d'un travail qui parut en 1924 mais fait encore autorité, il était «difficile de distinguer ce qui serait une mise en pratique systématique d'une terreur organisée de ce qui apparaît comme des 'excès' incontrôlés» (p.72). Sans commentaire.

D'une façon générale, S. Courtois veut prouver que les communistes étaient tout aussi criminels que les nazis. Les chiffres doivent servir à frapper l'imagination du lecteur : «*Les faits sont têtus et montrent que les régimes communistes ont commis des crimes concernant environ cent millions de personnes, contre environ 25 millions de personnes au nazisme*» (p. 25). Il faut détruire l'idée du communisme respectable face au nazisme ignoble et criminel. S. Courtois pense que l'idéologie communiste était tout à fait assimilable à celle des nazis : au lieu du prétendu universalisme, elle impliquait la division de l'humanité en catégories et la persécution des individus sur la seule base de l'appartenance à une catégorie non seulement politique ou sociale, mais aussi ethnique. Au bout du compte (et compte est vraiment le mot juste ici...), *Le Livre noir du communisme* aura fortement contribué à casser l'aura distinguée qui entourait et entoure parfois encore les régimes communistes dans l'opinion. Dans ce sens, il a atteint son but, le but que S. Courtois lui assigne dans ses textes. Mais le communisme n'a pas été seulement une entreprise criminelle. Courtois le sait, il le dit (mal) à un moment donné, quand une illumination fugace lui fait écrire : «*L'histoire des régimes et des partis communistes, de leur politique, de leurs relations avec leurs sociétés nationales et avec la communauté internationale, ne se résume pas à cette dimension criminelle, ni même à une dimension de terreur et de répression*» (p.13). Piste vite abandonnée.

les communismes, les communistes

Pour expliquer ce que le communisme a été, pour permettre une compréhension du communisme dans son identité et dans sa diversité, dans ses articulations, dans ses hérésies, dans ses origines, dérivations et métamorphoses, il faudra abandonner les assimilations grossières; le jeu des chiffres ne mène pas loin. Cent millions de morts (ou moins, ou plus) sur combien d'années ? Par rapport à quel nombre d'habitants ?



Jan Pellering (1817-1877)

Ouvrier bottier. Compagnon des meetings ouvriers flamands de Kats. Membre de l'Association démocratique.

Pire que le tsarisme : pendant la guerre civile ? à l'époque de la NEP ? ou avec Staline ? Peut on dire vraiment qu'aucun objectif n'a été atteint sur le terrain économique et social ?

Nous savons que la violence extralégale peut prendre plusieurs formes : la terreur d'en bas a souvent précédé puis accompagné pendant un temps celle d'en haut; en Russie et non seulement en Russie le communisme a canalisé une révolution avant de la confisquer à son profit. Faut-il condamner aussi les révolutions, toutes les révolutions en tant que telles ? S. Courtois semble le croire, mais une telle hantise de la contiguïté avec le mal, une telle peur du dérapage incontrôlable rappelle curieusement l'esprit d'un policier prêt à voir des menaces partout. Chat échaudé craint l'eau froide, bien sûr, mais si en raisonnant sur le passé nous n'apprenons pas à reconnaître le véritable danger, qui ne se cache pas derrière tout changement radical, mais concerne plutôt l'aboutissement à un ordre dépourvu de règles, de garanties, nous allons vivre calfeutrés dans la conviction de nous trouver non seulement sous le meilleur des régimes existants, mais aussi dans le meilleur des mondes possibles.

Le point de vue judiciaire est intéressant, il est fondamental pour un bilan, mais le communisme a été dans ses meilleurs moments une tendance politique : dans un bilan, ou dans une explication, une mise au second plan de l'histoire politique, si elle se maintient, si elle devient la règle, se traduit dans une vision faussée des événements et empêche finalement de saisir ce qui s'est passé. Il s'agit encore une fois de retrouver les différences. Souvent, dans l'histoire du communisme, l'esprit dogmatique, renforcé par le fanatisme et par un volontarisme aveugle, a tout emporté sur son chemin. C'est ainsi que le parti est devenu une machine vouée à l'obéissance, un corps sans âme, un pachyderme encombrant et nuisible. Il a sans le vouloir mené le système à sa perte en bloquant le changement nécessaire. C'est le parti qui a destitué Khrouchtchev, et le parti a représenté pour Gorbatchev bien plus un obstacle qu'une ressource. Dans *Le Livre noir du communisme*, la métamorphose du parti constitue à juste titre un thème secondaire. Les communistes tiennent le gouvernail sur la base d'une idéologie codifiée une fois pour toutes : le marxisme-léninisme.

Pour produire un schéma grossier, il n'est pas nécessaire de supprimer des traits ou de transformer les parcours bigarrés en lignes droites. Il suffit de mettre à distance — ou de reléguer dans une position marginale — l'objet envisagé. La politique communiste est soumise à ce traitement par S. Courtois en particulier; elle prend parfois une allure fantomatique dans d'autres études du même recueil. Nous allons emprunter à Raymond Aron le décryptage des effets produits par le choix exclusif d'une vision trop lointaine, ou d'une approche macroscopique, si l'on préfère : *«A chaque instant d'une guerre ou d'une révolution, l'historien comme le contemporain a le sentiment que les choses auraient pu tourner autrement. Mais quand il regarde en arrière et embrasse en vue globale l'ensemble d'une crise ou d'une période, l'historien croit saisir un ordre intelligible. Il importe de comprendre qu'il n'y a pas de contradiction entre la vision événementielle et la vision déterministe du devenir. Ou, plus précisément, il n'y aurait contradiction qu'à partir du moment où l'une de ces visions serait présentée comme seule valable. L'ordre intelligible, que l'historien aperçoit au niveau macroscopique, n'était pas à l'avance déterminé, il est celui qui s'est en fait réalisé, non pas nécessairement le seul qui était à l'avance possible. Les deux visions deviennent compatibles dès lors qu'elles se donnent, l'une et l'autre, à des niveaux différents comme l'expression de la réalité.»* (Leçons sur l'histoire. Cours du Collège de France... [1989] Livre de poche 1991, p.524).

Au niveau macroscopique le communisme existe, S. Courtois l'a rencontré. Dans la texture des événements, le regard nu découvre une multiplicité d'objets avec un air de famille, bien sûr, mais aussi avec des traits particuliers. Il suffit de laisser tomber les jumelles, sans emprunter pour autant une loupe : il n'est pas nécessaire de se perdre dans les détails de la politique au jour le jour pour saisir les différences. Pour celui qui observe les événements au fil des années, le communisme est remplacé par les communismes et les communistes deviennent enfin visibles. Lénine, Staline, Mao Zedong gardent toute leur importance, mais d'autres figures se dessinent : Kamev, Boukharine, Liu Shaoqi; on voit que le parcours suivi n'était pas le seul imaginable pour des communistes. La politique agraire de Boukharine ou celle de Liu Shaoqi impliquaient un tout autre respect pour les exigences des paysans. Les études de N. Werth et de J.-L. Margolin contiennent des allusions rapides mais très claires dans ce sens : *«L'opposition dite de*

'droite', emmenée notamment par Rykov et Boukharine, considérait que la collectivisation ne pouvait déboucher que sur 'l'exploitation militaro-féodale' de la paysannerie, la guerre civile, la terreur, le chaos et la famine; elle fut brisée en avril 1929» (p. 162). Et encore : «...enfin, je comprenais pourquoi les paysans détestaient à ce point le 'communisme' et pourquoi ils n'avaient admis que l'on attaquât la politique des trois libertés et une garantie de Liu Shaoqi» (Wei Jing, «Mon évolution culturelle entre seize et vingt-neuf ans» [1997], cité par J.-L. Margolin, p. 539).

Dans un livre récent (*La Tragédie soviétique*, Paris, Seuil, 1995), M. Malia critique durement la tendance à séparer Lénine de Staline et à valoriser un personnage comme Boukharine. Il rappelle que ces distinctions n'enlèvent rien ni à «la continuité d'une institution, le Parti», ni à «la permanence d'une visée mondiale, le marxisme-léninisme» (p. 22). Pourtant le même auteur, en 1974, dans un cours à l'École des hautes études, avait su se montrer plus subtil, puisqu'il déclarait : «En 1937, Staline a pratiquement démoli l'ancien Parti pour en faire un nouveau : il va éliminer les trois quarts des membres [...], et les neuf dixièmes du Comité central. [...] Pourquoi Staline fait-il pareille mutation ? Il s'agit en effet d'un coup d'état sur une énorme échelle. On ne peut parler de folie. Il y a autour de Staline une petite équipe animée par un objectif très net : se débarrasser de tous ceux qui avaient une mémoire antérieure au socialisme, éliminer tous ceux qui avaient une image du socialisme différente de la réalité soviétique» (M. Malia, *Comprendre la Révolution russe*, Paris, Seuil, 1980, p. 209).

Dans *La Tragédie soviétique*, Malia reprend le thème de la casure survenue en 1937 en ajoutant des considérations qui peuvent servir à mieux éclairer notre propos ici : «Staline avait maintenant le personnel du socialisme qu'il avait bâti : presque tous les hommes nouveaux recrutés à partir de 1937 étaient les produits du système créé à partir de 1930. Il ne restait que très peu de gens de la période antérieure (anciens bourgeois, anciens bolchéviks, c'est-à-dire membres du Parti depuis la révolution) dans des postes de responsabilité. Les nouveaux cadres, produits de la 'seconde révolution', n'avaient presque jamais des souvenirs adultes de la période antérieure, ils avaient été formés et élevés dans le nouveau système, enfants du matérialisme dialectique et du réalisme

socialiste [...]. C'est cette génération qui, après la mort du Guide, encadrera le système jusqu'à sa dislocation à la fin des années quatre-vingt» (p.314-315).

En URSS, le marxisme-léninisme est resté jusqu'au bout l'idéologie officielle, c'est vrai. Il n'est pas sûr toutefois que dans le socialisme réel à la fin le facteur idéologique ait eu une importance particulière. Selon T. Todorov, qui reprend une opinion largement répandue parmi les spécialistes, l'idéologie dans les systèmes de type soviétique ne représentait plus qu'une façade : le pouvoir en réalité était au service du pouvoir et visait à son seul renforcement («Utilità di un concetto», dans *Nazismo, fascismo, comunismo*, sous la direction de M. Flores, Milan, B. Mondadori, 1998, p. 94-95). Quant à la diffusion uniforme du marxisme-léninisme, il suffit de réfléchir sur ce qui s'est passé au Cambodge pour commencer à nourrir des doutes. Quelle est l'idéologie de Pol Pot et des Khmers rouges ? Laissons parler J.-L. Margolin : «...En 1978, Pol Pot assurait que le Cambodge bâtissait le socialisme sans aucun modèle, et son discours de Pékin en hommage à Mao Zedong (1977) ne fut pas retransmis à Phnom Penh» (p. 649).

«...Les Khmers rouges eux-mêmes, sitôt émancipés de leurs protecteurs vietnamiens, ont insisté constamment sur l'unicité de leur expérience. Leurs discours officiels ne font presque jamais référence à l'étranger, sinon de façon négative, et ils ne citent pratiquement pas les pères fondateurs du marxisme-léninisme, ou même Mao Zedong» (p.675).

Sans doute l'idéologie communiste a-t-elle survécu plus longtemps en Europe occidentale qu'ailleurs. En France comme en Italie, elle n'a pu être démentie directement par l'exercice d'un pouvoir despotique. Elle a continué à garder son charme originaire. Elle a évolué aussi : elle a fini par constituer une sorte de référence lointaine, un horizon. Le modèle soviétique n'était pas très utile pour affronter les problèmes qui se posaient en France ou en Italie aux partis communistes de masse, problèmes de tactique parlementaire, d'attraction électorale, de participation à un gouvernement ou de gestion locale, municipale ou autre. Avec le temps, l'idée d'imiter la Russie avait pris un aspect inquiétant : l'eurocommunisme, le socialisme aux couleurs de la France étaient des formules qui interprétaient ce malaise, le reconnaissaient et suggéraient

des solutions. Dans les faits, dans l'action politique, les schémas léninistes avaient déjà été abandonnés depuis longtemps : la dictature du prolétariat est officiellement rejetée dans les années 70, mais dans l'action politique des partis communistes, en Italie comme en France, l'attachement aux institutions du régime parlementaire et de la démocratie libérale a déjà le caractère d'une tendance prépondérante et solide au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

L'effondrement des régimes socialistes dans l'Europe orientale et dans l'ancien empire des Tsars ne laisse pas derrière lui un grand nombre de nostalgiques entêtés. Aucune organisation, aucun parti d'une certaine importance ne propose de restaurer dans ces territoires ou ailleurs le régime déchu. En Occident aussi, et parmi les anciens croyants, et de la part de ceux-là même qui ont voulu maintenir l'appellation de communistes, une révision du projet original est sincèrement souhaitée et volontiers affichée.

Le communisme dont il est question dans *Le Livre noir* a surtout été en France et en Italie un objet de culte, non pas dans sa configuration effective, mais sous l'aspect d'un mythe. Il a rarement été mis en chantier, jamais il n'a pris forme dans la réalité locale, jamais il n'a été imposé d'une façon durable. Mais la révision idéologique a été plus lente que la révision pratique. Le mythe a souvent survécu dans les cœurs aux démentis de l'histoire. La face lumineuse du communisme a joué chez les croyants le rôle d'un écran, elle a permis d'ignorer ou de repousser comme fallacieuse et mensongère la face sombre. S. Courtois cite à ce propos Annie Kriegel et Simone Weil. Il aurait pu citer Aragon, à qui il reproche justement les vers odieux de *Prélude au temps des cerises* et de *Front rouge*. C'est Aragon qui a écrit notamment :

*On sourira de nous pour le meilleur de l'âme
On sourira de nous pour avoir aimé la flamme
Au point d'en devenir nous-mêmes l'aliment.*

(*La Nuit de Moscou*, 1956).

La désillusion du communisme est ancienne, elle remonte aux années 20 déjà pour certains, elle ne s'est toujours pas achevée pour d'autres. En Europe occidentale aussi, beaucoup d'anciens et de nouveaux croyants préfèrent le refoulement à la connaissance, à la critique documentée des légendes, aux

leçons implacables de l'histoire. Ils ne seraient sans doute pas prêts à recommencer, mais ils veulent garder une part d'illusion rétrospective. C'est pourquoi *Le Livre noir du communisme* est une œuvre utile d'un point de vue culturel et politique. Elle est aussi méritoire d'un point de vue moral. Elle a la valeur d'une réparation tardive pour les injustices subies par les victimes. Elle pourrait en même temps contribuer à remettre en honneur la mémoire de tous ceux qui ont cru dans un socialisme à visage humain : les hérétiques, les vaincus, les justes.

henri curiel : itinéraire d'un révolutionnaire professionnel

didar fawzy*

En une vingtaine d'années, depuis son assassinat à Paris le 4 mai 1978, l'évocation d'Henri Curiel a subrepticement glissé de l'image du «révolutionnaire professionnel» à celle du «militant anti-fasciste et anti-colonialiste» conforme aux normes actuelles de la pensée «politiquement correcte». Henri Curiel a certes participé aux luttes de la gauche des années 30 à 70: contre le fascisme et le nazisme, contre le colonialisme et l'impérialisme, mais ses actions ont également visé à la transformation des rapports sociaux. Toujours un pas en avant, les objectifs qu'elles traçaient étaient atteignables par la collectivité en mouvement parce qu'insérées dans un contexte temporel, qui tenait compte des rapports de force sur le terrain, et de l'évolution de l'impérialisme international. Révolutionnaire professionnel par vocation, sans appui extérieur par le hasard de sa naissance et des circonstances de l'époque, il engageait sa responsabilité dans les actions qu'il suscitait. Son itinéraire explique le titre choisi par son biographe, Gilles Perrault : *Un homme à part*¹. Et son assassinat.

Rangé parmi les «étrangers» parce que né (en 1914) dans une Egypte où les éléments d'origine européenne bénéficiaient de

*. L'auteure a été une collaboratrice d'Henri Curiel de 1943 — en Egypte — à son assassinat à Paris en 1978.

1. Gilles Perrault, *Un homme à part*, Barrault, Paris, 1984.

«privilèges» garantis par les puissances européennes², Henri Curiel avait cherché à les perdre en optant à sa majorité, en 1935, pour la nationalité égyptienne³. Par pur idéalisme (il n'était pas encore communiste), car plus tard, il sera néanmoins exilé de force par le roi Farouk comme «étranger» (en 1950). Entré clandestinement en France en 1951, il y poursuivra ses activités militantes souterraines jusqu'à son arrestation à la fin de l'année 1960. D'abord en direction de l'Égypte, jusqu'à son expulsion de la direction du nouveau Parti communiste égyptien uni⁴, puis en s'investissant dans le soutien français clandestin à la lutte de libération nationale algérienne. Résidant légalement en France comme apatride, après sa sortie de prison en 1962, c'est néanmoins une organisation semi-clandestine qu'il crée, avec des militants français, pour assurer une formation et apporter une aide concrète aux révolutionnaires engagés dans des luttes de libération dans le monde. C'est dans ce cadre qu'il participera, à l'ombre de Ben Barka, à la préparation de la Tricontinentale⁵, et qu'il aidera, dans les années 70, les mouvements de libération influencés par la théologie chrétienne de la libération d'Amérique latine, et les mouvements de libération à direction marxiste de l'Afrique australe, jusqu'alors chasse gardée des intérêts occidentaux. Il est assassiné à la fin de cette décennie.

Henri Curiel aurait pu, étant donné les vicissitudes de sa carrière militante, changer de profession après 1962. Il avait bénéficié d'une solide éducation française chez les Jésuites, obtenu sa licence à la Faculté de Droit du Caire⁶, et il avait évolué dans un milieu intellectuel cultivé, au sein d'un réseau familial qui aurait pu l'aider à se positionner professionnellement à Paris. Mais malgré la variété de sa très grande curiosité intellectuelle, sa passion pour l'action révolutionnaire a noyé tout le reste. Logique et rigoureux quant à l'application des principes du mouvement ouvrier, intransigeant avec ses proches camarades, prêt à prendre tous les risques, il se mon-

2. Jusqu'à la Convention de Montreux en 1937, qui entraînera la soumission à l'impôt pour les étrangers.
3. Sa famille était de nationalité italienne.
4. Qui se prépare dans les années 1956-1957 et se constitue en 1958.
5. Qui s'est tenue — après l'enlèvement de Ben Barka à Paris — à La Havane, du 3 au 13 janvier 1966.
6. Où l'enseignement se faisait en français.

trait sourcilleux de la sécurité de ses camarades et surtout de celle des militants du tiers-monde. Vif et alerte lorsqu'il transmettait ses expériences révolutionnaires aux militants des mouvements de libération, il était atteint d'une léthargie vaguement souriante à l'évocation de sa vie personnelle. Mais il était parfaitement accessible, confiant dans la lutte organisée, ouvert sur l'extérieur. Un révolutionnaire d'envergure.

Henri Curiel n'était pas un théoricien : il n'écrivait ses rapports⁷ que pour susciter l'action. Et la centaine de pages qu'il a rédigées lors de sa mise en résidence surveillée à Digne, sur la demande de ses camarades égyptiens, sont consacrées à éclaircir des luttes intestines qui déchiraient les organisations communistes des années 40 en Egypte. D'où la difficulté de cerner l'apport révolutionnaire des lignes politiques successives qu'il a défendues en Egypte et en France. Restent comme documents une interview pour un mémoire de ma⁸trise sur les relations du Parti communiste français avec les organisations communistes égyptiennes⁸, et les témoignages de ceux qui ont milité à ses côtés, dans l'une, ou toutes les organisations qu'il a animées. Mais, comme il était accessible, voire familier avec les proches, et qu'il ne demandait qu'à transmettre, il suffisait d'être à l'écoute. Bousculée par le temps, sans matériaux pour alimenter ma mémoire, je me limiterai aux positions révolutionnaires d'Henri Curiel, qui, aujourd'hui, m'apparaissent fondamentales. A d'autres le soin de les préciser. De les critiquer ou de les compléter.

égyptianisation, prolétarianisation, libération nationale, mouvement

Henri Curiel n'a été ni le premier, ni le seul à créer une organisation communiste en Egypte. Et lorsqu'il en crée une, au début des années 40, ce fut au milieu d'une explosion. Les communistes n'étaient pas non plus les seuls à vouloir guérir les trois maux qui ravageaient la population paysanne — alors l'écrasante majorité — soit, la pauvreté, la maladie et l'igno-

7. Ils sont à la disposition des chercheurs qui voudraient les consulter à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam.

8. Mémoire présenté par Marie-Dominique Gresh à l'Université de Paris VIII (Saint-Denis).

rance. Ce qu'il faut retenir, c'est le développement rapide de cette organisation (avec certes des périodes de régression), depuis le stage organisé pour la formation de cadres ouvriers, en 1943, jusqu'au coup d'Etat organisé par les «officiers libres» en juillet 1952. En 1947, après une fusion avec sa principale rivale et d'autres groupes, on peut parler de «création» d'un mouvement communiste, car le premier Parti communiste égyptien — représenté au sein de l'Internationale et actif dans les années 1921-1925⁹, et dont la lutte avait haussé la classe ouvrière au niveau de la nation¹⁰ — avait disparu du fait de la dispersion des communistes, avec bannissement des étrangers. Comment expliquer le développement rapide d'une organisation créée en Egypte, mais dont le secrétaire général se distinguait par son arabe boiteux et un accent déplorable, et, malgré son option pour la nationalité égyptienne, était même classé, y compris par ses camarades, parmi les «étrangers»¹¹, sinon par ses prises de position révolutionnaires parce qu'insérées dans la réalité sociale. Essayons de les cerner.

Interdites en Egypte, les organisations communistes fonctionnaient clandestinement. Les principales organisations des années 40, dirigées par des juifs égyptiens, étaient axées sur la formation de groupes d'étude et la publication de journaux, voire de livres, à l'intention des intellectuels égyptiens. Henri Curiel avance pour son organisation les mots d'ordre d'*égyptianisation*¹² et de *prolétarianisation*: un stage de formation de cadres ouvriers donné en arabe par des intellectuels marque la naissance de l'organisation. Par ailleurs, ayant pris conscience de la force du sentiment national alors qu'il se

9. Ce n'est qu'en 1928 que le parti égyptien est représenté par un Palestinien au sein de l'Internationale communiste; mais après 1925, il est infesté d'indicateurs et les émissaires du Komintern abandonnèrent tout espoir de le remettre sur pied.
10. Puisqu'à la suite de son action, le Wafd chercha à se rallier les syndicalistes.
11. Il faut se reporter à l'histoire de l'Egypte ottomane partagée en communautés religieuses et ethniques autonomes, avec leurs juridictions, leurs cultures, et leurs écoles, gérées par leurs notables; le système perdure après la chute de l'Empire ottoman jusqu'au traité de 1936 avec l'Angleterre.
12. Une série de treize ouvrages fondamentaux du marxisme est alors traduite en arabe.

trouvait interné¹³, il donne la priorité à la lutte pour la *libération nationale* sur la lutte des classes. L'indépendance de l'Égypte n'était, en effet, que formelle, et une clause du Traité de 1936 prévoyait la mise à la disposition de l'Angleterre de l'ensemble du territoire égyptien en cas de guerre. Pendant la seconde guerre mondiale, non seulement les troupes britanniques étaient visibles jusque dans les villes, mais dans la nuit du 4 février 1942, le Palais fut encerclé de tanks anglais pour obliger le roi à constituer un gouvernement wafdiste¹⁴. L'organisation créée par Curiel en 1943 prend le nom de Mouvement égyptien de libération nationale (MELN), et l'organisation née de la fusion de 1947¹⁵, dont il sera le secrétaire politique, celui de Mouvement démocratique de libération nationale (MDLN). D'où une collaboration étroite, qui facilite son développement, avec les journalistes de la gauche wafdiste, les étudiants alors à la pointe des manifestations pour l'évacuation du territoire occupé par les troupes britanniques, et enfin, avec les comités populaires wafdistes dans les villes et les villages.

Notons seulement, sans nous perdre dans les détails, que des trois principales organisations communistes issues d'une même Union démocratique anti-fasciste (interdite en 1943) et qui participent à la fusion de 1947, l'une — *Iskra*, de Hillel Schwartz, qui amènera dans les rangs du MDLN de brillants intellectuels et officiers — refusait l'adjectif *égyptien*, le jugeant «raciste», et l'autre — Libération du peuple, de Marcel Israël — voulait en exclure tout membre «étranger» (cette ligne l'emportera en 1958 dans le Parti communiste égyptien uni). Enfin, la collaboration avec la «classe bourgeoise» suscita maints débats et fut considérée par de petits groupes comme une trahison. L'ouverture d'esprit de Curiel équilibra les positions. Et si cela se fit dans le plus grand désordre, la

13. Dans un camp de détention à Zeitoun.
14. L'Égypte n'avait pas encore déclaré la guerre à l'Axe, qui avait la sympathie du roi, alors que le Wafd était favorable aux Alliés.
15. Elle fut préparée par la collaboration des communistes des différentes organisations au sein du Comité national des étudiants et des ouvriers, dont l'action aboutit à l'évacuation des troupes britanniques des villes d'Égypte; outre les communistes, le Comité rassemblait wafdistes, watanistes (du parti créé par Mustapha Kamel), azharistes, frères musulmans (qui s'en détachent ultérieurement), et d'autres groupements nationalistes, et naturellement des syndicalistes, côté ouvrier.

tradition d'ouverture persista dans l'un des courants du communisme égyptien. En 1943, il faut le rappeler, le Komintern avait été dissous, et ces organisations agissaient sans directives et sans aides extérieures.

De la série d'organisations communistes qui se créèrent pendant la seconde guerre mondiale, celle de Curiel fut la seule à s'appeler *mouvement*. Des historiens du communisme égyptien ont expliqué que Curiel avait choisi ce terme (et non celui de *parti*) par simple souci de sécurité vis-à-vis de la police. Ils se trompent. En réalité, un certain nombre de camarades de la première équipe, et à nouveau après la fusion de 1947, avaient plaidé pour que l'organisation prenne le nom de «Parti communiste». Mais Curiel fit valoir que pour répondre effectivement aux aspirations du peuple égyptien à un parti qui le représente, il fallait prendre le temps de le construire, ce qui reportait à bien plus tard la création de l'organisation communiste en discussion, tandis qu'un «mouvement de libération nationale» pouvait déjà définir certains objectifs : préparer la formation d'un parti communiste, œuvrer pour la réforme agraire, coordonner la lutte commune avec le peuple soudanais pour la libération du territoire.

autodétermination du soudan et structure d'organisation par groupes sociaux

La position de Curiel sur la question des rapports entre l'Égypte et le Soudan est historique. Il faut s'y arrêter. Le traité de 1936 avec l'Angleterre avait laissé en suspens la «question du Soudan», dont il y a lieu d'examiner l'origine. L'Etat du Soudan avait été créé par l'Égypte ottomane de Mohammad Ali et du *Khedive* Isma'il au XIX^e siècle. Lors de l'occupation militaire de l'Égypte par l'Angleterre, en 1882, un combattant soudanais contre l'impérialisme européen se proclame «*Mahdi*», s'empare du pouvoir et crée le premier Etat indépendant du Soudan. En 1898, le Soudan est reconquis par l'Angleterre au nom de l'Égypte et placé sous le statut de *condominium* anglo-égyptien, alors que l'Égypte est elle-même sous protectorat britannique et militairement occupée. Le grand mouvement de 1919-1921 pour l'indépendance de l'Égypte eut des adeptes dans un Soudan devenu, en fait, colonie britannique. Le ralliement à l'insurrection se fit sous

le mot d'ordre de «*l'évacuation des troupes britanniques de toute la Vallée du Nil*». D'où la politique de séparation du Soudan pratiquée par l'Angleterre jusqu'au Traité de 1936, qui rétablit les relations sans pour autant que la question du Soudan soit réglée, si bien qu'elle demeurait partie intégrante de la question nationale égyptienne.

Le premier parti communiste égyptien avait inclus dans son programme «*la libération de toute la Vallée du Nil et l'unification de l'Égypte et du Soudan*», et le secrétaire du comité central du Wafd avait voulu créer, en 1924, une «*Fédération générale des syndicats ouvriers de toute la Vallée du Nil*». Enfin, Shohdi Ateyya al-Shafi et Mohammad Abdel Ma'boud al-Guebeili, deux dirigeants d'*Iskra*, traitant de la question du Soudan, considéraient que «*l'évacuation militaire*» seule ne garantirait pas l'indépendance¹⁶, tandis que le slogan de «*l'unité de la Vallée du Nil*», tout en paraissant logique, risquait de se réaliser au détriment du Soudan et de l'Égypte. En effet, ajoutaient-ils, la demande égyptienne de l'unité pourrait cacher la volonté des hommes d'affaires et industriels égyptiens de prendre la place des intérêts impérialistes britanniques, tandis que ceux-ci auraient là l'occasion d'encourager les mouvements séparatistes¹⁷. Aussi le programme d'*Iskra* asseoit-il l'unité égyptienne et soudanaise dans la lutte pour l'indépendance militaire, économique, et démocratique, et demande qu'il y ait une représentation démocratique du Soudan dans toutes les négociations et accords avec l'Angleterre¹⁸.

Au Soudan, le mouvement nationaliste¹⁹ se partageait en deux tendances. La première, représentative des couches du secteur «moderne» prônait «*l'unité de la vallée du Nil sous la couronne égyptienne*» (d'où la méfiance des communistes de l'*Iskra* pour le slogan), et était soutenue par la famille des Mir-

16. Sans l'indépendance économique et politique.

17. Voir l'introduction à leur ouvrage, *Ahdafuna al-wataniyya* (litt. «nos objectifs nationaux»), al-Rissala Press, Le Caire, 1945.

18. Point 5 du programme publié dans Tareq Y. Ismael & Rifa'at el-Sa'id : *The communist movement in Egypt, 1920-1988*, Syracuse University Press, New York, 1990, p. 48.

19. Limité au Soudan-Nord, majoritairement de culture arabo-musulmane.

ghani²⁰. La seconde, avançait le mot d'ordre du «*Soudan aux Soudanais*» en alliance avec la Grande-Bretagne, et était dirigée par la famille du *Mahdi*²¹, au passé prodigieux puisqu'à l'origine de la première formation nationale soudanaise. Au Caire, il existait au sein du MELN-MDLN un groupe de communistes soudanais organisé en une entité autonome²², avec son propre journal. Curiel rappelle dans ses mémoires que ce fut un camarade soudanais de ce groupe qui l'éveilla à la complexité de la question des rapports entre l'Égypte et le Soudan. Ce qui l'amène à proposer la solution de ce problème national, d'une part par la lutte commune des peuples égyptien et soudanais contre l'impérialisme britannique, et d'autre part, par l'application du principe de l'autodétermination du peuple soudanais. Principe conforme, rappelons-le, à ceux du mouvement ouvrier et à la Charte des Nations unies. Le principe sera retenu par les «officiers libres» lors de l'accord anglo-égyptien sur le Soudan de mars 1953, qui mit fin au statut du *condominium*. Le même principe vient d'être proposé pour résoudre le problème du Sud-Soudan, en guerre avec le pouvoir central depuis l'indépendance, guerre qui a déjà fait des centaines de milliers de morts !

L'organisation des camarades soudanais en groupe structuré n'était pas une exception. Dès le départ, le MELN fut structuré sur la base du travail par groupe social. Et la structure se maintiendra au sein du MDLN. La théorie de Curiel était qu'en l'absence d'organisations de masse, la formation de secteurs par profession, lieu de travail, quartier, sexe, ou ethnie, était le seul moyen, au départ, de pouvoir recruter de nouveaux membres. La plupart des cadres de la direction étaient issus de ces secteurs, divisés en cellules. Il y avait ainsi le secteur de l'aviation (qui deviendra avec la fusion celui des forces armées), celui des étudiants de l'Université de l'Azhar, celui des ouvriers de l'industrie, des quartiers pauvres des zones urbaines, des cellules paysannes, des Nubiens, des Soudanais, des intellectuels (responsables des groupes professionnels), des étudiants de l'Université du Caire, des étrangers...

20. A la tête de la confrérie de la Khatmiyya, traditionnellement liée à l'Égypte.

21. A la tête de la puissante confrérie des Ansars.

22. Ce premier noyau créera à Khartoum, en 1946, le Mouvement soudanais de libération nationale (MSLN) qui deviendra à l'indépendance, en 1956, le Parti communiste soudanais.

Les camarades du MELN avaient d'abord critiqué cette structure, craignant la dilution du rôle du prolétariat. Or, à l'heure de la fusion avec *Iskra*, le MELN comptait 600 à 700 membres, dont 10 seulement n'étaient pas des Egyptiens. Il se trouvait être ainsi, en 1947, la plus importante organisation communiste égyptienne, introduite dans tous les secteurs de la société égyptienne, notamment dans les syndicats ouvriers. En septembre 1947, après la fusion, ses cadres ouvriers ont dirigé une grève de 27.000 ouvriers du textile de Shoubrah el-Kheima. On peut dire que les mots d'ordre de départ avaient été porteurs d'une dynamique. Mais la première guerre israélo-arabe²³, qui devait également conduire à l'exil des camarades juifs et à l'exil forcé d'Henri, aboutirait à l'explosion du MDLN en groupes hostiles. Avant tout, nous disait Henri, parce que l'organisation ne s'était pas préparée à canaliser le mouvement.

la création du mouvement anticolonialiste français

L'alliance entre prolétariat du pays colonisateur et mouvement national du pays colonisé est un principe révolutionnaire. La lutte armée de libération déclenchée par un groupe de maquisards algériens contre la colonisation française en 1954 posait, pour cette sorte d'alliance, une série de problèmes aujourd'hui bien connus, mais qui, en tout cas, n'interpelaient pas Henri Curiel, puisqu'il prit contact avec le responsable de la Fédération de France du FLN à la fin de l'année 1956, donc après le Congrès de la Soummam et la reconnaissance du FLN comme dirigeant de la lutte nationale, y compris par le PCA. Soutenir la lutte d'un peuple colonisé à partir de la métropole coloniale répondait parfaitement aux principes du mouvement ouvrier qui le guidaient dans son action. Mais il faut revenir sur le concept de lutte de libération nationale qui pouvait hérisser certains par son contenu de classe, notamment dans le cas de la lutte de libération algérienne dont la direction était petite-bourgeoise.

23. La position du MDLN sur le partage de la Palestine en deux Etats sera traitée plus loin, car ce sera en France qu'Henri Curiel militera pour le dialogue israélo-arabe, puis israélo-palestinien.

Grâce à son expérience égyptienne, Henri ne pouvait qu'être conscient de la transformation des rapports sociaux qu'entraînait une lutte de libération au sein de la collectivité en mouvement — quelle que fut la nature de classe de la direction, dès lors qu'elle répondait aux aspirations de la majorité. D'où l'appui du MDLN, immédiatement approuvé par Henri Curiel en exil, à la prise du pouvoir d'Etat par des « officiers libres » égyptiens, désapprouvée par contre par les grands partis communistes européens qui classèrent l'affaire comme un coup de l'impérialisme américain contre l'impérialisme britannique ! Sa position de soutien à la lutte algérienne était donc bien une position révolutionnaire, puisqu'il s'agissait de la destruction d'un système aliénant pour l'ensemble du peuple algérien. Mais les grands partis de la gauche française, PCF compris²⁴, s'ils luttaient contre la torture et pour la fin de la guerre d'Algérie, refusaient par contre le soutien concret aux militants d'une lutte armée qui se menait sur le terrain contre des Français.

Il y eut, on le sait, plusieurs réseaux de soutien à la lutte de libération algérienne en France, avec des antennes en Europe, notamment en Belgique. Tous nécessairement clandestins puisque la loi française en faisait un crime contre la sécurité de l'Etat. Le plus important, par le nombre et parce qu'il agissait en tant que réseau français, a été le « réseau Jeanson ». Henri Curiel, entraînant avec lui un tout petit nombre de camarades exilés d'Egypte, a aidé substantiellement ce réseau à partir de novembre 1957. Notamment pour faire sortir hors de France les sommes recueillies par le FLN auprès des émigrés algériens²⁵. Soucieux de la sécurité et du développement de l'action de soutien à la lutte algérienne, Henri a déployé beaucoup d'énergie pour faciliter le lien entre Jeanson et la direction du PCF, en l'occurrence Laurent Casanova. Mais ces rencontres furent interrompues par le PCF, et en février 1960,

24. Et même le PSU, qui, après l'inculpation de deux de ses adhérents, stigmatisa ces « groupes... souvent devenus des foyers de provocation que les militants antifascistes doivent plus que jamais tenir à l'écart » (*Le Monde*, 18 juin 1960); tandis que Jean-Jacques Servan-Schreiber, alors directeur de *L'Express*, après l'arrestation de jeunes lycéens accuse « les philosophes » d'avoir entraîné leurs jeunes disciples dans le chemin de la désertion ou de l'aide au FLN (numéro du 16 juin 1960).
25. Tâche que Rosette Curiel, sa femme, a remplie régulièrement jusqu'à son arrestation à Genève.

à la suite d'une série d'arrestations de militants du soutien, Jeanson dut quitter la France.

Sur la demande du FLN, Henri Curiel reconstitua le réseau avec de nouveaux collaborateurs (Jehan de Wangen, Georges Mattéi, Martin Verlet). Techniquement, les services fonctionnèrent comme par le passé. Mais, conformément à sa conviction qu'une action dépérit si elle ne se développe pas, il parvint à convaincre des militants, en tout cas du PCF et du PSU, d'élargir la portée politique du soutien en créant une organisation anticolonialiste française²⁶. Il s'agissait d'organiser, en dehors des partis mais sans se substituer à eux, tous ceux qui s'opposaient à la guerre d'Algérie, sans pour autant qu'ils soient tenus de s'engager dans le soutien concret aux militants algériens. Parallèlement, il y aurait là un terreau où recruter les plus radicaux pour le soutien technique au FLN. La structure de l'organisation serait semi-clandestine puisque contrevenant aux lois alors en vigueur. Le premier congrès du MAF se tint le 5 juillet 1960.

Il y eut des oppositions à la ligne politique de Curiel. Outre le problème de la sécurité, les opposants firent valoir qu'un appel à un regroupement autour du seul objectif de mettre fin à la guerre risquait de déprécier la position radicale de la minorité agissant aux côtés des Algériens. Mais Curiel l'emporta en soutenant que sans l'apport du PCF, des syndicats ouvriers, et du PSU, le soutien français se réduisait au seul apport technique; que, par ailleurs, les ralliements de militants de ces partis et syndicats assureraient la continuité du soutien technique en l'alimentant de nouveaux éléments; qu'enfin le MAF renforcerait la résistance à la guerre menée en Algérie, puisque la nouvelle organisation, en fonctionnant avec ses propres fonds, serait totalement indépendante du FLN.

Il y avait là tout un programme. Dont le but était, avant tout, d'accélérer la fin de cette guerre, meurtrière pour les Algériens, et qui répandait le virus du nazisme dans les rangs des jeunes Français envoyés à la boucherie. En principe le MAF devait faciliter la coordination des groupes actifs, notamment «Jeune Résistance» constitué en groupe autonome. Ce ne

26. Il en existait une, mais légale, en Angleterre, le *Movement for colonial freedom*.

sera pas le cas²⁷. Et à la fin du mois d'octobre, Henri Curiel sera arrêté²⁸. Sans conséquence pour le MAF et son organe (*Vérités Anticolonialistes*): le coup de filet de la police ne put, en effet, aller plus loin; la création du MAF n'avait donc pas nuit à la sécurité du réseau, qui fonctionna jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, avec Georges Mattéi et Martin Verlet, d'ailleurs en contact avec la prison.

Mais l'idée d'un MAF était-elle farfelue ? Sur le plan international, le colonialisme direct était jugé anachronique depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et la France critiquée par la communauté internationale pour sa guerre en Algérie et l'utilisation de la torture par son armée. Cette réprobation était ressentie en France. Par ailleurs, lorsque le MAF se constitue en juillet 1960, les arrestations de février incriminaient des citoyens professionnellement insérés dans la société française, tandis que la conférence de presse fracassante de Jeanson, en avril, révélait l'ampleur de l'engagement. Enfin, toujours en été, des intellectuels renommés lançaient une campagne de signatures au bas d'un texte qui justifiait «*le refus de prendre les armes contre le peuple algérien*», et le choix de porter «*aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français*», la cause du peuple algérien étant considérée comme contribuant «*de façon décisive à ruiner le système colonial*». Ce sera le texte des 121²⁹.

Avec le recul, on peut dire que le procès du réseau Jeanson, qui s'ouvre en septembre, marquera le tournant. La société parisienne ne bougera pourtant pas après les massacres perpétrés par la police française (sous Papon) contre des Algériens qui manifestaient pacifiquement, le 17 octobre 1961. Ce fut sous le slogan de «*paix en Algérie*» que 500 000 Parisiens se mobiliseront par contre pour accompagner les cercueils de huit Français, en majorité communistes, tués par des policiers à la bouche du métro Charonne en février 1962. La société française pouvait se mobiliser pour mettre fin à la guerre. Le

27. Voir Hervé Hamon & Patrick Rotman, *Les porteurs de valises - La résistance française à la guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1979; ouvrage indispensable pour avoir le tableau des différentes facettes de cette résistance.

28. Avec Jehan de Wangen, l'auteure de cet article, et Christian Motier (qui hébergeait la réunion).

29. Henri Curiel fut parmi ceux qui recueillaient des signatures.

soutien concret à la lutte de libération algérienne n'avait pas dépassé l'engagement d'une minorité. Qui avait risqué, ne l'oublions pas, avenir et carrières.

une organisation au service des mouvements révolutionnaires

L'idée du MAF eut une suite. Avec des résistants à la guerre d'Algérie, voire à l'occupation nazie en France, Curriel développe, dès sa sortie de prison, une organisation de services destinés aux militants des luttes contre le colonialisme (Afrique portugaise), l'*apartheid* (Afrique australe), les dictatures corrompues (Amérique latine), mais aussi contre les régimes fascistes européens (Espagne, Portugal, Grèce), pour les droits des minorités opprimées (kurdes), pour la désertion des jeunes Américains opposés à la guerre du Vietnam, pour l'aide des intellectuels *africaans* à la lutte de l'*ANC*, pour la création de l'Etat palestinien... Elle prendra le nom de «Solidarité». Une solidarité basée sur des options définies dans sa plate-forme : appuyer les mouvements de libération sans s'immiscer dans leurs choix politiques, ni prétendre les représenter; agir dans un cadre particulier, sans viser au monopole de l'action de soutien ou concurrencer les partis, syndicats, ou autres groupes de soutien de ces mouvements. D'abord financièrement soutenue par l'Algérie indépendante de Ben Bella, à partir de 1965 elle tournera avec ses propres fonds. «Solidarité» fut une organisation singulière dans une France militante quadrillée par les partis dans les années 60 et 70. Encadrée par une direction hétérogène, certes de gauche, mais une gauche qui ratissait large, elle comptait des indépendants, des communistes (membres ou non du PCF), des chrétiens (prêtres et pasteurs), des syndicalistes, des socialistes de courants divers, dont le CERES. Bref «*la plus ahurissante collection d'hommes et de femmes qui se peut imaginer*»³⁰... Un seul objectif les rassemblait : l'aide concrète aux mouvements de libération. En principe, tout service demandé devait pouvoir être satisfait : il suffisait de l'organiser. L'éventail s'élargit ainsi jusqu'à comprendre un «secteur extérieur» chargé de suivre une série de projets : dans un pays africain, l'implantation au profit d'un mouvement, d'un centre

30. Voir Gilles Perrault, *Un homme à part, op. cit.*, seul ouvrage à décrire les activités de Solidarité.

de documentation, fourni par une institution religieuse; dans un pays d'Amérique latine, l'évacuation de blessés vers un pays européen, etc.

Mais les services les plus importants s'occupèrent de formation de militants dans les domaines demandés par leurs dirigeants, de fabrication de tampons pour passeports, voire de papiers d'identité, d'organisation d'évasion de militants, de leurs déplacements dans les pays européens, de création de postes de radio clandestins, et naturellement d'impression et d'acheminement de documents par des filières clandestines... Elle fonctionna de 1962 à l'assassinat d'Henri Curiel. Avec des crises, mais elle fonctionna. Selon les principes du mouvement ouvrier international. Ce n'était pas une organisation révolutionnaire, mais elle mobilisait les bonnes volontés des pays nantis pour aider les révolutionnaires à continuer leur lutte. Des Etats alliés pouvaient les soutenir financièrement, et les entraîner militairement. Des partis politiques amis pouvaient leur assurer de nouveaux alliés. «Solidarité», c'est un fait, fut la seule à pouvoir aider les maquisards du Tiers-monde à assurer la poursuite de leur lutte, simplement en leur apprenant les techniques élémentaires de la sécurité et de la propagande.

le dialogue, une autre forme d'action révolutionnaire

Sauf exceptions, les camarades exilés d'Egypte avaient décroché dès la création du MAF. «Solidarité» leur paraissait carrément une aventure sans intérêt. Ils ne s'intéressaient qu'à leur région d'origine. Notamment au conflit israélo-arabe³¹, devenu essentiellement israélo-palestinien depuis l'autonomie de l'OLP après la guerre de 1967. En Egypte, le MDLN avait soutenu en 1947, comme l'URSS et le parti communiste palestinien, le partage de la Palestine en deux Etats (juif et arabe) décidé par l'ONU, et il avait milité contre la guerre déclenchée par les «régimes réactionnaires arabes» en 1948, jugée

31. Pour plus de détails, voir «Trois inédits d'Henri Curiel sur le conflit israélo-arabe et le droit imprescriptible des peuples arabe et juif de Palestine à une existence nationale» (avec ma présentation de ces textes), in *Peuples Méditerranéens*, avril-juin 1979, pp. 97-124.

comme une tentative de détournement du mouvement national égyptien. D'où l'internement, entre autres, des communistes juifs, suivi de leur expulsion. En France, le groupe d'exilés autour de Curiel avait milité pour le dialogue direct entre démocrates égyptiens et israéliens. Les activités se développèrent avec l'arrivée du secrétaire général du Comité de la paix égyptien, M^e Youssef Helmy, réfugié à Paris pour échapper à la prison. Pour la première fois, une personnalité du monde arabe appelait directement le peuple israélien à faire la paix.

Avec l'agression tripartite (France-Angleterre-Israël) contre l'Égypte en 1956, il n'était plus possible d'œuvrer pour le règlement du conflit par le dialogue entre les parties en conflit. Henri tenta une nouvelle ouverture en œuvrant auprès de démocrates anglais et français pour les impliquer dans l'organisation d'une conférence internationale qui se chargerait du règlement du conflit. Un «appel international aux gouvernements et aux peuples des États arabes du Moyen-Orient et d'Israël» fut lancé et signé par des personnalités du monde occidental. Sans résultat concret. Mais le contact fut maintenu avec les communistes israéliens, juifs et arabes; avec Khaled Mohiedine, devenu secrétaire du Comité de la paix égyptien, et son adjoint, Rif'at al-Sa'id, en poste au Conseil mondial de la paix. C'est après la guerre de 1967 qu'Henri est à nouveau interpellé par le conflit. Cette fois par la lutte des Palestiniens pour se faire reconnaître en tant que «peuple» ayant droit à un État (dans les documents de l'ONU, ils étaient alors désignés comme «réfugiés»). Un document confirme qu'en 1967 «Solidarité» avait pris position sur le soutien à la cause palestinienne. D'ailleurs conforme à la position de la France. En 1969, un ancien «officier libre», camarade d'Henri³², renoua le contact à Paris, avec pour mission d'amorcer un dialogue avec les Israéliens. Désormais, l'action d'Henri se fit «par le haut». Il avait eu suffisamment d'expérience pour comprendre qu'il y aurait toujours une barrière incontournable pour l'empêcher d'agir «par le bas». Il lutta donc, comme il le pouvait, là où il se trouvait. Il y eut des avancées et des reculs. Le tournant dans cette action eut lieu en 1976, lorsqu'Henri parvint à faire dialoguer secrètement des sionistes de la mouvance travailliste, dont un général de réserve («héros de la guerre

32. Il avait été responsable du secteur des forces armées au MDLN.

des 6 jours»), Mattityahu Peled, et l'ancien chef d'un commando terroriste, Issam Sartawi³³, et à les faire recevoir, ensemble, par Pierre Mendès-France. Il revenait aux organisations révolutionnaires qui travaillaient sur le terrain de développer l'action auprès des masses. L'histoire nous dira ce qu'il en fut. En tout cas, pour Curiel, cette histoire s'arrêta le 4 mai 1978.

De son vivant, donc avant les accords d'Oslo, et même après sa mort d'ailleurs, la position d'Henri Curiel favorable à une solution politique du conflit israélo-arabe, puis israélo-palestinien, a souvent été l'objet de critiques. Même parmi des communistes égyptiens de la tendance MDLN. On lui reproche notamment son impatience à accélérer les rencontres entre délégués des parties en conflit, alors que les peuples n'étaient pas prêts à accepter le dialogue. Sans pour autant chercher à déterminer les causes profondes de la persistance du refus d'un dialogue après cinq guerres meurtrières pour tous les peuples de la région. Eclairer les zones restées dans l'ombre permettrait pourtant de faire avancer le dossier en panne, comme tentent de le faire les «nouveaux historiens» israéliens et palestiniens. Mais sur quelle base considérer comme révolutionnaire une action qui reposait sur une ligne politique favorisant le dialogue par-dessus toute autre considération³⁴? Tout simplement parce que militer pour l'existence des deux Etats, c'était reconnaître la légitimité des deux mouvements nationaux sur un même territoire, et la possibilité de cohabiter en paix, dès lors qu'il y aurait volonté politique des parties en conflit. C'était faisable puisque, de manière ô combien douloureuse pour les populations, le processus a été lancé. Avec un demi-siècle meurtrier de retard.

33. Assassiné par Abou Nidal en avril 1983.

34. Sans pour autant nier aux Palestiniens le droit de prendre les armes pour récupérer leurs terres occupées en 1967.

lectures

***Le péché originel d'Israël
L'expulsion des Palestiniens
revisitée par les «nouveaux historiens»
israéliens***

Dominique VIDAL,
avec une postface de Joseph ALGAZY

Editions Vie Ouvrière, 1998, 208 pages.

«Le dossier est ouvert, laissons-le grand ouvert. D'autant que sur bien d'autres dossiers pèse encore la lourde chape de silence de la censure israélienne. Le réexamen continu des faits, réels ou mythiques, et de notre savoir nous rapprochera de la vérité».

Ces quelques lignes de Joseph Algazy, journaliste israélien avec qui Dominique Vidal a réalisé son ouvrage, me paraissent aussi fondamentales que la patiente recherche qui a mené à l'ouverture du dossier. L'essentiel est de continuer...

S'inscrivant dans les remous et affrontements que vit la société israélienne, le phénomène des «nouveaux historiens» est un témoignage de courage civique, de vigueur intellectuelle et de vitalité démocratique. Il est lié à un autre débat capital qui porte sur sionisme et post-sionisme. Il devenait donc urgent que le public francophone dispose enfin des éléments-clés d'un énorme travail qui ébranle les «vérités» officielles de l'Etat d'Israël.

Au centre de ce travail, les questions que voici :

- les populations palestiniennes ont-elles, en 48-49, volontairement abandonné leurs terres, leurs habitats, leurs villages ?

- les responsables arabes ont-ils encouragé cet exode ?
- ou ces populations ont-elles été expulsées, afin de faire place nette pour des immigrants juifs ?

La réponse officielle est bien connue : *«l'accusation selon laquelle ces Arabes ont été chassés de force par les autorités israéliennes est totalement fausse, au contraire, tout a été fait pour prévenir cet exode»*. C'est ce qu'expliquait dès juillet 1948 un porte-parole du ministre israélien des Affaires étrangères.

Quelque vingt ans de recherches historiques rendues plus fécondes par l'ouverture de certaines archives, ont abouti à des réponses radicalement différentes. S'il est vrai qu'il faut distinguer des périodes - et singulièrement la période qui précède la reconnaissance d'Israël par l'ONU, de celle qui suit cette reconnaissance - des documents établissent que des dirigeants israéliens ont suivi une politique d'expulsion des Palestiniens, qu'ils ont ensuite appliqué des plans d'expulsion, et qu'en tout état de cause le non-retour a été organisé. Il est aussi établi qu'il y a eu des massacres - certains, comme celui de Deir Yassine n'étaient plus guère contestés. Et que la violence a entraîné la violence.

Algazy le rappelle fort à propos : avant les historiens nouveaux il s'est trouvé des citoyens pour crier, contre le courant, des vérités sur l'expulsion des Palestiniens. Des vérités que personne ne voulait entendre. C'étaient des militants du Parti communiste, du Matzpen (trotskiste) et même du Mapam (sionistes socialistes), lequel fut très divisé sur le problème. Mais s'il y a eu des précurseurs, ils provenaient pour l'essentiel de milieux politiques réputés non-fiables scientifiquement. Avec la vague actuelle de chercheurs qualifiés, le cri est devenu petit à petit plus audible et mieux écouté.

Surgit aussitôt la question de la part d'idéologie que véhicule l'histoire. *«Décrire ce qui est arrivé, ni plus ni moins»* : c'est ce à quoi s'est attelé Benny Morris, l'homme par qui le «scandale» s'est produit. Mais comment accéder aux documents, comment reconstituer correctement ce qui est arrivé, dès lors que les enjeux sont considérés comme vitaux pour un pays, pour deux peuples, que la passion envahit les cerveaux et que censure et auto-censure s'érigent en vertus ? Le souci de Benny Morris de faire émerger «ce qui est arrivé» au delà de

l'histoire officielle — de ses mensonges éhontés et de ses omissions papelardes — ce souci n'est pas a-idéologique. Cela contribue puissamment à rendre son travail et celui de ses collègues en «néo-histoire» sérieux, décapant. Il suscite de puissantes réactions : tentatives d'étouffement de la part de l'*establishment*, intérêt croissant de la part d'une partie de la population, discussions entre historiens.

La synthèse du dossier sur l'exode massif des Palestiniens réalisée par Dominique Vidal, auteur de nombreuses études sur le Proche-Orient, est nourrie de textes irréfutables, d'utiles glossaires et chronologies, de commentaires critiques. On y apprend entre mille autres choses que les «nouveaux historiens» ne sont pas d'accord entre eux sur tous les points et que des échanges se poursuivent entre eux. Des échanges, moins amènes, ont aussi lieu entre historiens traditionnels et leurs jeunes collègues. C'est ainsi qu'un Shabtaï Teveth, chef de file des «anciens», s'il reconnaît que l'Etat d'Israël a commis des injustices à l'égard des Arabes, reproche aux nouveaux historiens de contester la légitimité de l'Etat d'Israël. Car à ses yeux, Israël est et doit rester un Etat juif, et non pas un Etat démocratique qui donnerait aux Palestiniens le droit au retour.

On comprend, à la tournure de la polémique, qu'est posée la question : le sionisme n'a-t-il pas épuisé ce qu'il avait à donner aux Juifs en quête de patrie ? L'ère post-sioniste n'a-t-elle pas commencé ? Ilan Pappé, historien contestataire issu du Mapam, déclare pour sa part à Joseph Algazy : *«je ne me considère plus comme sioniste et la notion de post-sionisme ne me fait pas peur»*.

Le péché originel d'Israël aidera le lecteur à mieux comprendre les débats politiques, historiques et idéologiques d'un pays où, loin de l'immobilisme, chanteuses transsexuelles, ballets d'avant-garde et vérités premières divisent l'opinion.

R.L.

Immigration et racisme en Europe

Sous la direction de Andrea REA

Editions Complexe, 1998, 240 pages.

Au delà des descriptions et des analyses de situations vécues par les immigrés, ce livre jette un regard inquiet sur un processus en cours dans différents pays d'Europe : une «*racialisation*» qui s'installe sournoisement.

L'ouvrage fait suite à un cycle de conférences organisé par le Centre de sociologie politique de l'ULB en collaboration avec le Centre pour l'égalité des chances et trois associations. Coordonné par Andrea Rea, il réunit les noms de spécialistes proches du terrain — il faudrait écrire *proches des terrains* — puisqu'il s'agit de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la Suède et de l'Italie. C'est un précieux état des savoirs sur le racisme et l'antiracisme qui nous est ainsi présenté.

Alors que 1997 a été proclamée Année européenne contre le racisme, l'arrivée des Kurdes venus d'Irak et de Turquie a provoqué — d'abord en Italie — de «fermes» et contagieuses réactions sécuritaires : verrouillage des frontières, renforcement de la surveillance et, note Andrea Rea, «*entretien d'un imaginaire collectif sur la menace migratoire*». De nouveau, l'immigration est associée à un péril et la construction d'un racisme européen, déjà amorcée, s'affirme.

La même année, l'enquête d'opinion sur le racisme et la xénophobie en Europe révèle que 33% des Européens se déclarent ouvertement «très ou assez racistes». Ce chiffre témoigne d'une nette dégradation de la situation. C'est l'image de soi de la nation et de l'Europe qui est en jeu.

Pourquoi cette dégradation ? Un des facteurs les plus importants est d'ordre strictement politique. Le vote d'extrême-droite non seulement progresse, mais il s'est enraciné. Michel Wieviorka observe à cet égard qu'en France le Front National a «*plus contribué à hausser le racisme et la xénophobie au niveau de la vie politique, qu'à encourager les violences racistes et xénophobes du type de celles qu'on observe en Grande-Bretagne ou en Allemagne*». Le FN est fort de quatre

municipalités importantes et aussi d'un tissu associatif qui se développe. Enfin de plus en plus nombreux sont les élus qui cèdent à la pression de quelques thèmes «porteurs» (de haine) — comme la préférence nationale.

Une jonction pourrait ainsi s'opérer entre un racisme idéologico-politique et un racisme institutionnel. Pour Wieviorka, ce processus témoigne de l'épuisement du modèle français d'intégration républicaine.

Une autre approche, inspirée de quelques concepts «bourdieusards», nous est présentée par Marc Swyngedouw, qui compare la notion de «péril immigré» en Flandre dans les années 30 avec les Juifs, et dans les années 80 avec les musulmans maghrébins ou turcs. Ici et là, on est en présence d'une catégorisation des immigrés, qui concerne la religion (inférieure), le rôle socio-économique (néfaste), et le capital culturel (inférieur) des immigrés. Pour Marc Swyngedouw, cette catégorisation relève du nationalisme éthique.

Impossible de s'attarder ici sur les contributions tout à fait captivantes de Nora Räthzel (qui analyse cette singulière forme de xénophobie qui sévit en Allemagne à l'égard des immigrés de l'Est), de Laura Balbo, de Didier Bigo. L'ensemble mérite une lecture attentive... suivie d'une action lucide contre la racialisation des rapports sociaux à l'échelle européenne, contre un racisme qui est occupé à s'inventer une nouvelle figure - celle du «*sous-blanc*».

R.L.

Les présidents de parti répondent... Vers une recomposition du paysage politique

Pascal DELWIT et Jean-Michel DE WAELE

Éditions Labor, 1998, 130 pages, 549 FB.

Le sous-titre n'est pas accompagné d'un point d'interrogation. Cela provoque bien évidemment une question : le paysage politique n'est-il pas en constante recomposition ? Les auteurs en conviennent, mais le point de départ de leur recherche est

précis : il s'agit des élections législatives du 24 novembre 1991, qui ont brutalement démenti l'image de la stabilité du corps électoral en Belgique. Les trois partis traditionnels ont reculé, le *Vlaams Blok* a enregistré un important progrès, Ecolo-*Agalev* avancé sensiblement. L'évènement a fait choc, s'additionnant à des «recompositions» antérieures et moins spectaculaires. C'est ainsi que depuis quelques décennies, les clivages politiques se succèdent selon des axes différents, l'asymétrie Flandre/francophonie s'accroît, l'érosion des piliers va son petit bonhomme de chemin, des «réarrangements individuels» font glisser des élus d'une formation vers une autre. Et si le PRL/FDF continue sur la lancée qu'indiquent les sondages, le paysage politique en Communauté française sera bouleversé en 99.

L'originalité de l'ouvrage conçu par Delwit et De Waele est d'avoir fait parler les présidents de parti eux-mêmes. Ils ont répondu en direct aux questions que leur a posées le Laboratoire d'étude des partis politiques de l'ULB, le 15 octobre 1997; ils ont prolongé ensuite leur propos en fonction du débat de la journée. Les questions posées concernaient l'asymétrie institutionnelle, l'éventuelle réforme du mode de scrutin, la portée du compromis à la belge, la publicité des accords préélectoraux.

Il s'agit donc de réflexions parallèles plutôt que d'un débat articulé entre présidents de parti. Le livre ne réserve pas, dans le chef des huit hommes politiques co-auteurs, de révélations bouleversantes. Ce qui est nouveau et intéressant, c'est que leurs discours synchroniques, prononcés à distance des échéances électorales, fassent le point à la demande d'un centre d'études politiques.

R.L.

***La démocratisation en Europe centrale
La coopération paneuropéenne des partis
politiques***

Pascal DELWIT et Jean-Michel DE WAELE
(sous la direction de)

Editions L'Harmattan, 1998, 204 pages.

Revoilà les mêmes auteurs qui cette fois pilotent un recueil de contributions sur la démocratisation en Europe centrale, plus précisément en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie. C'est la coopération entre partis politiques à l'échelle européenne, facteur généralement peu étudié, qui est au centre de l'étude.

On sait que les partis occidentaux ont voulu jouer un rôle dans la «transition» des régimes dits de démocratie populaire vers des démocraties économiquement libérales et politiquement pluralistes. Il y a eu quelques déconvenues à cet égard. *«Un des éléments les plus frappants et admis par tous est la méconnaissance quasi complète et réciproque des réalités et des attentes de l'autre»*. Ce seul constat est éclairant pour la période de *«fluidité politique intense»* des années 90, mais aussi pour le passé : l'Est et l'Ouest européens se sont ignorés.

La quête d'une Internationale — socialiste, libérale ou démocratique — à laquelle les nouvelles formations pourraient s'affilier et se référer a été laborieuse et incertaine.

De Waele scrute pour sa part les relations entre les théories de la transition démocratique et la réalité du processus : la «transitologie» n'en sort pas grandie. Elle n'a su prendre en compte ni l'extrême diversité des situations, ni la nouveauté historique du phénomène, au demeurant pas non plus prévu.

Parmi les co-auteurs, des politologues de Prague, Varsovie, Budapest, des collaborateurs du parti européen des libéraux, de l'Internationale socialiste et de l'Union européenne des démocrates chrétiens.

R.L.

Citoyennes !**Viviane TEITELBAUM-HIRSCH**

Editions Labor, 1998, 144 pages, 499 FB.

Sous forme de récit à tonalité familiale, l'auteure retrace quelques étapes de la lutte des femmes pour conquérir le droit de vote. Manière de célébrer le 50^e anniversaire de cette conquête et le 75^e anniversaire des Femmes prévoyantes socialistes.

Les religions et la violence

un dossier de *La Pensée et les Hommes*,
Editions de l'Université de Bruxelles, 1998, 495 FB.

C'est à la suite d'un colloque, organisé sur ce thème en mars 1997 par Charles Suzanne et Anne Morelli, que *La Pensée et les Hommes* publie ce recueil tout à fait passionnant, centré sur les trois grandes religions du Livre.

Judaïsme, christianisme et Islam font l'objet d'analyses soit historiques (Jean-Philippe Schreiber traite des guerres scolaires en Belgique et Olivier Gillet des rapports dans les Balkans entre églises orthodoxes et nationalismes), soit sociologiques (B. Kadima-Tshimanga sur les incohérences du christianisme au Congo-Zaïre, Régine Azria sur violence et judaïsme, via une relecture acérée de la Bible).

On notera en outre que les rapports entre Islam et statut des femmes sont étudiés dans trois contributions, toutes féminines : Ouardia Derriche, Rhamia Oukazi et Firouzeh Nahavandy.

Cent trente pages très denses.

R.L.

**«Zaire — La transition manquée,
1990/1997»**

Gauthier DE VILLERS
et Jean OMASOMBO TSHONDA

Cahiers africains, numéros 27-28 et 29 de 1997
Editions CEDAF/L'Harmattan, 300 pages, 800 FB.

Les auteurs de cette étude, qualifiée trop modestement de «*première esquisse d'une sociologie politique des années de la transition*» répondaient dans le numéro 208 des *CM* aux questions de Pierre Gillis sur les premiers pas du régime Kabila. Dans *Zaire ...*, ils livrent la chronique politique des sept années de la période dite de transition démocratique, qui ont vu se succéder dix gouvernements. C'est la chronique d'un enlisement aux conséquences dramatiques pour la population, mais dont certains aspects sont presque burlesques.

On est frappé en effet par le goût de la rhétorique des politiciens congolais, par leur sens de la théâtralité, par leurs talents juridico-oratoires. Mais tous ces dons sont dilapidés car le jeu politique, y compris celui de l'Eglise catholique, est dominé par Mobutu. M^{or} Monsengwo n'est certainement pas un enfant de chœur, mais les faux serments et tours de passe-passe du maréchal-président ont eu raison de ses ambitions. La Conférence nationale souveraine dont l'évêque a été élu président en 91 a produit beaucoup de textes, proclamé des principes, édicté des lois qui sont restées lettre morte. Grande donneuse de leçons de vertu, la Conférence a démontré son impuissance à impulser le changement politique.

Quand, en décembre 92, le rideau tombe sur la Conférence, Monsengwo n'a pas dit son dernier mot. A son initiative, une nouvelle concertation aura lieu. Elle sera récupérée par Mobutu. Le dernier acte sera joué sous le gouvernement Kengo, champion de longévité et très soucieux de raviver ses appuis internationaux. Ses efforts seront balayés par «le vent de l'Est» qui amène Kabila au pouvoir.

Le phénomène du «Phénix-Mobutu», resurgissant quand on le croit battu, les incohérences d'Etienne Tshisekedi, les effets politiques de la misère économique du peuple, une corruption surtout ravageuse au sommet, les pressions occidentales -

parfois contradictoires - tout cela est «chroniqué» avec précision.

A lire sans crainte de s'ennuyer et avec le risque (sérieux) d'y voir plus clair.

R.L.

Le Fil noir

Charles MANIAN

Editions du Cerisier, Collection Faits et Gestes,
1998, 102 pages, 3 50 FB

Un regard de l'intérieur — alors qu'il est posé par un extérieur : c'est sans doute cela qu'on appelle le talent — sur les drames qui jalonnent l'histoire des réfugiés politiques, sur leur isolement, leur déracinement, la perte de sens de leur vie dans un environnement qui leur interdit la plupart des choses qui font que la vie n'est pas qu'un phénomène biologique. Le tout dans une langue nerveuse, parcourue d'images fulgurantes pour évoquer le désespoir, la maladie, le racisme, la peur, les amours furtives, mais aussi la solidarité des Africains entre eux — descente aux enfers interrompue par la décision de rentrer au pays, constat du caractère mortifère d'un exil impossible. Le roman de Charles Manian est à peine plus long qu'une grosse nouvelle, et se lit d'une traite, sans prendre le temps de respirer; ne le manquez pas, il en vaut la peine.

P.G.

Les *Cahiers Marxistes*
sont déposés
dans les librairies suivantes :

- ABELARD Bouquinerie
Rue F. Dons, 5 (Quartier ULB) — 1050 Bruxelles
- AGORA Liège
Rue des Carmes, 7 — 4000 Liège
- AGORA Louvain-la-Neuve
Agora, 11 — 1348 Louvain-la-Neuve
- ALINEA
Rue Beaumont, 21 — L-1536 Luxembourg
- A LIVRE OUVERT
Rue St Lambert, 116 — 1200 Bruxelles
- BIBLIO-REGENCE
Rue de la Régence, 53 — 4000 Liège
- BRUXELLES LUMIERE 110
Bd. Adolphe Max, 110 — 1000 Bruxelles
- F.N.A.C.
City II, rue Neuve — 1000 Bruxelles
- L'AVENIR
Rue St Léonard, 102 — 4000 Liège
- LA DERIVE
Grand'Place, 10 — 4500 Huy
- LE LIVRE INTERNATIONAL
Bd. Lemonnier, 171 — 1000 Bruxelles
- L'ILE AUX CHATS
Rue Faider, 121 — 1050 Bruxelles
- LIBRAIRIE NOUVELLE — HERMAN
Passage de la Bourse, 4/6 — 6000 Charleroi
- LIBRAIRIE ANDRE LETO
Rue d'Havré, 35 — 7000 Mons
- LIBRIS — TOISON D'OR Espace Louise
Av. de la Toison d'Or, 40/42 — 1060 Bruxelles
- POINT VIRGULE
Rue Lelièvre, 1 — 5000 Namur
- PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRUXELLES
Av. Paul Héger, 42 — 1050 Bruxelles
- TROPISMES
Galerie des Princes, 11 — 1000 Bruxelles
- WALLONIE — BRUXELLES
Rue Quincampoix, 46 — F-75004 Paris

REVUE BIMESTRIELLE ISSN : 0591-0633

Editeur responsable : Pierre Gillis
6, rue N-D Débonnaire
7000 — Mons

Production, propriété & © : FREE, mouvement d'éducation
permanente reconnu par la Communauté française.
Membre de l'Association des Revues scientifiques et culturelles

Dépôt: Bruxelles X

300 F.